

سكزا من زوهر

Initiatives : le bilan des remèdes au chômage



# Le Monde

BOURSE

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOUPÈRE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14804 7 F

MERCREDI 2 SEPTEMBRE 1992

## Accord russo-américain sur l'uranium

Le président George Bush vient d'annoncer la conclusion avec le Russie d'un accord visant à éliminer l'un des risques potentiels de dissémination nucléaire liés à la désintégration de l'Union soviétique. Cette annonce est bienvenue, dans la campagne électorale américaine, pour un président qui affirmait depuis un an faire du risque de prolifération une de ses préoccupations majeures.

M. George Bush a voulu réserver aux États-Unis un monopole dans la gestion de ce problème, alors que la France souhaitait en faire une affaire collective, relevant notamment, avec l'existence d'une conférence des puissances défendues d'armes nucléaires en Europe, Washington marque ainsi un point dans une compétition occidentale dont l'objectif premier est certes d'éliminer un risque majeur pour la communauté internationale, mais dont quelques retombées profitables peuvent être retirées aussi par les Occidentaux, comme par exemple lorsqu'il s'agit de canaliser la fuite des « convertisseurs » de l'industrie d'armement ex-soviétique.

On se souvient par exemple comment les Américains avaient cherché à tirer la couverture à eux lorsque fut lancée il y a quelques mois par les Allemands avec l'appui français, l'idée de financer à Moscou un centre pour la science et la technologie, visant à fixer en Russie les savants travaillant dans le domaine des armements sensibles.

Russes et Américains devraient trouver leur compte dans l'accord annoncé lundi, et qui vise à éviter que l'uranium enrichi utilisé dans les armes nucléaires, en cours de démantèlement, de l'ex-URSS ne tombe « dans de mauvaises mains ». Cet uranium sera racheté à la Russie, à raison d'un million 10 tonnes par an pendant cinq ans, puis de 30 tonnes par an, par les États-Unis qui le transformeront en uranium peu enrichi devant servir aux réacteurs civils.

Le communiqué de la Maison Blanche souligne que les États-Unis disposeront ainsi de combustible moins cher pour leurs centrales civiles. La Russie, de son côté, trouve là une source de devises. Une partie devrait être utilisée pour le rachat en état de ses centrales, afin de prévenir de nouveaux Tchernobyl, une autre partie pour la construction de sites de conversion de l'uranium à des fins civiles.

Ce n'est toutefois que l'un des aspects de la prolifération qui est ainsi visé. Le jour même où était annoncé cet accord, le département d'État était contraint de reconnaître, après des informations parues dans le « Washington Post », son inquiétude à propos de la poursuite du programme d'armes biologiques développé par l'ex-URSS. M. Boris Eltsine avait admis l'existence de ce programme — qui contrevenait à une convention internationale de 1975 — et affirmé son intention d'y mettre un terme. Il a cependant été jusqu'à présent incapable de fournir aucune des preuves de l'arrêt de ces activités, comme le lui réclamait depuis des mois les Américains.

On touche ici à l'une des limites de la coopération avec Moscou en ces domaines : la réalité du contrôle que M. Eltsine est en mesure d'exercer sur certains secteurs de l'appareil militaire.

M0147 - 0902 0 - 7.00 F



## Une motion de censure à Belgrade

### Dissensions politiques dans le camp serbe

Les députés « socialistes », partisans de M. Milosevic, et les ultranationalistes serbes de M. Seselj, ont déposé, lundi 31 août, au Parlement de Belgrade, une motion de censure contre le premier ministre de la « nouvelle Yougoslavie », M. Milan Panic. Ils accusent notamment ce dernier d'avoir bradé les intérêts de la Serbie lors de la conférence internationale de Londres. Les parlementaires devraient voter, jeudi 3 septembre.



Lire pages 3 et 4 les articles de FRANÇOISE CHEPAUX et de FLORENCE HARTMANN

## Alors qu'un nouveau sondage donne la majorité au « oui » au référendum

### M. Jacques Delors quitterait son poste en cas de victoire du « non »

Alors qu'un nouveau sondage d'opinion, réalisé par l'Institut Louis-Harris, donne au « oui » une majorité de 53 % dans les intentions de vote, M. Delors a indiqué, lundi 31 août, qu'en cas de victoire du « non » il renoncerait à la présidence de la Commission européenne, car il ne voit pas, a-t-il dit, comment il remonterait le handicap de la perte d'influence de la France. A l'occasion de l'université d'été du PS, à Avignon, M. Jospin, plaçant pour une mobilisation de l'électorat de gauche, a défendu l'idée d'un « oui critique » au traité de Maastricht, tout en affirmant que le « non » serait « un échec pour la France ».

## En campagne

par Thierry Bréhier

L'avenir de M. Jacques Delors sera aussi en balance le 20 septembre. L'homme qui, depuis près de huit ans, symbolise en France la construction de l'Europe ne peut ignorer que sa trace dans l'Histoire ne sera pas la même selon que ses compatriotes accepteront de donner un nouvel élan à sa grande œuvre ou préféreront marquer un coup d'arrêt, qui pourrait être fatal à celle-ci. Il sait aussi que l'action de la Commission, qu'il dirige, n'est pas pour rien dans le rejet que suscite l'Europe de Maastricht.

Fonction oblige, M. Delors avait décidé d'être relativement discret dans la campagne référendaire.

Lire la suite page 8 et nos informations pages 8 et 9

## De la frilosité au délire

par Jacques Lesoume

Il est des petits mammifères qui n'ont cessé d'intriguer les ethnologues : les lemmings. En effet, périodiquement, ces rongeurs se rassemblent en se suicidant collectivement en se jetant à la mer par troupes entières. Un comportement qui fait penser à la France en ce début de septembre. La frilosité de l'hiver paraît s'être muée en un délire de l'été et Maastricht semble être devenu pour nombre de nos concitoyens le bouc émissaire de tous les mécontentements, le référendum l'occasion d'un vaste déchaînement. Dans cette kressa collective qui n'a plus rien de rationnel, rares sont ceux qui se préoccupent des conséquences possibles du chahut.

Vatone contre Maastricht ! crie-t-on de tous côtés dès qu'émerge une contrainte. La président de la République est à bout de souffle ? Comme Charles de Gaulle en 1969 ou Valéry Giscard d'Estaing en 1981. Manifestants-tu le désir de changer de majorité ou de le voir partir. Vatons contre Maastricht ! Qu'y a-t-il de commun pourtant entre ce petit problème de politique intérieure, qui sera résolu d'ici quelques mois dans un sens ou dans l'autre par les élections législatives, et l'acceptation ou le rejet de la continuation pendant vingt ans d'une politique européenne amorcée il y a près d'un demi-siècle ?

Lire la suite page 9

## Un entretien avec le roi du Maroc

« L'islam m'interdirait de mettre en place une monarchie constitutionnelle dans laquelle le souverain régnerait sans gouverner »

IFRANE

de nos envoyés spéciaux

« Comment justifiez-vous la réforme constitutionnelle ? »

« Les échéances qui nous attendent d'ici à l'an 2000 nous obligent à revoir nos méthodes de travail. Nous avons fait un choix sur le plan politique — celui du pluralisme et d'un espace de liberté au quotidien : la nouvelle Constitution le confirme et le consolide. Nous avons fait un pari sur le plan économique — celui du libéralisme — et nous l'avons tenu. Nous avons fait un pari sur le million d'hectares irrigués, et nous l'avons gagné. Nous avons fait un pari sur le Sahara occidental, et nous sommes sur le point de l'emporter. Tout cela pour rester dans le peloton de tête à l'horizon de vingt et même siècle, c'est-à-dire dans moins de huit ans. »

En tant que responsable des affaires du royaume, je me suis rendu compte que, pour continuer

à creuser ce sillon, il fallait renforcer l'efficacité et donc la cohésion du gouvernement, faire en sorte que le Parlement devienne une école de formation d'où sortiraient les ministres, les ambassadeurs, les grands commis de l'Etat. Voilà ce qui m'a conduit à réformer la Constitution. »

Propos recueillis par JACQUES DE BARRIN BRUNO FRAPPAT et JEAN-PIERRE LANGELLIER

Lire la suite page 7

## Les banques au secours du PEA

A l'arrêt de tout nouveau produit financier, les banques n'ont pas attendu le 14 septembre, date du lancement officiel du PEA (plan d'épargne en actions), pour se lancer dans une véritable guerre commerciale. Les campagnes de promotion et les formules de plus en plus sophistiquées se multiplient. Difficile pourtant d'attirer les épargnants vers la Bourse, la raison d'être du PEA, quand les cours sont plutôt orientés à la baisse. A moins de proposer une recette miracle (la Bourse sans les risques) et de garantir les sommes investies. De quoi réconcilier les Français avec les actions.

Lire page 16 l'article d'Éric Lecer

## INITIATIVES

### Le maigre bilan des remèdes au chômage

Création d'entreprise, coopérative, reprise par les salariés, essaimage, contrat de formation ou de reconversion : autant d'outils imaginés pour aider les victimes des restructurations et autres privées d'emploi à se reconstruire et à retrouver du travail. Mais alors que le nombre des chômeurs continue d'augmenter, un bilan de ces différents systèmes montre les limites de leur efficacité pour des reclassements pourtant indispensables.

Lire notre dossier, ainsi que les pages « Expériences » et « Rendez-vous », pages 1 à 5

RUSSELL BANKS AFFLICTION	DAVID HOMEL IL PLEUT DES RATS
QUAND LA FICTION AMÉRICAINE, DÉBOULONNANT SES IDOLAS, RETROUVE UN NOUVEAU SOUFFLE ROMANESQUE.	UN JEUNE AMÉRICAIN SOLICITÉ PAR DIEU, LE BASE-BALL, LE NORD ET LE SUD.
LES ROMANS ACTES SUD	LES ROMANS ACTES SUD

## M. Alexandre Dubcek grièvement blessé dans un accident de voiture

L'ancien leader du « printemps de Prague » et actuel chef du Parti social-démocrate slovaque, M. Alexandre Dubcek, âgé de soixante-trois ans, a été grièvement blessé dans un accident de voiture, mardi 1<sup>er</sup> septembre, à une centaine de kilomètres de Prague, a rapporté l'agence CSTK.

## Un cimetière juif profané

Près de deux cents tombes ont été renversées ou brisées par des inconnus, à Hertzfeld (Haut-Rhin), page 10

## Changements démographiques

Une étude de l'INSEE indique que les villes françaises sont plus fécondes et les campagnes plus méalthusiennes. page 16

## SCIENCES ♦ MÉDECINE

- Prévenir le cancer du sein.
- Les lignes du dessous : le problème de l'enfouissement des réseaux électriques.
- La vie agitée du Pinatubo.
- Mémoires de pierres à Villejuif.
- Les écrivains funéraires des Gaulois Bituriges.

Le sommaire complet se trouve page 22

A L'ÉTRANGER : Algérie, 450 DA; Maroc, 9 DH; Tunisie, 780 m; Allemagne, 2,80 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Angleterre-Réunion, 9 F; Côte d'Ivoire, 485 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 160 PTA; Grèce, 56 p; Irlande, 220 IR; Israël, 2,20 N; Italie, 2,200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 460 F CFA; Suède, 16 KSE; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.



## DÉBATS

Maastricht

# La double imposture

par Laurent Cohen-Tanugi

## Les vertus du référendum

par Olivier Duhamel

**D**U référendum on ne dénonce, ici et là, que les vices. Une grande dame comme Simone Veil se plaint d'un risque inutile. Une âme forte comme Jean-François Deniau se dit tiraillée entre son soutien à l'Europe et son opposition à Mitterrand. Des commentateurs partisans relèvent les pièges tendus par le président à la droite. Sans compter les variantes de la vieille rengaine sur les réponses trop simples demandées à un peuple trop frustre à des questions trop complexes. Toutes ces critiques possèdent un grain de vrai, mais aboutissent à des conclusions contestables. Il faut donc les réfracter.

Le risque inutile? Nul doute en effet que la ratification parlementaire se serait déroulée sans problème, tandis que la victoire du «non» n'est pas exclue. Nul doute aussi qu'en droit la ratification parlementaire aurait eu exactement la même valeur qu'une ratification référendaire. Mais la politique ne se réduit pas au droit. Et Maastricht n'est pas une quelconque convention internationale sur la coopération technique. Autrement dit, la qualité de l'adhésion à l'Union européenne sera évidemment plus grande si elle émane directement du peuple. Et le procès en illégitimité des fanatiques de la souveraineté nationale s'en trouvera étouffé dans l'œuf. Si l'Europe est une grande affaire, elle mérite la décision populaire.

La schizophrénie imposée? Dire «oui» à l'Europe sans pouvoir dire «non» à Mitterrand - ou l'inverse - certes, le dilemme existe pour les antimiterrandistes pro-européens, autrement dit pour une grande majorité des Français. Mais tous les grands moments politiques imposent des dilemmes de ce type. En 1958, d'aucuns acceptèrent les nouvelles institutions, bien que leur adhésion valût investiture du Général. En 1961 et 1962, la gauche contre la guerre en Algérie se résigna, par deux fois, à voter «oui». En 1972, les pro-européens opposés à Pompidou choisirent les uns le «oui», les autres le refuge de l'abstention.

Les parlementaires eux-mêmes savent parfois transcender les clichés politiques habituels à cause

de l'urgence : la loi d'Edgar Faure sur l'enseignement supérieur fut adoptée à l'unanimité, la gauche vota la loi Veil décriminalisant l'avortement, des hommes de droite votèrent l'abolition de la peine de mort en 1981, gauche et droite se retrouvèrent début 1991 pour soutenir l'engagement de la France dans la guerre du Golfe. La politique serait réduite à des automatismes bien stupides si les gens de droite devaient toujours dire «non» à une proposition de la gauche, et réciproquement. L'aini nommé découplage n'est-il pas l'abc de la politique civilisée, du choix raisonné, de la liberté assumée? Ce qui vaut en général est particulièrement vrai dans le calendrier des mois qui viennent. Les antisocialistes n'ont jamais que six mois à attendre pour exprimer et imposer leur rejet.

La simplification abusive? Le traité est évidemment lisible pour le profane - mais il en va de même pour la plupart des lois, si déplorable que ce soit. Et il est quand même piquant d'entendre tout le monde réclamer la réhabilitation du référendum pour la déplorer à la première occasion venue. Maastricht contient d'excellentes choses, et d'autres plus décevantes, la répartition entre les deux catégories varie selon les points de vue - mais, à encore, rien que de très banal, tout est toujours compromis, et l'on ne voit pas pourquoi ni comment les gouvernements devraient les subir, et pas les gouverner.

Le but not least, peut-on réduire le «non» à Maastricht à un «non» à l'Europe? En théorie pure, certainement pas. Dans la vie politique concrète, tout à fait. Toute option est agrégation, tout choix simplification, tout vote réduction. Le 20 septembre, les Français sont appelés à approuver ou rejeter une étape nouvelle pour la Communauté européenne. Il est inadmissible et normal que la vote «oui» traduise une volonté d'intensifier l'Union européenne et le vote «non» une volonté de freiner la construction européenne. A cette simplification, les chefs d'Etat et de gouvernement ont été confrontés en novembre 1991, et ils ont répondu «oui», britannique inclus. A cette simplification, les citoyens français sont confrontés en septembre 1992. S'ils y répondent, et si c'est à elle qu'ils répondent, notre vie politique aura fait un pas en avant. Dans le cas contraire, elle subira une régression sinistre.

Olivier Duhamel est professeur de droit public.

**A**VANT même d'être officiellement née, l'Union européenne vit dangereusement. Ainsi l'a voulu l'un de ses plus ardents artisans, François Mitterrand, en décidant, dans la foulée du «non» danois, de soumettre la ratification du traité de Maastricht au vote du peuple français, pour le meilleur ou pour le pire. Si le «oui» l'emporte, la France aura donné à ses partenaires une «leçon de démocratie», propre à entraîner dans son sillage les ratifications allemande et anglaise, puis un règlement du problème danois permettant l'entrée en vigueur du traité, avec ou sans le Danemark. Si, en revanche, le vote est négatif, notre pays aura sonné le reflux d'une construction européenne qu'il a inspirée et à laquelle il a œuvré avec bonheur, pour son plus grand profit, depuis quarante ans.

Dès lors, l'heure n'est plus (nu pas encore) à philosopher sur la sagesse d'un tel pari ou sur ses vertus réelles au regard de la démocratie : il importe de continuer à expliquer, démontrer et convaincre, afin que les citoyens français puissent exercer en connaissance de cause, et à la plus large majorité possible, l'extraordinaire responsabilité historique qui leur échoit.

Or, si les Français dans leur grande majorité adhèrent sans doute, au fond d'eux-mêmes, à la construction européenne, l'accumulation des mécontentements catégoriques, la montée des griefs anticomunitaires, favorisée par une longue indigence du débat démocratique national sur l'Europe, la défiance du pouvoir en place comme de l'ensemble de la classe politique, les peurs suscitées par un traité maladroïtement présenté comme porteur d'une mutation irréversible, le sentiment de l'opinion d'avoir été prise de court dans un monde qui va trop vite, la morosité ambiante, enfin, sont autant de raisons susceptibles de motiver un vote-sanction ou encore un vote de pause, «en attendant d'y voir plus clair».

La stratégie des adversaires de l'Union européenne a consisté à exploiter ces sentiments diffus, en diabolisant le traité pour mieux accélérer l'idée selon laquelle l'Europe pourrait «dire non à Maastricht» sans dire non à l'Europe. Or cette proposition est doublement fallacieuse et les Français doivent être persuadés : loin de sonner le glas de la nation et de l'Etat français, le traité sur l'Union européenne renforce au plan politique l'Europe des Etats, et son rejet serait lui et bien catastrophique pour l'Europe comme pour la France.

### Le contexte historique

1. - Vanté par les gouvernements des Douze comme l'annexe d'un processus irréversible assurant au Vieux Continent la paix, la prospérité et la puissance, dénoncé par ses détracteurs comme l'instrument d'un complot fédéraliste déguisé visant à faire naître un super-Etat bureaucratique et centralisé, le document soumis à l'approbation du peuple français présente en vérité une apparence plus mesurée.

Le traité de Maastricht ne peut être compris hors de son contexte historique. Il est essentiellement né de la volonté des Douze de réaffirmer, à l'initiative de la France et de l'Allemagne, le bien-fondé de la construction européenne au-delà de la guerre froide et de la réunification allemande. La stratégie d'approfondissement qu'il met en œuvre vise à la fois à contrebalancer les fermentations de division issues des bouleversements considérables intervenus dans la géopolitique européenne depuis 1989 et à mettre l'Europe occidentale en situation d'y répondre. L'urgence et la pression des événements n'ont laissé que peu de temps aux gouvernements d'y préparer leurs opinions publiques, d'un tel sentiment de celles-ci d'avoir été prises de court. Mais l'Histoire n'attend pas, et si l'Union européenne ne donnera sa pleine mesure que plusieurs années après, l'entrée en vigueur du traité aura un impact psychologique immédiat.

Certains contestent précisément l'adéquation de ce traité aux défis posés par la libération de l'Europe centrale et orientale. C'est à un légitime sujet de débat, mais, à trop déplorer que Maastricht soit «muet sur l'Est», on en oublierait

que l'Est est, lui, clairement favorable à Maastricht, parce que ses dirigeants voient à juste titre dans l'Union européenne une garantie de stabilité et de solidarité pour l'avenir du continent tout entier.

Dans le droit fil de ses prédecesseurs, le traité sur l'Union européenne fait coexister deux dynamiques distinctes : en matière économique et monétaire, il poursuit l'œuvre d'intégration issue du traité de Rome; dans le domaine politique, il renforce les mécanismes existants de coopération entre Etats. Les adversaires du traité glissent sans cesse d'une dimension à l'autre pour accréditer l'idée d'une atteinte intolérable à la souveraineté nationale, d'une «rupture avec la logique libérale du traité de Rome» au profit d'un volontarisme centralisateur.

Or, si indéchiffrablement il y a rapport au passé, celui-ci s'effectue incontestablement en matière politique, au profit des Etats et au détriment des institutions communautaires. Soumise à la règle de l'unanimité et dépourvue des ails institutionnels qui ont fait le succès de la CEE, la politique étrangère et de sécurité commune, tout comme la coopération en matière judiciaire et d'affaires intérieures, devrait combler d'aise les antifédéralistes, tant elles sont l'illustration de l'Europe des patries qu'ils appellent de leurs vœux!

Le rôle des organes politiques à légitimité démocratique nationale - Conseil européen, conseil des ministres - se trouve renforcé; y compris dans le domaine économique et monétaire, au détriment de celui de la Commission et de la Cour de justice.

### Le principe de subsidiarité

Tout cela inquiète légitimement ceux qui pensent que l'Europe ne peut progresser sans une forte impulsion supranationale, mais ne peut que réjouir les adversaires de l'intégration.

Le «principe de subsidiarité» contraindra par ailleurs la Communauté à se concentrer, dans son champ actuel de compétence, sur les terrains où son action est plus efficace que celle des Etats, des collectivités territoriales ou de la société civile. Il trouve déjà application dans l'identification faite à la Communauté de légiférer sur le règlement dans les nouveaux domaines d'action qui lui sont ouverts par le traité, où elle ne pourra qu'encourager et appuyer la coopération entre les Etats. Quant aux grandes fonctions régaliennes - éducation, justice, sécurité sociale... - elles resteront nationales.

A la démonstration de ce que l'Europe politique de Maastricht renforce les Etats, on objectera que la monnaie est éminemment politique et que l'Union économique et monétaire obéit clairement, elle, à une logique fédéraliste et intégrationniste. Mais c'est là précisément le fruit d'une ferme volonté politique de la France, conforme à ses intérêts bien compris. L'attachement symbolique au franc ne doit pas faire oublier que le sacrifice de souveraineté monétaire est consenti par l'Allemagne bien plus que par nous.

Il n'est pas jusqu'aux modalités du droit de vote et de l'éligibilité des résidents communautaires aux élections municipales sur lesquelles la France ne conserve un contrôle souverain, tant en vertu du traité lui-même que par les nouvelles dispositions constitutionnelles votées par le Parlement au printemps.

Quant au «déficit démocratique communautaire», les débats de ratification ont amplement démontré qu'il était à combler d'abord au sein de chaque Etat membre, entre gouvernements, Parlements et opinions publiques. Là encore, la révision constitutionnelle intervenue en France devrait permettre à l'avenir de mieux associer le Parlement et l'opinion à la construction de l'Union européenne.

Ainsi pris globalement, le traité de Maastricht apparaît comme un document ouvert, un cadre qui permettra à la construction européenne de progresser sans déterminisme, à l'écoute de son environnement extérieur et de ses débats politiques internes, que la procédure de ratification n'a fait qu'inaugurer. Le fait que M. John Major considère ce texte comme «le bon traité pour l'Europe» devrait, du reste, rassurer les antifédéralistes et

confirmer à tout le moins que ses potentialités ne sont pas anivoquées. Le Royaume-Uni s'est, certes, réservé une faculté de sortie de l'Union monétaire, qui réduit la portée de son engagement. Mais l'important était de se fixer un objectif, d'engendrer une dynamique, de disposer d'un cadre de référence, des modalités et des délais pouvant être revus, si nécessaire, à l'occasion de la nouvelle révision des traités programmée pour 1996. Le traité de Rome prévoyait l'achèvement du Marché commun pour 1999 : nous avons plus de vingt ans de retard, mais l'intégration des économies européennes n'en a pas moins jamais cessé de progresser. Le moment venu, comment imaginer que Londres ne se rallierait pas à une monnaie unique?

Il y a donc une formidable méprise quant à la portée réelle du traité sur l'Union européenne, née de quelques erreurs initiales d'analyse et de communication des gouvernements, puis savamment entretenue par la campagne de désinformation menée par certains de ses adversaires, sous couvert d'«illisibilité» du texte.

Maastricht ne fera pas naître un Etat fédéral par la bande; si une telle évolution apparaissait un jour souhaitable, il y faudrait de nouveaux traités, et de nouveaux rendez-vous démocratiques.

Il - Tout comme la portée du traité, l'existence d'une solidarité entre soi sort et celui de la construction européenne fait l'objet d'argumentations contradictoires; les défenseurs du traité plaident, sans le démontrer assez, que son rejet ne saurait laisser la construction européenne indenne, tandis que ses adversaires s'appliquent à accréditer l'idée qu'il n'en est rien, qu'une victoire du «non» préserverait le statu quo communautaire, qu'on pourrait négocier «un autre traité», qu'une autre Europe se restait à inventer.

La question est décisive, mais, ici aussi, les apparences sont trompeuses : juridiquement, certes, un tel rejet d'actes n'est pas la mise en place du Marché unique de 1993, mais l'essentiel se situe sur un tout autre plan.

Quelconque a perçu que la signification politique profonde de Maastricht réside dans la poursuite de la construction européenne dans l'après-guerre froide saisit du même coup que le rejet du traité délégitimerait le message exactement inverse : à savoir que le projet de Jean Monnet et de Robert Schuman, conçu dans une Europe déchirée, n'est pas destiné à survivre à sa réunion.

Imaginons un instant les suites d'un «non» français à Maastricht, rendant le traité politiquement caduc. Passons sur l'état de choc des marchés financiers, la condamnation de l'éco et la pénalisation de la domination monétaire allemande. La dépression qui affecte la Communauté depuis le vote danois l'après-guerre froide saisis du même coup que le rejet du traité délégitimerait le message exactement inverse : à savoir que le projet de Jean Monnet et de Robert Schuman, conçu dans une Europe déchirée, n'est pas destiné à survivre à sa réunion.

A défaut de statu quo, les adversaires de l'Union européenne nous font miroiter «un autre traité». A étudier de près les arguments des plus crédibles d'entre eux, ne s'aperçoit pourtant bien vite que leur cible n'est pas tant Maastricht que les fondements mêmes du succès de cette CEE qu'ils prétendent vouloir préserver. Lorsqu'on vilipende les «avocats irresponsables» du «Europe des juges», c'est la bonne vieille méthode communautaire de promotion d'un intérêt commun par des mécanismes institutionnels et juridiques qui est visée. Lorsque M. Philippe Séguin, au terme de son vibrant discours pour la France, appelle à remettre en cause le principe fondamental de la primauté du droit communautaire sur les droits nationaux, le doute ne semble plus permis. Car où en serions-nous aujourd'hui la construction européenne et le marché unique si chaque Etat membre avait pu revenir à sa guise, à coup de législations nationales, sur les précieux acquis de la négociation communautaire?

C'est donc bien une «autre Europe» que les adversaires de l'Union européenne appellent de leurs vœux. Mais la caractéristique principale de cette «autre Europe» est de ne pas exister que comme la négation de l'œuvre patiemment tissée depuis quarante ans par plusieurs générations d'hommes politiques, de droite comme de gauche, et fondée sur le dynamisme du marché, l'égalité des souverainetés, la primauté du droit et sur des institutions indépendantes chargées de faire prévaloir l'intérêt commun. Or, quel que soit l'avenir de la construction européenne, on ne le bâtit pas sur les ruines de cet acquis exceptionnel.

La véritable défense des intérêts nationaux

Les partisans du «non» justifient leur opposition à l'Europe au nom de la nation. A examiner les conséquences pour le pays d'un rejet du traité, on est toutefois en droit de penser que la véritable défense des intérêts nationaux ne peut que se situer dans le camp opposé.

En cas de victoire du «non», la France serait tout d'abord doublement déconsidérée sur la scène internationale pour avoir inspiré et négocié le traité sur l'Union européenne, puis modifié sa Constitution en conséquence, avant de se voir désavouer in extremis par ses citoyens. De plus, notre rejet du sacrifice que représente pour l'Allemagne l'abandon du mark inciterait cette dernière à se retrancher sur ses propres priorités - son statut de puissance mondiale, les défis de la réunification et le sort de l'Europe centrale - et ce qui serait inévitablement interprété comme un retour du nationalisme en France ne pourrait qu'affaiblir le camp européen outre-Rhin.

La France centralisée, l'Allemagne échaudée, qui compte pour raviver cette solidarité européenne, constitutive de l'identité européenne, française, depuis la guerre? L'Italie se trouve confrontée à de gigantesques défis économiques et politiques qui l'accablent dans les prochaines années. Quant à l'Angleterre, elle pourrait au mieux promouvoir sa version d'une Europe subsidiaire et élargie, ce qu'elle a déjà commencé à faire depuis le «non» danois.

Les adversaires du traité font valoir que la construction européenne, en a vu d'autres, que des phases de stagnation, voire de régression, ont été plus longues que ses périodes fastes, que l'échec de la CEE en 1954 a accouché de la CEE. Mais c'est oublier que la situation présente se différencie du passé sous un aspect fondamental : la construction européenne a cheminé jusqu'en 1989 à l'abri d'un gel complet de la situation géopolitique du continent; il n'en va plus de même aujourd'hui. Aux yeux de certains, l'effondrement du communisme et la réunification allemande ont irrémédiablement compromis le rêve communautaire. Maastricht fait le pari inverse, mais si, cette occasion était manquée, la monnaie des nationalismes s'autorisera pas de seconde chance.

Une France forte n'est pas antinomique de l'appartenance à une Europe dans laquelle les responsabilités propres des Etats seront de plus en plus clairement affirmées, bien au contraire. Ceux qui s'interrogent à ce sujet doivent garder à l'esprit que, outre la paix, l'appartenance à la CEE a jusqu'ici contribué à apporter à la France la modernisation et la prospérité économiques, la stabilité monétaire, le progrès de l'Etat de droit, la fin de l'économie administrée et un poids diplomatique à la mesure de ses ambitions.

L'enjeu est trop important pour accuser un vote-sanction, dont la principale victime serait, du reste, cette construction européenne qui a fait reculer le socialisme dirigé en 1983. L'accélération de l'Histoire, illustrée aujourd'hui par la tragédie yougoslave, interdit également un vote de pause.

Sachons donc affronter les défis de l'Union européenne dans la dynamique du traité de Maastricht, plutôt que de risquer d'en reculer vainement les morceaux dans un monde qui ne nous attendra pas.

Plus franc et massif sera le «oui» de ses citoyens, plus la France pesera dans la nouvelle Europe.

Laurent Cohen-Tanugi est avocat, auteur de l'Europe en danger, Fayard, 1992.

## Le Monde

Aujourd'hui 1 620 F  
au 1<sup>er</sup> octobre 1 890 F

**ABONNEZ-VOUS  
AVANT LA HAUSSE**

OUI, je m'abonne au Monde pour la durée suivante :

- ☐ 1 an : 1 620 F, soit une économie de 564 F par rapport à l'achat au numéro.  
☐ 6 mois : 890 F, soit une économie de 202 F par rapport à l'achat au numéro.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Votre règlement :

☐ Chèque joint.

☐ Carte bleue n° \_\_\_\_\_ Expiré le fin \_\_\_\_\_

Date et signature obligatoires \_\_\_\_\_

Bon à renvoyer impérativement avant le 30 septembre à

« LE MONDE », Service abonnements,

1, place Hubert-Seuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex.

Sur Minitel 3615 LEMONDE, code ABO



# ÉTRANGER

## Le conflit dans l'ex-Yougoslavie

Lord Owen, le nouveau médiateur de la Communauté européenne dans la crise yougoslave, a entamé sa mission par une tournée des capitales occidentales. Le successeur de lord Carrington s'est tout d'abord rendu, lundi 31 août, à Lisbonne, où il a déclaré qu'il ne pouvait y avoir de solution rapide à la guerre en Bosnie. « Nous allons essayer de sortir du cycle échecs diplomatiques - cessez-le-feu - périodes diplomatiques. C'est un processus douloureux, difficile et long », a-t-il dit à l'issue de son entretien avec le ministre portugais des affaires étrangères, M. João de Deus Pinheiro. A New-York, M. Cyrus Vance, le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour la

Yougoslavie, a indiqué qu'il se rendrait, mercredi 2 septembre, à Genève, où doivent reprendre les travaux de la conférence de Londres sur l'ex-Yougoslavie pour accélérer le processus de paix en Bosnie-Herzégovine. Dans le même temps, l'ancien secrétaire d'Etat américain s'est entretenu avec le président du Comité des sanctions créé pour contrôler l'application de l'embargo militaire à la Serbie et au Monténégro, des moyens de le renforcer.

Dans une interview à l'agence Reuters, le président albanais, M. Sali Berisha, a exhorté la Serbie à accorder un statut d'autonomie aux Albanais du Kosovo, créant ainsi les conditions d'un règlement

politique qui permettrait d'éviter un conflit armé. « Nous ne demandons pas de modification des frontières », a-t-il déclaré (lire aussi l'article de Florence Hartmann, page 4).

A Sarajevo, de violents combats se poursuivaient mardi matin autour de Hrasno, un faubourg à majorité musulmane de la capitale bosniaque vers lequel les forces serbes tentent de progresser. Pendant la nuit, les forces serbes basées à Lukavica ont bombardé les quartiers de Dobrinja et Alipasino Polje (nord de Sarajevo) tandis que les forces bosniaques tiraient sur des positions serbes depuis le mont Igman. Lundi, l'explosion d'un bus tombé dans un cimetière où se déroulaient les

funérailles d'un soldat bosniaque a fait un mort et quatre blessés.

D'autre part, un rapport du clergé catholique de Banja-Luka (150 km au nord de Sarajevo) parvenu au Vatican et dénonçant les atrocités commises par les forces serbes en Bosnie fait état d'exécutions de prisonniers blessés à l'intérieur même de l'hôpital de la ville. Selon ce document, transmis par le Père Miro Anicic, les habitants catholiques et non serbes de la région sont soumis à de très fortes pressions pour quitter les lieux; des transferts en autocars, accompagnés d'atrocités et de massacres, ont déjà eu lieu. - (AFP, Reuters, AP.)

## La détresse des Musulmans bosniaques

Les Slaves islamisés, que le fondamentalisme ne tente guère, comptent avant tout sur l'Europe, mais ils commencent à désespérer

### SARAJEVO

de notre envoyé spécial

Sans doute est-ce dans les rues étroites du vieux Sarajevo, aujourd'hui clos, on dans le jardin à l'ombre de la grande mosquée qu'il faut bûcher la Sarajevo musulmane. L'espace d'un instant revit alors la glorieuse époque d'Husein Bey, gouverneur du Sandjak de Bosnie en 1521, qui édifica la plupart des monuments islamiques de la ville. Signe des temps pourtant, face à la mosquée, l'énorme taslihan (caravansérail), qui accueillait les caravanes d'Orient et d'Occident, a été transformé en restaurant où, jusqu'à ce jour, l'alcool coulait à flots. Sans équivoque, les inscriptions en persan du poète Omar Khayyam sur les murs encourageaient les clients : « Dieu t'a promis le paradis avec les anges. Moi, je le dis, le jus de raisin c'est meilleur. »

Slaves islamisés, les Musulmans bosniaques, s'ils ne restent pas l'islam, passent avec lui beaucoup de temps. Ils vivent en « communautés » : les uns sont musulmans, les autres sont chrétiens, mais on s'en fiche. Quant à cette distance et cette méconnaissance de la religion dont font preuve la plupart des Musulmans. Président des oulémas de l'ancienne Yougoslavie, qui comptait quelque 6,5 millions de musulmans, M. Jacob Selimovski explique : « Vous devez revenir au temps où la religion n'était perçue qu'en privé. Un père de famille, membre de la Ligue des communistes, n'avait pas le courage d'éduquer ses enfants dans la religion, et si vous voulez par exemple être professeur ou juge, mieux valait ne pas fréquenter la mosquée. »

Si, entre les deux guerres mondiales, la Yougoslavie comptait cent trente écoles coraniques, il n'y en avait plus qu'une à Sarajevo au début de l'ère communiste et trois pour toute la Yougoslavie à la fin de cette époque, avec chacune

environ deux cents élèves, « ce qui, souligne M. Selimovski, est proportionnellement moins que ce qui était permis aux autres religions ». Ces étudiants, qui pouvaient ensuite se rendre dans l'unique faculté de théologie islamique, n'avaient toutefois pas le droit de poursuivre leurs études dans les universités d'Etat. Avec parcimonie, certains avaient l'autorisation d'aller à l'étranger et c'est ainsi qu'on trouve aujourd'hui dans un quartier de Sarajevo un imam formé en Libye avec des oulémas venant d'Irak.

### L'épouvantail islamique

Si la liberté d'abord, puis la guerre et sans cesse le nombre de fidèles qui ne la fréquentaient pas, le phénomène est le même pour les autres religions, estime non sans raison M. Selimovski, qui pense, qu'effectivement, les Musulmans sont tentés de rechercher leur salut à l'étranger. On est identifié à travers la religion, loin toutefois, ici, pour l'instant, d'une quelconque tentation fondamentaliste et l'épouvantail islamique que qu'on agit à la fois les Serbes et les Croates par, de ce point de vue, répondre plus à des buts politiques qu'à la réalité présente. « Les Serbes et les Croates travaillent dur pour radicaliser les Musulmans et les forcer à regarder vers l'Etat islamique », déclare pour sa part M. Omar Behman, vice-président du SDA (Parti de l'action démocratique, au pouvoir en Bosnie-Herzégovine).

Le moins que l'on puisse dire est qu'a priori le terrain ne s'y prête guère et qu'il n'aurait beaucoup pour transformer ces Musulmans européens en extrémistes islamiques. Même si certains combattent. Mais même si leurs trinités tant arborées (Allah akbar) (Dieu est grand), ils n'hésitent pas à dire que c'est pour eux « un porte-bonheur ».

Inutile de demander à un Musulman s'il est, par exemple, sunnite ou chiite, puisque tous ignorent la différence. De même, inutile d'espérer être renseigné sur la direction de La Mecque vers laquelle les Musulmans doivent se tourner cinq fois par jour pour la prière. « Tout sait qu'il ne peut pas avoir un deuxième Liban ici. Les gens ne sont pas religieux », affirme Reza, un étudiant iranien qui habite depuis six ans Sarajevo. « Ils nient le mouton et arrosent leurs repas d'alcool pendant Bajram (fête du sacrifice) », commente en souriant Eyad, étudiant syrien.

L'aide des pays islamiques est d'ailleurs divergente. Les délégués islamiques, nous venons de le voir, ne veulent pas donner qu'aux Musulmans, confie Alma, réfugié depuis quatre mois à Split. Ils ne veulent pas comprendre que nous sommes des Européens et nous ne voulons pas de distinction entre nous et les autres. M. Omar Behman affirme : « Leur solidarité n'est que verbale et nous n'avons rien à attendre de ces dirigeants corrompus. Quelques pays nous soutiennent, mais c'est parce que leurs peuples le veulent. » A titre individuel, semble-t-il, pour l'instant, certains jeunes Arabes ou Iraniens combattent bien avec les Bosniaques, mais leur nombre ne dépassait pas quelques dizaines.

Si danger d'extrémisme il y a, chacun en conviendrait, il viendrait plutôt des Musulmans du Sandjak, cette région montagneuse et rurale située entre le Monténégro et la Serbie et de laquelle ont émigré, au fil des ans et des discriminations qui perdurent, des milliers de Musulmans. Si beaucoup ont cher-

ché refuge en Turquie, tout aussi nombreux sont ceux qui sont venus, depuis la fin des années 60, à Sarajevo où, selon M. Mohammad Filipovic, vice-président du Parti de l'organisation des Musulmans bosniaques (MBO), « beaucoup ne se sont pas assimilés à la vie urbaine de coexistence qui règne ici depuis le dix-septième siècle ». Il y a vingt ans, dit-il, je les ai même encouragés à venir en leur disant qu'à Istanbul ils seraient toujours des étrangers. Mais ici, ils ont gardé leurs façons de vivre, de penser, et aujourd'hui ils se battent pour leurs propres objectifs, et dans la mesure où ils peuvent être plus facilement manipulés, ils peuvent être dangereux. »

### Les brigades du Sandjak

« Le conflit en Bosnie-Herzégovine », poursuit M. Filipovic, « est aussi pour toutes les communautés un conflit entre des valeurs attachées à leur mythologie, leurs traditions, leurs croyances, et une population citadine beaucoup plus évoluée et ouverte. »

Ces Musulmans du Sandjak soumis de longue date aux pressions serbes et, pour la plupart, ont déjà tout perdu en arrivant à Sarajevo, sont, de l'avis des Musulmans bosniaques, beaucoup moins sensibles aux discours unitaires et sans doute plus tentés par la création d'un Etat musulman qui leur semblerait un gage de sécurité. Dans le quartier de Fovacki, habité à 60 % par des Musulmans du Sandjak, M. Ahmet Selmanovic, ingénieur en retraite, conteste cette distinction, mais admet, quand même, que, « compte tenu des expériences passées, ceux-ci sont moins prêts à faire confiance aux Serbes que les Musulmans bosniaques. De plus, dit-il, la pression sur eux était telle qu'ils essaient de garder plus forte

leur identité islamique ». Trois brigades du Sandjak, d'environ huit cents hommes chacune, et en principe intégrées à l'armée bosniaque, combattent pour la défense de Sarajevo, et les Serbes, comme par les Croates, les rendent responsables de beaucoup d'exécutions. Beaucoup de Musulmans de Sarajevo considèrent d'ailleurs ces Musulmans comme des immigrants qui n'ont pas les mêmes droits qu'eux. « Leur problème n'est pas en Bosnie-Herzégovine », affirme ainsi M. Filipovic. Il est au Sandjak et c'est là que doit être trouvée la solution. »

C'est incontestablement pour l'instant de l'Europe que les Musulmans bosniaques attendent leur salut. « Nous attendons la solidarité des pays islamiques, mais c'est de l'Europe que nous attendons la solution à notre problème », assure ainsi M. Selimovski. L'Europe doit accepter que nous soyons les Musulmans de l'Europe. Nous vivons ici depuis des siècles et rien dans nos traditions, notre façon de vivre, notre aspect physique, ne nous sépare d'elle. J'espère que l'Europe s'ouvrira à l'esprit suffisamment ouvert pour comprendre la Bosnie-Herzégovine ne peut être qu'un Etat multiconfessionnel et multinational. Toute autre solution serait une très grande catastrophe. » C'est cette Bosnie unitaire que nous demandons à l'Europe de nous aider à avoir, conclut-il, amer, mais persévérant, nous ne nous faisons pas de l'Europe un monde qui nous fait croire davantage l'agresseur serbe. »

« Nous devons affirmer clairement qu'il n'y a pas d'identification entre l'identité nationale et l'identité territoriale », déclare pour sa part M. Filipovic, qui reproche, non sans raison, au gouvernement de M. Alija Izetbegovic « de ne pas être assez ferme sur ce point ». Pour lui-même, l'autonomie n'est pas une solution, « car, dit-il, c'est le premier pas vers l'indépendance ». Reste que les Musulmans bosniaques se sentent aujourd'hui abandonnés et estimant particulièrement

ment injuste l'embargo sur les armes auquel est soumise l'ancienne Yougoslavie. « On nous enlève même le droit de nous défendre, droit reconnu par la charte des Nations unies », déclarait ainsi M. Behman, traduisant l'opinion générale.

### La coexistence est-elle encore possible ?

Devant ce qu'il considère comme « un mépris de l'Europe », certains Bosniaques n'hésitent pas à dire : « Si l'Europe civilisée se contente d'assister en spectateur à notre génocide, alors nous ne nous plus être européens, et dans ce cas nous serons prêts à suivre n'importe quel extrémisme arabe comme Abou Nidal. Pourquoi respecter l'ordre si celui-ci ne s'applique pas à nous ? »

Minoritaire pour l'instant, cette opinion pourrait toutefois gagner du terrain, même si pour la majorité des Musulmans bosniaques la coexistence demeure encore la seule solution. Est-elle encore possible ? « Du moment où l'agresseur se retire de Bosnie-Herzégovine avec son artillerie lourde, en très peu de temps le processus naturel de communion entre les trois nations sera reconstruit », affirme M. Selimovski, qui admet cependant que pendant des années l'influence de la guerre jouera. « Mais, dit-il, nous, dignitaires religieux, nous ferons de notre mieux pour rétablir l'amitié entre tous. »

On n'en est pas là et nul doute que les jours de guerre qui passent agrandissent le fossé entre les trois communautés et qu'il sera de plus en plus difficile de rétablir la confiance entre des nations dont la musulmane se sent la plus oubliée.

FRANÇOISE CHIPHAUX

### TADJIKISTAN : nouvelle disparition du président Nabiev

## La Russie pourrait aider au rétablissement de la paix

Des manifestants armés poursuivaient, mardi 1<sup>er</sup> septembre, l'occupation du palais présidentiel à Douchanbe, réclamant la démission du président tadjik, M. Rakhmon Nabiev. Celui-ci aurait trouvé refuge dans la caserne des forces de la CEI.

### MOSCOU

de notre correspondant

Un palais présidentiel livré aux manifestants, des officiels pris en otage, un président disparu sinon en fuite : cette fois, la fin paraît proche pour Rakhmon Nabiev, l'ex-apparatchik qui s'accroche depuis des mois au pouvoir à Douchanbe. A cela près que l'ex-président du PC de l'époque Brejnev, limogé en 1985 et « élu » président du Tadjikistan indépendant en novembre 1991, est un grand spécialiste des fausses disparitions et des retours miraculeux.

Déjà en mai dernier, au terme d'incessantes manifestations de l'opposition - à la fois démocratique et islamique -, M. Nabiev avait abandonné son palais et s'était réfugié dans une caserne de l'armée soviétique (ou, selon d'autres versions, dans les locaux du KGB), avant de négocier un étrange compromis qui lui permettait de se maintenir à un poste

dépourvu de la majeure partie de ses prérogatives. Cette fois encore, selon diverses sources citées par l'AFP, M. Nabiev s'est mis sous la protection des troupes de la CEI, c'est-à-dire en fait des soldats russes, tandis qu'il a aussi bien le palais présidentiel que les rues avoisinantes paraissent sous le contrôle d'hommes en armes se réclamant d'un mouvement des jeunes de Douchanbe.

En mai dernier, l'opposition avait accepté le maintien d'un président Nabiev considérablement affaibli pour éviter une guerre civile, voire un démantèlement du pays, la région de Leninebad, d'où est originaire M. Nabiev, menaçant de faire sécession. En fait, la situation n'a cessé de se dégrader dans ce pays qui est sans doute la plus pauvre des ex-Républiques soviétiques, et les affrontements sanglants se sont multipliés tout particulièrement dans le sud, où des groupes communistes ont attaqué à plusieurs reprises des localités tenues par l'opposition, faisant parfois plusieurs dizaines, sinon plusieurs centaines de victimes.

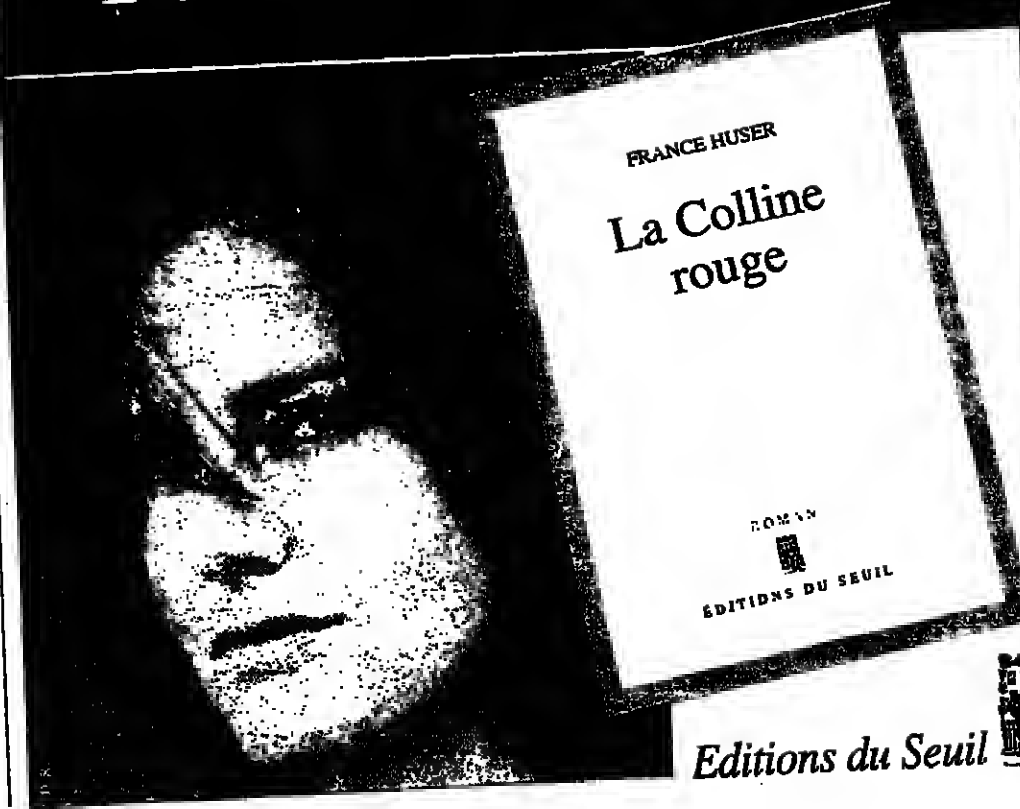
Surtout, M. Nabiev a continué à s'appuyer sur certains militaires russes, en particulier le général Achourou, commandant de la garnison de Douchanbe, dont le rôle d'autant plus important que le Tadjikistan est toujours dépourvu d'armée propre.

L'idée de faire appel aux forces d'interposition de la CEI est considérée par les opposants avec une égale suspicion. M. Nabiev a fait valoir que seule la présence de ces forces pourrait mettre un terme aux affrontements dans le sud. Le maréchal Chapochnikov, commandant en chef des forces « unifiées » de la CEI, s'est rendu sur place à la fin août pour étudier les moyens de « mettre fin à l'effusion de sang », mais sa visite, dont les responsables de l'opposition avaient apparemment pas été préalablement informés, a visiblement été couronnée. Il semble qu'aucune décision sur l'introduction de « casques blancs » ne doit être prise avant la réunion des chefs d'Etat de la CEI, prévue pour la fin septembre au Kirghizstan.

D'ici là, Rakhmon Nabiev aurait-il accompli un nouveau « rétablissement », avec l'aide d'un Kremlin avant tout soucieux de maintenir la zone d'influence russe en Asie centrale ? Il était en principe attendu, dès mercredi 2 septembre, à Moscou où il devait signer avec Boris Eltsine un important traité bilatéral, allant de la coopération économique à l'assistance militaire. Sa venue est toujours prévue, « si rien ne change », indique-on avec prudence et un rien de scepticisme à la représentation du Tadjikistan à Moscou.

JAN KRAUZE

## FRANCE HUSER





## EUROPE

YUGOSLAVIE : au Parlement de Belgrade

### Les députés socialistes et ultranationalistes ont déposé une motion de censure contre M. Milan Panic

Les deux principaux groupes parlementaires de l'Assemblée fédérale de la nouvelle Yougoslavie ont déposé, lundi 31 août, une motion de censure contre le premier ministre, M. Milan Panic, élu le 14 juillet dernier. Conformément à la Constitution fédérale, le vote de confiance ou de défiance devrait être à l'ordre du jour de la session de jeudi 3 septembre.

BELGRADE

de notre correspondant

L'initiative inattendue de l'ensemble des députés du Parti radical serbe (SRP) et d'une partie des députés du Parti socialiste (ex-communiste) proches de M. Milosevic, au pouvoir en Serbie - qui avaient soutenu la candidature de M. Panic - s'inscrit dans le cadre d'une campagne de dénigrement contre le premier ministre yougoslave, apparue ces derniers jours dans la presse et les médias officiels de Belgrade. Majoritaires au Parlement fédéral, ces deux partis accusent le premier ministre d'avoir «abusé de son pouvoir»

pour défendre des positions contraires aux «intérêts serbes». Selon ces parlementaires, M. Panic n'aurait pas respecté les recommandations du Parlement fédéral sur la politique à suivre lors de la conférence de Londres. Ils dénoncent par conséquent le «jeu diplomatique» de M. Panic, qui s'est engagé «de son propre chef» à reconnaître le Croatie dans ses frontières internationales en échange d'un statut spécial pour les Serbes de Croatie, alors que ces derniers revendiquent leur propre Etat indépendant. Ils l'accusent également de vouloir négocier, avec le gouvernement de Tirana, l'avenir du Kosovo, province du sud de la Serbie peuplée à plus de 90 % par des Albanais de souche.

Installé depuis plus de trente ans en Californie, où il dirigeait la société pharmaceutique ICM, M. Milan Panic, milliardaire américain d'origine serbe, avait été rappelé à Belgrade pour redorer le blason de la toute nouvelle Yougoslavie (Serbie et Monténégro) mise au ban des nations pour sa responsabilité dans la guerre en Bosnie-Herzégovine. Le 14 juillet 1992, il prenait la direction du gouvernement fédéral et s'engageait à contribuer au règlement pacifique de la crise yougoslave et à répon-

dre aux exigences de la communauté internationale pour obtenir la levée de l'embargo imposé à la Serbie et au Monténégro par les Nations unies. Lundi soir, la télévision officielle de Belgrade a diffusé une émission visant à renforcer les accusations contre M. Milan Panic. M. Brana Crnojevic, député socialiste, écrivain et grand défenseur de la cause serbe, a estimé que le premier ministre «avait tenu des propos dangereux pour la Yougoslavie». S'il signalait par exemple la reconnaissance de la Croatie dans ses frontières internationales ou s'il concédait un statut spécial aux Albanais du Kosovo. «On ne sait jamais s'il parle comme ambassadeur américain ou comme chef du gouvernement yougoslave», affirmait M. Crnojevic, laissant entendre que M. Panic travaillait pour des intérêts étrangers.

Pour les députés du Monténégro, en revanche, la motion de censure contre M. Milan Panic est prématurée et cette discussion ne devrait pas être engagée avant l'examen par le Parlement du rapport sur la conférence de Londres. Pour sa part, le président de la Yougoslavie, M. Dobrica Cosic, s'est déclaré, lundi soir, «surpris» par la proposition des députés radicaux et socialistes.

Certains observateurs estiment à Belgrade, lundi, que la motion de censure n'a en fait été déposée que pour donner un avertissement au premier ministre yougoslave, et qu'elle serait cette fois-ci rejetée par le Parlement. Le départ de M. Panic provoquerait en effet une grave crise politique qui risquerait d'isoler totalement la Yougoslavie. Quelles que soient les erreurs commises par M. Panic, il a le mérite d'avoir réussi à s'imposer comme interlocuteur auprès de la communauté internationale alors que le pays qu'il gouverne n'est pas reconnu diplomatiquement. Mais M. Panic a fait cavalier seul en essayant d'assouplir les positions nationalistes serbes, et Belgrade entend le rappeler à l'ordre. La mise en garde est bien orchestrée. Lundi matin, près de deux cents Serbes et Monténégrins du Kosovo protestaient sur l'esplanade du Parlement fédéral contre la politique de M. Milan Panic. Reçus en fin de journée par le premier ministre, les manifestants se sont fermement opposés à l'idée d'un statut spécial pour le Kosovo, arguant que les Albanais, quel que soit leur nombre, resteraient au rang de minorité ethnique.

FLORENCE HARTMANN

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

ITALIE : rentrée agitée sur fond de scandales à Milan

### M. Bettino Craxi s'efforce de rompre son isolement politique

Empêtré dans les scandales des pots-de-vin milannais, M. Bettino Craxi, le secrétaire du Parti socialiste italien (PSI), passe à la contre-attaque en mettant en cause le juge chargé de l'affaire. Cette attitude alimente un climat de contestation dans les rangs socialistes.

ROME

de notre correspondant

Il y avait eu quelques signes avant-coureurs pendant l'été, ne serait-ce que l'appel à la grève des impôts lancé par Umberto Bossi, le chef de la Ligue lombarde, ou encore les demandes de démission adressées au ministre des finances, M. Giovanni Goria, lequel parachevait son bronze au soleil africain tandis que toute l'Italie faisait des queues épuisantes pour s'informer sur les nouvelles taxes ou acheter des timbres fiscaux que l'administration avait tout simplement oublié d'imprimer. Mais les derniers jours du mois d'août ont été de très mauvais augure pour une rentrée qui s'avère à tous points de vue difficile pour le gouvernement. A commencer par la tempête monétaire qui, vendredi 28 août, a secoué les marchés, mettant en péril une lire toujours bien fragile et qui n'a dû son salut qu'à l'intervention des Douze et aux assurances que le président du conseil, M. Giuliano Amato, est allé chercher à Paris.

Au même moment, une autre tempête, beaucoup moins spectaculaire mais plus destructrice peut-être, secouait le monde politique, éclaboussant même le gouvernement. A l'origine, une série d'attaques virulentes et non signées parues dans le quotidien du Parti socialiste, *l'Avanti!*, les 23, 25 et 26 août, et mettant directement en cause la probité de désormais célèbre juge Antonio Di Pietro, principal animateur de l'enquête *Mani Pulite* («Mains propres») sur l'affaire des pots-de-vin de Milan qui, en dix mois, a expédié sous les verrous des dizaines d'hommes d'affaires et de politiciens. Or, que disaient ces éditoriaux au style «musclé» dans lesquels beaucoup ont cru reconnaître la «petite» du propre secrétaire du PSI, Bettino Craxi? Tout simplement que «lote qui brille n'est pas d'or» et que le bon juge Di Pietro n'est ni le héros ni le petit saint que l'on pourrait croire. D'ailleurs, on verrait ce que l'on verrait, ajoutait l'éditorial, et les «mauvaises» fréquentations du juge ne tarderaient pas à céder au grand jour.

#### Contestation au PSI

Premières réactions et déjà premières vagues à l'intérieur même du PSI, un des partis les plus touchés, il est vrai, par l'instruction *Mani Pulite* en cours à Milan, fief historique de M. Bettino Craxi. Fidèle «craxiste» justement, du moins jusqu'ici, le ministre de l'environnement, M. Carlo Ripa di Meana, indigné par ces attaques contre un magistrat dans l'exercice de ses fonctions, déclenche les hostilités en écrivant une lettre ouverte pour se désolidariser de *l'Avanti!*. Ensuite, c'est un tir d'outant mieux nourri que la contestation croissante dans les rangs du PSI trouve là une excellente occasion de s'exprimer, qui s'abat contre la ligne officielle imposée par la direction. Mais tout cela en serait resté, en somme, au stade du règlement de comptes en famille si l'histoire n'avait franchi un cran supplémentaire le mercredi 26 août, lors d'une réunion présentée comme extraordinaire, à Rome, de l'état-major socialiste, réunie au cours de laquelle Bettino Craxi aurait finalement abattu ses cartes devant ses lieutenants et dévoilé les fameuses filibelles cachées du juge Di Pietro (selon certaines indiscrétions, ce dernier aurait bien connu deux des personnalités entendues dans l'affaire, ce qui rendrait beaucoup plus relative son impartialité). L'ennui, c'est que,

présent aux premières loges lors de ce lavage de linge sale politique, se trouvait le toujours socialiste Giuliano Amato. Et les polémiques de s'amplifier : était-ce bien la place d'un chef de gouvernement, cette réunion où un magistrat de la République a été mis en accusation? Et depuis quand le président du conseil participe-t-il aux réunions purement «stratégiques» de son parti?

Résultat, le crédit de M. Amato, privé déjà d'une solide majorité, s'en trouve écorné (il a même dû publier une embarrassante déclaration pour préciser qu'à cette réunion il n'avait été évoqué en sa présence que de simples généralités sur le juge milannais). Et surtout, M. Craxi se trouve de plus en plus isolé, au point d'évoquer cette semaine un «complot» contre lui. Les critiques, il est vrai, ne l'ont pas ménagées. Nombreux sont ceux qui l'accusent de jouer un «jeu de poker dangereux», voire de «bluffer» purement et simplement. D'autres regrettent qu'un homme politique de premier plan ait l'air, pour se défendre, de donner à son tour dans l'intimidation, d'autant que le calcul semble fusté à la base. Il est vrai que l'on peut légitimement s'interroger sur la «coïncidence» de certaines révélations dévastatrices concernant par exemple le financement des campagnes électorales du fils de Bettino Craxi à Milan, Vittorio dit «Bobo» Craxi, qui sont sorties à point nommé, en juin dernier, au moment où M. Craxi espérait encore se voir attribuer la présidence du conseil. On peut aussi raisonnablement se poser des questions sur l'acharnement de ce magistrat qui a tout le champ libre alors que tant de ses confrères travaillant sur d'autres dossiers «sensibles» ont rencontré de sérieuses difficultés dans le passé. Et la faiblesse actuelle de ce que l'on appelle la partitocratie italienne n'explique sans doute pas tout.

#### Situation bloquée

Il n'est resté pas moins que s'il était prouvé que le juge Di Pietro était corrompu, manipulé ou tout bonnement impartial, le dossier pourrait lui être retiré, mais ce serait là une autre revanche, car les dizaines de confessions et d'aveux enregistrés par la justice n'en resteraient pas moins réels et confirmés. L'enquête, sans doute, continuerait avec quelques dossiers. Situation bloquée, donc, qui a fait dire à l'un des plus écoutés des commentateurs italiens, Enzo Biagi, que M. Craxi se trouvait «dans la situation de Hitler acculé dans son bunker» à la fin d'une guerre sans espoir. Au Quirinal, le président Oscar Luigi Scalfaro, qui aurait été sollicité, ne fait aucun commentaire. Quant au ministre socialiste de la justice, M. Claudio Martelli, lui-même ex-dauphin de Bettino Craxi, il se garde bien de se compromettre dans un choix où il serait à coup sûr perdant.

De fait, la contre-enquête voulue par le PSI a peu de chance d'aboutir. Au contraire, entrée dès le 1<sup>er</sup> septembre dans une nouvelle phase, l'enquête de Milan s'intensifie aux grands groupes économiques et au financement des partis. Ce mardi devrait être entendu le président de la Montedison, M. Giuseppe Garofano, qui devra répondre sur un don qui aurait été fait à la Démocratie chrétienne de quelque 100 millions de lires (environ 450 000 francs) en 1990. D'autres audiences de ce type pourraient suivre. En attendant, l'estou avec lequel M. Craxi se faisait fort de renverser la situation ressemble à s'y méprendre à un bonnetier, et plus encore que son secrétaire le Parti socialiste sort affaibli et plus divisé encore de ce «craxigame» à l'italienne. Ce qui ne facilitera pas les timides tentatives d'ouverture gouvernementales entreprises ces derniers jours par une équipe dirigée qui se sent bien légère pour affronter la rentrée.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

#### DIAGONALES

**S**IMONE VEIL, au moment de prendre place dans le convoi d'Equilibre pour la Bosnie : «Nous sommes fiers. Ou plutôt : nous sommes heureux de la possibilité que vous nous donniez d'être fiers...»

Le mouvement Equilibre a été fondé en 1984. Il est intervenu en Pologne, en Roumanie, au Kurdistan, au Bangladesh, au Niger, en Mauritanie...

L'association compte soixante permanents et cent soixante volontaires expatriés. Elle maintient des antennes permanentes dans de nombreux pays en difficulté.

Sa spécificité est de se vouloir une entreprise, inscrite dans l'économie de marché et gérée comme telle. Pas d'action caritative, y pense-t-on, sans bénéfices, bien sûr réinvestis dans l'heure. Un budget de 100 millions de francs, en 1991, pour 160 millions de cargaisons livrées.

Des chargements, il s'en trouve toujours. C'est leur acheminement qui pose des problèmes et coûte cher. Les marchands de véhicules ne consentent pas le moindre rabais, ni les banques, ni les assurances. Equilibre possède en propre quinze camions, et en lous d'autres. Au total, 13 000 tonnes ont fait, en sept ans, plus de quatre-vingts fois le tour de la terre.

Le fondateur d'Equilibre s'appelle Alain Michel. Il a la cinquantaine. Son irruption dans la presse n'a jamais été programmée, et elle l'inquiète. Le narcissisme et la médiatisation tels qu'ils se déclinent aujourd'hui le laissent de glace. Seuls l'intérêt des résultats de son action. Ce qui ne l'empêche pas de contempler le coucher du soleil chaque fois que cela se peut, et d'écouter du Porgès et de la tuer-tête en conduisant, pour couvrir les engagements d'essieux.

Alain Michel a un regard noir. Il semble inquiet de ne rien, effrayé, étonné, à la fois méthodique et bouillonnant. On le dit mystique, à cause de ses liens avec la congrégation lyonnaise de saint Jean, dont un membre, le Père M., prend part au convoi de Bosnie.

Des jeunes en difficulté et beaucoup de bénévoles se sont mis au service d'Equilibre à cause de ce charisme du patron. Comme quoi le désintéressement peut devenir aussi attractif et contagieux que la réussite de style «jeune loup».

Les bureaux d'Equilibre, à Lyon, ont vu sur un dépôt de benne à ordures. Les bennes sont bien plus propres que les véhicules du mouvement, couverts de toutes les poussières du monde et rafistolés au papier collant.

Devant le palais de Spil où se croient les divers «humanitaires» de la région, le crasse ocre des camions d'Equilibre jure avec le blanchet et les chromes des Toyota ou des Mercedes des institutions officielles. L'humanitaire gagne à se tenir hors des pouvoirs et des bureaucraties, pour l'efficacité comme pour le coup d'œil.

### Des confettis dans la nuit

Le carrefour s'appelle Tribail. C'est le passage obligé pour quitter la zone serbe et regagner les lignes bosniaques.

Soudain, un chef fait encercler le convoi par des miliciens. L'homme se dit poète. Pour empêcher que le passage du front, prévu avant la nuit, n'ait lieu le soir même, il pérorait. Avec une ardeur proche de l'ébriété, il se proclame «humaniste».

Jamais ce mat passe-partout pour éluder l'ennemi n'a paru aussi vide de sens : il est comme le regard de ses sbires jouant avec leur kalachnikov aux sécurités enlevées.

Paradoxe, et providence, de l'aveuglement militaire. Tandis que le convoi subit silencieusement l'arbitraire des gardiens, la radio longue portée d'Equilibre continue de correspondre à voix basse avec le siège de Lyon et, via ce siège, avec les passeurs bosniaques qui attendent à quelques kilomètres de là.

J. est retraité. Il était petit entrepreneur de transport. Il a décidé de conduire bénévolement des camions d'Equilibre, à longueur d'année. Entre deux missions, il chante dans une chorale. C'est lui qu'on entend le plus, dans la VHF grâce à laquelle les conducteurs se préviennent, en bégayant, des obstacles de la route ou des difficultés mécaniques.

Il n'a jamais été aussi content de sa vie. Et ses enfants aussi fiers de lui. Douceur des rapports, douceur oubliée, quand la peine ne se mesure plus en salaire ni en ambition.

Le Père M. lit son bréviaire en route. Parsonne ne songe à se définir par rapport à sa présence discrète, mystérieuse. Il lui arrive de s'absenter pour aller dire sa messe tout seul, comme une certaine nuit, dans les caves du dencing de Trevnik. Un jour, sur les routes d'Orient, la pluie l'a obligé à achever sa messe à quatre pattes sous un camion.

P. a «fait» Dien-Bien-Phu dans la Légion. Il est officier, de son état. Il a décidé qu'Equilibre avait besoin de lui pour déminer les routes incertaines. Il veut être de tous les convois périlleux. Les détonations réveillent ses anecdotes de baroud comme la pluie les humanitaires. Les combattants de tous bords l'adoptent aussitôt, le font grimper dans leur jeep.

P. montre régulièrement ses cartes et attestations variées, comme tous les anciens combattants. Comme s'ils craignaient que la guerre, qui se raconte si bien, ne se raconte pas.

La première voiture vient de franchir les deux barrières de mines, entra Teslic et Tesanj. Le second véhicule, hors de vue, est invité par radio à se mettre en route, au pas. Soudain,

une explosion sourde retentit dans la vallée.

«Une mine!», diagnostique le passager bosniaque.

Il aura fallu deux minutes pour que la deuxième voiture apparaisse, intacte, dans la virage où l'attendait la première. On a d'abord vu le capot, puis entendu le ronflement familier du moteur.

Deux minutes passées à simer les passagers. Hier inconnus, comme des frères. Chaleur du soulagement; chaleur d'alcool rustique. Petits danses sur place. Carrosse au capot sauté.

Comme on devient bête, loin de Paris!

A la veille de quitter la zone serbe de Teslic, les journalistes ont dû prêter calcul d'entre eux qui possédaient un émetteur par satellite de ne pas déployer son antenne, les gardiens saisissant tous les prétextes pour nous retenir.

«C'est l'heure où je bats mes records d'écoutes», arrangeait le confrère, avant de se rendre à la volonté commune.

Les logiques de la concurrence désolent à celles d'une solidarité perdue de vue et retrouvée avec surprise, avec délice.

La nuit où tous les périls semblent écartés et où le convoi n'a plus qu'à descendre vers Spil, les conducteurs s'égarant dans la montagne, non loin de Mostar. La VHF réserve d'appels et d'ordres fous. Les phares tournoient dans la garrigue. La décompression nerveuse, sans doute, après trois jours de visions effrayées et d'incertitudes. Même l'arrière de la Grande Course paraît embourbé, au ras des écorces.

En réalité, le front n'est qu'à quelques centaines de mètres. Une estafette viendra le repérer en exigeant du convoi en défile un prompt défilé.

Sur le toit d'un 4 x 4, F. lance à la voile des confettis trouvés dans un coiffe d'acier venu de Suisse. F. a vingt-cinq ans. Il est fusillé d'une maîtrise en pension. Sa boîte à confettis. Il a profité pour faire ce qui lui plaît, pour désigner une bonne fois achats à crédit et plans de carrière. Comme négociateur de virages et de passages entre les tirs de mortier, il n'a pas son pareil dans toute la caravane humanitaire. Il a la gaieté espiègle de Puck dans la Sange d'une nuit d'été.

Avant le dernier non man's land, il défait les sentinelles serbes à la marche sur les mains. Et le voilà qui lance ses confettis vers le ciel lointain. Images, dans la nuit des baines yougoslaves, de ce que peuvent, peut-être, la bonne volonté et la foi neuve en l'action minuscule.

On l'a compris, il y avait longtemps que je n'avais été épaté par de tels échantillons d'humanité. HVALA! (merci, dans la langue de la bas).

Equilibre, 14 bis, boulevard de l'Artillerie, 69348 Lyon Cedex. Tél. : 72-73-04-14. CCP : 3665 Lyon.

**Le Monde** EN VENTE  
EN PROVINCE  
LE SOIR MÊME DE SA PARUTION  
Pour connaître la liste des villes servies  
et des points de vente,  
vous pouvez consulter notre service minitel  
3615 LEMONDE

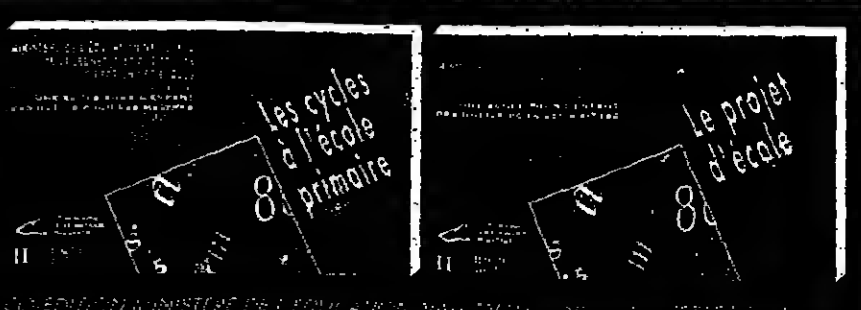
#### L'ECOLE PRIMAIRE EVOLUE

Pour mieux comprendre.

Le fonctionnement des cycles à l'école...

Comment chaque école peut adapter  
son fonctionnement au milieu...

Collection : UNE ECOLE POUR L'ENFANT  
DES OUTILS POUR LES MAÎTRES









## PROCHE-ORIENT

La reprise des pourparlers de Washington

## Israéliens et Palestiniens tentent d'éviter l'impasse

Israéliens et Palestiniens ont cherché, lundi 31 août, à la reprise de leur nouvelle série de pourparlers bilatéraux, entamée il y a une semaine à Washington, à éviter l'impasse en décidant d'examiner le problème fondamental de la législation dans les territoires occupés.

La délégation palestinienne a proposé d'examiner exhaustivement la structure légale dans les territoires occupés, notamment les lois existantes, ainsi que la question des droits de l'homme, a affirmé son porte-parole, M. Haneen Ashraoui. Les discussions sont parvenues à une sorte d'impasse, mais nous examinons les moyens de l'éviter, a-t-elle affirmé, estimant que « les propositions palesti-

niennes, qui visent à éviter l'impasse, ont été bien accueillies par les Israéliens ».

Un haut responsable palestinien qui a voulu garder l'anonymat a précisé que sa délégation avait proposé la création de deux commissions « ad hoc » chargées de discuter de la question des lois et de celle des droits de l'homme. Il a jugé que la mise en place de ces deux groupes de travail serait « positive ».

« Nous avons nous-mêmes proposé, la semaine dernière, la formation d'une commission pour discuter des plaintes palestiniennes sur les violations des droits de l'homme », a déclaré un porte-parole israélien. « L'idée d'une commission sur la sta-

tut légale des territoires a été lancée par les Palestiniens. Nous sommes prêts à en discuter, mais il faut le formuler de façon précise », a-t-il ajouté.

Les négociations butent notamment sur la question du transfert des pouvoirs qui sont entre les mains des autorités de Jérusalem depuis l'occupation, en 1967, de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Les Palestiniens veulent élire une véritable assemblée législative qui pourra annuler les lois et les arrêtés en vigueur, tandis que les Israéliens proposent l'élection d'un « conseil administratif » chargé de gérer la vie quotidienne des habitants. — (AFP)

## IRAK

## Bagdad accuse l'Iran de participer au « plan d'agression » des Occidentaux

Les quelque deux cents fonctionnaires de l'ONU encore présents en Irak ont été placés en « état d'alerte maximum » après une série d'incidents et de menaces à leur encontre, a annoncé, lundi 31 août, à New York, le porte-parole des Nations unies, M. François Giuliani. Il a fait état d'actes de harcèlement, comme le bris des vitres de deux véhicules, et de propos hostiles et menaçants.

Le chef d'état-major de l'armée irakienne, le général Ayad Fathi El-Raoui, a démenti, lundi, l'existence de préparatifs pour une offensive terrestre dans le sud du pays, dont avait fait état, dimanche, le général Brent Scowcroft, conseiller du président George Bush pour les affaires de sécurité. Selon lui, « ces allégations sont dénuées de tout fondement et

font partie de la campagne mensongère menée par les Américains et les Occidentaux pour justifier leur agression contre l'Irak ».

L'Irak a, d'autre part, protesté auprès du secrétaire général de l'ONU contre le survol de son territoire par l'aviation américaine, affirmant qu'entre le 21 et le 28 août celle-ci avait violé cent quarante fois son espace aérien et des « lignes de vol ».

Dans un document diffusé, lundi, au siège de l'ONU, Bagdad a, en outre, accusé l'Iran de participer au « plan d'agression » et de « participation » à la « campagne de harcèlement ».

De son côté, le ministre irakien du pétrole a indiqué, dans le dernier numéro du bi-mensuel Le Pétrole et le

Gaz arabe, que les capacités d'exportation pétrolières du pays avaient été réduites à 80 %. A son avis, la capacité de raffinage n'est restée qu'à 10 % de celle qu'elle était en 1990. — (AFP, Reuters)

Le Koweït : un officier saoudien blessé à la frontière irakienne. — Un officier saoudien, observateur de l'ONU à la frontière koweïto-irakienne, a été blessé, dimanche 30 août, par des coups de feu, a annoncé un porte-parole du ministère saoudien des affaires étrangères. Les autorités koweïtiennes ont, de leur côté, précisé que cet incident avait eu lieu au cours d'une tentative d'infiltration menée par un groupe d'irakiens habillés en civil et armés. — (AFP)

Libye : le colonel Kadhafi souhaite des négociations directes avec les États-Unis. — Le colonel Kadhafi, chef du régime libyen, a déclaré, lundi 31 août, en faveur de négociations directes avec les États-Unis pour résoudre la crise survenue à la suite de l'attentat de Lockerbie. Dans un discours radio-télévisé à l'occasion du vingt-troisième anniversaire de la prise de pouvoir, il a jugé qu'il était « très probable qu'on parvienne à un règlement » et que l'administration américaine avait « intérêt à éviter la confrontation » car les Libyens « sont déterminés à mourir ». — (AFP)

Liban : M. Raymond Eddé et les élections. — M. Raymond Eddé, président du Bloc national libanais, député et ancien ministre, nous a adressé la déclaration suivante : « Après les scandaleuses élections législatives dominées par la fraude et l'abstention, le président de la République libanaise, Elias Hrawi, n'a pas le droit de choisir : rester au pouvoir ou annuler la loi électorale, qui est inconstitutionnelle, ainsi que toutes les opérations électorales qui se sont déroulées ; ou démissionner pour éviter le pire. En tout cas, aucune décision législative ne doit avoir lieu tant que le Liban est occupé par les forces israéliennes, syriennes et irakiennes. »

## AMÉRIQUES

HAÏTI : la recherche d'une solution à la crise

## De nouvelles négociations s'engagent à Washington

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

En dépit de ses échecs répétés pour trouver une solution à la crise haïtienne, l'Organisation des États américains (OEA) poursuit ses efforts de médiation. Le Père Antoine Adrien, représentant le président exilé Jean-Bertrand Aristide, devait rencontrer, mardi 1<sup>er</sup> septembre à Washington, le ministre des affaires étrangères du gouvernement de fait, M. François Boval, en présence du secrétaire général de l'OEA, M. Jono Baeza Soares.

Près d'un an après le sanglant coup d'État qui a renversé le président Aristide, la répression s'est à nouveau durcie. Depuis deux semaines, les disparitions sont de plus en plus fréquentes et les exécutions sommaires reprennent. Selon des témoignages concordants, la caserne de Pétionville, dans la banlieue résidentielle surplombant la capitale, a été transformée en centre de tortures.

La commission présidentielle représentant le Père Aristide insiste sur l'envoi d'une mission internationale qui serait chargée d'observer la situation des droits de l'homme. Pour M. Michel Caillaud, l'un des membres de cette commission, l'exemple salvadorien pourrait per-

mettre de progresser sur la voie d'un règlement négocié. « Une mission internationale pourrait contrôler les exactions des militaires et rassurer ceux qui craignent des régressions de comptes dans l'hypothèse d'un retour du président Aristide », espère-t-il.

Du côté du gouvernement de fait, la levée de l'embargo décrété par l'OEA demeure l'objectif majeur. Selon un proche du premier ministre Marc Bazin, les autorités seraient prêtes à reconnaître la légitimité du président Aristide, à condition qu'il accepte de ne pas renouer « physiquement » en Haïti. Il est peu probable que le président élu accepte d'être condamné à un exil indéfini, en échange d'une reconnaissance qui ne lui rendrait aucun pouvoir. Dans le camp démocratique, on s'interroge sur la marge de manœuvre de M. Bazin, même si le général Raoul Cédras, commandant en chef de l'armée, s'est déclaré favorable à la reprise des négociations. Une fois de plus, les militaires, qui détiennent la réalité du pouvoir à Port-au-Prince, seront absents de la table de négociation. Dans les deux camps, on suit avec attention la campagne électorale américaine. A tort ou à raison, nombre de partisans du Père Aristide pensent qu'une administration démocratique leur sera plus favorable.

JEAN-MICHEL CAROTT

## PARAGUAY : les vacances de l'ancien dictateur

## M. Stroessner prévoit un séjour en France

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

M. Alfredo Stroessner part en vacances. L'ancien dictateur paraguayen, renversé en 1989 et réfugié depuis cette date au Brésil, a obtenu un passeport brésilien, ainsi que l'autorisation de quitter le territoire. Accompagné de son fils Gustavo, qui avait fait l'objet d'une demande d'extradition du gouvernement paraguayen en 1990, M. Stroessner devait commencer, mardi 1<sup>er</sup> septembre, un long périple qui le conduira successivement en Argentine, en Uruguay, en Espagne, au Portugal, en France, en Allemagne et aux États-Unis.

La législation brésilienne prévoit, pour les réfugiés politi-

ques, une autorisation de sortie du pays, et le renouvellement de leur demande d'asile tous les deux ans. L'ancien dictateur suit les traces de son homologue chilien, le général Augusto Pinochet, qui a effectué ces deux dernières années de longues visites en Europe et sur le continent américain. A la différence toutefois de ce dernier, encore à la tête de l'armée chilienne, M. Stroessner n'exerce plus aucune charge officielle dans son pays. Au Paraguay, où l'élection présidentielle doit avoir lieu dans neuf mois, le gouvernement s'est abstenu de commenter les fureurs péripatériques de l'ex-dictateur.

D. H.-G.

## AFRIQUE

L'avenir du Sahara occidental

## Le Conseil de sécurité de l'ONU invite le Maroc et le Front Polisario à « s'abstenir de toute provocation »

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Dans une lettre adressée, lundi 31 août, au secrétaire général de l'ONU, le président en exercice du Conseil de sécurité, l'ambassadeur de Chine, M. Li Daoyu, indique que ledit Conseil a approuvé la teneur du dernier rapport intérimaire sur la situation au Sahara occidental qu'il lui avait récemment transmis. Les quinze ont ainsi entériné le maintien sur le terrain d'environ 370 personnes, dont 200 observateurs militaires, chargés de préparer le référendum d'autodétermination.

Le Maroc et le Front Polisario sont, en outre, invités à « faire des efforts exceptionnels pour assurer le succès du plan » des Nations unies

et à « s'abstenir de toute provocation susceptible d'en compromettre le déroulement ». Dans l'esprit du Front Polisario, cet appel devait dissuader le gouvernement marocain d'organiser au Maroc comme au Sahara occidental un référendum constitutionnel et des élections locales et législatives.

Dans une lettre adressée, le 24 août, au président du Conseil de sécurité, M. Bachir Mustapha Sayed, le coordinateur sahraoui chargé de ce dossier, avait qualifié de « violation très sérieuse et définitive » du plan de paix de l'ONU, le calendrier électoral récemment annoncé par Rabat, et qui prévoit effectivement la tenue d'un référendum constitutionnel, applicable à l'ensemble du territoire marocain — y compris au Sahara occidental — le

4 septembre, suivi, avant la fin de l'année, d'élections locales et législatives. Prévoyant cette réaction, M. Abdellatif Filali, le ministre marocain des affaires étrangères, a aussitôt adressé une lettre au secrétaire général de l'ONU pour lui expliquer que le report du référendum d'autodétermination, initialement prévu au début de l'année 1992, ne permettait plus de repousser indéfiniment les élections locales et nationales, qui « répondent aux préoccupations nouvelles du peuple marocain et aux impératifs du temps présent ». Cette argumentation semble avoir porté ses fruits puisque ni le Conseil de sécurité, ni le secrétaire général n'ont jugé utile d'inciter Rabat à revenir sur sa décision.

SERGE MARTI

NIGER : vague d'arrestations parmi les Touaregs

## Le premier ministre demande aux rebelles de « déposer les armes »

Le chef du gouvernement de transition, M. Amadou Cheffou, a justifié, lundi 31 août, les arrestations — quatre-vingt-trois, selon le premier bilan officiel — opérées depuis jeudi dernier au sein de la communauté touarègue. Sans aller jusqu'à revendiquer la paternité de ces opérations menées par les « hommes de troupe » (soldats, sous-officiers, officiers subalternes des différents corps de sécurité), le premier ministre s'est gardé de les condamner. Il les a même implicitement approuvées en affirmant que les investigations quant aux liens éventuels des personnes détenues avec les rebelles du Front de libération de l'Aïr et de l'Azawad (FLAA), se faisaient « dans le respect des procédures légales ».

M. Cheffou a souligné que les efforts déployés pour régler le problème touarègue par la négociation n'avaient reçu, pour toute réponse, de la part de la rébellion, que « des actes de violence ». S'adressant aux inquisés, ses « frères », il leur a demandé de « déposer immédia-

ment les armes » et de libérer les « otages » qu'ils détenaient, afin d'instaurer « un climat propice à l'établissement d'un dialogue fructueux ».

Quelques heures auparavant, à Maradi (à 500 kilomètres à l'est de Niamey), les forces de sécurité avaient arrêté neuf personnalités touarègues, dont M. Issoufou Wadine, ancien chef du poste administratif d'Aderbissini, qui avait été fait prisonnier, en janvier dernier, par le FLAA, puis relâché avec mission de transmettre un message au gouvernement. Le couvre-feu a été étendu à toutes les villes du Nord.

A Niamey, l'arrestation de trois autres personnalités touarègues de premier plan, dans la nuit de dimanche à lundi, a été confirmée par un membre de l'Assemblée législative. Il s'agit de MM. Mohamed Moussa, ancien ministre de l'intérieur, Akil Dawaï, récent chargé de mission auprès du premier ministre, et du commandant Elias El Mahadi. La détention du ministre des transports et du commerce, M. Mohamed Moussa, et du préfet d'Agadès, M. El Moutar Incha, a également été confirmée.

Les responsables syndicaux de l'Union des étudiants nigériens (USN) ont condamné lundi « le recours à la force dans le règlement du problème touarègue ». A Paris, le ministre français des affaires étrangères a indiqué qu'il suivait la situation « avec une particulière attention ». Selon son porte-parole, « seules des solutions concertées pourraient permettre de ramener le Niger à la paix civile et lui permettre de poursuivre sa démocratisation ». — (AFP)

SOMALIE :

## Le Programme alimentaire mondial s'est engagé à doubler son aide

Le Programme alimentaire mondial (PAM) va doubler le volume de son aide alimentaire destinée à la Somalie, a annoncé, lundi 31 août, lors d'une conférence de presse organisée à Rome, son directeur exécutif, M<sup>me</sup> Catherine Bertini.

Le PAM, agence des Nations unies chargée de la distribution de l'aide alimentaire, enverra, dans les trois prochains mois, 72.000 tonnes de vivres — en plus des 68.000 tonnes déjà allouées et en cours de distribution. Le PAM aura la responsabilité globale de la logistique et du transport de toutes les aides alimentaires envoyées en Somalie, a-t-il été précisé. Par ailleurs, le Canada a fait savoir, lundi, qu'il se proposait d'envoyer sept cent cinquante soldats en Somalie, dans le cadre du programme arrêté par l'ONU, la semaine dernière, afin d'assurer la protection de l'aide humanitaire internationale. — (AFP, Reuters)

## Le président de l'épiscopat français et le Secours catholique ont visité les camps de réfugiés du Kenya

A l'issue d'une visite d'une semaine, du 23 au 31 août, dans les camps de réfugiés du Kenya, le président de la conférence des évêques de France, Mgr Joseph Duval, et le secrétaire général du Secours catholique-Caritas France, M. Denis Viénot, ont rappelé, lors d'une conférence de presse, lundi 31 août à Paris, l'importance des besoins des populations civiles de la région, en particulier celles de la Somalie.

« Ce n'est pas la famine, c'est l'homme qui tue », a souligné M. Viénot, évoquant la guerre civile qui ravage ce pays. Pour les centaines de milliers de Somaliens qui ont trouvé refuge au Kenya, une amélioration de l'aide est « nécessaire », ont indiqué les deux hommes, insistant notamment sur les carences nutritionnelles (provoquant le scorbut) et le besoin d'une aide « en médicaments et en vêtements ».

## ALGÉRIE

## Le cardinal Duval appelle à un « renouveau de confiance »

L'ancien archevêque d'Alger, le cardinal Léon-Etienne Duval, a lancé un appel aux Algériens, lundi 31 août, dans un communiqué envoyé à l'AFP, après le récent attentat à l'aéroport d'Alger qui avait fait, mercredi dernier, huit morts et cent vingt-quatre blessés. « Au moment où l'angoisse se manifeste avec une horreur toujours croissante dans le pays, triste conséquence d'un déchaînement effroyable de violence injuste, j'appelle tous les hommes de cœur à travailler avec force et détermination à un renouveau de confiance », a indiqué le prélat. — (AFP)

## Le Monde

Édité par la SAFL le Monde  
Droits de la société :  
10 décembre 1944  
Capital social :  
620 000 F  
Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »  
« Association Hénri-Bernard-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Éditions  
M. Jacques Lescour, gérant.

## Le Monde PUBLICITE

Jacques Lescour, président  
Michel Crou, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur  
15-17, rue de Colonne-Pierre-Arvis  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-42-72-73  
Téléc. : MOXNDPUB 634 128 F  
Tél. : 46-42-72-73 - Société Hénri-Bernard-Méry  
de la SAFL le Monde et de la SAFL le Monde Éditions SA.

Le Monde  
TÉLÉMATIQUE  
Composés 30-15 - Téléc. LEMONDE  
ou 30-15 - Téléc. LM

## RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

16, RUE FAUGÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Téléc. : (1) 40-65-25-99  
Tél. : 206.806F

Reproduction interdite de tout article  
sans accord avec l'administration  
PRINTED IN FRANCE  
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

## ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVÈRE-MÉRY  
94802 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Téléc. : (1) 40-65-30-10  
Tél. : 261.311F

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Bernard-Méry, 94802 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-25-25

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs annuelles y compris CEE et non
3 mois	480 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1.123 F	1.590 F
1 an	1.620 F	2.066 F	2.990 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tacit sur demande.  
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse : les abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Pr. Par. Pp. Durée choisie : 201 MCM 001  
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_  
Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les nous progrès en capitales d'imprimerie.



## AFRIQUE

### Un entretien avec le roi du Maroc

Suite de la première page

- Avec qui souhaitez-vous gouverner le pays ?  
- Je n'ai pas de préférence à exprimer au profit de tel ou tel groupe parlementaire. J'ai des préférences méthodologiques sur le plan économique lorsqu'il y a deux écoles en compétition, celle de l'Est et celle de l'Ouest. J'ai toujours été contre la première. Maintenant que ce danger est écarté, je considère que je n'ai pas à choisir les uns plutôt que les autres. J'estime même souhaitable que ceux qui n'ont pas été aux affaires pendant des années puissent, aujourd'hui, y participer.

- Le fait que je sois le roi de tous les Marocains, l'émir des Croyants, donne à ceux qui ne participent pas au gouvernement une garantie : si je leur propose d'y entrer, ce ne sera pas pour les compromettre, pour les neutraliser. Ce n'est pas mon genre : quand je demande à quelqu'un de prendre avec moi la parole à lire et quelle brûle, je la tiens avec lui.

- Quelles sont les réformes apportées à la Constitution de 1972 ?

- Le point principal tient au fait que, jusqu'alors, le roi nommait à la fois le premier ministre et les ministres et mettait fin à leurs fonctions. Désormais, il nomme et met fin aux fonctions des ministres sur proposition du premier d'entre eux. Je pourrais résumer des noms, mais l'important est que le chef du gouvernement ne soit plus un simple exécutif, mais un chef de gouvernement véritablement élu.

- Nous avons ouvert au Parlement la possibilité de créer des commissions d'enquête, d'obtenir du gouvernement une réponse à des questions dans les vingt jours suivant la date à laquelle il en aura été saisi. En outre, l'état d'exception n'entraînera plus la dissolution de la Chambre des représentants. Le nouveau texte prévoit, enfin, la création d'un Conseil constitutionnel indépendant et d'un Conseil économique et social.

**« J'aime la justice j'aime mon prochain »**

- Comment conciliez-vous ce souci d'assurer un meilleur exécutif et pouvoir législatif avec celui de ne diminuer en rien les prérogatives royales ?

- La monarchie marocaine est plus que millénaire. Je peux décrire mes pouvoirs mais je n'ai pas le droit, de ma propre initiative, de me désister de mes prérogatives, car elles sont aussi spirituelles. Néanmoins, j'ai décidé, à l'intérieur de ces prérogatives et du pouvoir que me confère l'allégeance de mes sujets, de proposer au peuple marocain de nouvelles règles du jeu en confiant, par exemple, l'investiture du gouvernement à la Chambre des représentants.

- Dans ces conditions, le référendum du 4 septembre paraît être sans grand enjeu politique ?

- Est-il bien nécessaire d'ajouter que la monarchie marocaine est faite pour durer, que vous le vouliez ou non.

- Peut-être vaut-il mieux le dire ?

- Oui, soyons clairs. Au Maroc, personne ne met la monarchie en équation. Et à l'extérieur du Maroc, il n'est dans le pouvoir d'aucun Etat ou d'aucun individu de changer quoi que ce soit à cette réalité-là.

- Est-il imaginable que le système monarchique marocain puisse évoluer vers un type de monarchie constitutionnelle ?

- Mais, nous sommes déjà une monarchie constitutionnelle. Nous avons notre définition propre, nous sommes un des plus vieux Etats du monde, avec ses frontières, ses lois, son système administratif. Au demeurant, l'islam m'interdirait de

mettre en place une monarchie constitutionnelle dans laquelle le souverain déléguerait tous ses pouvoirs et régnerait sans gouverner. Un Conseil international supérieur islamique viendrait appuyer, sans la moindre hésitation, ce que je dis.

- Pourquoi, dans le préambule de la Constitution révisée, est-il fait référence à l'attachement du Maroc aux « droits de l'homme » ?

- Depuis la rédaction de la précédente Constitution, la notion des droits de l'homme est devenue un des piliers du droit international. Le Maroc en prend acte.

- Comment conciliez-vous cette préoccupation avec l'existence de plus de cinq cents prisonniers détenus pour délits d'opinion, participation à des manifestations ou implication dans un complot, selon les comptes de l'Organisation marocaine des droits de l'homme ?

- Je considère que, dans ce domaine, à partir du moment où il y a une loi, c'est aux autorités administratives et politiques de l'appliquer. Nous avons décidé que les droits de l'homme devaient être respectés. S'il y a des manquements, il ne m'appartient pas d'y remédier. Ce n'est pas dans mes attributions. Pour cela, allez voir le premier ministre, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la justice et le secrétaire général du Conseil consultatif des droits de l'homme.

- Pour ce qui me concerne, je considère qu'il est nécessaire de clore définitivement ce chapitre des violations des droits de l'homme. Je propose donc de vous chercher à m'impliquer personnellement. J'aime la justice, j'aime mon prochain. Je n'ai donc pas à vous répondre sur cette question. C'est une affaire d'application.

- Vous considérez donc ce chapitre comme clos ?

- J'ai donné des instructions. On les a suivies ? J'aimerais qu'on aille voir. Et puis, ce que certains qualifient parfois de défection politique, l'est peut-être à tort. Je pense qu'il serait bon que les organisations marocaines des droits de l'homme et le Conseil consultatif se réunissent pour mettre définitivement au point un vocabulaire commun. Il faut en finir avec cette affaire qui est, avant tout, marocain-marocaine.

- En tant qu'un an de règne, avez-vous fondamentalement changé votre manière de gouverner ?

- Oui. Personne ne peut gouverner comme personne ne peut conduire une voiture - de la même manière qu'il y a une seule façon d'être roi. J'ai tenté de le faire. J'ai voulu être un homme incapable d'autocritique. Les problèmes sont, aujourd'hui, plus nombreux et plus complexes, mais les moyens de les résoudre sont plus larges. Moi-même, l'expérience m'a rendu service en un montrant que tel chemin qui paraissait facile était en réalité sans issue. Il est certain que si je devais tout recommencer, il y aurait beaucoup d'erreurs que j'éviterais de refaire.

- Par exemple ?

- L'immémorial serait à la fois longue et fastidieuse. Et, puisque l'islam libère tous les musulmans du devoir de confession, je ne vois pas pourquoi je vous ferais des confidences. Si, un jour, j'écris mes Mémoires, je dresserai la liste de mes erreurs.

- Quelles mesures avez-vous prises pour assurer la plus totale transparence des prochaines élections législatives ?

- Nous avons pris un maximum de précautions. Ainsi, la présidence des bureaux de vote, jusqu'alors confiée aux préfets et aux gouverneurs, est désormais dévolue aux présidents des conseils municipaux. Et sachez que la plupart des grandes villes du royaume sont gérées par l'opposition.

- Je veux que les résultats de ce scrutin ne livrent l'exacte physiologie du pays. Il m'importe de connaître le sentiment des troupes avec lesquelles nous allons monter à

l'assaut du XXI<sup>e</sup> siècle, les ambitions des nouveaux élus, leur éthique, leurs vues sur les questions économiques et sociales.

- Si demain il y a, entre-ci et bradée-t-elle par un simple changement d'homme ou un véritable changement de politique ?

- Je ferais appel à ceux qui réussiraient à former une majorité susceptible de diriger le pays de façon durable. Le programme sur lequel le gouvernement et le Parlement se seraient mis d'accord reposerait naturellement sur les orientations que j'aurais données parce que, moi aussi, j'ai droit à la parole.

- Pas question de succéder à un libéralisme aveugle. Il suffit de voir ce qui se passe dans les pays dits développés pour se rendre compte qu'un minimum d'Etat est nécessaire. Pour faire du libéralisme payant pour tout le monde, il faudrait être plus riche encore que les Etats-Unis. Et c'est impossible. Il convient de rester, comme le dit le Coran, des hommes du juste milieu.

**« Regarder un peu plus vers le Sud »**

- Comment entendez-vous ramener aux influences d'une société encore très fortement indigéniste ?

- Des inégalités, il y en a partout. Naturellement chez nous, elles ont été plus accentuées car il a fallu partir de zéro. Nous avons dû assumer notre destin, sans l'aide de personne, avec nos seuls moyens : l'épargne n'existait pas, les holdings industrielles et bancaires non plus. Il a fallu créer une classe moyenne, relever le niveau de vie du petit fellah. L'agriculture, nous l'avons héritée des colons, et ses rendements, nous les avons augmentés.

- Mon problème actuel, c'est celui de l'emploi des jeunes. Nous avons pris, à cet égard, une décision courageuse et assez originale : réserver, chaque année, le tiers de croissance, quel que soit son plafond - c'est 4 % du produit intérieur brut, ce sera 4 % - aux investissements pour l'emploi et aux dépenses sociales. Cela nous permettra au moins d'être en paix avec notre conscience, les fruits du travail de tous bénéficieront à tous les Marocains.

- Les relations bilatérales traditionnelles reprendront-elles le dessus : la France serait libérée des contraintes de la CEE ? Et, au contraire, le traité de Maastricht entre en vigueur, nous aurons l'avantage d'avoir en face de nous un partenaire fort. L'issue incertaine du débat européen ne nous empêche donc pas de dormir.

**« L'Algérie n'est pas en déliquescence »**

- Où en sont, à cet égard, les relations bilatérales entre le Maroc et la France ?

- Elles sont excellentes.

- Vous devriez recevoir, à l'automne, la visite de M. Pierre Bérégovoy...

- Oui. Je me réjouis de recevoir un vieil ami, qui fut le premier ambassadeur de la République à Rabat, juste au lendemain de son élection. Et je dois dire que, dans tous les postes qu'il a occupés, il a toujours été avec sérénité pour que les rapports franco-marocains gardent la qualité qu'ils ont toujours eue.

- Il y a eu une longue période de désenchantement entre le Maroc et le pouvoir socialiste. Cette désillusion s'est-elle dissipée ?

- Nous n'avons jamais eu de problèmes avec le pouvoir socialiste, bien au contraire. Je dois le dire : depuis que les socialistes sont au pouvoir, les rapports d'Etat à Etat, tant sur le plan financier que sur le plan économique, ont toujours été excellents, peut-être même meilleurs qu'avant.

- Même entre les plus vieux et les meilleurs amis du monde, la vie fait

sur le plan national d'abord et sur le plan de la sécurité en général, car lorsqu'il y aura un passeport commun, lorsqu'on aura supprimé les douanes et tous les contrôles frontaliers, je crains que beaucoup de mauvaises mœurs d'une partie de l'Europe de l'Ouest souffrent actuellement ne s'étendent dangereusement au reste du continent.

- Le dialogue euro-maghrébin a l'air de souffrir des bouleversements que connaissent l'Europe et le Maghreb. Une relance est-elle possible ?

- Je ne souhaite qu'une chose, que les Européens relancent le dialogue. S'il est bloqué, ce n'est pas de notre fait. Malgré tout, la CEE a décidé de

qu'il y a parfois des malentendus qui sont fortuits, d'autres aussi qui sont voulus. Mais ça ne dépasse pas la mesure. Je dirai que la rancune entre Etats est mortelle.

- Une victoire de la droite aux élections du mois de mars 1993 serait-elle susceptible de donner un nouvel élan aux relations franco-marocaines ?

- Les risques ou les atouts d'un changement de majorité en France, ce sont des choses qui ne me regardent pas. Ce qui m'importe, c'est de savoir que, grâce à Dieu, le Maroc est une valeur sûre, et que sa valeur spécifique reste la même avec la droite comme avec la gauche.

- Les déboires dans lesquels est plongée l'Algérie vous inquiètent-ils ?

- Ce serait mentir que de vous dire que ce qui se passe en Algérie me laisse indifférent. Rester, comme ça, à dire « les pauvres », ce n'est pas de notre fait. Il faut être à l'écoute de ce qui se passe en Algérie.

- A cause de la situation algérienne, entre autres raisons, l'Union du Maghreb arabe (UMA) est en panne.

- L'UMA est en panne, elle l'était plus encore lorsque l'Algérie vivait sous le régime du parti unique et dans le cadre d'une économie dirigée. Lorsque l'Algérie a changé d'orientation politique et économique, l'UMA s'est remise à fonctionner.

- Quoi qu'il en soit, les structures demeurent. Pour l'instant, entre nous-mêmes. Ce n'est pas parce qu'on met une voiture sur cale qu'elle ne roulera plus. Si nous prenons soin de nos véhicules de l'avenir, le moment venu, ils redémarreront.

- Le secrétaire général de l'ONU vient de donner un nouveau délai au Maroc et au Front Polisario pour parvenir à des accords réels et concrets en vue de l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental. V-t-il été écouté ?

- En réalité, l'appel du secrétaire général était plutôt destiné au Front Polisario. Le Maroc a dit oui à la résolution de l'ONU du 31 décembre 1991, bien que les critères d'identification des électeurs retenus ne nous donnent pas totalement satisfaction.

- Je m'adresse à M. Boutros-Ghali pour lui dire ceci : les résolutions des Nations unies ont toutes la même valeur. Pourquoi donc veiller à la loupe sur l'exécution de celles qui concernent l'Irak et la Libye et traiter différemment celles qui concernent le Sahara occidental ? Il ne saurait y avoir deux poids, deux mesures.

- Faut-il continuer à entretenir la fiction d'un plan de paix de l'ONU ?

- Ce qui nous importe - même s'il faut encore attendre vingt ans - c'est une sanction internationale. Je veux que notre note de propriété du Sahara occidental soit déposée à la conservation fiduciaire des Nations unies afin d'éliminer à jamais toute contestation. Pour en arriver là, il y a deux solutions : ou bien les gens de l'indou viennent faire allégeance au trône marocain, et je suis sûr qu'ils accepteraient s'ils étaient libres de leurs mouvements. Ou bien on va le plus vite possible, au référendum pour en finir.

- Quel est le bon interlocuteur : l'ONU, l'Algérie ou le Front Polisario ?

- L'interlocuteur ce sont les Sah-

raouis, tous les Sahraouis, ceux qui sont chez moi et ceux qui sont de l'autre côté. Le meilleur garant, ce sont les Nations unies.

- Et l'Algérie, le meilleur intermédiaire ?

- L'Algérie a toujours affirmé que cette affaire ne la concernait pas. Ces derniers temps, elle a poussé le Front Polisario à assouplir sa position. Nous avons parlé avec ses responsables. Nous avons décidé chez eux une vraie relance des choses. Les gens du Front Polisario doivent donc revenir à la raison.

**« Il ne faut plus chercher à déstabiliser l'Irak »**

- Croyez-vous que M. Itzhak Rabin, que vous avez reçu au Maroc en 1976, va aller de l'avant pour débattre le dialogue israélo-arabe ?

- Lorsque j'ai vu que c'était Itzhak Rabin, un militaire, qui accédait au poste de chef du gouvernement israélien, cela m'a rendu optimiste, car, en général, les militaires sont très sages de la vie de leurs soldats.

- S'il reste dans la ligne du général Moshe Dayan et s'il est toujours aussi réaliste qu'il n'avait paru l'être en 1976, je pense qu'il a de très sérieuses chances de réussir à débloquent le processus de paix.

- En tant que président du comité Al Ouda (Jérusalem), êtes-vous prêt à prendre des initiatives pour favoriser ce dialogue ?

- Jusqu'à présent, je n'ai pas eu le moindre contact verbal ou écrit avec le nouveau gouvernement israélien. Je pense qu'il est sage de les laisser d'abord prendre pied. Eux-mêmes doivent certainement attendre d'avoir quelque chose de très important à nous dire.

- La création par les Occidentaux d'une zone d'exclusion aérienne, dans le sud de l'Irak, pour protéger les populations chiites, est-elle opportune ?

- Personne n'a intérêt à déstabiliser l'Irak au risque de provoquer, dans cette région, des bouleversements et notamment une balkanisation fatale. Et qu'advient-il de cette idée de coopération israélo-palestino-jordanienne avec tout ce qu'elle comporte de positif pour le paix dans cette partie du monde ?

- L'Irak serait le ventre mou de la région, porteur de toutes les tensions possibles. Et s'évanouirait alors le grand rêve d'une paix multiconfessionnelle et multiraciale qui serait une chose extraordinaire pour tous les fils d'Abraham. Entretien la tension autour de l'Irak, ce serait, à mon avis, une erreur monumentale.

- S'il en est ainsi, mieux vaut arrêter illico les conversations israélo-arabes. Si l'on veut que les Arabes et les Israéliens vivent en paix, il ne faut plus chercher à déstabiliser l'Irak. Je m'excuse d'être aussi extrémiste, mais je réfléchis en géographe, plus loin que demain ou après-demain.

- L'élément déstabilisateur au Proche-Orient n'est-il pas Saddam Hussein lui-même ?

- Comme tout un chacun, Saddam Hussein n'est pas pour l'éternité. Cet homme passera comme tous. Mais, si l'on veut que cette idée de coopération israélo-palestino-jordanienne voit le jour, faisons en sorte de ne pas rendre l'Irak plus malade encore qu'il ne l'est.

Propos recueillis par JACQUES DE BARRIN BRUNO FRAPPAT et JEAN-PIERRE LANGELE



PANLLO

dialogue avec le Maroc en attendant de pouvoir le faire avec les autres pays maghrébins.

- Etes-vous toujours candidat à une entrée dans la CEE ?

- Nous le sommes toujours.

- Vous n'ignorez pas les conséquences néfastes qu'aurait, sur vos rapports avec l'Europe, un éventuel non français au traité de Maastricht.

- Les relations bilatérales traditionnelles reprendront-elles le dessus : la France serait libérée des contraintes de la CEE ? Et, au contraire, le traité de Maastricht entre en vigueur, nous aurons l'avantage d'avoir en face de nous un partenaire fort. L'issue incertaine du débat européen ne nous empêche donc pas de dormir.

**« L'Algérie n'est pas en déliquescence »**

- Où en sont, à cet égard, les relations bilatérales entre le Maroc et la France ?

- Elles sont excellentes.

- Vous devriez recevoir, à l'automne, la visite de M. Pierre Bérégovoy...

- Oui. Je me réjouis de recevoir un vieil ami, qui fut le premier ambassadeur de la République à Rabat, juste au lendemain de son élection. Et je dois dire que, dans tous les postes qu'il a occupés, il a toujours été avec sérénité pour que les rapports franco-marocains gardent la qualité qu'ils ont toujours eue.

- Il y a eu une longue période de désenchantement entre le Maroc et le pouvoir socialiste. Cette désillusion s'est-elle dissipée ?

- Nous n'avons jamais eu de problèmes avec le pouvoir socialiste, bien au contraire. Je dois le dire : depuis que les socialistes sont au pouvoir, les rapports d'Etat à Etat, tant sur le plan financier que sur le plan économique, ont toujours été excellents, peut-être même meilleurs qu'avant.

- Même entre les plus vieux et les meilleurs amis du monde, la vie fait

### CHOISISSEZ LE 3<sup>ème</sup> CYCLE DE MANAGEMENT QUI NE SANCTIONNE PAS VOS ETUDES D'ENTREPRISE

Un réseau d'Instituts dans les Régions  
Admission sur dossier et entretiens par jurys de chefs d'entreprise

**Reentrée : le 24 septembre 1992**

**Instituts Européens des Entrepreneurs**

ANGERS - ANGOULEME - BEAUVAIS - GRENOBLE - LIMOGES - MONTPELLIER - MULHOUSE - NANCY - ROUEN

en partenariat avec le Ministère de l'Industrie et l'I.F.E.

Service Commun d'Informations I.E.D.E., rue Chamberland, 87100 Limoges  
Tél. 55 79 86 51

**SESSION DE SEPTEMBRE**

Créé il y a plus de 30 ans, l'ISTEC est un institut de formation supérieure de cadres commerciaux de haut niveau et de managers d'entreprises.

**ENTREE DIRECTE EN DEUXIEME ANNEE POUR LES TITULAIRES DE BTS OU DUT**

Epreuves orales le 3 septembre 1992

**DIPLOME RECONNU PAR L'ETAT**

Renseignements et inscription : Tél. (1) 46.21.41.23 / Minitel : 3614 CHEP / ISTEC  
102, rue du Point du Jour - 92100 BOULOGNE

## AFRIQUE

Le secrétaire de l'ONU invite le Maroc à participer de toute provocation

Le Programme alimentaire mondial s'est engagé à doubler ses efforts

Le Maroc demande d'exporter les armes

Le cardinal de Casablanca appelle à un dialogue de confiance

**ABONNEMENT**



## POLITIQUE

## La préparation

## M. Lionel Jospin défend un « oui critique »

AVIGNON

de notre envoyé spécial

L'ennui gagnait, lundi 31 août, les quelque trois cents militants socialistes venus participer, en Avignon, à l'« université d'été » de leur parti. Des ateliers de travail sur les sujets les plus divers leur étaient, certes, proposés, mais il ne leur était possible de participer ou d'assister à aucun débat d'importance. Dirigants du parti et membres du gouvernement sont absents. M. Laurent Fabius avait quitté Avignon dimanche soir aussitôt après avoir pris la parole (le Monde du 1<sup>er</sup> septembre), et n'envisageant pas d'y revenir, alors qu'il devait participer à une soirée avec M. Michel Rocard mardi. M. Pierre Bérégovoy s'est décommandé. M. Jacques Delors est pris par d'autres activités, et il n'était pas sûr que M. Jack Lang, attendu mardi, soit présent.

Malgré l'enthousiasme des jeunes socialistes ayant participé, pendant le mois d'août, aux trois caravanes de campagne pour le « oui » à Maastricht, malgré la vivacité des militants dès que l'occasion d'une discussion se présente, la réunion d'Avignon donne l'image d'un parti fatigué et contrainct à l'oisiveté. Le contraste avec les journées rocardiennes de Quimper, la semaine dernière, est tout à l'avantage de l'ancien premier ministre : la maison Rocard est prospère, tandis que celle de M. Delors est devenue la maison Fabius tournée à vide.

Ce climat peu roboratif n'a pas été modifié par la lecture d'un message du premier ministre rappelant aux militants qu'« il n'y aura pas de seconde chance », les invitant à ne pas déserter « les difficiles moments du développement », et les exhortant à faire valoir, « contre les démagogues qui pervertissent les démocraties modernes », la fermeté des convictions, la netteté de l'engagement, l'esprit de dialogue et d'ouverture. M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, est venu présenter, à son tour, quelques arguments en faveur du

traité de Maastricht, qui, a-t-il dit, loin de lui faire perdre, permettra à la France de « recouvrer sa souveraineté manichéenne ». Il a observé, aussi, que la Bourse accuse le coup des sondages défavorables au « oui » et que le succès de ce dernier provoquera, sur les marchés, une reprise favorable à l'investissement.

En fin de journée, M. Lionel Jospin a pu vérifier que sa popularité reste grande auprès des militants, devant lesquels il a plaidé pour un effort de mobilisation de l'électorat de gauche en faveur de l'union européenne. Sur la méthode, l'ancien ministre de l'éducation nationale a répété qu'il faut entraîner et ne pas braver l'opinion, cela sous être « d'élève », ni s'entendre de « réclamer les caricatures » produites par les adversaires du traité, mais sans, non plus, « refuser un débat que nous avons nous-mêmes — ou, plus exactement, a-t-il précisé, le président de la République — provoqué ».

## Retourner l'argument de la peur

S'appliquant à répondre, notamment, aux arguments de M. Max Gallo, proche de M. Jean-Pierre Chevènement, M. Jospin a expliqué qu'« il faut admettre l'idée d'un « oui » critique » et « montrer que le traité d'Union européenne est une étape », elle-même susceptible d'évoluer avec le temps. D'un autre côté, « il n'est pas interdit, estime-t-il, de retourner l'argument de la peur », en introduisant dans le débat « la crainte des conséquences du « non » ». Ce serait, a-t-il dit, introduire une crise politique dans la partie la plus stable de l'Europe. Ce serait, aussi, un échec pour la France, qui est à l'origine des propositions de Maastricht et qui serait mise hors jeu. Cela provoquerait, enfin, l'éloignement de la relation économique.

M. Jospin a dénoncé, aussi, « l'Europe mythique et l'Europe réelle », les adversaires de Maastricht prétendant opposer à « la construction réelle de l'Europe », alors que, selon

lui, « si Maastricht n'était pas ratifié, c'est une Europe plus négative qui risquerait de surgir », une Europe « effrayée », en outre, face aux États-Unis. Enfin, si le « non » l'emportait, comment cela se traduirait-il dans les positions de la France en matière européenne ? « Est-ce le « non » de M. Marchais que les propositions de la France devraient traduire dans les conseils européens ? a-t-il demandé. Ou bien le « non » de M. Le Pen ? Ou bien celui de M. Séguin ? Ou celui de M. Chevènement ? »

Après les critiques qu'il avait exprimées, la semaine dernière, contre certains propos de M. Elisabeth Guigou dans sa campagne contre le « non », il a profité de la brève apparition du ministre délégué aux affaires européennes à l'université d'été pour se réconcilier avec elle. Il n'a pas participé, cependant, à la réunion publique organisée au parc des expositions pour entendre, outre M. Guigou, M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, et M. Alain Bombard, épémebre membre du gouvernement de M. Pierre Mauroy en 1981.

Ouvert par le maire d'Avignon, M. Guy Ravier, député (PS) du Vaucluse, ce meeting, qui a réuni environ cinq cents personnes, a été l'occasion pour M. Kouchner de prononcer un nouveau plaidoyer pour le « oui », en regrettant que les partisans du traité n'aient pas pris davantage de temps pour se réconcilier. Il a reproché à M. Jean-François Deniau d'avoir dit que l'impuissance de l'Europe dans l'ex-Yugoslavie l'incitait à remettre en question son « oui », « alors qu'il sait très bien que l'on n'a pas besoin de moins d'Europe, mais de plus d'Europe pour pouvoir agir dans une telle situation ». Observant que les jeunes sont en majorité partisans du « oui », M. Kouchner s'est demandé s'il faudrait inventer « une génération du « non », avant de lancer : « Peut-on dire « non » à demain ? Dire « non » à Maastricht, c'est se priver de dire : « A demain ! »

PATRICK JARREAU

## M. Delors annonce qu'il quitterait la présidence de la Commission en cas de victoire du « non »

M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, a annoncé, lundi 31 août, devant le « Club de la presse » d'Europe 1, qu'il renoncerait en cas de victoire du « non » à la présidence de la Commission en cas de victoire du « non » au référendum du 20 septembre. « Je ne ferais pas un autre mandat pour une raison simple, a-t-il déclaré : vis-à-vis de mes collègues, je ne vois pas comment je pourrais le hardi de la perte d'influence de la France ».

« C'est une question de déontologie personnelle, a-t-il ajouté. Je considère que je me suis tellement battu, tellement investi dans ce projet, tellement investi dans l'Europe, qu'il vaut mieux qu'on désigne des gens qui, ayant voté « non », savent

comment continuer à construire la maison, ou plutôt empêcher qu'elle ne s'effondre. » « Je serais incapable aujourd'hui, si le « non » l'emportait, d'arriver à Bruxelles et qu'on me dise : « M. Delors, ne partez pas tout de suite (...), il faut raccommoder la porcelaine ». Je ne saurais pas comment faire ».

M. Delors a estimé que le dernier sondage, Louis Harris-VSD, selon lequel le « oui » l'emporterait avec 53 % des suffrages, traduisait « à l'évidence la mobilisation des acteurs en faveur du « oui » et une certaine hésitation dans l'opinion publique, puisque le nombre des indices n'a jamais été aussi important ».

Il a d'autre part reconnu qu'il avait « eu tort » de conseiller aux

adversaires du traité d'abandonner la vie politique. Admettant également les critiques adressées à la Commission de Bruxelles, il a souligné que le traité allait limiter « au double tyrannique », tout en notant que celle-ci avait été nécessaire à la construction de l'Europe.

Commentant les répercussions que provoquerait en Allemagne un « non » français, M. Delors a expliqué que l'on devrait « se rendre compte qu'il a fallu faire un sacri travail politique pour faire accepter aux Allemands de renoncer au « deuxièmisme ». « Si par malheur le « non » l'emportait, a-t-il prédit, nous verriez l'envoie du mark à court et à moyen terme et vous verriez dans quelle situation nous serions ».

« non » signifierait la fin de la belle aventure de la construction européenne. Non pas parce qu'il se verrait mal, alors, continuer son action à la présidence de la Commission de Bruxelles l'an prochain, comme il l'a confirmé au « Club de la presse », mais parce que la France, qui en fut le moteur, perdrait son autorité dans les instances européennes. Finalement, il demande de quelle marge de manœuvre disposerait une France ayant fait le choix de l'isolement pour faire face « aux mouvements de yoyo du dollar ».

Cet homme, qui « ne demande pas à être aimé, mais simplement à ne pas être détesté », se dit même prêt à se sacrifier pour le succès de la cause qu'il défend. Avec force, il souligne que le traité de Maastricht réduit les pouvoirs de la Commission. « Tous ceux qui veulent rabattre le caquet de Jacques Delors et

## En campagne

Suite de la première page

La manie du « non » l'a contraint à sortir de sa réserve et à s'appliquer à lui-même le conseil qu'il prodigue à tous les partisans du « oui » qu'il rencontre : « Mobilisez votre énergie ! » Pour se replonger dans la vie politique intérieure française, il lui a fallu surmonter quelques aigreurs. Le président de la Commission européenne ne comprend toujours pas pourquoi il est si souvent consulté par les dirigeants des onze autres pays de la Communauté, par ceux de sa nation d'origine, pourquoi il a été convié à expliquer le traité de Maastricht devant une commission du Bundestag et non devant le Parlement français, pourquoi il a un contact plus facile avec M. Helmut Kohl, John Major ou Felipe Gonzalez qu'avec M. François Mitterrand.

Ses déjeuners mensuels avec les premiers ministres français succèdent à M. Michel Rocard et M. Edith Cresson comme M. Pierre Bérégovoy ne compensent pas, selon lui, l'absence d'entretiens réguliers avec le président de la République. La blessure du congrès de Bordeaux est tout aussi vive. M. Delors n'a pas pardonné à M. Laurent Fabius de lui avoir donné la parole après l'invitation de M. Helmut Kohl, qui a furieusement créé une émotion après laquelle il était bien difficile de faire vibrer les militants sur la nécessité de la construction d'une Union européenne.

## Le succès des « mauvais bergers »

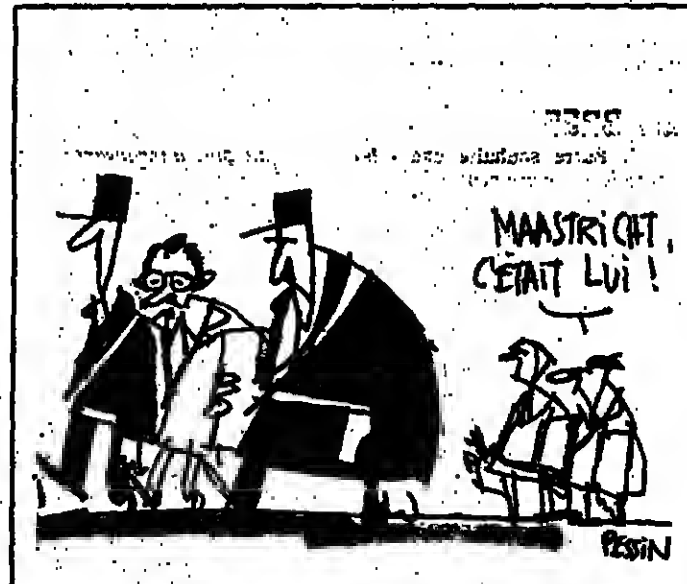
Il n'est pas près d'en avoir fini avec le comportement de quelques « tuteurs » du rocardisme, qu'il accuse d'avoir encouragé leurs amis à faire du bruit et du chahut pendant son discours. Pour qu'il accepte de se rendre à Quimper, il a fallu insister pour M. Rocard, sa soit de montrer que lui aussi était capable de se faire applaudir par une salle à la dévotion d'un « concurrent », son plaisir de parler devant les visages connus des enfants de la « deuxième gauche », dont il se vant le fondement, avait même celui qui en a toujours été le porte-drapeau.

Aujourd'hui, il s'inquiète de l'appartenance, dans tous les pays de l'Europe occidentale, d'un « groupe central » qui, au milieu de 10 % de « riches » et de 20 % de « pauvres », se replie dans sa « niche », se plaint des préjudices obligatoires mais ne veut pas que soient mis en cause ses propres avantages sociaux et se désintéresse de l'avenir des autres. Il est littéralement paniqué par le « divorce » entre la société et la classe politique. Cette coupure, le président de la Commission européenne l'aperçoit dans tous les pays de la Communauté, mais il la sent particulièrement forte en France.

Pour porter remède à ces maux, il n'a pas de solutions, et il n'est pas tout à fait sûr que son âge lui permette de les trouver. Sa seule véritable ambition est de fournir à la plus jeune génération de l'Europe un travail et de réflexion qui leur permettront de les découvrir. A ces jeunes responsables politiques qui lui font confiance, il va donc

demande d'oublier leurs querelles d'écurie et leur carrière personnelle pour refaire l'effort de mise à plat et de réflexion mené par les clubs à la fin de la IV<sup>e</sup> et au début de la V<sup>e</sup> République, qui a nourri l'action gouvernementale du gaullisme des débuts aussi bien que le renouveau du socialisme. Un travail que Jacques Delors estime devoir dynamiser, « quels que soient ceux qui en profiteront ».

Cet effort ne pourra être que de longue haleine, alors même que le président de la Commission de Bruxelles est persuadé que ce rejet des classes dirigeantes explique le succès des « mauvais bergers » qui, en jouant sur les « peurs », appellent à voter « non » au référendum. Sans attendre, il entend prendre sa



place dans la bataille pour tenter de convaincre ceux qui hésitent encore. Il est donc décidé à répondre à toutes les invitations qui lui sont ou qui lui seront lancées. Après avoir participé, vendredi et samedi, aux réunions des rocardiens à Quimper, des Verts à Saint-Nazaire et des jeunes du Mouvement européen à Port-d'Albret, il était lundi soir l'invité du « Club de la presse » d'Europe 1.

Sa soirée à Saint-Nazaire n'a pas été la plus agréable. Il n'a pas réussi, en effet, à convaincre les Verts d'oublier leurs réflexes de militants purs et durs pour prendre leurs responsabilités de dirigeants politiques. Mais cet échec ne le décourage pas, tant il est persuadé que sa pédagogie a besoin de temps pour être efficace. Il était d'autant plus important pour lui de commencer à semer la bonne graine qu'il compte beaucoup sur les Verts pour combler le fossé entre la société et la politique.

## « Il faut une maison solide »

La tâche était autrement plus facile avec les jeunes du Mouvement européen, réunis pour leur université d'été. A ces Européens convaincus, il suffisait de fournir des arguments pour leur campagne. Des arguments, M. Delors n'en manque pas.

Sa connaissance des dossiers lui permet de dénoncer « les contre-vérités » répandues, selon lui, par ceux qui combattent le traité de Maastricht. Mais il préfère mettre en avant les raisons positives de l'approuver. « Pour accueillir tous ceux qui frappent à la porte de la Communauté, il faut une maison solide », déclare-t-il. Refuser de l'améliorer, c'est mettre à mal ses fondations. Car, pour lui, l'affaire est entendue : une victoire du

de la technocratie bruxelloise ont intérêt à voter « oui », dit-il. Puisque la bataille référendaire, pour être gagnée, implique qu'il soit critiqué aussi par les partisans du « oui », il accepte, même s'il trouve que certains de ses amis en font un peu trop. Il reconnaît que le traité de Maastricht n'est pas parfait. Mais il rappelle qu'il est prévu de revoir les mécanismes qui l'instituent en 1996. « Le « oui » n'est pas irréversible, note-t-il. Il est perfectible. C'est le « non » qui est irréversible », puisqu'il signifierait « l'isolement de la France, le déclin de l'Europe ». M. Delors, qui a milité toute sa vie parce qu'il croyait « au progrès possible de l'homme, au progrès possible de la société », ne peut pas imaginer que les Français fassent ce mauvais choix.

THIERRY BRÉHIER

PS : Changement de premier secrétaire dans le Var. M. Bernard Perrin, conseiller municipal de La Seyne (fabiusien), a été élu à l'unanimité, le 25 août, premier secrétaire de la fédération socialiste du Var à l'issue d'une réunion de la commission exécutive fédérale. Il succède à M. Barthélémy Mariand (membre du courant Mauroy-Jospin), qui occupait ce poste depuis juillet 1987. Cette élection met un terme aux fortes dissensions qui s'étaient notamment manifestées lors des élections régionales par la présence de plusieurs dirigeants socialistes du département sur la liste de M. Bernard Tapie, alors que la fédération présentait la sienne. M. Perrin entend « rénover, reconstruire et crédibiliser » son parti, qui, dans le Var, a perdu en six ans plus de la moitié de ses adhérents, passant de cinq mille à deux mille cotisants. (Corresp.)

## Les jeunes du Mouvement européen ne veulent pas perdre espoir

PORT-D'ALBRET

de notre envoyé spécial

« Nous avons l'impression de vivre un mauvais rêve », constatent, amers, les jeunes Européens. L'an dernier, lors de leur première université d'été organisée par le Mouvement européen, chacun avait facilement convenu qu'il y avait « pas assez d'Europe ». Cette année, à en croire leurs aînés et, en tout cas, les indications des sondages, il y aurait « trop d'Europe ». Tous ces étudiants, qui pensaient que le traité de Maastricht allait enfin donner naissance à cette Europe politique que le Mouvement européen appelle de ses vœux depuis les lendemains de la deuxième guerre mondiale, redoutent que le cauchemar d'aujourd'hui ne devienne triste réalité le 20 septembre au soir. Mais ils refusent de perdre espoir.

« Le moment est dramatique », a pas caché M. Jean François-Poncet, secrétaire UDF et président de la branche française de ce mouvement, qui regroupe des personnalités de tous horizons politiques favorables à la construction d'une Europe unie. En organisant ces journées, où se sont retrouvés plus de 210 stagiaires dont 51 venus des pays de l'ancien bloc communiste, il savait qu'elles seraient un des éléments de la campagne pour le « oui » au référendum, mais il ne pensait pas qu'elles devraient être l'occasion d'une contre-offensive qu'il veut croire victorieuse.

Exhonoré par les critiques dont il avait été secoué lorsque, au début de l'été, il avait organisé les Rencontres pour Maastricht, où voisinait per-

sonnalités de la majorité et de l'opposition, le Mouvement européen a donné la priorité, au cours de cette université, aux représentants de la société civile après qu'elle eut été ouverte par M. Jacques Delors. Ce choix a l'avantage de souligner, comme l'explique M. François-Poncet, que « l'Europe n'est pas l'affaire de la seule classe politique ». Il permet aussi de montrer à tous ces jeunes qui s'apprêtent à entrer dans le monde du travail que leur professionnelle sera conditionnée par cette union européenne pour laquelle ils militent.

## M. Maire : une chance pour le monde du travail

Comment en douter quand ils entendent M. Edmond Maire, ancien secrétaire général de la CFDT, aujourd'hui président du Village Vacances Familiales, dont un des centres les héberge, leur affirmer : « Le traité de Maastricht est une chance à ne pas manquer pour le monde du travail » ? Car, en permettant « une harmonisation plus forte des politiques économiques » et « en créant une monnaie unique », il permettra « une croissance plus forte et des créations d'emplois ». Alors qu'en revanche, prévient-il, une France retournée à son isolement « ne pourra maintenir son système de protection sociale » tant « le monde du travail sera alors livré pieds et poings liés à la pression de la compétition internationale ».

Comment ne pas en être persuadé quand un grand cancérologue, M. Maurice Tubiana, leur détaille tout ce que le travail en commun avec ses confrères de l'Europe des Douze a apporté à la lutte contre le cancer, notamment parce que seule l'union a permis de contourner les pressions des fabricants de tabac et d'imposer des législations contre le tabacisme ? Ou quand M. Claude Chambaudou, un avocat bordelais, président de l'Union nationale des associations de professions libérales, leur démontre que celles-ci, pour se développer, ont besoin d'une Europe unie ?

Surtout, la présence de nombreux Européens, communistes ou non, leur a clairement fait mesurer l'enjeu international du référendum du 20 septembre. Ainsi, ils n'ont pu qu'applaudir M. Dragan Stokich, professeur à l'Institut d'études européennes de Genève, lorsque celui-ci a lancé : « Français, vous ne votez pas pour l'avenir de la France, vous votez

pour l'avenir de l'Europe ; et l'Europe, c'est notre affaire à tous, ce n'est pas une affaire intérieure française ».

Alors, comme M. François-Poncet, ils ne veulent pas croire que trahiront le « oui » le nationalisme du repli sur soi. Comme lui, ils veulent faire comprendre que « seule la construction européenne peut protéger les identités nationales dans le monde du ring et du siècle », que réponde « non » le 20 septembre, c'est « fermer la porte », alors que réponde « oui », c'est « ouvrir la porte de l'espoir ». Surtout, comme lui, ils veulent être convaincus que « le « oui » l'emportera, fût-ce d'une courte tête », car ils y voient non seulement la réalisation d'un idéal, mais la promesse d'un avenir moins sombre.

Th. B.

## Force ouvrière ne donnera pas de consigne de vote

A la différence de la CGT, qui a pris position pour le « non » et de la CFDT, dont le secrétaire général, M. Jean Kaspas, s'est prononcé pour le « oui », la confédération Force ouvrière a fait savoir, lundi 31 août, qu'elle ne donnerait pas de consigne de vote. Le bureau confédéral a rappelé dans un communiqué « sa position traditionnelle de la confédération lors des consultations politiques : FO ne donnera ni directement ni indirectement de consigne de vote pour le référendum sur Maastricht ».

La centrale syndicale souligne que, « contrairement à la CGT qui, fidèle à son alignement sur le PCF, affirme que « l'intérêt des salariés » réside à dire « non » à la ratification de Maastricht et à la CFDT, qui, bien que prétendant ne pas donner de consigne, s'engage ouvertement dans la campagne pro-Maastricht », elle s'en tient à la position qu'elle a adoptée à son congrès de Lyon en avril : « L'Europe, ni la subir ni en sortir, mais agir pour l'Europe sociale ». Elle ajoute que « l'intérêt des salariés » réside à « préoccuper les travailleurs d'une préoccupation qu'elle entend promouvoir avec la Confédération européenne des syndicats et l'appui des salariés ».

## CULTURE GÉNÉRALE

Les bases de la réussite

Une méthode claire et pratique. 20 cours pour faire le point des connaissances dans les principaux domaines de la culture générale. Des références et des repères indispensables à votre réussite.

Documentation gratuite à

Institut Culturel Français  
Sec 7219, 35, rue Collonge  
92303 Paris-Levallois  
Tél. : (1) 42.70.73.63







هكذا من لامل

## SOCIÉTÉ

Accord franco-allemand sur l'environnement

### « Le tourisme des déchets, c'est fini »

M<sup>me</sup> Ségolène Royel et M. Klaus Töpfer, ministre français et allemand de l'environnement, se sont à nouveau rencontrés, lundi 31 août près de Strasbourg, pour adopter une série de mesures touchant aux déchets ménagers, à la consommation d'essence et aux épaves de voitures, au recyclage des emballages et à la protection de la forêt rhénane. L'interdiction française de toute importation de déchets ménagers a été confirmée.

STRASBOURG

de notre envoyé spécial

Habitué à séduire, M<sup>me</sup> Ségolène Royel, ministre de l'environnement, avait organisé la rencontre du lundi 31 août avec son homologue allemand, M. Klaus Töpfer, sur le mode de la partie de campagne. Les négociations avaient pour cadre le château baroque de Pourtalès, à Strasbourg, et devaient être ponctuées d'une balade à bicyclette, d'une promenade en voiture à cheval et d'une conférence de presse sous les frondaisons de la forêt de la Robertsau. Un temps de chien a contrarié le programme des réjouissances, mais il n'a nullement entamé le climat du mini-sommet.

Les deux ministres de l'environnement et les représentants des Länder de Sarre et de Bade-Wurtemberg, également présents, sont parvenus à un accord quasi-

ment complet sur tous les points à l'ordre du jour. La question la plus délicate était celle des importations de déchets allemands, qui a provoqué la réaction abrupte de la France. M<sup>me</sup> Ségolène Royel est restée sur ses positions. L'interdiction de passage à la frontière des ordures ménagères d'outre-Rhin est maintenue, en dépit de l'embaras qu'elle provoque, tant dans les villes germaniques que dans les communes françaises comme Strasbourg, qui profitent de ces contrats.

Pour négocier de nouveaux accords, on prendra son temps. Le groupe de travail qui les examinera au cas par cas ne tiendra sa première séance que le 18 septembre. M. Töpfer a accepté cette procédure. Pour la ministre allemande, comme pour M<sup>me</sup> Royel, il ne s'agit pas de rétablir des barrières, mais de contraindre les collectivités locales à s'équiper pour traiter leurs propres rebuts ou, pour les villes françaises aux incinérateurs à grande capacité, à détruire d'abord les ordures ménagères des communes voisines.

Dans l'élaboration d'un règlement communautaire, prévue au cours d'une réunion interministérielle le 20 octobre prochain, le principe du « chacun chez soi » sera donc défendu au moins par la France et l'Allemagne, et sans doute approuvé par le Grand-Bretagne et la Belgique. Comme ont dit en chœur M<sup>me</sup> Royel et M. Töpfer, « le tourisme des déchets, c'est fini ».

Après le traitement, la prévention. Les deux ministres sont convenus de mener ensemble une

action vigoureuse pour que soient recyclés les emballages, notamment ceux qui utilisent les plastiques. D'ici quelques jours, M<sup>me</sup> Royel présidera à la création officielle de la société française Eco-Emballage qui, à l'exemple de ce qui se pratique déjà outre-Rhin, percevra une taxe pour récupérer cartons, verres et plastiques. Et on adoptera un « logo » franco-allemand commun, en espérant entraîner les autres pays européens.

Des moteurs de 5 litres aux 100 kilomètres

Pour les épaves de voitures, la France et l'Allemagne vont élaborer, avec l'aide des constructeurs, un système de reprise gratuite. Les centres de traitement devront récupérer 95 % du poids des véhicules, ce qui obligera les fabricants à concevoir de nouveaux modèles dont la plupart des composants pourront être recyclés. Ce n'est d'ailleurs pas le seul effort qui est demandé aux constructeurs. M<sup>me</sup> Royel a obtenu de M. Töpfer une mesure qui, si elle fera grogner les grandes marques françaises, provoquera assurément des réactions encore plus vives en Allemagne. Pour réduire les émissions de gaz carbonique, il ne s'agit rien moins que de limiter, à l'horizon 2005, la consommation moyenne des automobiles à 5 litres aux 100 kilomètres. Actuellement, cette moyenne est de 9 litres outre-Rhin et 7 litres en France.

Au chapitre de la protection des milieux, les deux ministres n'ont pas eu à chercher bien loin pour trouver un terrain d'action commun : le veldt du Rhin.

D'abord le fleuve lui-même, pour lequel on a décidé d'accélérer la réintroduction du saumon, symbole de la reconquête de la qualité des eaux. Mais pour que le poisson revienne sur ses anciennes frayères, encore faut-il faciliter le franchissement d'une douzaine de barrages. Un programme d'échelles à poissons, qui coûtera plus de 110 millions, a été confirmé.

Quant à la fameuse forêt rhénane, véritable jungle tempérée qui bordait jadis les deux rives sur 200 kilomètres, il n'en reste plus que de précieux lambeaux. L'Alsace et le Bade-Wurtemberg vont s'efforcer de les sauver. La tâche est urgente car, sur les 35 000 hectares du site, derrière, il n'en subsiste plus que la tiers, et encore ces espaces sont-ils convoités par les chambres de commerce, les industriels et les collectivités locales qui veulent les défricher au profit de zones d'activités.

En les classant en forêt de protection ou en réserves naturelles du côté français, en y interdisant le chasse du côté allemand, on veut faire de ces espaces une zone humide de classe internationale méritant l'aide financière de la Communauté. Mais il s'agit là d'une entreprise de longue haleine, car c'est toute la logique de l'aménagement des bords du Rhin qu'il faut inverser. La France et l'Allemagne sont en effet d'accord pour le tenter en commun : « L'Europe que nous construisons est aussi celle de la protection de la nature », a conclu M. Töpfer.

MARC AMBROISE-RENDU

Un saccage non revendiqué

### Près de 200 tombes ont été profanées dans un cimetière juif du Haut-Rhin

Des inconnus ont profané, vendredi 28 ou samedi 29 août, près de deux cents tombes du cimetière israélite de Hattstatt (Haut-Rhin), près de Colmar. Les réactions indignées sont nombreuses en Alsace, notamment dans la communauté juive.

STRASBOURG

de notre correspondant

Les faits ont été découverts dimanche soir 30 août par un visiteur : près de la moitié des tombes du cimetière israélite de Hattstatt, dont certaines sont très anciennes, ont été les victimes de vandales. De nombreuses stèles ont été renversées, cinquante d'entre elles brisées. Au total, 193 sépultures ont été ainsi saccagées, mais aucune n'a été ouverte.

Les gendarmes de la brigade des recherches de Colmar ont ouvert une enquête. La plupart des stèles tombales étant difficiles à descendre ou à renverser, il apparaît peu vraisemblable que ce saccage ait pu être l'œuvre d'un homme seul. Aucune inscription n'a été découverte sur les lieux. Les faits pourraient avoir eu lieu vendredi 28 ou samedi 29 août dans la nuit, car un visiteur, vendredi matin, n'avait rien remarqué.

« Détruire à tout prix »

Ce cimetière, qui a été ouvert au début du dix-neuvième siècle, appartient au consistoire israélite du Haut-Rhin. Il est relativement peu visité et quelques inhumations seulement y ont eu lieu ces dernières années. Pour y accéder, une clé est disponible à la mairie de Hattstatt ou chez le responsable du cimetière. Les vandales ne risquent donc guère d'être inquiétés.

M. Jean-Jacques Weber (UDF-CDS), président du conseil général du Haut-Rhin, ainsi que le substitut du procureur de la République et plusieurs élus, se sont rendus sur les lieux, lundi 31 août dans l'après-midi. Le grand rabbin du Haut-Rhin, M. Jacky Dreyfus, s'est déclaré « sidéré par de tels comportements ». Mais il a ajouté : « On ne peut pas dire, pour l'instant, s'ils sont l'œuvre de simples délinquants ou d'individus antisémites. Ils

avaient, en tout cas, la volonté de détruire à tout prix. » Pour sa part, le président du conseil général estime, dans un communiqué, que « l'ampleur des dégâts constants écarte l'hypothèse de jeux d'adolescents et accrédite la thèse d'un acte de haine antisémite ».

Quant à M. Pierre Dreyfus, député pour le Haut-Rhin du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), il s'interroge : « Quand donc les profanateurs laisseront-ils dormir les morts en paix ? Il faut que la loi les punisse de ce nouveau et grave méfait soit rapidement découvert, car il est nécessaire que la justice passe sur une semblable situation moralement inacceptable ».

La dernière profanation d'un cimetière israélite dans le Haut-Rhin date de septembre 1990. Quarante-trois stèles avaient été renversées dans le cimetière de Hattstatt-Wir. L'enquête avait identifié un adolescent de quinze ans qui avait avoué avoir agi sans véritable motivation. Quatre mois plus tôt, des inscriptions racistes avaient été peintes sur le mur d'enceinte par un groupe de lycéens.

JACQUES FORTIER

■ M. Jean Kahn (CRIF) : « On ne peut pas ne pas faire le rapprochement avec les événements de Rostock ». — Après la profanation du cimetière d'Hattstatt, M. Jean Kahn, président du Conseil des institutions juives de France (CRIF), nous a déclaré : « Les auteurs de cet acte ne sont pas identifiés, mais à chaque fois qu'il y a des attentats contre des tombes, on ne peut pas rester silencieux. De tels actes se répètent trop souvent. On ne peut pas ne pas faire le rapprochement entre cette profanation en Alsace et les événements racistes de Rostock en Allemagne. Les déclarations de M. Le Pen le 23 août à la Trinité-sur-Mer sont également une incitation à la haine raciale ».

■ Incendie criminel dans une synagogue de Saint-Avold (Moselle). — Un incendie a été commis, dans la nuit du lundi 31 août au mardi 1<sup>er</sup> septembre, à l'intérieur de la synagogue de Saint-Avold (Moselle). D'importants dégâts matériels ont été constatés. Un jeune homme de vingt-trois ans a été arrêté et a avoué le forfait.

Grâce au déblocage d'une première somme de 50 millions de francs

### La restauration du grand rocher va marquer le début de la rénovation du zoo de Vincennes

Une première somme de 50 millions de francs sera attribuée en 1993 - mais elle sera précédée d'un préfinancement pour les derniers mois de 1992 - à la rénovation du grand rocher (72 mètres de haut) du parc zoologique de Vincennes, qui est partie intégrante du Muséum national d'histoire naturelle. M. Jack Lang, ministre de la Culture, l'a annoncé, lundi 31 août. Cette rénovation ne constituera que la première phase de la restauration complète du zoo, dont la programmation devrait être achevée à la fin de l'année. Alors seulement pourra-t-on connaître le coût total des opérations : pour le moment, on l'estime à 200 millions de francs environ.

Certes, les pensionnaires du zoo ne vont pas mal : tous les ans naissent des girafes, des antilopes, d'autres gros animaux, des oiseaux, etc. Mais cette année 1992 a été excep-

tionnelle : en mars est né Samy, éléphanton pesant actuellement 300 kilos, et le 8 août Gilou, petit rhinocéros d'Afrique de 50 ou 60 kilos, a fait au zoo ses débuts dans le monde. Gilou est, d'ailleurs, le premier rhinocéros à être né vivant dans un zoo français.

Faire comprendre la vie

Mais le parc zoologique de Vincennes est vieux. Il a été inauguré en 1934. Ses constructeurs s'étaient ennoyés que le grand rocher était construit pour durer cinquante ans. Ils ont tenu parole. Ses terrasses, d'où l'on avait une vue superbe sur le bois de Vincennes et sur Paris, ont dû être fermées au public en 1981. Et les moulons ont gambadé sur ses parois jusqu'à ces toutes dernières années. Mais il est toujours de château d'eau pour les besoins propres du parc. Le grand rocher n'est pas la seule installation du zoo à avoir subi les outrages des ans. Presque tout est à refaire, même les présentations d'animaux qui, en

1934, étaient tout à fait nouvelles. En cinquante ans, le concept des parcs zoologiques a sensiblement évolué. On ne veut plus montrer au grand public des « bêtes curieuses », si belles ou étranges soient-elles, mais faire comprendre la vie et la fragilité des animaux sauvages. On s'oriente donc vers une présentation non cages ni grilles, dans un cadre qui rappelle le plus possible la nature. Cette présentation sera fondée plus sur quelques grands milieux (forêt tropicale, savane, désert, montagne, banquise) que sur le voisinage d'espèces cousines, certes, mais originaires de régions très éloignées les unes des autres.

Conformément à la vocation scolaire du Muséum, le parc zoologique rénové sera toujours consacré, d'une part, aux loisirs et à l'éducation du grand public, d'autre part, à la recherche scientifique fondamentale et appliquée. Comme de nombreux autres zoos du monde, celui de Vincennes continuera à jouer un rôle important dans la reproduction - et, quand cela est possible, à la réintroduction dans leurs régions d'origine

- d'espèces menacées ou même disparues à l'état sauvage.

En présentant ce début de rénovation, M. Lang a souligné qu'il veut que son ministère s'occupe activement des quatre musées dont il a la tutelle et qui, mis à part les réels efforts financiers consentis enfin depuis quelques années, ont été privés de moyens pendant des décennies : la galerie de l'évolution du Jardin des plantes (Muséum), on pleins travaux, devrait être inaugurée à la fin de 1993 ; le Musée national des techniques (Arts et Métiers) doit fermer ses portes pour être complètement remodelé d'ici à 1994 ; le Palais de la découverte est l'objet de réflexions ; enfin viendra le tour du Musée de l'Homme (une autre partie du Muséum).

M. Lang n'est pas du tout opposé aux aides venues d'ailleurs. Déjà le maire de Paris, M. Jacques Chirac, a répondu favorablement à une demande de participation de la Ville aux travaux du zoo. Et pourquoi réorganiser-on des offices venant de mécènes ?

YVONNE REBEYROL

### Rhinocéros à l'encan en Afrique du Sud

Le zoo de Vincennes a enregistré cet été la naissance, plutôt rare en captivité, d'un rhinocéros blanc. Ces animaux - les noirs comme les blancs - font l'objet d'un commerce florissant en Afrique du Sud. Leur vente est considérée comme une façon rentable d'équilibrer l'écosystème des régions où ils pullulent.

HLUHLEWE (province du Natal)

de notre envoyé spécial

Adjudé ! D'un vif coup de maillet, le commissaire-priseur vient de sceller le sort de cinq rhinocéros noirs, le lot vedette de la vente aux enchères annuelle des Parcs nationaux du Natal. Les cinq mâles - deux mâles et trois femelles - qui constituent, selon le vétérinaire français Jacques Flemand, un groupe reproducteur, vont donc couler des jours heureux dans une réserve privée et très huppée du Transvaal. La cinquantaine grisonnante, M. Cive Walker, l'heureux directeur de Lapala, n'a pas cédé. Il

s'est battu jusqu'au bout contre le propriétaire de Mala-Mela - une autre réserve privée, en bordure du Kruger Park - et un industriel fortuné pour enlever ses rhinocéros noirs, qui rejoindront bientôt les quatre qu'il a déjà. En gestionnaire avisé, il sait que les quelque 5 millions de francs qu'il vient d'engager sont un bon investissement. Les rhinocéros noirs sont moins nombreux que leurs congénères blancs. Ils attirent les connaissances, et très peu de réserves privées sont en mesure d'offrir à leurs visiteurs de tels spécimens.

La couleur, en fait, n'est pas le critère de différenciation entre rhinocéros blancs et noirs. Certes, les seconds sont un peu plus foncés et plus légers que les premiers. Mais ils ont surtout des habitudes différentes. Les rhinocéros blancs sont des passeurs, plutôt paisibles et d'instinct grégaire, qui broutent l'herbe de la savane. Leur bouche est large et plate. Les rhinocéros noirs se nourrissent de feuilles et de branches arbustives. Leur bouche est plus petite et légèrement triangulaire. Ce sont des animaux solitaires et

souvent agressifs. Leur dénomination vient en fait du mot africain *wyd* qui signifie large, pour qualifier la bouche des rhinocéros blancs. C'est un rapprochement inapproprié avec l'adjectif anglais *white*, qui est à l'origine des noms donnés à ces cousins en voie de disparition dans de nombreux pays africains.

Les noirs sont plus rares : ils sont donc plus chers. Dans ces enchères, chacun des cinq rhinocéros noirs a atteint 460 000 rands (920 000 F), contre 400 000 pour le plus coûteux des rhinocéros blancs, une jeune femelle grasse. Cette année, les Parcs nationaux du Natal, qui gèrent avec rigueur leur faune, ont vendu pour 3,6 millions de rands (7,2 millions de francs) d'animaux divers. Des rhinocéros, mais aussi des girafes, des zèbres et une grande variété d'antilopes vont quitter le Natal pour aller paître d'autres réserves en Afrique du Sud. Un seul des trente-neuf rhinocéros blancs vendus quittera le pays pour rejoindre le jardin zoologique de Singapour.

L'Afrique du Sud, comme la Zimbabwe et le Botswana, a une

politique très stricte de conservation de la nature et des animaux. Les Parcs nationaux du Natal ont une réputation établie de longue date, aussi bien localement qu'à l'étranger. « C'est pour cette raison que j'ai toujours voulu venir travailler ici », confie Jacques Flemand, un vétérinaire français établi dans le Natal depuis treize ans. « Sur 1 000 kilomètres carrés, nous avons dans les réserves adjointes d'Umfolzi et de Hluhluwe la plus grande concentration de rhinocéros du monde, plus de trois mille blancs et trois cents noirs », explique-t-il, en insistant sur la nécessité de vendre des animaux pour maintenir l'équilibre de l'écosystème.

« Les ventes d'animaux sont une source intéressante de revenus pour nos réserves, alors que le gouvernement réduit nos budgets », reconnaît M. Jeff Gaisford, chargé des relations publiques des Parcs nationaux du Natal en précisant toutefois que « le produit de ces ventes revient intégralement à la conservation ».

FRÉDÉRIC FRITSCHER

### BIBLIOGRAPHIE

« Le Garri » du Père di Falco

### Eglise-médias : l'éternel malentendu

Le Père Jean-Michel di Falco occupe une place bien marquée dans le PAF (paysage audiovisuel français) : celui de médiateur entre un épiscopat dont il est depuis dix ans, sans en faire partie, le porte-parole officiel et une opinion publique qui se jette sur l'Eglise comme sur « un ar à ronger ». Qu'il s'agisse d'une affiche provocatrice, d'un film suspect ou d'une déclaration à commenter, il est la providence des journalistes, d'autant plus surpris lui-même d'être propulsé à l'avant-scène que les évêques qui l'ont nommé ne sont pas mécontents de se débarrasser.

A jouer ce rôle de caution universelle des médias, Jean-Michel di Falco coopère, avec le temps, un certain apaisement, perceptible dans le livre de confidences qu'il vient d'écrire et pour lequel il a trouvé un joli titre, *Le Garri*, du nom d'un jeu provençal qui consiste, à l'aide d'un miroir, à diriger l'éclair du soleil là où d'éclairer pas. Ancien ouvrier fraiseur, fils d'une famille d'immigrés italiens de Marseille, abandonné très jeune par son père, devenu prêtre après la tempête de 68 quand d'autres prenaient la fuite, le livre des détails de sa vie et de sa vocation avec une liberté rare chez un homme d'Eglise.

Mais plus qu'aucun autre, Jean-Michel di Falco, qui fréquente le Festival de Cannes, prêche au désert de Thierry Luron, d'ins avec Michel Serrault ou Robert Hossein, est convaincu de l'intérêt pour l'Eglise, non pas de s'étaler, mais d'inventer des formes de présence nouvelles dans le monde des médias et des spectacles. « Il faut construire les cathé-

drales du vingt et unième siècle et ces cathédrales seront médiatiques », écrit-il.

Alors, sur quoi braquer le miroir de « garri » ? Le porte-parole de l'épiscopat est aussi saisi par les réflexes de peur et de repli qu'il voit monter dans le catholicisme que par le mauvais procès fait par une partie des médias (et donc de la société) à une Eglise réduite à une instance purement répressive. Quitter le plateau d'une émission scabreuse de Michel Polac ou crier « Lâchez-nous les baskets ! » devant la publicité Beooton (le baiser d'une religieuse et d'un jeune prêtre) n'est pas une forme de démission. Le Père di Falco s'efforce de voir les médias « sur-le-vrai », dans le rapport entre l'Eglise et la sexualité (« On est beaucoup plus préoccupé de marier les prêtres de l'extérieur qu'ils ne le sont eux-mêmes »), alors qu'ils sont moins regardants sur bien des formes d'injustice et de mépris de l'homme.

La force du Père di Falco est qu'il connaît, pour le fréquenter, le détail des médias, le mécanisme de l'Académie, le secret des gros tirages, et ses coups de crosse n'en ont que plus d'impact. A dire vrai, il les distribue avec tact, fidèle à une image de simple prêtre que les lecteurs voient découvrir, convaincu que le premier message de l'Eglise est « une parole qui donne ou redonne un sens à la vie des hommes ».

HENRI TINCO

► *Le Garri*, Père Jean-Michel di Falco, J.C. Lattès, 240 pages, 99 F.







## ÉCHECS

Après vingt ans d'inactivité

## Bobby Fischer rencontre son ancien rival Boris Spassky

L'ancien champion du monde d'échecs, l'Américain Bobby Fischer, aujourd'hui âgé de quarante-neuf ans, qui n'a plus joué une seule partie en public depuis 1972, date à laquelle il avait ravi la couronne mondiale à Boris Spassky, âgé maintenant de cinquante-cinq ans (1), devait retrouver son ancien rival à partir du mercredi 2 septembre.

Mise sur pied par un milliardaire serbe, M. Vasiljevic, le match doit débuter dans l'île de Sveti-Stefan, située dans l'Adriatique, qui fait partie du Monténégro. Le prix offert par l'organisateur au futur vainqueur est de 3,65 millions de dollars (17 520 000 F environ), le perdant touchera 1,35 million de dollars (6 480 000 F environ).

Les conditions de la rencontre (qui n'est pas reconnue par la Fédération internationale des échecs) sont les suivantes :

1. Est déclaré vainqueur le premier des deux joueurs qui aura gagné dix parties, les nulles ne comptant pas. On joue cinq parties par semaine.

2. Si, avant la fin de la première heure de jeu, un joueur propose la

nullité et que l'autre l'accepte, la partie est recommencée.

3. Le match se joue avec une pendule inventée et brevetée par Fischer lui-même : chaque joueur dispose, au départ, de quatre-vingt-dix minutes pour ses quarante premières coups, mais chaque fois qu'il joue un coup, la pendule lui alloue une minute de plus sur le temps réglementaire. Plus il joue vite, plus le joueur engrange des minutes qui devraient lui éviter la crise de temps en fin de partie.

4. Les joueurs resteront à Sveti Stefan jusqu'à ce que l'un des deux ait gagné cinq parties. La suite du match devrait avoir lieu à Belgrade.

5. Les secondsants sont, pour Fischer, le grand maître philippin Torre ; pour Spassky, les grands maîtres yougoslaves Nikolic et Ivkov (auteur d'une thèse d'Etat sur le jeu de Fischer) et le grand maître russe Belachov.

(1) Spassky défendait alors les couleurs de l'Union soviétique. Il possède maintenant la double nationalité franco-russe.

## Indécences

On aurait dû bondir de joie : Fischer, le prodige qui, à vingt-neuf ans, domait Spassky 12-5-3, s'en était permis de perdre une partie par forfait, tout cela après avoir envoyé à l'hôpital Larsen et Timonenov avec un 6-0 pour chacun puis balayé le grand Petrossian, Fischer donc est de retour. Devenu (à peu près) fou après son triomphe, il avait exigé, en 1975, que son challenger d'alors, le tout jeune Karpov, ait, pour avoir une chance de ramener la couronne suprême en URSS, l'obligation de la battre avec deux points d'avance. Exigence insensée qui fut justement refusée par les instances internationales.

Destitué, ruiné par la secte à laquelle il avait adhéré, Fischer éliminé, durant vingt ans, beaucoup plus la chronique des faits divers que celle des échecs. Même si la rumeur et les confidences distillées par ceux qui l'approchaient disaient toujours qu'il ne cessait de penser aux solutions à ces cas, quelques choses - quoi ? - l'empêchaient de rejouer officiellement, malgré des offres plus

qu'elléboreuses. Il a enfin accepté... la pire, serait-on tenté de dire. Que pour prouver un match contre Spassky ? Qu'il gagne, il aura alors battu le cent-unième joueur mondial (2 580 points ELO contre 2 790 à Karpov), qui ne terminera que quatrième du... championnat de France 1991. Comment peut-on parler de revanche ? S'il perd, il aura tenu sa légende de champion vaincu uniquement sur le tapis vert.

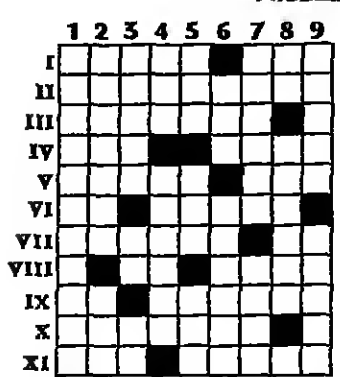
Que dire enfin de la pluie de dollars sur deux « retraités », selon le mot de Karpov, et du lieu choisi pour la rencontre ? Que les deux sont indécents. Jouer pour tant d'or à quelques encablures de tant de souffrances, en violant délibérément l'embargo qui frappe le Monténégro et la Serbie (1), ne grandit aucun des deux anciens champions.

BRUNO DE CAMAS

(1) Selon l'agence Reuters, le département américain du Trésor a prévenu les avocats de Fischer que la violation était passible d'une amende pouvant atteindre 250 000 dollars (plus de 1 million de francs) et d'une peine de prison pouvant atteindre dix ans.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5858



**HORIZONTALEMENT**  
I. Ignore le vertige. Son coup ne fait pas de mal. - II. Mauvaise cuisine. - III. Aime le bon sens. - IV. Fait partir. Avec lui, on connaît la chanson. - V. De quoi avoir la main lourde. Avance en tournant. - VI. Symbole. Certaines sont possédées par le diable. - VII. Ne travaille évidemment pas en dormant. Aime ne rien faire. - VIII. Conjonction. Laisse dans l'ombre. - IX. Article. Donnent lieu à des déclarations. - X. Faisait entorse à la discrétion. - XI. Ne retient pas tout. Donne du poids.

**VERTICALEMENT**  
1. Très bien soignée. - 2. Connait de brefs moments de détente. Lettre grecque. - 3. Avec eux, il ne peut qu'avoir du sport. Crée une opposition. Tous derrière et lui devant. - 4. Figure dans le jeu. Moyen de prendre de la hauteur. - 5. Dont on devra se séparer. Un agent en Russie. Sujet de plainte. - 6. Spécialiste du téléphone. Ne permet pas de passer du rêve à la réalité. - 7. Passes sous les ponts. Pertes de la langue. - 8. Pronom. Apportait une marque de tendresse. - 9. Qui n'ont donc rien dans le ventre. Offre le passage.

**Solution du problème n° 5857**  
**Horizontalement**  
I. Anecdotes. - II. Macédoine. - III. Natté. - IV. Eve. Nids. - V. Suse. Léon. - VI. Is. Valse. - VII. Keno. Ur. - VIII. Unis. Nara. - IX. Lie. Ont. - X. Séton. - XI. Nettes.

**Verticalement**  
1. Amnésiques. - 2. Naevus. Eu. - 3. Actes. Kit. - 4. Let. Evasion. - 5. Eden. An. Ane. - 6. Cotillon. - 7. Tildes. Août. - 8. En. Sours. - 9. Sel. Ratés.

GUY BROUTY

## L'ASTRADUL

Association des Traducteurs Diplômés de l'Université de Londres  
Vous propose une équipe de traducteurs FRANÇAIS et ANGLAIS  
Tél. : 45-58-65-13 - 45-55-92-94 - 47-07-77-13  
B.P. 225-07 - 75327 Paris Cedex 07  
Siège social : Institut britannique de Paris

## CARNET DU Monde

## Mariages

- Viviane  
LOSICE JOSIPOWICZ  
et  
Olivier SILBERSTEIN

ont la joie de faire part de leur mariage, célébré le dimanche 30 août 1992, en la synagogue Notre-Dame-de-Nazareth.

## Décès

- Le Seigneur a recueilli dans Sa Paix et Sa Tendresse

Jean-Claude AILLERET,  
ingénieur en chef  
des Ponts et Chaussées (X58),  
chevalier de la Légion d'honneur,

décédé à l'âge de cinquante-deux ans, à Paris, le 29 août 1992.

La messe d'enterrement, dans l'esprit familial et amical qu'il aimait, aura lieu à Saint-Symphorien de Versailles, le 2 septembre à 14 heures, et l'inhumation au cimetière de Bonrepos-Minot (Seine-et-Marne), vers 18 h 15.

De la part de  
M<sup>me</sup> Jean-Claude Ailleret,  
née Geneviève Orion,  
son épouse,  
Béatrice et Gilles de Chassey,  
Yves et Gabrielle Ailleret,  
Vincent, Armelle et Sabine Ailleret,  
ses enfants,  
M<sup>me</sup> et M<sup>lle</sup> Pierre Ailleret,  
ses parents,  
M<sup>me</sup> Adrien Orion,  
sa belle-mère,  
Monique Dupont,  
François et Charles Ailleret,  
Nicole et Jean-Paul Renoux,  
Bernard et Christiane Ailleret,  
Edith et Gwendal Jan,  
Hervé et Christiane Orion,  
Pierre et Véronique Orion,  
Ghislain et Françoise Orion,  
Thérèse et Gérard Lefort,  
Charlotte Orion,  
ses frères, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs,  
Ainsi que ses neveux et nièces  
Et toute la famille.

Ni fleurs ni couronnes. Donnez pour la recherche sur la leucémie : ARTM-Professeur Guéhenne, hôpital Saint-Louis, Paris.

6, rue d'Artois,  
78000 Versailles.

- M<sup>me</sup> et M<sup>lle</sup> Michel Blangy,  
ses enfants,  
M<sup>me</sup> Caroline Blangy,  
M<sup>me</sup> François Blangy,  
ses petits-enfants,  
Et toute la famille.

ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Renée BLANGY,  
née Hurank,  
survenue le 20 août 1992, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité familiale, le mardi 25 août, en l'église Notre-Dame-du-Rosaire des Lilas.

Préfecture de la région Poitou-Charentes,  
86021 Poitiers.

- M. Victor Bocara,  
son époux,  
M<sup>me</sup> Evlyne Bocara,  
ses enfants et petits-enfants,  
M. Paul Bocara,  
ses enfants et petit-enfant,  
M<sup>me</sup> Nicole Bocara,  
ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants.

Les familles Bocara, Memmi, Marek, Sarfati, Akrieh, Samama, Fiorino, Bismuth, Cohen,  
Parents et alliés,  
ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Julie BOCCARA,  
née Memmi,  
survenue le 29 août 1992.

Les obsèques auront lieu au cimetière communal d'Ivry-sur-Seine, rue Gaston-Moumousseau, le mercredi 2 septembre, à 10 h 30.

La famille ne reçoit pas.  
25, rue Rennequin,  
75017 Paris.

## VENTES PAR ADJUDICATION

Régisseur OSP - 64, rue La Boétie-PARIS  
Tél. : 45.63.12.86 - FAX : 45.63.89.01

VENTE au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 10 SEPTEMBRE 1992 à 14 h 30  
**APPELLEMENT - 4, rue CHERUBINI**  
à PARIS (2) 3<sup>e</sup> arr. à droite comp. entrée, 3 pièces, Cuisine, salle de bains, W.C. - GRENIER au 6<sup>e</sup> arr. (1<sup>er</sup> porte à gauche) - CAVES au 6 au sous-sol  
MISE A PRIX : 500 000 F  
S'adr. pour renseignements à M<sup>me</sup> B.C. LEFEBVRE, avocate, à Paris, 20, quai de la Mégisserie - Tél. : 40-39-07-39.  
Sur les lieux pour visiter le mardi 8 septembre de 10 h 30 à 18 h 30

VENTE au Palais de Justice de PARIS - En un lot  
le JEUDI 10 SEPTEMBRE 1992 à 14 h 30  
**APPELLEMENT - 8, rue LOUVOIS**  
à PARIS (2) au 4<sup>e</sup> arr. comp. entrée, 4 pièces sur cour, coin de décapement avec porte donnant accès à une petite salle d'archives.  
MISE A PRIX : 1 000 000 F  
S'adr. pour renseignements à M<sup>me</sup> B.C. LEFEBVRE, avocate, à Paris (75001), 20, quai de la Mégisserie - Tél. : 40-39-07-39.  
Sur les lieux pour visiter le mardi 8 septembre de 10 h 45 à 11 h 45

- Sa famille  
a la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Bella  
CHAPOVAL-MOISESCO,  
survenue le 1<sup>er</sup> août 1992, à Paris.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

6, rue Bonouville,  
75116 Paris.

- M<sup>me</sup> Jacques Thomas,  
M<sup>me</sup> Olivier Mennesson,  
ses enfants et petits-enfants,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Bernard Charpin,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Bruno Charpin,  
leurs enfants et petits-enfants,  
ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Pierre CHARPIN,  
née Suzanne de Lays,  
survenue le 30 août 1992, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques religieuses auront lieu le mercredi 2 septembre, à 13 heures, en l'église de Saint-Martin-de-Castillon (Vaucluse).

Ni fleurs ni couronnes.

Avenue Cremazy,  
13600 La Ciotat,  
84750 Saint-Martin-de-Castillon,  
120 bis boulevard du Montparnasse,  
75014 Paris.

171, avenue du Roule,  
92200 Nanterre-sur-Seine.

- La section des sciences religieuses de l'Ecole pratique des hautes études a le regret de faire part du décès de

M. Mathias DELCOR,  
ancien titulaire de la direction d'études « Religions des sémites occidentales et de la Bible hébraïque ».

Les obsèques ont été célébrées le samedi 22 août 1992.

- M<sup>me</sup> Jean Fabre  
Et Pierre,  
son fils,  
ont le chagrin de faire part du décès de,  
le 6 août 1992, à Béziers (Aveyron), de

Jean FARRÉ,  
agréé de l'Université,  
auteur d'études critiques  
sur G. Simenon,  
le roman policier et le fantastique.

720, avenue Paul-Parguel,  
34090 Montpellier.

- M<sup>me</sup> Marcelle Dufour-Le Court,  
sa mère,  
a la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Pierre LE COURT,  
administrateur civil,  
survenue à l'âge de quarante-trois ans, à Paris-13.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 2 septembre 1992, en l'église Saint-Jean-Baptiste-de-la-Saïe, 9, rue du Docteur-Roux, à Paris-13<sup>e</sup>, à 8 h 30, suivie de l'inhumation à Ville-dieu-les-Poètes (Manche), dans l'intimité familiale.

13, rue de Siam,  
75116 Paris.

- M<sup>me</sup> Pierre Mothe,  
son épouse,  
Aline, Jacques, Philippe,  
ses fils  
Et leurs épouses,  
Ses huit petits-enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de

Pierre MOTHE,  
ingénieur général honoraire  
des Ponts et Chaussées,  
officier de la Légion d'honneur,  
commandeur  
de l'Ordre national du Mérite,  
croix de guerre 1939-1945,

survenue le 27 août 1992, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

3, avenue Milleret-de-Brou,  
75016 Paris.

- On nous prie d'annoncer le décès de

Denis MALDIDIER,  
maître de conférences en linguistique à l'université Paris-X-Nanterre,

survenue accidentellement, le 28 août 1992.

De la part de  
M<sup>me</sup> Jean Maldidier,  
sa mère,  
Ses frères et sœurs,  
Ses neveux et nièces,  
Ses petits-neveux et petites-nièces.

L'inhumation aura lieu le mercredi 2 septembre, au cimetière parisien d'Ivry, 44, avenue de Verdun.

On se réunira devant l'entrée principale à 13 h 45.

- Les amis de

Denis MALDIDIER,  
Ceux qui pendant de nombreuses années ont partagé son idéal et son engagement,  
Ceux qui ont admiré sa générosité, son intelligence et son énergie,  
ont la douleur d'annoncer sa mort, survenue accidentellement, le 28 août 1992.

« ... Nicolas de Staël, nous laissent entrevoir son bateau imprévis et bien, repartir pour les mers froides, celles dont il s'était approché, enfant de l'île polaire. »

René Char.

- Le président de l'université Paris-X-Nanterre,  
L'UFR de langues, littérature et philosophie,  
Le département de linguistique,  
Le Centre de recherches linguistiques Et l'ensemble de ses collègues, enseignants et administratifs,  
ont la douleur de faire part du décès accidentel de

Denis MALDIDIER,  
survenue le vendredi 28 août 1992.

Denis Maldidier était maître de conférences en linguistique à l'université Paris-X-Nanterre, membre du centre de recherches linguistiques de cette université, du CIREL de Montclair, ainsi que de l'URA CNRS 381. Spécialiste d'analyse de discours, et plus particulièrement du discours politique, il a collaboré avec des historiens, elle a publié en 1990 l'ouvrage de discours, présentation de textes de Michel Pécheux.

- Régine Robin  
Et Marie Angenot,  
Le centre interuniversitaire d'analyse de discours et de sociocritique des textes  
Le comité de rédaction de la revue Discours social,  
Ses amis de Montclair et du Québec,  
ont la douleur de faire part de la mort de

Denis MALDIDIER.

Il n'oublieront jamais son intégrité, sa disponibilité, sa stature intellectuelle et le rayonnement de son amitié.

- Les membres du LATAPSES (Unité mixte de recherche de l'université de Nice Sophia-Antipolis et du CNRS),  
ont la douleur de faire part du décès soudain de

Anna MARICIC,  
survenue le 23 août 1992.

Ils assurent : Lise et Richard Arena de toute leur affection.

LATAPSES,  
250, rue A.-Einstein,  
06560 Valbonne.

Pour toutes vos commandes de fleurs  
Naissance, baptême,  
Fiançailles, mariage et décès

Le Fleuriste de  
Vaugirard

Livraisons à domicile, Paris,  
banlieue et grande banlieue.

131, rue de Vaugirard,  
75015 Paris  
Tél. : 47-34-56-09

TAILLEUR  
HOMME - DAME

Joseph CASSARO

12, rue Falguière  
75015 Paris

Métro : Falguière  
Montparnasse

Tél. : 43-20-79-20

- M. et M<sup>me</sup> Philippe Pellé,  
M<sup>me</sup> Florence Pellé,  
M. et M<sup>me</sup> Jean-Marie Culpin,  
Edouard,  
Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcem FELLÉ,  
professeur honoraire,  
ingénieur IEG,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier du Mérite national,  
officier des Palmes académiques,

leur père, grand-père, arrière-grand-père et parent,

survenue le 29 août 1992, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Priez pour lui,  
en y associant le souvenir de son épouse,

née Thérèse Neuhard,  
décédée le 25 octobre 1980.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Lubin de Rambouillet.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille, au cimetière ancien de Rambouillet, dans l'intimité familiale.

62 bis, rue Albert-Joly,  
78000 Versailles.

- M. et M<sup>me</sup> Gérard Fico,  
M. et M<sup>me</sup> André Lhuillier,  
M<sup>me</sup> Lucien Fico,  
Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert FICO,  
survenue le 26 août 1992, dans sa quatre-vingt-huitième année, à Jonzac-Ponchartrain.

L'incinération a eu lieu au crématorium du Père-Lachaise, dans la plus stricte intimité.

Rue de La Rochefoucauld,  
78640 Saint-Germain-de-la-Grange.

- M<sup>me</sup> Albert Tallineau,  
née Suzanne Daguet,  
son épouse,  
Yves et Lucile Tallineau,  
Jacques et Françoise Tallineau,  
Jean-Claude et Nicole Tallineau,  
ses enfants,  
Anne, Claude, Isabelle, Emmanuel,  
Pierre, Florent,  
Ses petits-enfants,  
ont la tristesse de faire part du décès de

Albert TALLINEAU,  
ingénieur divisionnaire  
des travaux publics de l'Etat  
en retraite,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
titulaire  
de la médaille de l'Aéronautique,  
chevalier des Palmes académiques,

survenue le 27 août 1992, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu le 29 août, à Bonot (Vendée).

Résidence de l'Europe,  
7, rue Anatole-France,  
17200 Royan.

- Le Puy-en-Velay.

M. et M<sup>me</sup> Bernard Olot,  
M. et M<sup>me</sup> Robert Maré,  
M. et M<sup>me</sup> Charles Collier  
et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> Jacqueline Verpey,  
M. Robert Maurois,  
Les familles Durand, Fuyard,  
Génod-Pachet, Croc, Jarrigon,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel VERPEY,  
survenue le 23 août 1992, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Les obsèques ont eu lieu le 26 août 1992, au Puy-en-Velay.

Cet avis tient lieu de faire-part.

**Anniversaires**  
- Le 1<sup>er</sup> septembre 1980, partait pour Orléans.

Jean BRENIER,  
commandant d'aviation.

Une pensée est demandée par son épouse et son fils à ceux qui l'ont connu et aimé.

**CARNET DU MONDE**  
Renseignements :  
40-85-23-94 ou 40-85-23-98

Les avis peuvent être insérés  
LE JOUR MEME  
à la non parvenant avant 9 h  
au siège de Journal.

15, rue Falguière, 75015 Paris  
Tél. : 206 806 F  
Télécopieur : 45-86-77-13  
Tél. de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 98 F  
Abonnés et actionnaires : 85 F  
Communications diverses : 100 F  
Thèmes éditoriaux : 65 F

Les lignes en capitales grises sont insérées sur la base de deux lignes. Les lignes en bleu sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

Préve

Les ligne



# Le Monde

## SCIENCES • MEDECINE

### Prévenir le cancer du sein

Allant au-delà du simple dépistage, un médicament va être prescrit pour empêcher l'apparition d'une lésion cancéreuse.

**NICE**  
de notre envoyé spécial

**E**N dépit des progrès des dernières années, le cancer du sein demeure aujourd'hui le plus fréquent et le plus meurtrier des cancers féminins. La fréquence de cette pathologie va croissant dans les pays à haut niveau de vie. On estime, par extrapolation, à plus de 20 000 le nombre de nouveaux cas diagnostiqués chaque année en France, ce cancer étant dans le même temps à l'origine de près de 10 000 décès. L'approche épidémiologique a permis de réunir une somme de renseignements sur les facteurs de risques et de nombreux travaux ont réussi à déterminer les conditions dans lesquelles le dépistage précoce, par examen radiographique systématique, est le plus efficace.

Pourtant, on est encore loin d'avoir mis en place, en France, une organisation cohérente en matière de dépistage et de surveillance des femmes les plus concernées, celles âgées de cinquante à soixante-dix ans. La désorganisation et l'inégalité qui prévalent dans ce domaine sont le fruit manifeste du désintérêt des autorités sanitaires et de la mauvaise collaboration entre praticiens exerçant dans les secteurs public et privé ou dans des disciplines différentes (1). Elle traduit également la faible intérêt de la profession médicale et des organismes de sécurité sociale pour un objectif majeur de santé publique. On sait pourtant, preuves à l'appui, qu'une amélioration du dépistage de ce cancer permet une prise en charge de la maladie à un stade plus précoce du développement de la tumeur, et augmente notablement les chances de survie.

Une telle situation est d'autant plus dommageable que l'on assiste, avec le cancer du sein, aux prémices d'une véritable révolution qui pourrait permettre de passer du dépistage (recherche de l'existence de lésions avant leur expression clinique) à la prévention (action permettant d'empêcher l'apparition de lésions) qui est le plus exposé au risque. Un groupe de spécialistes français vient ainsi d'annoncer, dans le cadre d'une réunion scientifique qui se tient actuellement à Nice (2), la mise en œuvre d'une

campagne sans précédent de prévention du cancer du sein.

En matière de thérapeutique, la principale question posée est, ici, celle de la place qu'il convient d'accorder en pratique aux traitements adjuvants, chimiothérapie cytotoxique (anticancéreuse) ou médicaments hormonaux. Alors que la place de la chirurgie et de la radiothérapie semblait établie et ne plus permettre de réaliser de progrès majeurs, il apparait qu'une utilisation éclairée des traitements adjuvants pourrait permettre de prévenir les rechutes cancéreuses et les décès d'une proportion importante de femmes chez les quelles une première lésion avait été « guérie ». En septembre 1985, un très grand colloque international a établi un premier consensus dans ce domaine complexe et objet de bien des controverses (le Monde du 9 octobre 1985). Sept ans plus tard et après de nombreux essais cliniques, les progrès sont indéniables.

#### La dramatique inefficacité de certains traitements

Si, dans son principe, l'approche thérapeutique n'a pas varié, elle s'est affinée. La lésion étant identifiée et son caractère cancéreux confirmé, il s'agit toujours, dans un premier temps, de savoir si les ganglions axillaires (situés au niveau de l'aisselle) sont, ou non, le siège de cellules cancéreuses ou, en d'autres termes, si la prolifération tumorale a déjà « essaimé ». Jusque-là ces dernières années, ce critère était déterminant quant à la mise en œuvre d'un traitement adjuvant. Ce dernier, pensait-on, n'était utile que si un ou plusieurs ganglions étaient « atteints ».

Aujourd'hui, les équipes spécialisées l'ont abandonné, pour l'essentiel, leur décision sur des critères propres à la tumeur elle-même. Il s'agit de la taille de celle-ci, du grade histologique des cellules qui la constituent ainsi que des cellules qui la constituent, d'hormones présentes à ce niveau, l'image en miroir du potentiel évolutif de la lésion. Il s'agit aussi, depuis peu, de la « cytométrie en flux » qui permet de déterminer la quantité de cellules en prolifération et donc de donner des pronostics plus précis quant à la nécessité et au type (chimiothérapie, hormonothérapie) d'un traitement adjuvant.

La multiplication des essais cli-



niques menés dans ce domaine et plus encore leur récente analyse globale (ou méta-analyse) par un groupe d'épidémiologistes placés sous la direction de l'épidémiologiste britannique Richard Peto (Imperial Cancer Research Fund, Oxford) ont permis d'envisager le passage, sur le terrain, du dépistage à la prévention (3). « Si l'on peut démontrer de manière fiable qu'une thérapeutique largement disponible est à l'origine d'une amélioration, même modeste, du pronostic, ce sont quelques centaines de milliers de femmes qui pourraient, chaque année, bénéficier », écrit le professeur Peto en introduction de son étude. Si l'on soumet 200 000 femmes par an à un traitement qui réduit la mortalité à cinq

ans de 25 à 20 %, ou la mortalité à dix ans de 50 à 40 %, on évitera - ou on réduira de manière importante - 10 000 à 20 000 décès par an. Il importe par conséquent de ne pas sous-estimer les effets thérapeutiques qui peuvent apparaître, au premier abord, comme modestes.

Ce travail réussi, grâce à une collaboration mondiale, a permis de centraliser toutes les données concernant l'ensemble des femmes ayant, dans le domaine du traitement adjuvant du cancer du sein, participé avant 1985 à un essai thérapeutique. Sur les 75 000 femmes concernées, 32 % étaient décédées et 10 % avaient présenté

une récurrence. Cette analyse chiffrée démontre la dramatique inefficacité de certaines approches thérapeutiques. Elle met aussi en lumière une donnée essentielle. Il apparait en effet que l'utilisation d'un médicament « antihormone » (le tamoxifène) permet de réduire de près de 40 % chez la femme le risque de survenue d'un cancer sur son autre sein.

« Cette observation est d'une très grande importance », explique le professeur Moïse Namer (Centre anticancéreux, Antoine-Lacassagne, Nice). On sait en effet qu'une femme qui a eu un cancer du sein a cinq fois plus de risques qu'une autre de souffrir de la même lésion sur le sein contre-lésion. Or, on sait par ailleurs qu'il existe un groupe de femmes qui ont, elles aussi, un risque élevé de souffrir d'un cancer du sein. Il s'agit de celles dont la mère, ou une sœur ont été atteintes. Il était dès lors très tentant de mettre en œuvre une action préventive en proposant le tamoxifène à ces femmes, aujourd'hui bien portantes, et d'observer sur une longue période si l'on réduisait effectivement chez elles la fréquence des cancers du sein.

#### Prévention plus large

Telles sont les bases de cette opération de grande ampleur qui, après les Etats-Unis, vise en France et en Grande-Bretagne à réunir 15 000 femmes présentant un risque familial de cancer du sein et volontaires pour participer à cet essai (4). La moitié d'entre elles prendront un comprimé (20 milligrammes) par jour de tamoxifène pendant cinq ans et l'autre moitié un produit supposé sans effet biologique (placebo). L'objectif, ici, est de réduire d'un tiers la fréquence, statistiquement prévisible, des cancers du sein dans le groupe sous tamoxifène.

Une telle entreprise est éthiquement envisageable dans la mesure où le tamoxifène est une substance médicamenteuse généralement bien supportée par l'organisme humain. On avait tout pour autant de croire qu'il était possible d'empêcher que cette molécule soit totalement inoffensive. Mis au point à la fin des années 60 par la multinationale pharmaceutique ICI, présent sur le marché français depuis 1977, le tamoxifène est un anti-estrogène, produit de synthèse bloquant les récepteurs cellulaires indispensables à l'action physiologique de ces hormones sexuelles.

En France, le tamoxifène est présent sous différents noms commerciaux (Nolvadex, Kessar, Tamofène, Oncotam) et produit par différents laboratoires pharmaceutiques (ICI, Pharmitalia, Roger Bellon, Labo Act). Son utilisation chez la femme, généralement bien acceptée, peut toutefois comporter un certain nombre d'effets indésirables (troubles des règles, kystes utérins, nausées, bouffées de chaleur, troubles visuels et troubles de la coagulation sanguine). Certaines études ont, par ailleurs, mis en lumière quelques réactions pathologiques (hyperplasies, polypes, cancers au niveau de l'utérus des femmes traitées par tamoxifène).

On a longtemps pensé que le tamoxifène jouait un rôle préventif dans la récurrence des cancers du sein en bloquant les récepteurs cellulaires indispensables à l'action physiologique des estrogènes. Il apparait aujourd'hui, comme l'a mis en évidence le professeur Marc E. Lippman (Washington) et comme l'a rappelé le professeur Michael Baum (Royal Marsden Hospital de Londres), que cette molécule agit, selon toute vraisemblance, par une autre voie au niveau des facteurs de croissance cellulaires. Enfin, l'essai en cours pourrait, si les résultats en étaient concluants, déboucher sur une prévention beaucoup plus large allant jusqu'à inclure l'ensemble des femmes en âge pré et post-ménopausique.

JEAN-YVES NAU

(1) En France, le dépistage organisé et planifié du cancer du sein par mammographie associant l'ensemble des médecins concernés n'est véritablement mis en œuvre que dans quelques départements comme le Rhône, le Bas-Rhin et la Saône. Certains praticiens réalisent aujourd'hui qu'il soit rendu obligatoire.

(2) « Hormones et cancer du sein. De la biologie à la clinique » (Nice, 29 et 30 août). Cette réunion était organisée dans le cadre du 9<sup>e</sup> congrès international d'endocrinologie qui réunit, du 30 août au 5 septembre à Nice-Acropolis, plus de cinq mille spécialistes.

(3) L'étude statistique mondiale a été publiée en janvier dans les colonnes de l'hédonnaire britannique The Lancet ainsi que dans son édition française (datée de mars 1992).

(4) Tous les renseignements pratiques peuvent être obtenus auprès du docteur Moïse Namer qui préside le groupe de spécialistes responsables de cette étude : Centre Antoine-Lacassagne, 36, voie Romaine, 06054 Nice Cedex ; tél. : 93-81-71-33.

### Les lignes du dessous

L'enfouissement des réseaux électriques est toujours un problème financier, parfois un casse-tête technique

**L'**ACCORD-CADRE signé le 25 août dernier entre l'Etat et EDF pour améliorer l'insertion des ouvrages électriques dans l'environnement a plutôt fait l'impasse sur les lignes à haute tension - les plus contestées - et pour les réseaux à basse et moyenne tension il ne prévoit l'enfouissement supplémentaire que de 20 000 kilomètres en quatre ans (actuellement 1 million de kilomètres en négligeant). Une goutte d'eau, en somme. Pourtant EDF va y consacrer 1 milliard de francs par an. Pourquoi tant d'argent pour si peu de résultat ?

Le problème le plus ardu posé aux techniciens est celui des plus hautes tensions : des lignes à 400 000 volts qui courent sur des pylônes espacés de 500 mètres et hauts de 50 mètres. Chaque ligne est composée de deux circuits, soit une vingtaine de câbles en alliage d'aluminium et de diamètre d'une belle carotte. Avec cela on alimente une région peuplée de 2,5 millions d'habitants. L'Hexagone est maillé par 12 000 kilomètres de ces autoroutes électriques.

Les faire disparaître ne serait pas impossible. Mais à quel prix

pour l'environnement et le budget de l'entreprise publique ? Il faudrait, sur 12 mètres de large, creuser une tranchée de 1,40 m de profondeur dans laquelle on coulerait - avec d'énormes engins - 24 câbles gros comme un canon de 150 mm. La nécessité de les isoler du sol et de dissiper la chaleur produite par le passage du courant amène à enrouler autour d'une âme de cuivre cinq enveloppes successives : polyéthylène, carbone, aluminium, plomb et plastique.

Pour relier chacun des tronçons de ces « rails » électriques, il est nécessaire d'installer tous les 500 mètres une sorte de hidon dans laquelle, par l'intermédiaire de huit gros câbles, passe du courant continu. Mais, à chaque extrémité des 70 kilomètres ainsi réalisés, il a fallu construire de volumineuses stations de conversion. Inconvénient majeur du procédé, au dire des electriciens : le courant continu s'adapte mal au réseau en alternatif car il n'a aucune souplesse. En cas d'arrêt d'une centrale, les autres ne peuvent compenser et tout disjoncte.

Enfouir les lignes à très haute tension 225 000 volts et à haute tension (90 000 et 63 000 volts) ne présente en revanche aucune

difficulté technique insurmontable. Les jonctions entre tronçons de câble sont plus simples et les stations de compensation inutiles. Les tranchées, d'une profondeur de 1,20 m, n'ont que 2 mètres de large et les câbles y sont groupés en paquets.

Cette technique n'a été employée récemment pour franchir de manière invisible la Seine, la Garonne et le bois de Vincennes, par exemple. Mais elle reste coûteuse : cinq fois plus chère dans le cas du 225 000 volts et trois fois plus pour les lignes à 90 000 et 63 000 volts. L'enfouissement est - et restera - réservé aux arrivées dans les grandes agglomérations et à quelques sites particulièrement sensibles.

Les compagnies allemandes d'électricité ont essayé de tourner la difficulté en groupant sur les mêmes pylônes les lignes à 400 000 volts et celles à 225 000. Résultat : sur 100 kilomètres, on « économise » 200 supports, mais ceux qui sont plantés sont plus haut de 6 à 7 mètres et « agrémentés » de 4 à 8 câbles supplémentaires.

Enfouir les lignes à très haute tension 225 000 volts et à haute tension (90 000 et 63 000 volts) ne présente en revanche aucune

difficulté technique insurmontable. Les jonctions entre tronçons de câble sont plus simples et les stations de compensation inutiles. Les tranchées, d'une profondeur de 1,20 m, n'ont que 2 mètres de large et les câbles y sont groupés en paquets.

Cette technique n'a été employée récemment pour franchir de manière invisible la Seine, la Garonne et le bois de Vincennes, par exemple. Mais elle reste coûteuse : cinq fois plus chère dans le cas du 225 000 volts et trois fois plus pour les lignes à 90 000 et 63 000 volts. L'enfouissement est - et restera - réservé aux arrivées dans les grandes agglomérations et à quelques sites particulièrement sensibles.

Les compagnies allemandes d'électricité ont essayé de tourner la difficulté en groupant sur les mêmes pylônes les lignes à 400 000 volts et celles à 225 000. Résultat : sur 100 kilomètres, on « économise » 200 supports, mais ceux qui sont plantés sont plus haut de 6 à 7 mètres et « agrémentés » de 4 à 8 câbles supplémentaires.

MARC AMBROISE-RENDU  
Lire la suite page 14.

(Publié)

La MYCOLOGIE est une Science tellement complexe que tous les ouvrages réalisés ne sont conçus, que pour faire connaître au Public, « l'existence de divers Champignons ». Car pour « les reconnaître, les identifier », parmi les 1600 espèces les plus répandues, il faut y avoir consacré au moins 20 ans de sa vie !

#### L'ENCYCLOPÉDIE ANALYTIQUE DES CHAMPIGNONS

Un énorme travail de Jacques Montégut, vous donne une chance sérieuse, sans être mycologue de reconnaître les Champignons, parmi 1600 espèces, car il les a analysés sur le plan de leurs caractères morphologiques et ensuite classés en fonction de la présence ou de l'absence de ces caractères. Répartis dans 7 grands groupes, empiriquement constitués, 205 INTERCALAIRES portent les analyses de 2350 espèces dont 1600, parmi les plus répandues, sont présentées, en sus, avec photos couleurs, descriptions complémentaires, sigles et mots clés.

Prix : 1 800 F TTC et franco en 2 Volumes ; format H. 32,5 x 24,5 cm, 1114 pages, 4,800 kg, couverture en dur et dorure à chaud.

Commande à : S.E.C.N. - BP 39 - 78530 ORGEVAL

Veillez me faire parvenir l'ENCYCLOPÉDIE ANALYTIQUE DES CHAMPIGNONS

Ci-joint mon chèque de F. 1 800

Le CASSETTE VIDEO, VHS, 3 heures ..... 427 F

Acquise avec l'ENCYCLOPÉDIE ANALYTIQUE ..... 180 F

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : ..... Résultat : .....

C.P. : ..... Commune : .....

☐ Je désire d'abord recevoir votre Documentation-Présentation (140 g.)

Ci-joint mon chèque de 35 F déductible sur mon achat éventuel de l'ENCYCLOPÉDIE. (Il s'agit d'éléments de l'ENCYCLOPÉDIE.)



## SCIENCES • MÉDECINE

## La vie agitée du Pinatubo

Cinquante mille personnes ont dû fuir à nouveau les torrents de boue du volcan philippin, dont l'activité est quasi permanente depuis dix-sept mois

**A**PRÈS un sommeil de six cent trente-cinq ans, le volcan philippin Pinatubo (culminant à 1 745 mètres à une centaine de kilomètres en nord-ouest de Manille, sur Luzon, une des îles principales de l'archipel) s'est réveillé le 2 avril 1991. Ce jour-là, une explosion phréatique (due à la surchauffe de l'eau de pluie infiltrée dans le sol) a fait jaillir des nuages de vapeur et de petites quantités de cendres volcaniques (de fins débris) d'un point situé sur le flanc du Pinatubo. Si minime soit-elle, cette première phase d'activité a suffi pour reconstruire de cendres 10 000 mètres carrés sans qu'on ait eu à déplorer de morts ou de blessés, et pour causer des dégâts plus ou moins importants aux arbres sur plusieurs kilomètres carrés.

Après cette première explosion, de nouvelles fumées se sont manifestées le long d'une ligne est-nord-est-sud-ouest de 1 kilomètre, entre les altitudes de 1 100 et 1 350 mètres. Ces émissions gazeuses, très importantes et à très haute pression, étaient faites surtout de vapeur d'eau, mais il s'en dégageait l'odeur caractéristique d'un pourri de l'acide sulfhydrique.

A partir du 5 avril, le volcan était placé sous une étroite surveillance. Ainsi s'est-on pu constater que l'activité sismique, irrégulière, augmentait dans l'ensemble, tout comme s'accroissait par à-coups la déformation superficielle du Pinatubo et les émissions de fumées. Vingt jours, le 3 juin, une forte explosion suivie de trente minutes de *tremor* (des vibrations du sol continues) qui recommença de plus en plus fort et de plus en plus souvent le lendemain et les jours suivants. Les foyers des secousses n'étaient plus qu'à une profondeur comprise entre 0 et 2 kilomètres (contre 3 à 6 kilomètres au début de l'éruption). Mais le flux de dioxyde de soufre diminuait : 5 000 tonnes le 28 mai, 280 tonnes le 4 juin.

Pour les volcanologues philippins et américains, cette évolution de l'activité du Pinatubo montrait que

le magma montait à l'intérieur du volcan, tandis que la sortie des gaz était bloquée et donc que la pression interne du système augmentait. On pouvait ainsi craindre que le Pinatubo produise des coulées pyroclastiques (ou nuées ardentes) (1) dans les quinze jours à venir.

Le 7 juin, de très violentes explosions, magmatiques cette fois, se produisaient pendant quarante minutes au centre de la ligne de fumées, propulsant des cendres à 8 000 mètres de haut tandis qu'un *tremor* se manifestait pendant une heure. Douze mille personnes habitant dans un rayon de 21 kilomètres autour du sommet du volcan étaient évacuées difficilement, car elles ne croyaient pas à la dangerosité potentielle de l'éruption en cours. Pendant les jours suivants, les explosions accompagnées d'émissions de cendres lancées de plus en plus haut continuaient, couvrant la région terrestre ou maritime située à l'ouest du Pinatubo d'une couche de fins débris jusqu'à 25, puis 35 kilomètres du volcan.

## Le paroxysme des 15 et 16 juin

Le 10 juin, les Américains, longtemps incrédules eux aussi pour le danger que représentait leur tumultueux voisin, évacuèrent quatorze mille cinq cents des seize mille personnes résidant dans leur importante base aérienne de Clark, située à 15 kilomètres à l'est du Pinatubo, c'est-à-dire sous le menace d'éventuelles coulées pyroclastiques et coulées de boue. Les coulées de boue, les *lahars*, formées d'eau et de cendres, sont des phénomènes souvent monstrueux et classiques sur les volcans explosifs de zones à forte pluviosité.

Le 12 juin, des *tremors* presque continus pendant une quinzaine d'heures furent suivis d'une très violente explosion accompagnée de très importantes coulées pyroclastiques dévalant les pentes nord, nord-ouest et sud-ouest du volcan sur 5, et même sur 15 kilomètres.

Une petite coulée de boue fut déclenchée par des chutes de pluie. 600 Américains supplémentaires furent évacués de Clark et toute la population habitant à moins de 20 kilomètres du Pinatubo reçut l'ordre de se préparer à partir.

Les 13 et 14 juin furent marqués par de nouvelles explosions, émissions de cendres, nuées ardentes et coulées de boue. Le nombre de personnes évacuées atteignit ce jour-là soixante-dix-neuf mille. Mais on déplorait quatre morts, quatre disparus et vingt-quatre blessés.

Le paroxysme cataclysmique de l'éruption est atteint les 15 et 16 juin. Pendant ces deux jours, les très violentes explosions se succèdent, lançant à une quarantaine de kilomètres d'altitude des cendres qui retombent à des centaines et même des milliers de kilomètres du Pinatubo, notamment à Singapour, et des débris plus gros (des ponce) qui « arrosent » les régions avoisinantes sur plusieurs dizaines de kilomètres.

Le sommet du volcan est détruit par les explosions à répétition et la montagne perd ainsi 145 mètres de haut. La terre ne cesse de trembler : les *tremors* sont quasi continus et, en plus, certaines secousses sont ressenties jusqu'à Manille. De nouvelles coulées pyroclastiques dévalent continuellement les flancs du Pinatubo sur des distances de 12 à 18 kilomètres et, au bout de leur course, remplissent des vallées sur plusieurs dizaines de mètres de haut. Et pour ajouter à tous ces maux, le typhon « Yunya » est arrivé la veille sur la région avec des pluies torrentielles et des vents de tempête contribuant fortement à déstabiliser les énormes volumes de cendres retombés sur le volcan, produisant ainsi de gigantesques coulées de boue, dont certaines sont chassées et parfois hantées de 5 mètres.

On estime le volume des matières non compactées (cendres, aérosols et ponce) crachées par le Pinatubo à 14 kilomètres cubes, faisant ainsi de l'éruption du volcan philippin la plus importante du siècle. La mul-

tié de ces produits a été entraînée dans les coulées pyroclastiques et l'autre moitié dans les cendres et aérosols retombés plus ou moins loin ou « injectés » pour quelques années dans la stratosphère. Là, ils tourmentent tout autour de la Terre, ayant gagné les zones de haute latitude des deux hémisphères. Ils y perturbent la chimie de la haute atmosphère, ce qui produit des couchers de soleil d'un rouge exceptionnel. Ils finissent à l'énergie solaire, ce qui modifie très légèrement pour quelques années les climats de la Terre.

Tout ceci explique que le Pinatubo a abîmé quelque trois cent mille personnes à fuir, qu'une très vaste zone du pays a été couverte, parfois « submergée », de cendres fines et de débris plus gros écrasant les maisons et autres constructions, paralysant toutes les activités et que le volcan a tué plusieurs centaines de personnes, dont une soixantaine d'enfants par l'effondrement du toit d'une église dans laquelle plusieurs centaines de réfugiés avaient pu se trouver un abri.

Après le 16 juin 1991, l'activité du Pinatubo a continué, irrégulière et moins violente certes, mais parfois importante puisqu'elle a été marquée par de fortes explosions, d'abondantes émissions de cendres, une agitation sismique persistante, parfois des nuées ardentes, des coulées de boue dévastatrices et de nouvelles victimes. En février, avril, mai et juin 1992, le 14 juillet dernier et encore à partir du 12 août, le Pinatubo a connu de nouvelles périodes d'échouement. Ce qui a fait évacuer environ cinquante personnes revenues vivre près du volcan.

YVONNE REBEYROL

(1) Les coulées pyroclastiques, ou nuées ardentes, sont faites de débris de roches mélangés à des gaz volcaniques. Le tout est à très haute température et dévale les pentes à très grande vitesse.

## Les lignes du dessous

Suite de la page 13

L'utilisation de cette technique est prévue dans l'accord-cadre du 23 août. Ne nous berçons pas d'illusions. Le développement du réseau d'interconnexion à très haute et à haute tension devrait se solder pour l'Hexagone, en l'an 2 000, par un supplément de 17 000 kilomètres de lignes aériennes et plusieurs dizaines de milliers de pylônes géants.

Les électriciens se sentent plus à l'aise lorsqu'on aborde le cas des réseaux à moyenne tension (20 000 volts) et à basse tension (moins de 1 000 volts). En vérité, il y a déjà dix ans qu'ils ont été mis en alerte par les chutes de neige qui, durant l'hiver 1982, ont couché leurs lignes en plusieurs régions de France. Collés sur les fils par le vent et le gel, les flocons de neige finissent par constituer de lourds manchons qui entraînent la rupture du câble soit du support. D'où l'affolement des lignes et le mécontentement des abonnés.

La direction d'EDF consentit alors à écouter les suggestions de l'ingénieur Schilling qui, de sa province, prévoyait depuis des années pour l'enfouissement. On lui demanda un rapport qui, égayé par les exemples étrangers, parut convaincant. Une carte des zones à risque fut dressée et la mise sous terre de lignes moyenne tension commença, notamment dans les régions du Puy-en-Velay et de Nîmes.

## Entretien simplifié

Bien entendu, l'enfouissement de la moyenne tension était déjà monnaie courante en ville mais se faisait dans des galeries bétonnées. En pleine campagne, les électriciens ont appelé à l'expérience de leurs collègues du téléphone. Ces derniers utilisaient deux types de machines : soit une roue tronçonneuse qui ouvre une mince tranchée à raison de 1 kilomètre à l'heure, soit une charrue sous-so-

lense dont le soc amène le sol à 1 mètre de profondeur et y dépose le fil. La terre se referme d'elle-même, au fur et à mesure. La mécanisation permet de réduire les surcoûts. Une 20 000 volts (en aérien : des poteaux de 12 mètres de haut plantés tous les 100 mètres et supportant trois fils gros comme le doigt) ne coûte en souterrain que de 20 à 100 % de plus.

Comme il n'y a plus ni aléas climatiques, ni élagage, ni contrôle des isolateurs et des fils, l'entretien est simplifié. Les accidents (en aérien : 9 par an aux 100 kilomètres) sont le plus souvent causés par des travaux intempestifs et non déclarés. En ville, on en compte 10 aux 100 kilomètres et par an. Mais en campagne la moyenne tombe à 4. En revanche, ils sont plus difficiles à traiter. Bien que l'alarme soit automatique et le repérage assez rapide grâce à un véhicule détecteur, la réparation peut durer plusieurs heures au lieu de quelques minutes lorsqu'il s'agit de grimper à un poteau. C'est pourquoi EDF envisage d'enfoncer des lignes en circuit et on des lignes en attente où la détection est plus longue.

Paradoxalement, la disparition des lignes basse tension (4 fils minces juchés sur des poteaux de 5 mètres disposés tous les 60 mètres) coûte relativement plus cher que la même opération en moyenne tension. Car, en raison de la brièveté des lignes (300 mètres en moyenne), on tombe dans l'artisanat. La tranchée est ouverte par une pelleteuse banale, conduite par un entrepreneur local, voire par un agriculteur. Au fond du sillon de 80 centimètres on déroule à la main un câble de 10 centimètres de diamètre où sont enfilés les quatre fils indispensables. Il en coûte de deux à trois fois plus cher que les poteaux d'antan. Ainsi, chaque fois que l'on « traite » un village, EDF préfère-t-elle recourir aux fils rivaux et bariolés et agrafés sur les façades. La pose et l'entretien sont faciles, le prix raisonnable... et l'effet spectaculaire.

C'est donc sur la moyenne et basse tension qu'EDF fera porter l'essentiel de ses efforts. En l'an 2000, les horizons campagnards devraient être octroyés d'environ 110 000 kilomètres de fils et de 1 million et demi de poteaux. Il en restera encore sept fois autant et, au rythme des remplacements, il faudrait trois quarts de siècle pour en venir à bout.

Le pari étant ce qu'il est (longévité espérée : quatre-vingt ans) on ne peut même pas compter sur une révolution technologique. Bien sûr, les chercheurs travaillent sur des matériaux nouveaux comme les céramiques, dont les qualités de supraconductivité permettraient de transporter le courant sans perte ni chaleur. D'autres songent à la transmission de l'électricité par ondes. Ces futurismes sont peut-être pour demain ou après-demain. Mais, de toute manière, leur traduction sur le terrain ne serait visible que des décennies plus tard.

MARC AMBROISE-RENDU

## Les cérémonies funèbres des Gaulois Bituriges

ARGENTON-SUR-CREUSE de notre correspondant

Il y a comme un lointain air de famille entre l'apparat funéraire des pyramides égyptiennes et le rituel des « Tombes aristocratiques en pays biturige », que présente actuellement le musée gaullo-romain d'Argenton-sur-Creuse. La comparaison est, certes, très inexacte, mais elle n'est pas sans fondement.

Le pays biturige couvrait, en gros, le Berry actuel (Indre et Cher), avec quelques extensions du côté de la Touraine et de la Sologne. C'était un pays riche de ses céréales, de son savoir-faire dans la métallurgie du fer, mais aussi de ses quelques guerriers : ses chevaliers donnaient passablement de soucis à Jules César lors de la conquête des Gaules, avant d'en devenir les collaborateurs zélés : ils fournirent des cadres efficaces aux troupes auxiliaires de l'armée romaine et perpétuèrent jusque dans leurs tombeaux les signes affirmés de leur existence sociale.

Les mobiliers des huit tombes nobiliaires découvertes en Berry depuis un siècle ont été rassemblés pour cette exposition. Plusieurs musées, dont le Louvre, ont accepté (ce qui n'est pas fréquent) de prêter les objets en leur possession, notamment le poignard de bronze de Châtillon (commune de Badozon-le-Pin, Indre), un classique de l'art celtique.

« A priori, explique M. Gérard Coulon, le conservateur du musée, on pourrait ne voir dans ces tombes qu'un entassement, profusion, étalage de la richesse d'une caste privilégiée. En réalité, les objets ont été déposés dans les tombeaux selon une organisation rigoureuse. Il y a d'abord la nécessaire au banquet funéraire : les

aliments, le moule à grain et la (euphorie) vaisselle de bronze ; les amphores à vin - boisson mythique, symbole de vie et signe de richesse (cinquante-neuf pour la seule sépulture de Neuvy-Pailloux (Indre) ; les armes du chevalier (casque, visière, etc.) et ses outils d'entrepreneur économique (faucilles, serpes, pinces de forgeron...). Une seule des huit tombes découvertes dans la région ne contenait pas d'armes, celle de Prémilles (Cher) : la sépulture d'une femme.

Les tombeaux pouvaient être creusés à même le rocher et surmontés d'un tertre. C'était leur côté « pyramidal ». Lorsqu'il était aménagé dans la terre meuble (ce fut le cas dans les alluvions de la plaine berrichonne), le caveau était étayé par un bûlage ou de la maçonnerie.

L'exposition du musée d'Argenton-sur-Creuse propose la reconstitution exacte de l'une des plus riches de ces sépultures, celle de Fléris-le-Rivière (Indre) ; il n'y manque ni le boisage, ni les nombreux outils, ni la sanglier sacrifié au banquet d'adieu. Il reste probablement, estime M. Gérard Coulon, d'autres tombeaux du même style à découvrir en Berry : celui-ci apparaît aujourd'hui comme une province privilégiée pour la connaissance d'une civilisation qui, jusqu'à la fin de l'Empire, resta, semblait-il, plus gauloise que romaine.

GEORGES CHATAIN

► Musée archéologique d'Argenton-sur-Creuse, plateau des Mersans, Saint-Marcel (une commune toute proche d'Argenton-sur-Creuse), Indre, tél. 54-24-47-31. Ouvert tous les jours, sauf le mardi de 9 h 30 à 12 h et de 14 h à 18 h.

Entrée : 15 F. L'exposition est présentée jusqu'au 15 octobre.

## Mémoires de pierres

A Villejuif, les silex racontent la préhistoire parisienne

**A**PRÈS quatorze ans d'études du patrimoine archéologique du Val-de-Marne et de mise en place des structures nécessaires à la sauvegarde de celui-ci, le laboratoire d'archéologie de ce département, installé à Villejuif, a ouvert au public une partie importante de ses locaux afin, d'une part, d'y monter régulièrement des expositions et, d'autre part, de créer une bibliothèque thématique de plus de deux mille volumes d'histoire de l'art et d'archéologie.

La première exposition, qui se tient actuellement (pour une durée indéterminée), est consacrée au travail de François Bordes et de ses compagnons sur le plateau des Hautes-Bruyères, à Villejuif, à travers la présentation de la collection de pierres taillées de son prédécesseur et ami Paul Fitte. Celui-ci a en effet cédé récemment sa collection complète composée en grande partie d'objets trouvés sur le plateau, tout particulièrement dans la carrière Bervilla.

Des pièces venant de l'Institut de paléontologie humaine du Musée de Meudon et des fouilles récentes du laboratoire départemental étoffent cette présentation. Des débris expérimentaux réalisés par Eric Boëda et Jacques Pelegrin (de l'ERA 28 du CRA-CNRS), facilitent la compréhension des techniques de fabrication des pièces exposées. Deux périodes sont particulièrement illustrées : un cours de ce voyage dans l'extrême-nord : le paléolithique moyen et le néolithique.

Disparu en 1981, François Bordes (1) est un des pères fondateurs de l'archéologie moderne avec son ami André Leroi-Gourhan. Ses recherches sur le débitage du silex et les techniques des hommes préhistoriques ont modifié le regard des préhistoriens sur la conception que l'on avait des capacités intellectuelles des hommes d'autrefois. En 1949, François Bordes met un point

final à sa thèse de préhistoire, « Les limons de la région de Villejuif et leurs industries paléolithiques » (2), fondée sur les fouilles au cours desquelles il a mis au jour de l'outillage moustérien (bifaces, grattoirs, racloirs, couteaux et pointes).

L'importance de la thèse vient surtout de méthodes de recherche révolutionnaires à l'époque. Avant A. Leroi-Gourhan et F. Bordes, l'objet seul comptait. Avec eux, le contexte et l'environnement des objets primait.

Tout est pris en compte, même les plus petits vestiges, en particulier ceux qui proviennent de la fabrication des objets de pierre : il est devenu évident que l'étude préliminaire d'un bloc de matière première puis la séquence des gestes nécessaires pour en tirer le meilleur parti et obtenir ainsi, au outil travaillé finement, procédant, comme le dit Philippe Andrieux, l'archéologue départemental du Val-de-Marne, « d'un véritable projet technologique ». Bref, l'homme préhistorique s'est rapproché de nous.

## Le pacte du groupe

François Bordes, Paul Fitte qui l'avait précédé sur le site des Hautes-Bruyères (3) et leurs collègues avaient passé un pacte entre eux : aucun membre du groupe ne se séparera d'une pièce avant de l'avoir proposée aux autres. Les collections ne seront donc pas dispersées.

Les années passent et François Bordes, préhistorien reconnu, devient professeur à l'université de Bordeaux. Il sera le premier et, pendant un temps, le seul à étudier les techniques de taille du silex, croisant les mécanismes et même les « trucs » de l'homme de la préhistoire. Il deviendra, à force de travail et de compréhension, le seul homme sur Terre capable de refaire une pointe dite « en feuille de laurier ». De son côté, Paul Fitte, devenu géologue, est resté fidèle à

son serment. Pendant trente ans, il rassemble tout le matériel de pierres taillées trouvé par les chercheurs à Villejuif et il achète les collections mises en vente. C'est de cet exceptionnel matériel que le Val-de-Marne s'est rendu acquéreur : 410 outils paléolithiques avec les croquis, les relevés, les photos des fouilles et les commentaires des « inventeurs ». Il s'agit donc d'un ensemble unique pour la connaissance de la préhistoire parisienne. C'est lui qui sert de support à l'exposition.

Le parc des Hautes-Bruyères, occupé pratiquement sans interruption depuis près de 100 000 ans, deviendra un parc d'aventures archéologiques (le Monde du 13 septembre 1990) qui portera le nom de François Bordes. M<sup>me</sup> Denise de Sonnevill-Bordes, épouse de F. Bordes, a non seulement donné son accord mais, de plus, elle a fait don au laboratoire départemental de la collection lithique de son mari et a accepté de donner son patronage à l'exposition.

FRANCIS GOUGE

(1) Préhistorien de grand renom, François Bordes a été aussi un auteur de science-fiction à succès publiant six romans sous le pseudonyme de Francis Carax aux éditions Fleuve Noir, puis à la NRF.

(2) Publié chez Masson et Cie, librairie de l'Académie de médecine, 120, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris.

(3) Paul Fitte a commencé ses recherches aux Hautes-Bruyères en 1935 et François Bordes l'a rejoint après-guerre.

► Exposition « Pierres à l'échelle » au laboratoire d'archéologie du Val-de-Marne, 7-9 rue Guy-Môquet, 94800 Villejuif. Tél. : 47 26 10 00. Ouvert de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, sauf les samedis et dimanches (horaires aménagés pour les groupes). Entrée gratuite.

## Le Monde

Edité par le SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lescour, gérant

directeur de la publication

Bernard Frenet

directeur de la rédaction

Jacques Guio

directeur de la gestion

Manuel Lucbert

secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombari

Robert Séd

(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès

Jacques Amalric

Thierry Farnaud

Philippe Maréchal

Jean-François Simon

Daniel Vermet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Bourne-Méry (1944-1968)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Lescour (1982-1988)

André Fontaine (1988-1991)

RÉDACTION ET SECRÉTARIAT :

13, rue Falguère

75017 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-26

Télégramme : MONDE

ADMINISTRATION :

1, place Hubert-Bourne-Méry

94802 VILLEJUIF-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-26

Télégramme : 49-60-30-10



Les lignes  
du dessous

# CULTURE

RENTRE DES ARTISTES

## Partir pour un grand voyage

David Warrilow et Joël Jouanneau continuent leur parcours amical et sensible



David Warrilow et Joël Jouanneau

AU COEUR DES TÉNÉBRES et LE MARIN PERDU EN MER ou Théâtre de l'Athénée

Le théâtre est affaire de rencontre. La leur est exceptionnelle. David Warrilow est anglais et parle, dit le français comme l'un des nôtres, bien mieux que nous, même. D'ailleurs, il est créateur de plusieurs pièces de théâtre, comme *Le Dépeupleur* et *Catastrophes*. Il a connu Joël Jouanneau en 1987 et tous deux ont aussitôt inventé l'*Hypothèse*, de Robert Pinget, dans une chapelle de la Cité des papes qui raisonne encore de sa voix. Voix admirablement posée, instrument virtuose de toutes les séductions, des pires inquiétudes, d'une absolue clarté.

Depuis, les deux hommes, les deux amis, cour et jardin d'un théâtre à mœurs, ont créé quatre textes (*Minetti*, de Thomas Bernhard, *Les Enfants Teniers*, de Robert Weitzer, *En attendant Godot*, de Beckett, et l'*Épique*, de Pinget), tous suscitant la même unanimité. « Nous sommes en situation de recherche perpétuelle », répond David Warrilow à ceux qui lui demandent s'il ne craint pas de tomber

dans une certaine routine. La seule chose commune à toutes nos collaborations est l'amour et la confiance. C'est en ça que j'ai toujours voulu. Il est rare, dans cette profession, de s'apercevoir que jamais l'un ne veut de mal à l'autre. »

« Nous n'avons pas de contrat d'exclusivité », ajoute Joël Jouanneau. Simplement, nous sommes devenus de très grands amis et nous avons envie de mener des projets en commun. David Warrilow, c'est deux images que j'ai toujours eues en tête. La première, son côté M. Hulot. Tati, cette délicate qui se double d'un aspect « anglais », d'une réelle ironie. La seconde me renvoie à l'image de mon grand-père, comme Philippe Dierma dans le *Bourichon* ou Godot me renvoyait à mes vingt ans. Il y a donc dans notre collaboration quelque chose d'autobiographique qui nous permet, je l'espère, de dessiner une histoire singulière. »

La nouvelle page de cette histoire sera double : David Warrilow s'apprête, pendant quinze minutes, à dire *Au cœur des ténèbres*, le chef-d'œuvre de Joseph Conrad. Il sera presque seul en scène devant un buvard peint

par le décorateur Jacques Gabel, autre inséparable. « J'aimerais que ce soit un grand voyage de cinquante minutes », dit Jouanneau, une expérience sur les ténèbres de la vie, une séance d'hypnose à la manière de la fascination qu'exerce le cobra. »

Un peu plus tard, David Warrilow sera rejoint par une troupe d'acteurs, la famille Jouanneau (Marie-Françoise, Michel, Alain, Ethel...). Ils joueront la quatrième pièce de ce metteur en scène-écrivain, *Le Marin perdu en mer*, sous-titrée *Comédie marine*. Le voyage continuera, cette fois complètement imaginaire, donnant à parcourir l'univers de marins partis à la conquête d'un continent inconnu, la femme.

OLIVIER SCHMITT

« Au cœur des ténèbres », du 18 octobre au 22 novembre. Du mardi au samedi à 19 heures. « Le Marin perdu en mer », du 16 octobre au 21 novembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Entre les deux spectacles, une heure de cabaret autour de Mac Orlan. Théâtre de l'Athénée. Tél. : 47-62-87-27. Festival d'automne : 42-96-12-27.

CINÉMA

## Un bonheur improbable

Rudolf Thome filme un conte de fées à l'ère de la réunification allemande

LE COUP DE FOUDRE de Rudolf Thome

Ce serait le conte de fées de la réunification allemande. Mouskour RDA, archéologue introverti, veut et chômeur, est séduit à la hussarde par Mademoiselle RFA, futurologue énarque et célibataire. Toutes les métaphores de la romance entre Zénon et Elsa (impeccable Julian Benedikt, étonnante Geno Lechner - lire l'entretien ci-dessous) sont de cette eau transparente.

Parce que Rudolf Thome est cinéaste dans l'âme, il lui faut peu de temps pour imposer cet idylle, que parti pris, tenu avec plus d'aplomb encore que dans les *Formes de l'amour* et le *Philosophe*. Filant de la même caméra paisible et attentive le quasi-documentaire de la vie quotidienne dans deux quartiers de Berlin et l'imaginaire rencontre de ses protagonis-

nistes, il trouve même le ton juste et la juste distance pour montrer une des scènes que le cinéaste ait le moins mises à l'écran : un homme et une femme en train de faire l'amour. Il se tire avec douceur qu'est l'utilisation des enfants. Il y a du chorégraphie dans la manière d'organiser les espaces et les gestes, les rythmes surtout, qui composent son récit.

Une ironie ténue

Rapidement, le *Coup de foudre* déroute, pour refuser toujours la catastrophe, ou simplement les ennuis qui devraient persequer la trajectoire de ses héros. « Vous voyez », semble dire le cinéaste, « on peut parfaitement raconter une histoire sans fabriquer des incidents pour la faire rebondir. » Au terme de ce parcours en ligne droite, mais découvert pas à pas

par les personnages et les spectateurs (achar de carte routière et de véhicule à l'appui), le film s'offre la souriante évidence d'un bonheur chromo, à mi-chemin de la pub pour une assurance-vie et du roman-photo.

Et c'est tout naturellement que, dans le jeu sans rouerie des allusions à la situation politique, se dégage une ironie ténue, totalement dépourvue de méchanceté et de cynisme, mais plutôt teintée de nostalgie. Au lieu de présenter l'habituel dossier du pour et du contre, Thome file la parabole du seul « pour », faisant confiance à l'actualité pour fournir les contrepoints - les récentes émeutes xénophobes de Rostock, par exemple, remplissent cette fonction au-delà de nécessaire. Et en faisant, surtout, confiance au spectateur. Ce n'est pas son moindre mérite.

JEAN-MICHEL FRODON

## Geno Lechner, une femme énergique

Geno Lechner est une longue fille au visage de vierge méditerranéenne, mais comme son personnage de *Coup de foudre*, elle sait ce qu'elle veut et prend sa vie en mains. A seize ans, elle part sur les routes avec un petit cirque. Quatre ans plus tard, elle entre dans la troupe du Staatstheater de Stuttgart, dirigée alors par Ivan Nagel. Un théâtre de répertoire où elle joue en alternance Molière, Tchekhov, Plinter, Ayckbourn, et Quenett de Heiner Müller, dans la mise en scène de Robert Wilson qu'elle retrouve plus tard, à la Fraï Volkabühne de Berlin-Ouest, pour la *Forté*. « Avec lui, j'ai appris la précision des mouvements, l'espace, la façon de me servir des lumières. Mais on ne doit pas se contenter de suivre la chorégraphie de la mise en scène. Il faut jouer, c'est là la difficulté. »

Pour apprendre le français,

Geno Lechner a passé plusieurs mois à Paris. Son curriculum précise ses talents musicaux et sportifs : elle chante, joue du violon, monte à cheval, danse... Elle parle également anglais, est allée en 1980 aux États-Unis où elle a tourné *The Party-Nature morte*, de Chyngihla Beatt, « un petit rôle dans un film à petit budget mais, pour la première fois, je changeais de métier. Le *Coup de foudre* est mon second film, j'ai eu de la chance. Rudolf Thome m'a passé le script : vingt pages, c'était drôle, c'était simple, j'ai dit oui. Je continuais le théâtre, d'autant que le cinéma allemand ne marche pas, car il est égoïste. Les réalisateurs prennent un petit problème et pensent en faire toute une histoire. J'ai des amis à l'école de cinéma, je leur ai dit : « Pourquoi n'essayez-vous pas d'entretenir

des relations avec les acteurs ? Je suis jeune, vous aussi, on pourrait travailler ensemble. Mais ils n'ont pas de passion. »

La théâtre demeure la passion de Geno Lechner. Elle veut l'exercer en free-lance, et ainsi rester disponible pour le cinéma. Si ce n'est pas en Allemagne, ce sera quelque part en Europe, ou aux États-Unis : « J'aime voyager et, de toute façon, je suis depuis toujours que je ne veux pas rester toute ma vie à un même système. Je connais beaucoup d'acteurs qui ont travaillé comme on travaille dans les théâtres de la République, dix mois par an. Les deux mois de vacances, ils travaillent encore, et à la fin, après trente ans, ils se rendent compte qu'ils ne connaissent rien. Je ne veux pas m'enfermer. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD

THÉÂTRE

## Poésie en scène

Les poètes russes au septième Festival du Haut-Allier

LANGEAC

de notre envoyé spécial

L'intitulé est audacieux, à la limite de l'élitisme : « Festival de poésie du Haut-Allier ». Assisté-on, des jours durant, à d'édifiantes et mortifiantes déclamations ? Et l'on se voit déjà dans un salon feutré, parmi les gens de bonne compagnie, l'oreille indulgente et le sourire figé à goûter l'hermétique versification russe. Ce n'est pas ce qu'offre le Festival du Haut-Allier, éclat sur plusieurs sites, entre Langeac et Brioude.

On parlerait plus volontiers de « théâtre poétique » ou de « théâtre en poésie ». Avec un grand nombre de bénévoles et beaucoup de travail, Langeac existe depuis sept ans. Pour la septième édition, baptisée « Russie (s) », son directeur, Emmanuel Hoog, a choisi les textes (Pouchkine, Maïakowski, Mandelstam, Pasternak...), contacté les metteurs en scène (Agathe Alexis, Jean Lacombe, Laurent Pelly...) et trois artistes russes prestigieux (Alla Demidova, actrice de la Taganka venue au Théâtre de l'Europe avec *la Cerimie* ; Sergueï Yurski, que l'on a vu à la Biennale de la poésie à Paris, et qui a offert une lecture truculente de *In Promenade* de Picasso, de Jacques Prévert ; et le poète de l'avant-garde russe Dmitri Prigov). Carte blanche avait été donnée à Denis Lavant.

C'est au fond d'un jardin, en dessous des masses élégantes du château de Chavanais, qu'Agathe Alexis a choisi de monter les *Épigrammes* dramatiques d'Alexandre Pouchkine, un texte organisé en fragments, ou Dom Juan cotoie Faust et Mozart, chacun dans son esquisse (petit épilogue). Les arbres du parc encadrent l'espace scénique défini par quatre poteaux de bois et un dais rouge. La technique est

remarquable, mais la performance inégale. Le texte se joue des acteurs. Medjid Zouane campe pourtant un Dom Juan explosif, Clara Finsler a la faculté de figer les mots en l'air, et Jérémy Stieckan sait apaiser les répliques les plus gigantesques. Mais la cohérence souffre.

Vingt-quatre heures plus tard, c'est au tour de Jean Lacombe, avec son adaptation d'*Eugène Onéguine*, dans la cour d'une grande bâtisse posée près de l'église de Chantugues. L'histoire est celle d'un jeune homme venu de la ville (Eugène), installé depuis peu à la campagne grâce à un héritage. Il y rencontre le poète Lénski, qui le présente à la famille Larine. Lénski est amoureux d'Olga Larine, Eugène la séduit, repoussant l'amour que lui offre sa sœur, Tatiana Larine, et les deux hommes se livrent un duel au pistolet dont Eugène sortira vainqueur. En dépit du vent qui se déchaine, grâce aux micros HF, Eugène Onéguine en français a colonisé les russophones eux-mêmes.

La lumière suit l'horizontalité du bâtiment, mime le cycle de la journée, éclaire l'intérieur de la maison où s'engouffrent les acteurs, révèle une arche d'os émergents les invités des Larine, et explose derrière l'église aux deux tiers du spectacle, invitant le public à se déplacer pour suivre le duel en plein vent. Intransposable en intérieur, le spectacle n'aura été présenté qu'une fois au festival. Il restera doublement unique.

A bout de souffle, à bout de mots

Tout comme la prestation de Denis Lavant à Saint-Arcons, dans un petit cimetière au sommet d'une colline surplombant l'Allier. Pour l'occasion, l'acteur s'est adjoint les services d'un percussionniste (Jean Pierlot) chargé de ponctuer de cymbales et de gongs les vers d'Ossip Mandelstam, Boris Pasternak, Marina Tsvetaïeva, tantôt en russe, tantôt en français. Des bribes de René Char, de Verlaine (*Le Kaleidoscope*), sont intégrées aux textes.

Le spectacle de Denis Lavant est un hybride, tenant à la fois du happening, du théâtre, de la poésie. L'acteur se rue sur un calvaire d'où il apostrophe le public, sort du cimetière, disparaît derrière la crête pour en ressortir le visage couvert d'argile et de farine, avec un air de golem malade, hurle des phrases mystérieuses : « Je suis un soldat, j'ouvre la voix une fois tous les cent ans » - pendant que les percussions grondent, résonnent, et tintinnabulent en arrièrepian. A l'issue de ce tour de force, l'acteur demeure hébété, à bout de souffle, et à bout de mots.

Laurent Pelly, enfin, met en scène Maïakowski. Une journée de la vie du poète, sur le mode du découpage des plans de cinéma d'avant-garde. L'adaptation est risquée, saturée d'effets comiques ou qués, saturée d'effets comiques ou qués, saturée d'effets comiques ou qués. L'entrepôt SNCF désaffecté qui accueille la troupe tempère les excès de la mise en scène, mais on en ressort ébouriffé avec la sensation d'avoir assisté à un sprint théâtral épuisant.

Emmanuel Hoog, directeur du Festival de poésie du Haut-Allier, est directeur adjoint du Théâtre de l'Odéon depuis le 1<sup>er</sup> août, va passer près d'un an à établir le programme du prochain festival. Sa méthode est imparable : « Je m'enferme avec des bouquins, et je lis. »

OLIVIER BOASSON

## La loi du bal

Quand la danse sportive sert à raconter les révoltes adolescentes

STRICTLY BALLROOM de Baz Luhrmann

A intervalles réguliers, la danse et le sport s'unissent dans un tourbillon moussu de robes pastel, dans le scintillement des smoking complets. La danse sportive se pratique en couple, maintient une tradition de chic intemporel qui transforme les exécutants en poupées souriantes, lisses, farcies, gominées. Sans effort apparent, elles accomplissent des figures gracieuses mais pour lesquelles la virtuosité remplace la sensualité. Les lois en sont aussi strictes que celles de l'escrime, ou plutôt - à cause de la musique et des habits de lumière - de la corrida.

Dans la danse sportive aussi, il y a un côté religieux, et même fanatique. Elle a ses maîtres qui en transmettent les lois, et ses moines qui chaque jour s'exercent à leur obéir au mieux d'eux-mêmes. Ils se dissolvent dans l'obscurité avec eux-mêmes, mais leur non pas la vie éternelle, mais la gloire éphémère d'un prix, tout au moins d'une sélection à l'un des concours internationaux, qui se tiennent sur tous les continents, de Singapour à Berlin, de Bercy à Sydney.

C'est à Sydney que se passe le film du réalisateur australien Baz Luhrmann, présenté à Cannes dans la section « Un certain regard » (*Le Monde* du 4 mai). On y voit, pendant la préparation du concours Pan Pacific, la révolte d'un garçon, Paul Mercurio, enfant de la ballé

surdonné. Il en a assez des figures imposées, il veut créer les siennes. Scandale : comme si quelqu'un se mettait à dire la messe en latin en pleine prière du vendredi à la mosquée. Se partenaire le quitte, ses maîtres tentent de le ramener dans le droit chemin. Mais il finira par suivre le sien, grâce à une fille hippanique, le vilain petit canard du cours, Tara Morico.

Baz Luhrmann s'est attaché à Paul Mercurio, à son visage, à sa même rebelle, à ses débâchelements. Mais il a tiré son film d'un spectacle qu'il a mis en scène au théâtre pour la première fois en 1983, puis repris en 1986 et 1988. On a l'impression qu'il en a assez, que le cinéma lui sert à manifester son exaspération. De la danse sportive, il ne voit plus que le côté kitsch. Chercher à la montrer dans toute son absurdité et son éclat d'intensité moins que présenter en gros plans déformés des personnages grotesques autant qu'hystériques.

On a vite compris, on se lasse un peu. Il faut attendre le dernier tiers de l'histoire pour que le cinéaste ose enfin lâcher la bride, et verser joyeusement dans le mélo burlesque, trouve ses marques, son rythme, son émotion.

C. G.

## Saison musicale 92/93

Clôture des abonnements 1<sup>er</sup> octobre

Concerts Webern  
Concerts à Deux Orchestres  
Direction Pierre Boulez

Suite Lyrique  
Direction David Robertson

Manifeste IRCAM  
Ensembles Invités  
Cycle création  
Direction Paul Daniel, Mark Foster  
Jukka-Pekka Saraste, Hans Zender

Concerts Berio • Nunes • Kagel

Musique de chambre  
Solistes de l'InterContemporain

Brochure disponible

42 60 94 27



## BILLET

Retour  
de la chasse  
au gaspi

Le problème des déchets baladeurs entre la France et l'Allemagne résolu, un autre dossier environnemental vient d'être ouvert, celui de la chasse au « gaspi ». Lutte contre l'effet de serre oblige, le ministre français de l'environnement, M. Ségolène Royal, et son homologue allemand, M. Klaus Töpfer, ont annoncé lundi 31 août à Strasbourg leur intention de réduire fortement la consommation moyenne des automobiles. En 1990, elle était de 10,5 litres aux 100 kilomètres, contre 7,5 litres aujourd'hui en France, et plus de 8 litres en Allemagne, le pays des grosses cylindrées. C'est dire que l'objectif fixé au cours du conseil franco-allemand de l'environnement est ambitieux. Pour l'atteindre, a reconnu M. Töpfer, il faudra imposer « des sacrifices qui feront mal », dont une probable limitation des vitesses sur les autoroutes outre-Rhin. Les automobilistes allemands et français ne seront d'ailleurs pas les seuls concernés. L'objectif annoncé à Luxembourg, une fois inscrit dans la réglementation communautaire, s'appliquera en effet à l'ensemble des Etats membres de la CEE.

Depuis le premier choc pétrolier, en 1973-1974, des progrès spectaculaires ont été réalisés par les constructeurs en matière de consommation automobile. Modèle le plus vendu par la Régie en 1973, la 4L, consommait en ville 7 litres aux 100. Avec la Super 5 Five, son héritière, le chiffre était tombé à 5,8 litres en 1989. L'évolution est identique chez les concurrents. Le groupe Peugeot prévoit ainsi d'investir 2,5 milliards de francs d'ici à l'an 2000 pour ramener à 6 litres aux 100 la consommation.

En dépit de tous ces efforts, il reste que la réduction de la consommation de carburant ne paraît plus être la priorité des priorités qu'elle fut au milieu des années 70. A sa sortie, au printemps 1990, le Clio de Renault consommait 8,9 litres en ville. Le contre-choc pétrolier de 1986, avec sa chute des prix du brut, est passé par là. Aujourd'hui, toutes les enquêtes d'opinion le confirment, la consommation n'est plus le critère déterminant dans le choix d'un véhicule. Le « look », l'aménagement du véhicule sont prioritaires. D'un indéniable relâchement de la part des constructeurs.

Le volontarisme des ministres de l'environnement réussira-t-il à inverser la tendance ? Même si c'est le cas, un fait s'impose : depuis 1975, l'utilisation de l'automobile en ville a augmenté de plus de moitié. Les embouteillages créés par ce flux de voitures gonflent et au-delà tous les progrès réalisés en matière de consommation. Mais quel gouvernement aura le courage de limiter l'usage de l'automobile en ville ?

JEAN-PIERRE TUQUOI

## La gaine Scandale a soixante ans

« Mains que rien », « Very secret », « La petite Scandale »... Autant de noms déguisés que d'inventions ayant révolutionné la lingerie féminine, en soixante années reconstituées, du 17 septembre au 28 novembre, par une exposition, à la Bibliothèque Forney à Paris, consacrée à l'histoire de la gaine Scandale, créée en 1933 par M. Robert Périer, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-trois ans.

Dans les années 20, Robert Périer fabrique des ceintures médicales sous la marque Occulte. Mais c'est un fil de

Depuis quinze ans, derrière des indices de fécondité presque constants, les comportements familiaux ont profondément changé en France. C'est l'effet de transformations économiques et sociales entraînant une homogénéisation des pratiques entre les différentes classes sociales et d'un large développement de la contraception dans l'ensemble de la population, réduisant le nombre des enfants non désirés et amenant une quasi-planification des naissances.

L'étude que vient de publier l'INSEE sur « La fécondité selon les régions en 1990 (I) » met en évidence un double mouvement : la chute du nombre d'enfants par femme dans l'Ouest et à l'Est fait disparaître le traditionnel « croissant fertile » de la France septentrionale ; surtout, les comportements se sont inversés entre les villes, naguère malthusiennes, et les campagnes, jadis fécondes.

En effet, si le taux de fécondité s'est effrité dans l'ensemble de la France depuis le début des années 80, les différences régionales très anciennes — opposant une France du Nord « fertile » à une France méridionale « malthusienne » — se sont effacées : « Une nouvelle carte est en train de se dessiner », écrit M. Michel Hazard. Les écarts se sont réduits entre les régions et entre les départements, voire s'élargissant, la fécondité a augmenté en Provence-Côte d'Azur et en Ile-de-France (dans l'agglomération parisienne, l'Essonne et le Val d'Oise) et sur les franges de cette région.

Second renversement, qui explique en partie le précédent : « La fécondité des citadines est aujourd'hui supérieure à la moyenne nationale ; dans les zones rurales, loin des villes, les femmes ont de moins en moins d'enfants », alors que, « en 1973, la fécondité dans les agglomérations rurales et les petites villes était supérieure de 5 % à 10 % à la moyenne ». Ces deux mouvements — notamment la « remontée » du Midi — ont parfois surpris les chercheurs de l'INSEE eux-mêmes, qui, précédemment, s'étaient appuyés sur l'hypothèse d'un déclin correspondant à plusieurs évolutions des deux dernières décennies.

D'abord, les groupes sociaux se sont transformés, comme leur répartition sur le territoire. Dans les campagnes, notamment, les agriculteurs,

qui avaient naguère beaucoup d'enfants, se sont raréfiés ; des artisans, des employés sont venus s'installer dans les villages et les bourgs. Les paysans eux-mêmes ont changé : les « prolétaires » ne sont plus la classe à une sorte de nouvelle classe moyenne, même si leurs revenus restent incertains, comme on l'a vu lors de l'agitation paysanne récente. La classe ouvrière, naguère « prolifique », elle aussi, s'est également diversifiée. Les comportements se sont rapprochés.

L'influence  
du « climat » économique

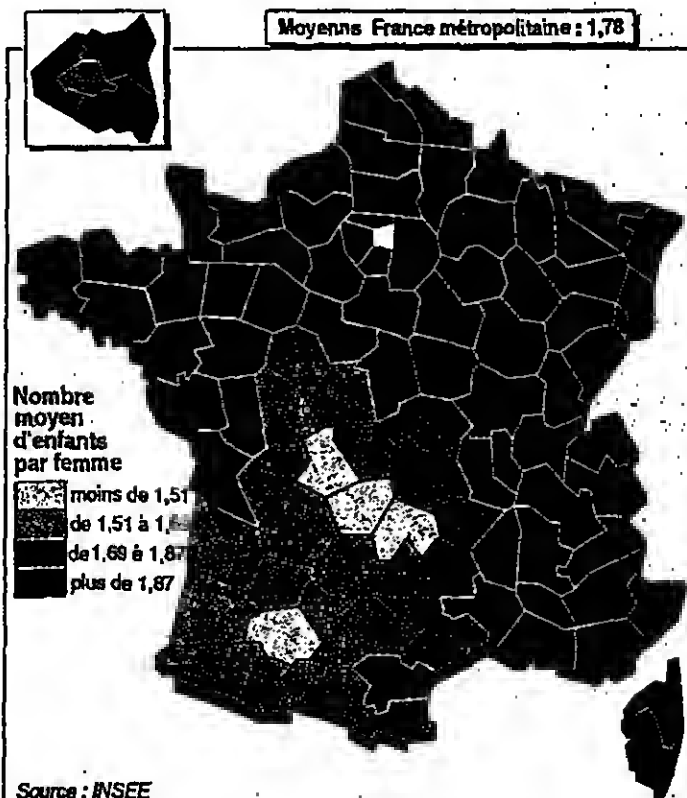
Parallèlement, le développement de la contraception en France a permis aux couples de « planifier » les naissances. Du coup, la présence ou l'absence de services sociaux (écoles maternelles, crèches ou assistantes maternelles) compte beaucoup dans les choix, surtout lorsque les parents doivent travailler loin de leur domicile. Ainsi, la progression relative du nombre d'enfants dans les zones urbaines ou en Ile-de-France et dans les départements limitrophes paraît due aux avantages qu'ils présentent en ce domaine, surtout qu'à la présence de nombreuses familles étrangères dans certaines zones (notamment en Seine-Saint-Denis) ; à l'inverse, le déficit constaté dans beaucoup de zones rurales ou dans le Massif Central a contribué à « dissuader » les couples d'avoir plus d'enfants.

Le développement de ces services sociaux en France, s'ajoutant à l'importance relative des prestations familiales, pourrait aussi expliquer les différences importantes de fécondité entre le Nord et le Sud d'Azur et, de l'autre côté de la frontière, la Wallonie et la Ligurie. Un renversement paradoxal : aux dix-huitième et dix-neuvième siècles, c'est l'influence française qui avait contribué à la baisse de la fécondité dans ces régions.

Deux autres facteurs pourraient enfin avoir joué dans l'évolution de la France. D'abord, notamment dans l'Ouest et le Nord, traditionnellement catholiques, le déclin de la pratique religieuse et le lien moins étroit qu'autrefois entre cette pratique et le nombre élevé d'enfants. Le dynamisme économique de certaines zones ; l'influence de ce « climat » a jusqu'ici jamais pu être mise en évidence de façon précise. Mais on ne peut qu'être frappé par le contraste entre l'évolution de la Lorraine ou du Nord-Pas-de-Calais, au à l'ouest, du Châteaillais, touchés de plein fouet par les crises industrielles, et celle du Midi, de la région toulousaine, qui, comme l'Ile-de-France, ont enregistré une hausse au cours de la deuxième moitié des années 80.

GUY HERZLICH

(1) INSEE Première, n° 222, août 1992.



## TRANSPORTS

Gulf Air commande  
douze Airbus

Gulf Air a annoncé une commande ferme de six Airbus A-340 pour un montant de l'ordre de 500 millions de dollars (2,4 milliards de francs) et une option pour six autres appareils du même type. La compagnie, propriété des émirats de Bahreïn, d'Abou-Dhabi, du Qatar et du sultanat d'Oman, prendra livraison de ses avions à partir du printemps 1994. Ils seront équipés de réacteurs CFM56 de GFM International (General Electric-SNECMA).

Les avions d'Airbus Industrie étaient en concurrence avec les Boeing-777 et les MD-11 de McDonnell Douglas. La compagnie émirienne a expliqué son

choix par les conditions offertes par le consortium européen pour les délais de livraison et les facilités de paiement. L'importance du rayonnement de l'appareil (de 14 000 kilomètres) et sa rentabilité en exploitation ont aussi contribué à ce choix.

La campagne du Proche-Orient, équipée de Tristar L-1011, de Boeing-737 et 767, a déjà commandé douze Airbus A-320, dont deux ont été livrés cette année. Airbus estime avoir remporté 70 % des commandes d'avions dans la région du Proche-Orient en cours des trois dernières années et évalue les besoins à 480 avions d'ici à 2010.

■ Démission des patrons des patrons allemands. — M. Heinrich Weiss, président du Bundesverband des Deutschen Industrie (BDI), a remis sa démission lundi 31 août. Son prédécesseur, M. Tyl Necker, assurera l'intérim de la présidence jusqu'aux nouvelles élections en novembre de l'organisation patronale de l'industrie allemande. M. Weiss, en place depuis le début 1991, avait dû résigner jusqu'en 1994. Son départ s'explique par des conflits internes portant sur l'organisation, que M. Weiss trouve trop lourde, et sur son rôle, qui ne lui laisse pas suffisamment d'autonomie. De caractère entier, M. Weiss avait aussi dû faire face à de nombreuses critiques des industriels pour certaines de ses déclarations jugées brutales contre le gouvernement de M. Helmut Kohl. — (Corresp.)

## SOCIAL

Selon le ministère du travail

Les activités d'insertion  
ont continué de progresser en 1991

L'activité des 900 associations intermédiaires (AI) et des 308 entreprises d'insertion chargées de la réinsertion professionnelle des personnes en difficulté a progressé de plus de 20 % en 1991 par rapport à 1990, selon deux études du ministère du travail rendues publiques lundi 31 août (1). Destinées à lutter contre l'exclusion au moyen de « l'insertion par l'économie », les entreprises d'insertion bénéficient d'une subvention de l'Etat — 36 000 francs par an et par poste de travail — pour chaque emploi créé.

A la fin juin 1991, elles comptaient une moyenne de 11 salariés en insertion pour un effectif permanent de 15 salariés par entreprise, soit une augmentation de 20 % par rapport à 1990. Près des deux tiers des salariés en insertion, à la fin du deuxième trimestre 1991, étaient employés comme ouvriers. Au total, les trois quarts de ces entreprises appartiennent au secteur tertiaire ; un bénéficiaire sur quatre est âgé de moins de vingt-six ans, et près d'un sur six est allocataire du revenu minimum d'insertion (RMI).

Créées en 1987, les associations intermédiaires ont aussi pour mission de faire de la réinsertion professionnelle, notamment des chômeurs de longue durée et des allocataires du RMI. Bénéficiaire d'une exonération totale des cotisations patronales pour l'emploi de salariés travaillant moins de 750 heures par an, les AI ont pour

« clients » des particuliers (60 %), des collectivités locales et des entreprises privées.

Bien que le rythme de création de ces associations ait diminué en 1991 (3 par mois l'année passée, contre 25 par mois en 1987 et 1988), la croissance de leurs activités est restée très soutenue : en 1991, 30 600 salariés ont effectué des tâches « non couvertes par le secteur marchand » (aide à domicile, nettoyage, manutention, travaux de bricolage), contre 24 600 en 1990, soit une progression de 25 % en un an. Le volume des heures travaillées a ainsi représenté en 1991 l'équivalent de 8 300 emplois à plein temps, contre 7 300 l'année précédente.

Mais les salariés concernés « ont de sérieuses difficultés à accéder rapidement à un emploi ordinaire », note l'étude du ministère. Sur l'ensemble des salariés employés par les AI en 1991 — 61 % étaient inscrits à l'ANPE et 10 % recevaient le RMI — seulement 15 % d'entre eux ont déclaré avoir trouvé un emploi hors du cadre de l'association. Et lorsque c'est le cas, il s'agit avant tout de statuts précaires : 32 % étaient en contrat à durée déterminée au troisième trimestre 1991, 18 % en contrat emploi-aidé, CES et 15 % en stage de formation.

D. P.

(1) Premières informations, n° 294 et 295, août 1992.

Avant son lancement officiel le 14 septembre

Les banques peaufinent  
le plan d'épargne en actions

Confrontées à une concurrence toujours plus vive et à une rentabilité de plus en plus faible, les banques se précipitent sur tout nouveau produit d'épargne susceptible d'attirer des clients. Après le PEP (plan d'épargne populaire) vendu à partir de 1990 à tous les guichets après des campagnes de publicité sans précédent, le PEA (plan d'épargne en actions) est leur nouveau cheval de bataille : un produit d'épargne à long terme orienté pour l'essentiel vers les actions et offrant des exonérations fiscales à partir de six ans.

Contesté à demi-mot pour son manque d'audace, le PEA (le Monde du 14 mai) est maintenant définitivement adopté par les banques. Ils sont même devenus les meilleurs propagandistes de ce placement en actions. La rentée va être animée et les créations de formules vont se multiplier à l'approche du 14 septembre, jour officiel du lancement du PEA. D'ores et déjà, la Société générale et les caisses d'épargne (en juillet), la BNP, le CCF, La Poste et la BRED ont dévoilé leurs batteries et leurs gammes respectives de PEA. Elles devraient être complétées prochainement par celles du Crédit agricole, du Crédit lyonnais, de la Barclay's et de la Caisse centrale des banques populaires.

Si le PEA ne s'adresse pas à une clientèle aussi large que celle du PEP, il s'agit tout de même d'une « enveloppe fiscale » dont les Français sont friands par tradition. A partir du moment où il y a une possibilité de payer moins d'impôts, les épargnants sont même capables de perdre tout sens de la mesure. Il suffit de rappeler les excès, notamment dans l'immobilier, provoqués par la loi Pons qui « défiscalise » les investissements effectués dans les DOM-TOM.

En tout cas, pas question pour les établissements de crédit de laisser la concurrence prendre facilement pied sur un marché évalué entre 15 et 40 milliards de francs. D'autant que la cible visée possible plutôt des revenus confortables. L'intérêt fiscal du PEA — à partir de six ans les plus-values et dividendes sont exonérés de l'impôt et l'avoir fiscal restitué — est directement lié à la taille du portefeuille (plafonné à 600 000 francs).

Le PEA présente aussi un autre avantage de taille. Il permet d'offrir une alternative aux trop coûteux SICAV monétaires, dont le succès a pour conséquence néfaste de réduire les ressources des ban-

ques et le coût du crédit. En créant le PEA, un produit d'épargne à long terme (les retraits anticipés sont taxés), le gouvernement avait également pour objectif de réduire l'attrait du monétaire. Il e d'ailleurs dans la foule redessiné de moitié le seuil de cession (à 150 000 francs par an) au-delà duquel les SICAV monétaires de capitalisation sont imposées sur les plus-values.

Depuis plus de deux ans, les investisseurs se trouvent dans une situation étonnante : moins ils prennent de risques en choisissant le monétaire et plus les rémunérations sont élevées ! En période dite « normale », les actions sont plus dangereuses, mais, à long terme, elles sont toujours les plus rentables. Une idée difficile à vendre après les krachs d'octobre 1987, octobre 1989 et août 1990.

D'autant que depuis plusieurs mois, les cours des actions françaises ont à nouveau tendance à piquer du nez. Les banques ont la tâche difficile de réconcilier les Français avec la Bourse — c'est l'objectif du PEA — quand les cours sont à la baisse. Un vrai casse-tête.

La Bourse  
sans les risques

Mais les établissements bancaires ont sans doute trouvé la solution miracle : la Bourse sans les risques. Parmi le PEA proposé, un bon nombre offrent une garantie de capital. Quoi qu'il arrive, l'acheteur d'un tel plan est assuré de conserver la somme investie. Mieux, grâce à un effet dit de « cinquante », certains de ses produits permettent de bénéficier des hausses de la Bourse (un pourcentage de l'ordre de 80 % de la progression de l'indice) et de ne pas subir les baisses. En clair, en cas de repli de la Bourse, le souscripteur peut conserver les bénéfices tirés d'une hausse précédente du marché. On se retrouve très loin du portefeuille d'actions traditionnel et même des SICAV Monory.

Les banques sont engagées dans une tout autre démarche. Elles ont besoin de clients sûrs qui leur apportent des commissions régulières (les frais de gestion). Elles cherchent à se mettre dans une position d'intermédiaire incontournable entre l'épargne et les marchés financiers. Si cela permet à la fois à l'épargnant de bénéficier du « plus ultra » en matière de montages financiers et, en même temps, de ramener des capitaux à la Bourse, tout le monde a lieu d'être satisfait. Il faudra seulement veiller à ce que le PEA ne se transforme pas totalement en un produit de taux d'intérêt et que 60 % des sommes investies le soient bien en actions françaises.

ERIC LESFER

La nomination de M. Michel Renault

Un second directeur général  
au Crédit lyonnais

Le Crédit lyonnais a annoncé lundi 31 août un important renouvellement de son état-major. Le changement le plus significatif est la nomination d'un second directeur général, M. Michel Renault. Jusqu'à présent, directeur général adjoint chargé de la direction centrale des agences de France, M. Renault aura désormais la responsabilité de toutes les structures chargées de la banque commerciale. L'autre directeur général, M. Bernard Tholion, aura autorité sur la « banque d'investissement » et toutes les fonctions centrales.

Comme l'explique le président du Crédit lyonnais, M. Jean-Yves Haberer, cette direction générale à deux têtes permet « à la fois de prendre acte de l'expansion récente du groupe et de préparer l'avenir, notamment le prochain programme triennal de développement 1993-1995 ». « Avec ou sans Maas-tricht, notre stratégie consiste à faire de l'Europe notre marché domestique et ne change pas d'un pouce d'autant que le marché unique est une conséquence de l'acte unique », ajoute-t-il.

L'accent mis sur la banque commerciale est clair. Aux côtés de M. Renault, M. Alexis Wolkenstein, directeur général adjoint, est nommé directeur général du Crédit lyonnais Europe. « M. Wolkenstein devient le Monsieur Europe du Crédit lyonnais », précise M. Haberer. Il va notamment s'occuper du dossier Bank für Gemeinwirtschaft (BfG). Le Crédit lyonnais, qui cherche une implantation en Allemagne, devrait prendre une décision concernant le rachat de cette banque avant la fin du mois d'octobre.

E. L.



# ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Confronté à une perte de plus de 1,2 milliard de marks

## La compagnie allemande Lufthansa va supprimer 8 000 emplois en trois ans

M. Jürgen Weber, patron de la compagnie aérienne allemande Lufthansa, devait présenter, mardi 1<sup>er</sup> septembre, un plan de restructuration, arrêté en accord avec les syndicats. Ce plan comporte notamment un blocage des salaires pendant un an et 8 000 suppressions d'emplois en trois ans.

FRANCFORT

de notre correspondant

«Lufthansa traverse la pire crise de son histoire», selon M. Jürgen Weber, qui a pris la direction de la compagnie aérienne allemande en août 1991. Pour la première fois en vingt ans, la compagnie a perdu de l'argent l'an dernier (800 millions de deutschemarks, soit plus de 2,7 milliards de francs) et les pertes devraient encore grossir en 1992 : 1,2 milliard de deutschemarks attendus (dans la seule activité de transport aérien), selon les déclarations de son président.

Contrairement au reste de l'économie, Lufthansa n'a guère profité

du boom de la réaffectation, au contraire. Elle subit, au même titre que les autres compagnies aériennes, les contrechocs de la meurtrière concurrence que connaît ce métier. Mais elle souffre de surcroît d'un excédent de bagages, parce qu'elle est alourdie par des coûts de personnel particulièrement élevés (supérieurs de 25 % à ceux de British Airways, dit-on).

Le président de M. Weber, M. Heinz Ruhnau, avait lancé un programme de développement : peuplement optimiste qui lui a fait investir 8 milliards de deutschemarks en trois ans, doubler la flotte (passée de 120 à plus de 250 avions) et embaucher plus de 12 000 personnes (les effectifs atteignent 60 000 personnes). Mais la crise du trafic que traverse le transport aérien depuis la guerre du Golfe a subitement fait piquer l'appareil du nez. Lufthansa se plaint d'ailleurs de la situation désavantageuse dans laquelle la placent les conventions commerciales actuelles entre l'Europe et les États-Unis et réclame que Bonn les dénonce. Elle cherche un allié outre-atlantique, sans pouvoir y

investir de grandes sommes comme l'a fait British Airways.

Le coefficient de remplissage des avions est de 61 % alors que la compagnie perd de l'argent jusqu'à 67 %. La suppression de 1 800 emplois cette année ne pouvait suffire. Le président, à la recherche de moyens de pression pour réduire les salaires, a proposé de transformer la division des vols court-courriers en filiale séparée dotée d'un nouveau statut pour le personnel.

### Le difficile accord des syndicats

Le menace a porté effet. Le syndicat DAG - qui réunit 5 000 pilotes, ingénieurs et techniciens - a mis sur la table une baisse de 5 % des salaires et un retour à une durée du travail de 40 heures contre 37 h 30. Le projet a soulevé un beau tollé, le patronat trouvant piteux à remettre d'actualité le débat sur la durée du travail. Les autres syndicats, en particulier l'OTV qui réunit les employés de services publics et qui a fait parler de lui cet hiver en déclenchant une grève, ont refusé

net. Ce n'est pas aux salariés de payer les erreurs d'une direction, explique l'OTV.

Après plusieurs jours de négociations, un accord a été trouvé lundi soir. Les salaires ne seront pas abaissés mais bloqués pendant un an. Le treizième mois est maintenu ainsi que le temps de travail. Le projet pour la division court-courriers est abandonné. Environ 3 000 emplois seront supprimés en 1993 et autant en 1994. Les économies obtenues sont évaluées à 500 millions de deutschemarks par an. Par ailleurs, M. Weber va couper au moins 500 autres millions dans les dépenses : investissements réduits, suppressions de vols et économies diverses. Il espère un retour aux bénéfices vers 1995.

L'Etat, qui a d'autres dépenses prioritaires, avait prévu de céder le contrôle majoritaire qu'il détient (51 %) dans la compagnie. Le projet devra sans doute être repoussé, le temps que Lufthansa trouve en elle-même la force de redresser.

ÉRIC LE BOUCHER

Pour satisfaire aux exigences du traité de Maastricht

## Le Portugal se prépare à une cure d'austérité

Les Portugais ne peuvent plus compter sur une croissance facile. Leur premier ministre, M. Aníbal Cavaco Silva, ne dispose plus que de la rigueur budgétaire pour se conformer aux engagements économiques du traité de Maastricht.

LISBONNE

de notre correspondant

A peine dissipée la torpeur des vacances, les Portugais vont être confrontés aux dures réalités d'une conjoncture économique qui se dégrade et aux perspectives d'une cure d'austérité. Le message que leur a adressé le premier ministre, depuis les côtes de l'Algarve en très clair : 1993, n'est pas l'année de la «grande rigueur», affirmant qu'il se soumettrait à l'«intransigeance» à l'égard des demandes émanant des différents ministères au moment de la discussion budgétaire.

Après plusieurs années d'expansion, le Portugal connaît un net ralentissement économique. Après avoir connu des taux de croissance de l'ordre de 4 % à 4,5 % de 1986 à 1990, il est tombé à 2,5 % en 1991 et les économistes sont assez pessimistes concernant 1992, estimant que la croissance ne devrait pas dépasser 2 %. Quant à 1993, certains scénarios élaborés par le ministère des finances n'écartent pas l'hypothèse d'une récession malgré l'apport des fonds communautaires qui représentent actuellement environ 1,5 point de croissance.

Depuis plusieurs semaines, des mises en garde se sont succédées - de la part d'économistes proches aussi bien du gouvernement de centre-droit de M. Cavaco Silva que du Parti socialiste - face à «l'inflation de prospérité» créée par une politique trop laxiste des dirigeants portugais, notamment en matière de lutte contre l'inflation.

Même si, depuis deux ans, celle-ci n'est présentée comme la priorité des priorités par le ministre des finances, Jorge Braga de Macedo, le contexte électoral avant les législatives de l'automne 1991 n'était guère favorable à l'annonce de mesures drastiques, notamment sur le plan salarial. Et pour une inflation de 11,4 %, la croissance des salaires nominaux a

atteint 22,3 % dans le secteur public et 14,7 % dans le secteur privé.

Pour 1992, le gouvernement s'est fixé comme objectif de terminer l'année dans une fourchette de 8 % à 8,5 %. Mais, avec un chiffre de 9,2 % atteint en juillet, le pari sera difficilement tenu et ce sera l'échec d'un des points essentiels de la stratégie de convergence que s'est fixée Lisbonne pour approcher son économie des normes communautaires, comme la signature du traité de Maastricht l'y engage.

Désormais, il ne dispose plus que de la seule politique budgétaire pour tenter d'enrayer la hausse des prix, puisqu'il vient de se priver d'un autre arme : le taux d'intérêt. En décidant, il y a une semaine, la libéralisation complète des mouvements de capitaux d'ici à la fin de l'année, il a déclenché un mouvement à la baisse qui devrait encore s'accroître dans les prochains semaines et les taux devraient passer de 18 % à environ 13-14 % d'ici à la fin de l'année. Cette décision - attachée par M. Braga de Macedo à la Banque du Portugal après un très long bras de fer - a été dictée par le souci de relancer l'industrie touristique et d'atténuer l'impact d'un crédit trop nettement asymétrique de se réorienter et de se moderniser pour affronter la concurrence internationale et pour résister au choc du marché unique européen.

### La fin du pactole européen

L'indispensable restructuration industrielle va se traduire inévitablement par des fermetures d'entreprises et donc des licenciements alors que, jusqu'à présent, le Portugal pouvait se targuer d'avoir l'un des taux de chômage les plus faibles de la CEE avec 4,1 %.

En outre, dans la nouvelle politique agricole commune (PAC) se traduira par la suppression de quelque 300 000 emplois chez les agriculteurs âgés de cinquante-cinq ans et plus. Dans le secteur tertiaire, la situation n'est guère meilleure et la banque et des assurances où le sur-effectif est évalué de 30 % à 50 %. A cela s'ajoute un déficit persistant du commerce extérieur avec des importations croissant plus vite que les exportations et un fléchissement de l'investissement qui, en 1991, n'a progressé que de 2 % contre 7 % l'année précédente.

Alors que le Portugal s'apprête à passer une année difficile, il ne pourra pas compter sur le doublement escompté des fonds communautaires grâce à la création d'un fonds de cohésion prévoyant l'attribution de crédits aux pays les plus pauvres de la Communauté (Espagne, Irlande, Grèce, Portugal) inscrite dans le traité de Maastricht. Le projet de budget présenté aux Douze par M. Jacques Delors et prévoyant une augmentation de 1,08 % pour chacune des cinq années à venir n'a pas été adopté et tout laisse à penser que les réticences des pays contributeurs, comme l'Allemagne, ne seront pas levées d'ici le prochain sommet européen d'Edinbourg en décembre. Après six années où la CEE a été pour les Portugais synonyme de pactole, l'heure est maintenant à la rigueur et ceux-ci risquent de trouver la facture de Maastricht très élevée.

ALICE LUCIE

Dénouant les coupes opérées dans les programmes sociaux

## Le Parlement de l'Etat de Californie bloque l'application d'un budget de 57 milliards de dollars

Les Etats-Unis ne cherchent pas à faire baisser le dollar et ne pensent pas qu'un nouveau plus bas soit nécessaire à la compétitivité des exportations américaines, a affirmé, lundi 31 août, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater. Sur un marché des changes momentanément assagi, le dollar avait en début de semaine cessé de baisser. Reste que M. George Bush, s'il est réélu, devra couper dans les dépenses fédérales s'il veut réduire un déficit qui atteindra, pour l'exercice se terminant au 30 septembre, la somme de 333 milliards de dollars, soit 5,7 % du produit national brut. Coupes budgétaires difficiles, comme le montre le cas de la Californie.

NEW-YORK

de notre correspondant

Le 31 août, au dernier jour de la session législative du Parlement à majorité démocrate de Sacramento, la capitale de l'Etat de Californie, M. Pete Wilson, le gouverneur républicain du Golden State, aura subi son ultime affront : le refus de voter l'application du budget de 57 milliards de dollars (environ 280 milliards de francs), publiquement élaboré par son administration et dont le contenu avait pourtant été accepté la veille, certes à contrecœur, par la Chambre basse et par le Sénat californiens.

Sans doute effrayé à posteriori par les importantes coupes dans les programmes sociaux qu'impliquait ce vote initial, l'assemblée a utilisé cet artifice de procédure pour bloquer le processus d'adoption définitive du

budget et sa signature par le gouverneur. C'est sur le chapitre des dépenses que la querelle s'est envenimée entre M. Wilson, contraint d'opérer notamment une importante réduction des sommes affectées à l'éducation, et M. Willie Brown, le bouillant speaker démocrate de la Chambre qui a fait de la défense des écoles publiques et de l'opposition à une augmentation des frais de scolarité dans les universités californiennes son cheval de bataille.

La fronde s'est rapidement propagée à la majorité de l'assemblée, dont les membres ont dénoncé les importantes coupes budgétaires à prévoir également dans d'autres domaines (des programmes de santé, l'aide publique ou welfare, les contributions aux gouvernements locaux...), coupes qu'ils avaient pourtant acceptées quelques heures auparavant.

Ce dernier épisode en date d'une bataille qui dure depuis que le gouverneur Wilson avait été contraint d'annoncer, en début d'année, un «trois» prévisionnel de plus de 11 milliards de dollars pour le prochain budget de cet Etat obligera le Parlement de Sacramento à s'engager en session extraordinaire jusqu'à ce qu'une nouvelle solution, nécessairement de compromis, soit trouvée. Jusque-là, la Californie, qui subit en ce moment une sévère récession économique et la crise financière la plus grave que cet Etat ait connue depuis la dépression des années 30, ne peut engager aucune dépense nouvelle. Une situation dictée par la nécessité juridique dans laquelle se trouve la Californie de présenter un budget annuel équilibré et qui l'a conduit à une véritable humiliation.

Le problème posé par la Californie est un des enjeux importants de la campagne présidentielle, alors que M. George Bush et Bill Clinton se livrent à de multiples passes d'armes à propos de leurs programmes fiscaux.

SERGE MARTI

## INDICATEURS

### ALLEMAGNE

• Prix : forte baisse à l'importation. - Les prix à l'importation dans la partie ouest de l'Allemagne ont baissé de 1,2 % en juillet par rapport à juin et de 0,2 % pendant la même période pour les prix à l'exportation, a annoncé lundi 31 août l'Office fédéral des statistiques. En un an, les prix à l'importation ont reculé de 4,1 %, tandis que les prix à l'exportation augmentaient de 0,8 %.

### CANADA

• Croissance : + 0,4 % au second trimestre. - Le PIB (produit intérieur brut) du Canada a augmenté de 0,4 % au second trimestre 1992 par rapport au premier trimestre après une progression de 0,2 % au premier trimestre par rapport au quatrième trimestre 1991. Statistique Canada indique dans un communiqué que la demande intérieure est restée pratiquement stable au second trimestre et que la faible croissance enregistrée s'explique par les exportations et une augmentation des stocks.

### ÉTATS-UNIS

• Ventes de logements neufs : - 2,6 % en juillet. - Les ventes de logements neufs ont baissé de 2,6 % au mois de juillet aux Etats-Unis, a annoncé lundi 31 août le département du commerce. Il s'agit de la plus forte baisse depuis quatre mois. Cette baisse s'est produite malgré des taux d'intérêt qui sont à leur plus bas niveau depuis dix-neuf ans et des prix de vente qui ont baissé en moyenne de 7,9 % par rapport à juin.

ALICE LUCIE

## LES SICAV DE LA POSTE

## PLENITUDE

SICAV DIVERSIFIÉE FRANÇAISE  
ELIGIBLE AU PEA

### DISTRIBUTION DES REVENUS

La Sicav PLENITUDE va désormais permettre aux souscripteurs de bénéficier pleinement des avantages fiscaux du PEA.

A cet effet, lors de sa réunion du 18 juin dernier, le conseil d'administration de PLENITUDE a décidé de distribuer intégralement les revenus acquis par la Sicav à compter de l'exercice 1992. Cette décision a été ratifiée par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires le 13 août 1992.

L'épargnant pourra ainsi percevoir l'avoir fiscal lié au dividende, ce qui n'était pas possible sous le régime antérieur de la capitalisation.

En outre, PLENITUDE permet le réinvestissement des dividendes sans frais, pendant 3 mois à compter de la date de mise en paiement.

PLENITUDE s'adresse aux épargnants qui souhaitent investir en titres de sociétés françaises et bénéficier de la performance du marché actions avec un moindre risque assuré par une politique prudente de répartition des actifs au sein du portefeuille.

LA POSTE

DÉPÔT : SOCIÉTÉ S.A.

Filière de La Poste et de la Caisse des Dépôts et Constructions.

## 35 000 DÉCIDEURS FINANCIERS

lisent le Monde.

Le Monde est leur premier quotidien d'informations générales.

(PSPS 91)

## CONCOURS SEPTEMBRE

8/09 : BAC + 1

Admission en 1ère Année

9/09 : BAC + 2

Admission en 2ème Année

47-73-63-41

EDC

ÉCOLE DES CADRES

## TERMINALE

## PILOTE BAC B

## Prépa intégrée

## Sciences Po

## ou école

## de commerce

## INSTITUTION

## FRILLEY

Première Prépa HEC créée en 1864, l'Institution FRILLEY bénéficie de 138 ans d'expérience et d'un réseau de 18 000 anciens. Une tradition de qualité de suivi et de rigueur désormais aussi au service des jeunes qui veulent : réussir le Bac B et intégrer la même année Sciences Po ou une école de commerce telle que CEFAM, CESEM, EBS, EPSCI, ESSCA, ICD, ou accéder ensuite au meilleur niveau d'une prépa HEC. Institution Frilley : 63 avenue de Villiers, 75017 Paris.

Établissement d'enseignement privé

Tél. 42 67 81 18

## MASTER COMMUNICATION GLOBALE

### Admissions :

Les étudiants niveaux DEUG, DUT, BTS, Licence, Maîtrise peuvent intégrer le 2<sup>ème</sup> Cycle d'Études de l'Institut Supérieur de Communication et Publicité.

### 3<sup>ème</sup> année de Spécialisation :

- MADE : Marketing Direct et Editions Publicitaires
- CHEPAM : Chef de Publicité Agences/Médias
- REPI : Relations Publiques, Relations Presse, Promotion et Incentive
- REPCOL : Relations Publiques Collectivités locales
- COMEN : Communication d'Entreprise, Relations Presse

### 4<sup>ème</sup> année : Master en Communication :

INFORMATIONS, ENTRETIEN : 44 64 80 84

PARIS LILLE STRASBOURG LYON

Formulaire de demande de documentation gratuite à retourner à :

ISCOM

25 rue Charles Villier 75002 PARIS

Conformément à la loi sur l'informatique et le respect de la vie privée, vous disposez d'un droit d'accès et de modification des données vous concernant. Seul votre droit de refus peut, en conséquence, empêcher une utilisation par nos soins.

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Année Naissance : \_\_\_\_\_

Niveau d'études : ☐ Secondaire ☐ Terminale ☐ Supérieur

Préférence : ☐ PARIS ☐ LILLE ☐ STRASBOURG



## VIE DES ENTREPRISES

Nouvelle émancipation pour la filiale française

## IBM France réforme ses structures

IBM France réforme son mode de fonctionnement. La filiale française du géant américain de l'informatique devra prochainement se structurer autour de la société associant PDG et conseil d'administration par la filiale directrice et conseil de surveillance. Le principe de cette réorganisation sera bientôt soumis aux actionnaires, c'est-à-dire à la maison mère, propriétaire à 100 %. Le feu vert ne fait donc aucun doute. Ce nouveau mode de fonctionnement, qu'IBM France estime mieux adapté à son système de management, n'est pas révolutionnaire en soi. Peugeot, Renault, Uclaf, Paribas fonctionnent de la sorte.

L'intérêt est que ce réaménagement - a priori purement technique - ouvre de nouvelles voies

d'émancipation à la filiale française. La nouvelle structure ne tolère aucune ambiguïté. Les actionnaires représentés au sein du conseil de surveillance ne peuvent interférer à loisir dans la gestion de la société. La répartition des rôles est claire. Le directeur, qui rassemble les principaux cadres dirigeants du groupe, a un management plus libre, plus autonome.

Première conséquence de cette refonte : IBM Europe, entité qui coiffe les filiales du groupe sur le Vieux Continent, perd de ses prérogatives. Au fil des ans, la tutelle de ce holding s'est faite moins pesante. Le mouvement a été accéléré depuis l'adoption du plan Akers, en décembre 1991, qui vise à mobiliser les initiatives dans un groupe longtemps renommé pour

sa culture managériale et son organisation hyper-centralisée.

Mieux encore, cette réorganisation pourrait préparer le terrain à une véritable bouleversement cette fois : la filialisation des métiers et activités d'IBM France. On sait qu'Armoak, siège mondial de la firme, l'idée d'éclater Big Blue en plusieurs Baby Blues, plus réactives, mieux armées pour épouser les mutations parfois brutales du marché, a ses partisans. Officiellement, rien n'est encore décidé. M. Claude Andreuzzi, directeur général d'IBM France, n'exclut cependant pas cette éventualité, tout en précisant que la question n'était pas à l'ordre du jour dans le futur immédiat.

CAROLINE MONNOT

## CHIFFRES ET MOUVEMENTS

## PERTES

■ Hafnia holding perd 3,3 milliards de francs au premier semestre. La nouvelle société-mère du groupe d'assurances danois Hafnia, déclarée en cessation de paiement (le Monde du 20 août), a annoncé lundi 31 août des pertes nettes de 3,3 milliards de francs au premier semestre contre un résultat positif de 454 millions de francs pour la période correspondante de 1991. Les fonds propres de Hafnia sont même devenus négatifs de 643 millions de francs à la fin du mois de juin. Le président du conseil d'administration du groupe, M. Holger Lavesen, a indiqué que ces mauvais résultats étaient la conséquence de la dépréciation des cours des actions détenues dans l'assureur danois Bafnia (33,5 %), et du suédois Skandia (14,8 %). Ils sont dus aussi à l'échec de l'opération boursière conduite avec le norvégien Uni Storbrend pour tenter de bâtir un « géant » nordique de l'assurance.

## RACHATS

■ Pernod Ricard renforce son implantation en Argentine. - Cuse-Argentine, filiale du groupe

Pernod Ricard, a acquis 50 % de la société Arnaldo Echagut, une des principales entreprises de vins en Argentine, a annoncé lundi 31 août Pernod Ricard. La société argentine, qui réalise un chiffre d'affaires de 6,5 millions de dollars (33 millions de francs), possède notamment 350 hectares de vignobles et deux chais pour la vinification et l'embouteillage. Plus de 750 000 caisses, essentiellement de vins blancs, sont vendues tant en Argentine qu'à l'exportation. Cuse-Argentine assurait depuis mai 1991 la commercialisation en Argentine des vins Echagut, première marque du pays.

■ Le groupe Revue française achète le revendeur Interavia. - Le groupe de presse Revue française a acquis la revue spécialisée dans l'aéronautique Interavia Aerospace Review, qui était éditée par le groupe britannique Jane's Information. Avec ses 42 000 exemplaires mensuels et ses 36 000 abonnés, Interavia vient s'ajouter aux autres revues aéronautiques du groupe, Air et Cosmos/Aéronautique magazine, l'Aéronautique, l'Astronautique en France et, en Suisse, Aerospace World.

■ Technicatome et Mars reprennent

CEIS et Licenciant. - Les groupes Technicatome et Mars, autorisés par le tribunal de commerce de Toulouse à reprendre la société CEIS, ont annoncé lundi 31 août la suppression de 44 emplois sur les 232 que comptait cette entreprise, connue pour avoir notamment fabriqué les balises radar Argos et Sarat. Lors d'une conférence de presse tenue à Bagneux (Hauts-de-Seine), MM. Yves Benoit et Eric Patry, respectivement PDG de Technicatome et de Mars, ont indiqué que les deux groupes prendraient chacun une participation de 50 % au sein de la nouvelle CEIS, qui regrouperait les cinq sociétés de l'ancienne entité et en reprendrait les actifs. Les deux sociétés, qui étaient déjà associées au sein de la société Enemys, entendent continuer les efforts de CEIS, jusqu'à présent axés sur l'aéronautique civile et la défense, dans les domaines de la météorologie, de la climatologie, de la protection des biens et des personnes, du ferroviaire et de l'environnement.

## RÉSULTATS

■ Adia-France (interim) : chiffre d'affaires en baisse de 10,5 % au premier semestre. - Adia-France (interim) a annoncé, mardi 31 août, une régression de 10,5 % de son chiffre d'affaires consolidé au premier semestre 1992 par rapport à la même période de 1991, à 141,7 millions de francs. M. Georges-Christian Chazot, président de la filiale du numéro deux mondial du travail temporaire, a indiqué que le résultat d'exploitation (avant provision pour créances douteuses et hors éléments exceptionnels et non récurrents) était exceptionnellement en baisse à 14 millions de francs fin juin 1992, contre 27 millions de francs pour la même période de 1991.

## ESCRQUERIE

■ Le financier suisse Werner Rey renoué aux Bahamas. - Le financier suisse Werner Rey, qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt international depuis le mois d'avril pour une faillite retentissante, a été retrouvé aux Bahamas, selon le journal suisse Blick. Un porte-parole de la police fédérale helvétique a indiqué que Berna allait relancer le gouvernement des Bahamas au sujet du mandat d'arrêt. En cas d'arrestation de Werner Rey, la Suisse demandera son extradition de l'archipel des Caraïbes. Werner Rey, quarante-huit ans, s'est enfui en laissant des dettes privées de l'ordre de un milliard de dollars (5 milliards de francs) alors que les dettes de son ancien groupe, Omni-holding, s'élevaient à 1,760 milliard de dollars (8,8 milliards de francs). Il fait l'objet de plaintes pour gestion déloyale.

## OPA

■ La commission de la concurrence espagnole saisie de l'OPA des cimentiers Valencians de Cementos. - La commission de la concurrence du ministère espagnol de l'économie a été saisie du rachat des cimentiers espagnols Valencians de Cementos et Sanson par le groupe cimentier mexicain Cemex, qui donnerait à ce dernier une part de marché supérieure aux 25 % autorisés par la législation. Dans un communiqué, Cemex assure que, dans l'attente de la décision de la commission, l'offre publique d'achat (OPA) en cours sur l'ensemble du capital de Sanson se poursuit. La presse économique madrilène estimait récemment que Cemex pourrait devenir le numéro un de l'industrie du ciment en Espagne si le groupe mexicain fusionnait les activités de Sanson et de Valencians de Cementos.

## MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 1<sup>er</sup> septembre

Nouvelle baisse

La publication lundi soir d'un sondage d'opinion donne une majorité de 53 % de votes favorables au référendum du 20 septembre n'a pas vraiment rassuré les boursiers, et les valeurs françaises continuent mardi 1<sup>er</sup> septembre à perdre du terrain. En repli de 0,27 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 accentue progressivement ses pertes pour abandonner en début d'après-midi 0,85 % à 1 688,94 points.

Le sondage Louis Harris pour l'hebdomadaire VSD n'a donc pas arrêté le recul de la Bourse de Paris, et il faudra en fait plusieurs sondages avant que ce ne soit pour modifier le sentiment des opérateurs, estime un professionnel.

En outre, si le « cou » l'empêchait dans trois semaines, les analystes ne sont pas persuadés que le marché fera longtemps des étincelles. La reprise de la croissance se fait toujours attendre et aux États-Unis les statistiques concernant le verse de logements neufs en juillet ont indiqué une baisse de 2,8 % alors que les experts attendaient une progression de 2,5 %. Il y a peu d'espoir d'un redémarrage rapide de l'activité sans une baisse des taux d'intérêt. Parallèlement, les investisseurs se montrent à l'égard d'un ralentissement très net de la croissance en Allemagne qui pousse à la Bundesbank à assouplir son en politique monétaire.

Du côté des valeurs et parmi les titres en baisse, on remarque plus particulièrement les replis de 5 % d'Hechtel, de 4,5 % de la C-Bancière et de 2,8 % d'Alcatel. Hier, le marché de 2,8 % d'Alcatel et de 1,8 % de Pechny international.

NEW-YORK, 31 août

Léger repli

Wall Street a cédé du terrain lundi 31 août dans l'attente de la publication à la fin de la semaine des statistiques concernant l'évolution du chômage en août aux États-Unis.

L'indice Dow Jones a fini à 3 257,35, en baisse de 10,26 points (-0,31 %). Quelques 100 millions de titres seulement ont été échangés.

Un recul de 2,6 % des ventes de logements neufs aux États-Unis en juillet, alors que les experts tablent sur une hausse de 2,8 %, a contribué à décourager les investisseurs, selon des analystes. Pour ces derniers l'attention est toutefois centrée sur la hausse du chômage mensuel, qui sera publiée en fin de semaine.

Sur le marché obligataire, le taux moyen sur les bons du Trésor à 30 ans, principale valeur de référence, a progressé à 7,40 % contre 7,35 % vendredi soir.

VALEURS	Cours du 28 août	Cours du 31 août
Alcatel	88 1/4	84 7/8
Alcatel	42 1/4	42 1/4
Banque	37 3/8	37 1/4
Banque	37 1/4	37 1/4
De Post de Monaco	50	48 3/8
Comptoir	46	44 3/8
Fort	64 1/8	64 1/4
Fort	38 3/4	40 3/4
General Electric	75 3/4	74
General Electric	32 1/2	34 5/8
Goodyear	63 3/8	60 1/8
Goodyear	34 1/2	34 1/2
ITT	88 1/8	86 3/4
ITT	86 1/8	84 7/8
Motor Oil	77 1/4	77 1/4
Schneider	48 1/2	46 7/8
Schneider	55 1/4	54 3/4
Union Carbide	103 1/2	104 3/4
Union Carbide	13 3/8	13 3/8
United Tech.	88 1/4	86 1/4
United Tech.	88 1/4	86 1/4
Xerox Corp.	75 5/8	75 3/8

## LONDRES

La Bourse de Londres s'est fermée lundi 31 août pour cause de « Bank Holiday ».

OPA Cemex sur des cimentiers : la commission de la concurrence espagnole saisie

La commission de la concurrence du ministère espagnol de l'économie a été saisie du rachat des cimentiers espagnols Valencians de Cementos et Sanson par le groupe cimentier mexicain Cemex, qui donnerait à ce dernier une part de marché supérieure aux 25 % autorisés par la législation.

Dans un communiqué, Cemex assure que, dans l'attente de la décision de la commission, l'offre publique d'achat (OPA) en cours sur l'ensemble du capital de Sanson se poursuit.

La presse économique madrilène estimait récemment que Cemex pourrait devenir le numéro un de l'industrie du ciment en Espagne si le groupe mexicain fusionnait les activités de Sanson et de Valencians de Cementos.

TOKYO, 1<sup>er</sup> septembre

Sous la barre des 18 000 yens

La Bourse de Tokyo s'est revenue mardi 1<sup>er</sup> septembre sous la barre des 18 000 points, l'indice Nikkei cédant à 17 740,08 après une perte de 321,08 points, soit 1,8 %.

Les investisseurs hésitent à acheter au-delà du niveau des 18 000, craignant un renouveau du marché après quatre séances consécutives de hausse, épuisant des opérateurs.

L'indice Tox de son côté termine la semaine en baisse de 10,58 points à 1 374,93. Quelque 320 millions de titres avaient été échangés en fin de semaine contre 300 millions lundi matin.

VALEURS	Cours du 31 août	Cours du 1 <sup>er</sup> sept.
Alcatel	88 1/4	84 7/8
Alcatel	42 1/4	42 1/4
Banque	37 3/8	37 1/4
Banque	37 1/4	37 1/4
De Post de Monaco	50	48 3/8
Comptoir	46	44 3/8
Fort	64 1/8	64 1/4
Fort	38 3/4	40 3/4
General Electric	75 3/4	74
General Electric	32 1/2	34 5/8
Goodyear	63 3/8	60 1/8
Goodyear	34 1/2	34 1/2
ITT	88 1/8	86 3/4
ITT	86 1/8	84 7/8
Motor Oil	77 1/4	77 1/4
Schneider	48 1/2	46 7/8
Schneider	55 1/4	54 3/4
Union Carbide	103 1/2	104 3/4
Union Carbide	13 3/8	13 3/8
United Tech.	88 1/4	86 1/4
United Tech.	88 1/4	86 1/4
Xerox Corp.	75 5/8	75 3/8

## PARIS :

## Second marché (selection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	4300	4300	Imtech. Héliant	1028	1030
Armoak	181	181	Imtech. Computer	116 20	118 20
B.A.C.	23 70	23 70	LP&M	62 30	62 30
Banque	650	670	Locam	88	88
Banque	467	463	M&G Com.	285 70	285 70
Banque	214	214	M&G	123	123
C.A.I.-de-Fr. (C.A.I.)	778	778	Publi-Financ.	425	425
Cable	736	736	Rhone-Alp. Em. (A.)	320	320
C&F	240	235	Silicat Invest (A.)	93	92 50
C&F	157 80	158	Sinco	236	237
C&F	286 50	275	Sinco	288 90	288
C&F	1030	1030	TFI	450	443 10
C&F	253	253	Thomson H. (A.)	329	325
C&F	1219	1218	Unilog	262 50	262 50
C&F	104	100	Unilog	94	94
C&F	260	260	Unilog	262 50	262 50
C&F	1040	1020	Unilog	94	94
C&F	349	349	Unilog	262 50	262 50
C&F	1100	1093	Unilog	94	94
C&F	150	150	Unilog	262 50	262 50
C&F	115	111	Unilog	94	94
C&F	168	160	Unilog	262 50	262 50
C&F	182	180	Unilog	94	94
C&F	111	110	Unilog	262 50	262 50
C&F	58	57 50	Unilog	94	94
C&F	349	357	Unilog	262 50	262 50
C&F	150	150	Unilog	94	94
C&F	805	800	Unilog	262 50	262 50
C&F	162	165	Unilog	94	94
C&F	73	74 10	Unilog	262 50	262 50

LA BOURSE SUR MINUTEL  
36-15 TAPEZ  
LE MONDE

## MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 31 août 1992  
Nombre de contrats estimés : 50 369

COURS	Sept. 92	Déc. 92	Mars 93
Dernier	104,56	105,02	105,58
Précédent	104,80	105,22	105,52

Options sur notional	Sept. 92	Déc. 92	Mars 93
PRIX D'EXERCICE	1,41	2,05	1,39
Options d'achat	1,41	2,05	1,39
Options de vente	1,41	2,05	1,39

## CAC 40 A TERME

COURS	Sept. 92	Déc. 92	Mars 93
Dernier	1 688,94	1 693	1 717,50
Précédent	1 688,94	1 701	1 702

## CHANGES

Dollar : 4,77 F

Le dollar s'inscrit en légère baisse mardi 1<sup>er</sup> septembre en s'échangeant à 4,7675 francs, contre 4,8070 francs la veille, sur des marchés peu inspirés, troublés par le peu d'optimisme des analystes à propos de l'économie japonaise et d'une reprise mondiale.

FRANCFORT 31 août 1<sup>er</sup> sept.  
Dollar (en DM) 1,4028 1,3977  
Tokyo 31 août 1<sup>er</sup> sept.  
Dollar (en yen) 123,42 123,05

MARCHÉ MONÉTAIRE  
Paris (1<sup>er</sup> sept.) 10 1/16-10 1/8 %  
New-York (31 août) 3 1/4 %

BOURSES  
PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-91)  
28 août 31 août  
Valeurs françaises 94,70 98,70  
Valeurs étrangères 87,90 87,90  
SBIF, base 100 : 31-12-91  
Indice global CAC 466,58 468,01  
SBIF, base 1000 : 31-12-91  
Indice CAC 40 1 687,53 1 694,88

NEW-YORK (indice Dow Jones)  
28 août 31 août  
Industriel 3 267,61 3 257,35  
LONDRES (indice Financial Times)  
28 août 31 août  
100 valeurs 1 312,69 Cbo  
30 valeurs 1 688,94 Cbo  
Même d'or 75,40 Cbo  
Fonds d'Etat 87,84 Cbo

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES  
COURS COMPTANT  
Demande Offre  
\$ E.U. 4,768 4,768  
Yen (100) 3,3918 3,3917  
£ 6,9251 6,9205  
Deutschmark 3,4129 3,4158  
Franc suisse 3,8201 3,8177  
Lire italienne (1000) 4,4649 4,4696  
Livres sterling 9,5220 9,5285  
Peseta (100) 5,5599 5,5611

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES  
UN MOIS TROIS MOIS SIX MOIS  
Demande Offre Demandé Offre Demandé Offre  
\$ E.U. 3 5/16 3 7/16 3 3/8 3 1/2 3 1/2 3 5/8  
Yen (100) 4 1/16 4 3/16 3 13/16 3 1/2 3 3/4 3 7/8  
£ 11 1/8 11 1/4 11 1/4 11 3/8 11 1/4 11 3/8  
Deutschmark 9 3/4 9 7/8 9 13/16 9 13/16 9 13/16 9 13/16  
Franc suisse 7 3/4 7 7/8 7 3/4 7 7/8 7 7/8 7 7/8  
Lire italienne (1000) 16 1/2 16 3/4 16 1/4 16 1/2 16 1/2 16 3/8  
Livres sterling 10 3/16 10 5/16 10 1/2 10 5/8 10 3/4 10 7/8  
Peseta (100) 13 1/4 13 1/2 13 1/2 13 1/2 13 1/2 13 1/2  
Franc français 10 3/16 10 5/16 10 7/16 10 9/16 10 1/2 10 5/8

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

## L'HERMÈS Éditeur

LANGUES DES AFFAIRES

L'anglais des affaires, A. DEYSINE, 205 F  
L'essentiel sur l'anglais commercial et économique, Me QUEEN, 83 F  
Outils d'anglais commercial et économique, FERROUD-GRENIER, 99 F  
Allemand économique et commercial, THIBAUDET-DIBON, 189 F  
Outil d'allemand économique et commercial, B. THIBAUDET, 104 F  
Espagnol commercial et économique, P.V. GARNOT, 193 F  
Italienne commerciale et économique, L. SANDRE, 170 F

Diffusion : MEDILIS SA Tél. : 46 34 07 70  
9 rue Séguier 75006 PARIS - Télécopieur : 43 25 26 18

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CALENDAR . ROWENTA . SEB . TEFAL		
RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU 1 <sup>er</sup> SEMESTRE		
(en millions de francs)	30.06.1992	30.06.1991
Ventes	3 773	3 540
Résultat courant	171	181
Bénéfice net	58	54

Dans une conjoncture difficile, les ventes ont progressé de près de 7 %, grâce à la qualité des produits et à l'innovation. L'activité du premier semestre, ralentie par une réduction des stocks, et l'augmentation du capital due au dividende réinvesti (56 % de la distribution) ont permis un renforcement significatif de la situation financière grâce à une réduction de la dette de plus de 200 millions.

Le nominal du titre est divisé par 5 depuis le 26 août, la quotité passant simultanément de 25 à 10.

Bilan et compte de résultat : 3615 Information\* SEB

Le rapport semestriel sera publié le 10 septembre. Pour l'abonné, téléphoner au service : Groupe SEB - B.P. 172 - 69132 ECULEY CEDEX - Tél. 72.20.18.40

(Publicité)  
**PRÉFECTURE DU NORD**  
Service des Relations avec les Administrations  
**AVIS D'ENQUÊTES PUBLIQUES**  
DÉVIATION DU BOULEVARD PÉRIPHÉRIQUE EST DE LILLE COMMUNES DE LILLE ET RONCHIN

M. le Préfet de la région Nord-Pas-de-Calais, Préfet du Nord, informe le public du projet de réalisation de la déviation du BOULEVARD PÉRIPHÉRIQUE EST DE LILLE entre le carrefour Pasteur et la Porte Sud de LILLE.

Un arrêté préfectoral en date du 6 août 1992 ordonne, du 21 septembre 1992 au 22 octobre 1992 inclus, les enquêtes publiques :

- à la déviation d'utilité publique des travaux ;
- à l'attribution du caractère de route express de la déviation au classement dans la catégorie des autoroutes de ses raccordements aux autoroutes A1 et A25.

Ces enquêtes sont conduites par une commission d'enquête composée de M. Roland BOURGET, inspecteur de l'Urbanisme en retraite, désigné en qualité de président, MM. Pierre HALLIER, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat, en retraite, et Constant GUET, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat, chef d'arrondissement honoraire, désignés en qualité de membres. MM. Paul BURY, chef de Circulation du cadastre en retraite, et Jean PILETTE, cadre administratif au ministère de l'Équipement en retraite, sont désignés en tant que membres suppléants de la commission.

Pendant la durée des enquêtes, le dossier d'enquête ainsi que les registres destinés à recueillir les observations du public sont disponibles en mairie de LILLE, siège des enquêtes, du lundi au vendredi de 8 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Les observations peuvent également être adressées par écrit, en mairie de LILLE, à M. le Président de la commission d'enquête.

Une des membres de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public en mairie de LILLE les 1<sup>er</sup> octobre et 22 octobre 1992, de 9 h à 11 h et de 14 h à 17 h.

A l'issue des enquêtes, le public pourra prendre connaissance du rapport et des conclusions de la commission d'enquête en mairie de LILLE ainsi qu'en préfecture du Nord.



5.200.000

# MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 1<sup>er</sup> SEPTEMBRE

Règlement mensuel										Cours relevés à 13 h 30									
Compteur	VALEURS	Cours	Précédent	Différence	%	Compteur	VALEURS	Cours	Précédent	Différence	%	Compteur	VALEURS	Cours	Précédent	Différence	%	Compteur	VALEURS
4740	CAE 3%	4745	4725	+20	+0.42	4740	CAE 3%	4745	4725	+20	+0.42	4740	CAE 3%	4745	4725	+20	+0.42	4740	CAE 3%
630	CAE 3%	630	630	0	0.00	630	CAE 3%	630	630	0	0.00	630	CAE 3%	630	630	0	0.00	630	CAE 3%
1532	Renault T.P.	1532	1532	0	0.00	1532	Renault T.P.	1532	1532	0	0.00	1532	Renault T.P.	1532	1532	0	0.00	1532	Renault T.P.
1028	Thomson T.P.	1028	1028	0	0.00	1028	Thomson T.P.	1028	1028	0	0.00	1028	Thomson T.P.	1028	1028	0	0.00	1028	Thomson T.P.
750	Accor	750	750	0	0.00	750	Accor	750	750	0	0.00	750	Accor	750	750	0	0.00	750	Accor
770	Air Liquide	770	770	0	0.00	770	Air Liquide	770	770	0	0.00	770	Air Liquide	770	770	0	0.00	770	Air Liquide
620	Alcatel-Alsthom	620	620	0	0.00	620	Alcatel-Alsthom	620	620	0	0.00	620	Alcatel-Alsthom	620	620	0	0.00	620	Alcatel-Alsthom
1330	Alcatel-Alsthom	1330	1330	0	0.00	1330	Alcatel-Alsthom	1330	1330	0	0.00	1330	Alcatel-Alsthom	1330	1330	0	0.00	1330	Alcatel-Alsthom
380	AGF St. Charles	380	380	0	0.00	380	AGF St. Charles	380	380	0	0.00	380	AGF St. Charles	380	380	0	0.00	380	AGF St. Charles
735	Ass. Int. de Méd.	735	735	0	0.00	735	Ass. Int. de Méd.	735	735	0	0.00	735	Ass. Int. de Méd.	735	735	0	0.00	735	Ass. Int. de Méd.
140	Bell	140	140	0	0.00	140	Bell	140	140	0	0.00	140	Bell	140	140	0	0.00	140	Bell
97	Bel. Express	97	97	0	0.00	97	Bel. Express	97	97	0	0.00	97	Bel. Express	97	97	0	0.00	97	Bel. Express
650	Bel. Invest.	650	650	0	0.00	650	Bel. Invest.	650	650	0	0.00	650	Bel. Invest.	650	650	0	0.00	650	Bel. Invest.
205	Bouygues	205	205	0	0.00	205	Bouygues	205	205	0	0.00	205	Bouygues	205	205	0	0.00	205	Bouygues
740	Bouygues	740	740	0	0.00	740	Bouygues	740	740	0	0.00	740	Bouygues	740	740	0	0.00	740	Bouygues
400	Bouygues	400	400	0	0.00	400	Bouygues	400	400	0	0.00	400	Bouygues	400	400	0	0.00	400	Bouygues
775	Bouygues	775	775	0	0.00	775	Bouygues	775	775	0	0.00	775	Bouygues	775	775	0	0.00	775	Bouygues
1030	Bouygues	1030	1030	0	0.00	1030	Bouygues	1030	1030	0	0.00	1030	Bouygues	1030	1030	0	0.00	1030	Bouygues
190	Bouygues	190	190	0	0.00	190	Bouygues	190	190	0	0.00	190	Bouygues	190	190	0	0.00	190	Bouygues
330	Bouygues	330	330	0	0.00	330	Bouygues	330	330	0	0.00	330	Bouygues	330	330	0	0.00	330	Bouygues
685	Bouygues	685	685	0	0.00	685	Bouygues	685	685	0	0.00	685	Bouygues	685	685	0	0.00	685	Bouygues
3000	Bouygues	3000	3000	0	0.00	3000	Bouygues	3000	3000	0	0.00	3000	Bouygues	3000	3000	0	0.00	3000	Bouygues
540	Bouygues	540	540	0	0.00	540	Bouygues	540	540	0	0.00	540	Bouygues	540	540	0	0.00	540	Bouygues
88	Bouygues	88	88	0	0.00	88	Bouygues	88	88	0	0.00	88	Bouygues	88	88	0	0.00	88	Bouygues
950	Bouygues	950	950	0	0.00	950	Bouygues	950	950	0	0.00	950	Bouygues	950	950	0	0.00	950	Bouygues
120	Bouygues	120	120	0	0.00	120	Bouygues	120	120	0	0.00	120	Bouygues	120	120	0	0.00	120	Bouygues
178	Bouygues	178	178	0	0.00	178	Bouygues	178	178	0	0.00	178	Bouygues	178	178	0	0.00	178	Bouygues
2450	Bouygues	2450	2450	0	0.00	2450	Bouygues	2450	2450	0	0.00	2450	Bouygues	2450	2450	0	0.00	2450	Bouygues
133	Bouygues	133	133	0	0.00	133	Bouygues	133	133	0	0.00	133	Bouygues	133	133	0	0.00	133	Bouygues
89	Bouygues	89	89	0	0.00	89	Bouygues	89	89	0	0.00	89	Bouygues	89	89	0	0.00	89	Bouygues
435	Bouygues	435	435	0	0.00	435	Bouygues	435	435	0	0.00	435	Bouygues	435	435	0	0.00	435	Bouygues
185	Bouygues	185	185	0	0.00	185	Bouygues	185	185	0	0.00	185	Bouygues	185	185	0	0.00	185	Bouygues
36	Bouygues	36	36	0	0.00	36	Bouygues	36	36	0	0.00	36	Bouygues	36	36	0	0.00	36	Bouygues
375	Bouygues	375	375	0	0.00	375	Bouygues	375	375	0	0.00	375	Bouygues	375	375	0	0.00	375	Bouygues
142	Bouygues	142	142	0	0.00	142	Bouygues	142	142	0	0.00	142	Bouygues	142	142	0	0.00	142	Bouygues
73	Bouygues	73	73	0	0.00	73	Bouygues	73	73	0	0.00	73	Bouygues	73	73	0	0.00	73	Bouygues
365	Bouygues	365	365	0	0.00	365	Bouygues	365	365	0	0.00	365	Bouygues	365	365	0	0.00	365	Bouygues
705	Bouygues	705	705	0	0.00	705	Bouygues	705	705	0	0.00	705	Bouygues	705	705	0	0.00	705	Bouygues
225	Bouygues	225	225	0	0.00	225	Bouygues	225	225	0	0.00	225	Bouygues	225	225	0	0.00	225	Bouygues
265	Bouygues	265	265	0	0.00	265	Bouygues	265	265	0	0.00	265	Bouygues	265	265	0	0.00	265	Bouygues
945	Bouygues	945	945	0	0.00	945	Bouygues	945	945	0	0.00	945	Bouygues	945	945	0	0.00	945	Bouygues
600	Bouygues	600	600	0	0.00	600	Bouygues	600	600	0	0.00	600	Bouygues	600	600	0	0.00	600	Bouygues
1100	Bouygues	1100	1100	0	0.00	1100	Bouygues	1100	1100	0	0.00	1100	Bouygues	1100	1100	0	0.00	1100	Bouygues
280	Bouygues	280	280	0	0.00	280	Bouygues	280	280	0	0.00	280	Bouygues	280	280	0	0.00	280	Bouygues
570	Bouygues	570	570	0	0.00	570	Bouygues	570	570	0	0.00	570	Bouygues	570	570	0	0.00	570	Bouygues
330	Bouygues	330	330	0	0.00	330	Bouygues	330	330	0	0.00	330	Bouygues	330	330	0	0.00	330	Bouygues
840	Bouygues	840	840	0	0.00	840	Bouygues	840	840	0	0.00	840	Bouygues	840	840	0	0.00	840	Bouygues
440	Bouygues	440	440	0	0.00	440	Bouygues	440	440	0	0.00	440	Bouygues	440	440	0	0.00	440	Bouygues
775	Bouygues	775	775	0	0.00	775	Bouygues	775	775	0	0.00	775	Bouygues	775	775	0	0.00	775	Bouygues
189	Bouygues	189	189	0	0.00	189	Bouygues	189	189	0	0.00	189	Bouygues	189	189	0	0.00	189	Bouygues
1110	Bouygues	1110	1110	0	0.00	1110	Bouygues	1110	1110	0	0.00	1110	Bouygues	1110	1110	0	0.00	1110	Bouygues
225	Bouygues	225	225	0	0.00	225	Bouygues	225	225	0	0.00	225	Bouygues	225	225	0	0.00	225	Bouygues

### COMPTANT (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
Obligations								
Emp. Ext. S.A. 1992	100.25	0.00	C.I.M.	810	...	Pant. Océano	205	206
Emp. Ext. S.A. 1993	100.25	0.00	C.I.M. (R)	2674	...	Pantano Invest.	275.10	...
Emp. Ext. S.A. 1994	100.25	0.00	C.I.M. (R)	465	461	Pantano Invest.	508	...
Emp. Ext. S.A. 1995	100.25	0.00	C.I.M. (R)	3975	...	Pantano Invest.	1005	...
Emp. Ext. S.A. 1996	100.25	0.00	C.I.M. (R)	323.20	326	Pantano Invest.	300	...
Emp. Ext. S.A. 1997	100.25	0.00	C.I.M. (R)	570	571	Pantano Invest.	367.50	367.50
Emp. Ext. S.A. 1998	100.25	0.00	C.I.M. (R)	154.80	155	Pantano Invest.	681	680
Emp. Ext. S.A. 1999	100.25	0.00	C.I.M. (R)	4200	...	Pantano Invest.	110.50	110.60
Emp. Ext. S.A. 2000	100.25	0.00	C.I.M. (R)	1740	1750	Pantano Invest.	144.30	144
Emp. Ext. S.A. 2001	100.25	0.00	C.I.M. (R)	2305	2285	Pantano Invest.	220	215
Emp. Ext. S.A. 2002	100.25	0.00	C.I.M. (R)	3501	350	Pantano Invest.	440	440
Emp. Ext. S.A. 2003	100.25	0.00	C.I.M. (R)	362	362	Pantano Invest.	211	...
Emp. Ext. S.A. 2004	100.25	0.00	C.I.M. (R)	465	461	Pantano Invest.	18	...
Emp. Ext. S.A. 2005	100.25	0.00	C.I.M. (R)	1175	1160	Pantano Invest.	281	280
Emp. Ext. S.A. 2006	100.25	0.00	C.I.M. (R)	213.50	208	Pantano Invest.	105	105
Emp. Ext. S.A. 2007	100.25	0.00	C.I.M. (R)	70	...	Pantano Invest.	550	555
Emp. Ext. S.A. 2008	100.25	0.00	C.I.M. (R)	1810	1810	Pantano Invest.	154	...
Emp. Ext. S.A. 2009	100.25	0.00	C.I.M. (R)	460	...	Pantano Invest.	720	720
Emp. Ext. S.A. 2010	100.25	0.00	C.I.M. (R)	593	...	Pantano Invest.	416	...
Emp. Ext. S.A. 2011	100.25	0.00	C.I.M. (R)	335	...	Pantano Invest.	118	...
Emp. Ext. S.A. 2012	100.25	0.00	C.I.M. (R)	707	715	Pantano Invest.	543	...
Emp. Ext. S.A. 2013	100.25	0.00	C.I.M. (R)	550	...	Pantano Invest.	103	...
Emp. Ext. S.A. 2014	100.25	0.00	C.I.M. (R)	1590	1555	Pantano Invest.	125	...
Emp. Ext. S.A. 2015	100.25	0.00	C.I.M. (R)	2050	...	Pantano Invest.	100	...
Emp. Ext. S.A. 2016	100.25	0.00	C.I.M. (R)	433	...	Pantano Invest.	608	...
Emp. Ext. S.A. 2017	100.25	0.00	C.I.M. (R)	235	271.90	Pantano Invest.	206	216
Emp. Ext. S.A. 2018	100.25	0.00	C.I.M. (R)	257	257	Pantano Invest.	1000	1010
Emp. Ext. S.A. 2019	100.25	0.00	C.I.M. (R)	880	880	Pantano Invest.	218	...
Emp. Ext. S.A. 2020	100.25	0.00	C.I.M. (R)	101	...	Pantano Invest.	700	...
Emp. Ext. S.A. 2021	100.25	0.00	C.I.M. (R)	313	...	Pantano Invest.	330	330
Emp. Ext. S.A. 2022	100.25	0.00	C.I.M. (R)	580	570	Pantano Invest.	518	...
Emp. Ext. S.A. 2023	100.25	0.00	C.I.M. (R)	4000	4000	Pantano Invest.	2125	2125
Emp. Ext. S.A. 2024	100.25	0.00	C.I.M. (R)	365.50	365	Pantano Invest.	221	...
Emp. Ext. S.A. 2025	100.25	0.00	C.I.M. (R)	3202	3202	Pantano Invest.	219	...
Emp. Ext. S.A. 2026	100.25	0.00	C.I.M. (R)	235	...	Pantano Invest.	1100	1100
Emp. Ext. S.A. 2027	100.25	0.00	C.I.M. (R)	870	...	Pantano Invest.	500	501
Emp. Ext. S.A. 2028	100.25	0.00	C.I.M. (R)	516	...	Pantano Invest.	1600	1600
Emp. Ext. S.A. 2029	100.25	0.00	C.I.M. (R)	824	...	Pantano Invest.	125	129
Emp. Ext. S.A. 2030	100.25	0.00	C.I.M. (R)	2200	2200	Pantano Invest.	300	...
Emp. Ext. S.A. 2031	100.25	0.00	C.I.M. (R)	36	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2032	100.25	0.00	C.I.M. (R)	102	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2033	100.25	0.00	C.I.M. (R)	540	540	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2034	100.25	0.00	C.I.M. (R)	411	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2035	100.25	0.00	C.I.M. (R)	80	80	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2036	100.25	0.00	C.I.M. (R)	129	108	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2037	100.25	0.00	C.I.M. (R)	280	280	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2038	100.25	0.00	C.I.M. (R)	684	685	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2039	100.25	0.00	C.I.M. (R)	1252	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2040	100.25	0.00	C.I.M. (R)	600	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2041	100.25	0.00	C.I.M. (R)	180	181	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2042	100.25	0.00	C.I.M. (R)	157	157	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2043	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2044	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2045	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2046	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2047	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2048	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2049	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2050	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2051	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2052	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2053	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2054	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2055	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2056	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2057	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2058	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2059	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2060	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2061	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2062	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2063	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2064	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2065	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2066	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2067	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2068	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2069	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2070	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2071	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2072	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2073	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2074	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2075	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2076	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2077	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2078	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2079	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2080	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2081	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2082	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2083	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2084	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2085	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2086	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2087	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2088	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2089	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2090	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2091	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2092	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2093	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2094	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2095	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2096	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2097	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2098	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2099	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2100	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2101	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2102	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2103	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2104	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2105	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2106	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2107	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2108	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2109	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2110	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2111	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2112	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2113	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2114	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2115	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2116	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2117	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2118	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2119	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2120	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2121	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2122	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2123	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2124	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2125	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2126	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2127	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2128	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2129	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2130	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2131	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2132	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2133	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2134	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2135	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2136	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2137	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2138	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2139	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2140	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...	...	Pantano Invest.	...	...
Emp. Ext. S.A. 2141	100.25	0.00	C.I.M. (R)	...				



## AGENDA

## CINÉMA

## LA CINÉMATHEQUE

## PALAIS DE CHAILLOT

MARDI

Une histoire du film policier français : *Fausse Idée* (1946), d'André Chénal, 18 h 30 ; *Série noire* (1954), de Pierre Foucaud, 21 h.

## VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles  
140-76-82-00

## MARDI

Portraits de Paris : *L'Amour à fond la caisse* : C'était un rendez-vous (1976) de Claude Lelouch, 14 h 30 ; *L'Amour fou* : Essai de reconstitution des 45 jours (1971) de Christian Boustani, l'intrus (1984) d'Inès Jounais, 18 h 30 ; *L'Amour rêvé* : Pour qu'on ait l'ivresse (1958) de Jean-Denis Follet, les Bonnes Femmes (1960) de Claude Chabrol, 18 h 30 ; *L'Amour déçu* : Charlotte et son Jules (1958) de Jean-Luc Godard, la Désenchantée (1990) de Benoît Jacquot, 20 h 30.

## LES EXCLUSIVITÉS

AGANTUK LE VISITEUR (Ind., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Le Saint-Germain-des-Prés, 14 (42-72-72-38) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Marignien-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 12 (43-43-01-58) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Convention, 14 (43-20-12-06) ; UGC Lyonnais, 12 (43-43-01-58) ; UGC Gobelins bis (ex-Fauvette), 13 (43-43-01-58) ; Miramar, 14 (38-65-70-37) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; v.f. : Les Montparnasse, 12 (43-43-01-58) ; 14 (36-65-70-37).

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

APRÈS L'AMOUR (Fr.) : UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40).

L'ARME FATALE 3 (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2 (42-42-60-33) ; Bretagne, 6 (38-65-70-37) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Marignien-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8 (45-83-18-15) ; Gaumont Grand Ecran, 13 (45-80-77-00) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 12 (43-43-01-58) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyonnais, 12 (43-43-01-58) ; UGC Gobelins bis (ex-Fauvette), 13 (43-43-01-58) ; Miramar, 14 (38-65-70-37) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

AU PAYS DES JULIETS (Fr.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LES AVENTURES D'UN HOMME INVISIBLE (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8 (43-59-18-08) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

BARTON FINK (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

BASIC INSTINCT (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA NUIT OÙ L'ON SE COÛTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA NUIT OÙ L'ON SE COÛTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA NUIT OÙ L'ON SE COÛTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA NUIT OÙ L'ON SE COÛTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA NUIT OÙ L'ON SE COÛTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA NUIT OÙ L'ON SE COÛTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA NUIT OÙ L'ON SE COÛTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA NUIT OÙ L'ON SE COÛTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA NUIT OÙ L'ON SE COÛTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LA NUIT OÙ L'ON SE COÛTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

Nous publions le mardi les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du mercredi. Les commentaires concernant les exclusivités et des grandes reprises figurent dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (date jeudi).

## LES FILMS NOUVEAUX

Albert Souffrès. Film français de Bruno Nuytten : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18 (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

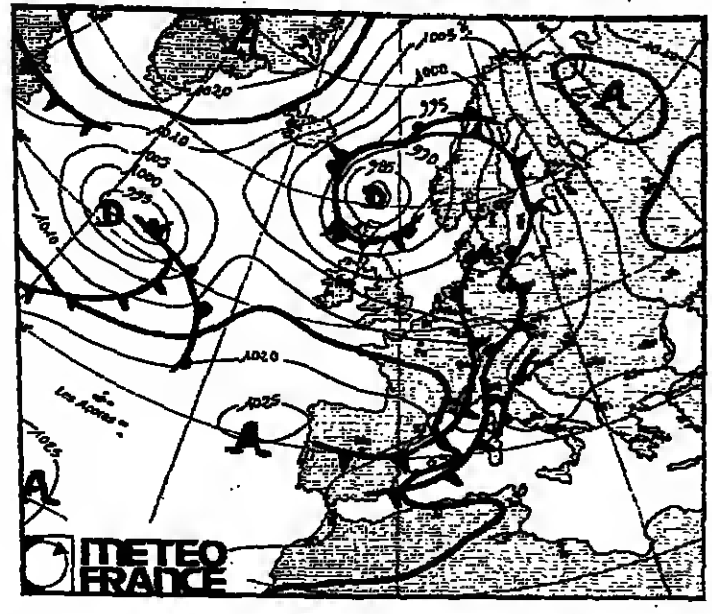
LE COYOTE (A., v.o.) : UGC Convention,



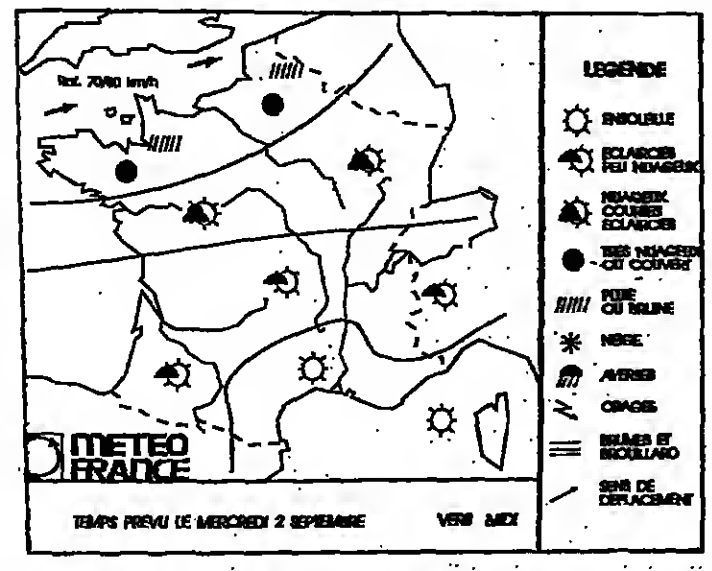
وڪڙا بن زنگهه

# MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 1<sup>er</sup> SEPTEMBRE 1992 À 0 HEURE TUC

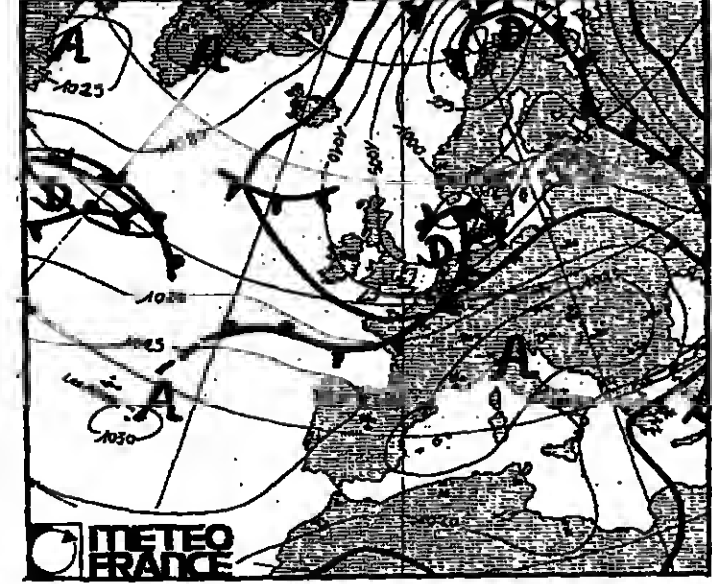


PRÉVISIONS POUR LE 2 SEPTEMBRE 1992



Mercredi : nuages abondants avec un peu de pluie au Nord, beau temps au Sud. Sur Bretagne, pays de Loire et Basses-Normandie, le temps sera gris et faiblement pluvieux jusqu'à la mi-journée, puis quelques éclaircies reviennent l'après-midi. Le vent de sud-ouest soufflera fort, avec des pointes jusqu'à 80 km/h sur les côtes. Sur Poitou-Charentes, Basses-Pyrénées, Nord-Picardie et Ardennes, le temps sera sec, mais avec un ciel nuageux la majeure partie de la journée. Sur tout le reste du pays, c'est-à-dire la moitié sud, ce sera une journée ensoleillée, avec toutefois un peu de passages nuageux sur le Sud-Ouest, le Massif central et Rhône-Alpes. Les températures resteront fraîches : les minimales avoisineront 7 à 10 degrés dans l'intérieur, 11 à 13 degrés sur les côtes, jusqu'à 17 degrés sur le littoral méditerranéen. Quant aux maximales, elles ne dépasseront pas 20 degrés au nord de la Loire, seront comprises entre 20 et 22 degrés dans le Centre, et entre 25 et 28 degrés sur le Sud-Ouest et le Sud-Est.

PRÉVISIONS POUR LE 3 SEPTEMBRE 1992 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés le 1-9-92

FRANCE			TOULOUSE			LUXEMBOURG		
ALGER	29	19	13	11	D	MADRID	22	10
BARCELONE	28	18	N	10	D	MARSEILLE	26	13
BRETAGNE	18	14	N	10	D	MEXICO	22	13
BURGUNDIE	16	9	D	10	D	MONTREAL	24	10
CARTE	15	9	D	10	D	MOSCOW	20	10
CHARENTAIS	15	11	N	10	D	NEW YORK	27	21
CHARENTAIS-P	17	9	D	10	D	OSAKA	20	10
CHARENTAIS-P	17	9	D	10	D	PARMA-BREMA	20	10
CHARENTAIS-P	17	9	D	10	D	PEKIN	20	10
CHARENTAIS-P	17	9	D	10	D	PRAGUE	20	10
CHARENTAIS-P	17	9	D	10	D	ROMA	20	10
CHARENTAIS-P	17	9	D	10	D	SANCTI	20	10
CHARENTAIS-P	17	9	D	10	D	SEVILLE	22	10
CHARENTAIS-P	17	9	D	10	D	SINGAPOUR	22	10
CHARENTAIS-P	17	9	D	10	D	STOCKHOLM	17	13
CHARENTAIS-P	17	9	D	10	D	SYDNEY	20	10
CHARENTAIS-P	17	9	D	10	D	TOKYO	22	10
CHARENTAIS-P	17	9	D	10	D	TORONTO	20	10
CHARENTAIS-P	17	9	D	10	D	VIENNE	20	10
CHARENTAIS-P	17	9	D	10	D	YOKOHAMA	20	10

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

# RADIO-TÉLÉVISION

DANIEL SCHNEIDERMAN

## IMAGES

## Troubles

REVENIR de vacances, ce n'est pas seulement retrouver Maastricht, la Yougoslavie et le poisson rouge. Dans la série : « Ce n'est pas parce que c'est la rentrée qu'il faut s'imaginer qu'on va se reposer, le docteur TFI renoue, l'une après l'autre, avec ses consultations régulières, nous aidant à ne pas relâcher notre vigilance. Le plaisancier moyen ayant échappé au tunnel sous Fourvière, à la carbonisation, aux piqûres de guêpe, au rosé de Provence, aux méduses, aux boîtes des mers, à la turista, aux garsistes, il lui reste à affronter au retour cet ennemi redoutable, le lit conjugal, et plus précisément une année de cohabitation avec l'humanoïde étrange qui en occupe un large moitié : le conjoint, également dénommé, dans le cas d'espèce, la partenaire. Après avoir, l'an dernier, notamment traité des pannes sexuelles, de la sexualité du troisième âge et des traumatismes de la sexualité, « Santé à la Une » avait donc eu l'idée opportune d'inscrire à son programme de rentrée un numéro de rattrapage consacré aux troubles du désir. L'été, il faut bien l'admettre, n'est guère propice à des avancées significatives dans ce domaine. Les coups de soleil,

l'insonorisation très relative de la plupart des terrains de camping, la perspective de se retrouver en sueur au moindre mouvement, la présence de moustiques, ne favorisent guère la réflexion. Il est même parfois malaisé de trouver un sexologue de permanence dans certaines stations. Période constructive, septembre se prête au contraire à de fermes résolutions. Autant qu'à une juste appréciation du dommage : un sondage - peut-on imaginer un « Santé à la Une » sans sondage ? - nous apprend que pour 61 % des Français un couple sans sexualité ne saurait être heureux. A cette population de bon sens, « Santé à la Une »

révéla que les facteurs de troubles du désir, après comme avant les vacances, restent au nombre de quatre : l'arrivée du premier enfant, les écarts chroniques de jalousie, la domination de l'un des partenaires et l'absence de communication dans le couple. On vit le nombre réglementaire de femmes à contrejour, de maris touchés par la grâce et de sexologues dédramatisants. Le couple de présentateurs avait retrouvé son enjouement caractéristique. « Les femmes dominatrices, ça se rencontre fréquemment » badine Robert Namias. « On ne vous a rien demandé », la soubrette Anne Barrère. La mois prochain : la sclérose en plaques.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; ■ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Mardi 1<sup>er</sup> septembre

- TF 1**
- 20.45 Cinéma : Y a-t-il un pilote dans l'avion ? ■■ Film américain de Jim Abrahams, David et Jerry Zucker (1980). Avec Julie Hagerty, Robert Hays, Peter Graves.
  - 22.20 Magazine : Les Films dans les salles.
  - 22.30 Cinéma : L'Emmerdeur. ■■ Film français d'Edouard Groussier (1973). Avec Lino Ventura, Jacques Brel, Caroline Cellier.
  - 23.55 Documentaire : Embarquement porte n° 1. De Jean-Pierre Hulin, Istanbul.
  - 0.25 Journal et Météo.
  - 0.30 Série : Côté cœur.
  - 0.55 TF 1 nuit. Reportages : Amours et mariage, de Laure Debrail et Jean-Claude Fontan (rediff.).
- A2**
- 20.50 Cinéma : Jeux interdits. ■■■ Film français de René Clément (1951). Avec Brigitte Fossey, Georges Pojouy, Lucien Hubert.
  - 22.20 Téléfilm : Miracle d'amour. De Glenn Jordan, avec James Farentino, Kathryn Harrold. Un petit garçon suisse.
  - 23.55 Journal et Météo.
  - 0.15 Documentaire : Grande Entretien. Ernesto Sabato, écrivain argentin.
- FR 3**
- 20.45 Hommage à Claude Barma. Présenté par Marcel Julien et Jacques Chancel. Feuilleton : Les Rois maudits, « le Roi de fer » (1<sup>re</sup> partie).
  - 22.25 Journal et Météo.

- 23.10 Feuilleton : Les Rois maudits, « le Lys et le Lion » (2<sup>e</sup> partie).
- 1.00 Série : Les Incorruptibles. CANAL PLUS**
- En clair jusqu'à 20.30*
- 20.05 Sport : Football. Championnat de France de D1 : Lille - Paris-Saint-Germain.
  - 22.30 Flash d'informations.
  - 22.35 Cinéma : Les clowns tueurs venus d'ailleurs. ■■ Film américain de Stephen Chiodo (1987). Avec Grant Cramer, Suzanne Snyder, John Allen Nelson.
  - 0.00 Cinéma : Le Dossier Rachel. ■■ Film britannique de Damian Harris (1989). Avec Dexter Fletcher, Ione Skye, Jonathan Pryce (v.o.).
  - 1.30 Sport : Tennis. L'Open des Etats-Unis, 2<sup>e</sup> journée.
- M6**
- 20.40 Téléfilm : Chien, chien de combat. D'Ed Kaplan, avec Brandon Douglas, Ned Vizzini. L'amitié entre un militaire et son chien.
  - 22.30 Cinéma : Deux loustics en bordée. ■■ Film italien de Vincent Thomas (1972). Avec Terence Hill, Bud Spencer, George Martin.
  - 0.05 Documentaire : Les Disparus.
  - 1.00 Six minutes d'informations.
  - 1.05 Magazine : Culture rock.
- ARTE**
- 20.40 Soirée thématique. Out One - Noli me Tangere. Soirée proposée par le Sept.

- 20.41 Cinéma : Out One - Noli me Tangere. ■■ Film français de Jacques Rivette (1971). Avec Jean-Pierre L  aud, Michael Lonsdale. 8<sup>e</sup> épisode : De Pauline à Emile.
- 22.15 Out One - Noli me Tangere. ■■ 7<sup>e</sup> épisode : D'Emile à Lucie.
- 23.50 Out One - Noli me Tangere. ■■ 8<sup>e</sup> épisode : De Lucie à Marie.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.55 Dramatique. L'Amor  e    glace, de Loti Pichon.
  - 22.40 Musique : Nocturnes. D  onale sidr  a, une petite histoire de la musique (2).
  - 0.05 Du jour au lendemain. Ceux qui meurent, de Christian Prigent (rediff.).
  - 0.50 Musique : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 19.08 Soirée concert. La soirée de Marc Tauxier. Opéras en chambre (œuvres de Rameau, Liszt, Wagner, Royer). A 21.00, Concert (donné le 12 mars au Théâtre du Château) : Ond  re pour vents et contrebasse, de Varèse ; La Mer, de Debussy ; Quatre études pour orchestre, de Stravinsky ; Amériques pour grand orchestre, de Varèse, par l'Orchestre national de France, dir. Kent Nagano.
  - 0.05 Bleu nuit. Quelques crooners de légende : Frank Sinatra, Dean Martin, Tony Bennett, Mel Torm   et les autres... A 1.00, extraits du concert Michel Zarino Sextette.

## Mercredi 2 septembre

- TF 1**
- 15.15 Club Dorothée.
  - 17.20 Série : Loin de ce monde.
  - 17.50 Magazine : Club plus.
  - 17.55 Série : Premiers balais.
  - 18.25 Jeu : Une famille en or.
  - 18.50 Feuilleton : Santa Barbara.
  - 19.20 Jeu : La Roue de la fortune.
  - 19.55 Tirage du Loto.
  - 20.00 Journal, M  t   et Loto.
  - 20.45 Variétés : Sacrée soirée. Emission présentée par Jean-Pierre Fournier, invités : Johnny Hallyday et Jean-Claude Brialy.
  - 22.40 Magazine : L'Amour en danger. Présenté par Jacques F  r  el et Catherine Mêler. Je n'ai pas envie de toi.
  - 23.50 Documentaire : Histoires naturelles. D'igor B  r   et Jean-Pierre Flouzy.
  - 0.50 Journal et M  t  .
  - 0.55 Série : Intrigues.
- A2**
- 15.40 Jeu : Des chiffres et des lettres.
  - 16.05 Série : La Cloche tibétaine.
  - 17.05 Magazine : Giga.
  - 18.25 Série : Magnun.
  - 19.15 Jeu : Qui le meilleur gagne plus.
  - 19.50 Journal, Rallye Paris-Moscou-Pékin. Journal des courses et M  t  .
  - 20.50 Jeux sans frontières. Emission présentée par Daniele Lumbroso et Georges Belier.
  - 22.15 Théâtre : Le Gros n'Avion. Pièce de Michèle Bernier, Isabelle de Soton et M  rie M  thy, mise en scène d'Eric Civeron.
  - 0.15 Journal des courses, Journal et M  t  .
  - 0.35 Opéra : La Tragédie de Carmen. D'après Georges Bizet, mise en scène de Peter Brook.
- FR 3**
- 15.40 Série : Gavilan.
  - 16.30 Les Vacances de Monsieur Lulo.
  - 18.30 Jeu : Questions pour un champion.
  - 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12    19.35, le Journal de la région.
  - 20.05 Dessin animé : Tom and Jerry Kids.
  - 20.15 Divertissement : La Classe.
  - 20.45 Documentaire : Les Ennemis de la Mer. De Marcelle Padovani et Claude Gorrozi. Suivi d'un débat animé par Elise Lucet, avec la participation de Fran  o Ferrar  , professeur de sociologie.

- 22.40 Journal et M  t  .
  - 22.55 Sport : Rallye Paris-Moscou-Pékin. Bilan de la journée.
  - 23.05 Mercredi en France.
  - 0.00 Traverses : Sois belle, ma fille, ce soir nous serons le Miss France. D'Anne Gall  r et Pierre Lehar  .
- CANAL PLUS**
- 15.10 Documentaire : Les Maîtres chanteurs de Khao Yai. De Sarah Cuniffe.
  - 15.35 Téléfilm : Coup de chance.
  - 16.55 Documentaire : Les Allumés. Le Voyageur de l'espace, d'Edouard Poremba et Jean-Claude L  mer.
  - 17.25 Sport : Tennis. L'Open des Etats-Unis, résumé.
  - 18.00 Canaille pol  che.
  - En clair jusqu'   21.00*
  - 18.30 Ca cartoon.
  - 18.50 Le Top.
  - 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe G  des et Antoine de Caunes. Invitées : les Vamps.
  - 20.30 Le Journal du cinéma. Présenté par Isabelle Giordano. Invité Clint Eastwood.
  - 21.00 Cinéma : Opération crépuscule. ■■ Film américain d'Andrew Davis (1989).
  - 22.40 Flash d'informations.
  - 22.50 Magazine : Jour de foot. Championnat de France de D1, extraits.
  - 23.30 Cinéma : Chicago Joe et la Showgirl. ■■ Film britannique de Bernard Rose (1990).
- M6**
- 15.20 Magazine : La Tête de l'emploi.
  - 15.50 Magazine : Fréquenter. Eléonore Daho.
  - 16.50 Magazine : Zygomachine.
  - 17.15 Musique : Flashback.
  - 17.35 Série : Campus Show.
  - 18.05 Série : Tonnerre mécanique.
  - 19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
  - 19.54 Six minutes d'informations, M  t  .
  - 20.00 Série : Madame est servie.
  - 20.35 Magazine : Ecole 6 (et    1.05).
  - 20.38 M  t   des plages.
  - 20.40 Téléfilm : L'Impossible Evasion. De David Lowell Rich.
  - 22.25 Téléfilm : M  traux par ordinateur. De Paul Aron.
  - 0.15 Magazine : Vénus.

- 0.40 Musique : Boulevard des clips.
- ARTE**
- 17.00 Magazine : M  gamix (rediff.).
  - 18.00 Documentaire : Histoire parallèle (rediff.).
  - 19.00 Documentaire : Où sont passés les mammoth ? De Dieter Bachmann.
  - 19.45 Documentaire : L'  be.   tapes d'une redécouverte. De Leo Under.
  - 20.30 8 1/2 Journal.
  - 20.40 Documentaire : L'Atelier de musique. De Pit R  thm  ller et Roland Zag.
  - 21.25 Danse : Le Livre de Faurel. Al  g  rie musicale de Rupert Bawden, mise en scène de Georg W  lbb  t, avec les danseurs du Bayerisches Staatsballett et l'Orchestre symphonique de Munich ; chorégraphie : Riccardo Duse ; direction musicale : Rupert Bawden.
  - 22.40 Téléfilm : Crime et Châtiment. D'après Dostoevski, réalisation d'Andr  s Wojda.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.55 Dramatique. La Pensée, de L  onid Andri  ev.
  - 22.40 Musique : Nocturnes. D  onale sidr  a, une petite histoire de la musique (3).
  - 0.05 Du jour au lendemain. Un fantôme dans le kiosque, de Roger Dragonetti (rediff.).
  - 0.50 Musique : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 19.08 Soirée concert. La soirée de Roubina Sidikhanian. A 21.00, Concert (donné le 14 août lors du Festival de La Roque-d'Arth  ron) : Prélude    l'après-midi d'un faune, version pour deux pianos, de Debussy ; La Valse pour deux pianos, de Ravel ; Symphonie né 3 en ut mineur avec orgue op. 78, transcription pour huit mains, de Saint-Sa  ns ; Sc  ranouche, suite pour deux piano op. 165 b, de Milhaud ; Rhapsodie espagnole, version pour quatre mains, de Ravel ; L'Apprenti sorcier, version pour deux pianos, de Dukas, par Brigitte Engerer ; Michel Beroff, Jean-François Heisser, Alain Planis, piano.
  - 0.05 Bleu nuit. Quelques crooners de légende : Frank Sinatra, Dean Martin, Tony Bennett, Mel Torm   et les autres... A 1.00, extraits du concert Rodding Dopala and Zydeco Twisters.



A Carcans-Maubuisson

## Dialogue à fleurets mouchetés sur l'éthique à l'ouverture de l'université d'été de la communication

CARCANS-MAUBUISSON  
de notre envoyé spécial

Elle est la personnalité de certains orateurs, ou bien était-ce la pluie, éternelle, qui crépitait sur les toits ? Toujours est-il que la séance inaugurale, lundi 31 août, de l'université d'été de la communication de Carcans-Maubuisson (Gironde), qui dure jusqu'au 4 septembre, est entrée dans le vif d'un des sujets qui seront largement évoqués : l'éthique de l'information - par le biais d'un dialogue à fleurets mouchetés entre M. Claude Julien, ancien directeur du Monde diplomatique et actuel président de la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente, et M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale.

M. Julien a rappelé « la perte de confiance et le malaise à l'égard des médias et des hommes politiques, éprouvés par le public et mesurés par

quantité de sondages ». Il s'est directement adressé à M. Emmanuelli, présent à la tribune, en indiquant : « Ce serait naïveté ou hypocrisie de prétendre d'ignorer que vous allez vous présenter dans les jours qui viennent chez un juge d'instruction. » « Même si inculpé ne veut pas dire coupable, n'y aurait-il pas des coupables qui ne sont pas inculpés ? » s'est demandé M. Julien.

« Il faut en arriver à une éthique dans le monde des affaires, dans le monde de la médecine, dans les médias et dans les partis politiques : dans ces derniers surtout, elle doit être une éthique exigeante ; il ne suffit pas de ne pas voler ; il faut manifester une compétence, une loyauté, une transparence ; cela consiste à ne pas traiter les individus en citoyens mineurs », a poursuivi M. Julien, qui a récusé la formation « d'une République d'experts qui trancherait à la place des citoyens ». Il a appelé de ses vœux un « grand débat entre professionnels,

public et hommes politiques » sur les médias et l'information.

Du coup, M. Emmanuelli a mis dans sa poche le discours préparé par ses collaborateurs pour répondre au président de la Ligue. Notant que « les systèmes d'information sont consubstantiels à la démocratie », mais dénotant en ce domaine « quelques signes d'incertitude » qui participent « du recul de la rationalité dans le monde », le président de l'Assemblée nationale a évoqué la responsabilité des acteurs du système médiatique. « Si ceux-ci ne se sentent pas responsables de la démocratie, de sa santé et de sa pérennité, ce sera grave et ce sentiment d'irresponsabilité accélérera le déclin de la démocratie », a déclaré M. Emmanuelli. Présençant l'autorégulation, il a rejeté l'idée d'un « conseil » pour les médias et préché « pour une information qui fasse des publics des citoyens et non des consommateurs ».

YVES-MARIE LABÉ

## Le cas d'école du « non »

CARCANS-MAUBUISSON  
de notre envoyée spéciale

On devait parler « espaces du savoir », « match écrit-audiovisuel », « pouvoir politique et réseaux de communication ». Mais les élites parisiennes, hantées depuis quelques jours par la montée du « non », ne se firent pas prier pour s'emparer de Maastricht et y appuyer, au gré des débats et des sténographes de cette première journée de Carcans, leurs démonstrations. Comment pouvait-on passer à côté de ce « cas d'école du siècle », invité officieux mais principal sujet de conversation du gotha médiatique ?

François-Henri de Vieux, producteur de « L'heure de vérité » sur Antenne 2, donne immédiatement le ton. « Comment le Parti socialiste, parti d'enseignants par excellence, n'a-t-il pas fait l'effort d'ex-

pliquer l'Europe et e pu dialoguer si mal avec l'opinion ? D'un atelier à l'autre, les responsabilités furent dévolues. Premier constat, irréfutable : François-Henri de Vieux et Sylvain Goux (directeur délégué de l'information de TF 1) rappellent que les parisiens du « non » ont pour eux la « rumeur » et la « faconde », tandis que les pro-Maastricht n'ont pas su convaincre « l'Europe des bonnes joues » que Brice Lalonde appelle de ses vœux.

D'ailleurs, jugea Claude Marti, ancien conseiller en communication de Michel Rocard, « il ne faut pas confier des hommes politiques, mais des poètes, des toubib, des citoyens ». « Pourquoi le Prix Nobel de physique, Pierre-Gilles de Gennes, ne nous a pas dit pourquoi l'Europe, chez les scientifiques, c'est important », renchérit Noël Mémère, porte-parole de Génération Ecologie, maître de

Bâgles, en Gironde, et présentateur de « Réalités » sur Antenne 2.

Fait nouveau : les journalistes furent également incriminés. Membres de la même élite et de la même caste, ils se sont « appropriés la connaissance, la démocratie et le peuple », explique le maître de Bâgles en citant Stuart Mill. Une fois de plus, c'est la télévision qui fut la première accusée. Le codirecteur de la rédaction de l'Événement du jeudi, Jean-Marcel Bouguereau, le rendit responsable des réductions du « non » dans la campagne du « non ». Thierry Saussier, PDG d'Image et stratégie-Europe, fut le seul à rappeler que la montée du « non » avait aussi ses bons côtés : celui de trahir un regain d'intérêt pour la politique et un retour des vrais débats d'opinion.

ARIANE CHEMIN

Après un mois de tensions

## Apaisement dans le conflit entre M. Ayache et le Livre CGT

Le Comité intersyndical du Livre parisien (CGL) et l'éditeur M. Alain Ayache ont publié mardi matin (1<sup>er</sup> septembre, après deux réunions de négociations, un communiqué affirmant leur souci de « mettre fin au conflit qui les oppose » (Le Monde daté 30-31 août). Ce conflit était né de la décision de M. Ayache de faire imprimer ses journaux Le Meilleur et Spécial dernière dans une imprimerie de Berny (Eure) pratiquant des tarifs inférieurs à ceux de la presse parisienne.

Le Comité Inter confirme dans ce communiqué « la liberté pour les éditeurs d'hébergement, et par conséquent pour Alain Ayache, de choisir librement leur imprimeur ». Les deux titres resteront donc imprimés à Berny. Les deux parties se sont donné quarante-huit heures pour régler les conséquences financières du conflit (bobines de papier endommagées, et exemplaires de journaux répandus sur la chaussee).

« A deux pas du vingt et unième siècle »

Sous cette réserve, M. Ayache envisage de renoncer aux poursuites pénales engagées contre les journaux du Livre. Et il s'est dit plus de confier, à des conditions tarifaires, qualitatives et technologiques comparables à celles du marché et à celles dont il bénéficie par ailleurs, une partie du tirage de ses journaux dans une imprimerie relevant de la presse parisienne.

M. C. I.

La mise en service d'un métro automatique à Lyon

## Les premiers pas de « Maggaly »

La ligne D du métro de Lyon est exploitée sans conducteur depuis lundi 31 août. Une « première » - un peu laborieuse - pour un métro à gabarit normal, par opposition au VAL 1500, qui est un métro « léger ».

LYON

de notre bureau régional

« Maggaly » est une jeune fille bien élevée. Elle est à cœur de ne pas décevoir. Pour ses premiers pas, effectués lundi 31 août, à partir de 5 h 30, le système de pilotage automatique de la ligne D du métro lyonnais, ainsi que l'ont nommé (1), n'a pas trébuché. Tout juste a-t-on dû renvoyer, momentanément, deux remes jusqu'aux ateliers, pour un réglage du verrouillage des portes qui, en se montrant un peu trop sensibles lors de la fermeture, avaient provoqué indûment des freinages d'urgence. Quant au reste, orchestré par de puissants ordinateurs, dont le logiciel a nécessité près de 500 000 heures de travail, le trafic de ce métro lourd, d'un gabarit supérieur à celui du VAL 1500, s'est déroulé sans encombre sur neuf stations et plus de six kilomètres.

Du 9 septembre 1991 jusqu'à la fin du mois de juin, les rames de la ligne D avaient fonctionné, à titre provisoire, sous la conduite manuelle d'agents de la Société lyonnaise de transports en commun (SLTC). L'absence des conducteurs n'a pas provoqué d'angoisse majeure. Petites, l'un des opérateurs d'essai, appelée à voyager incognito, un mois durant, et sept heures tenues par jour, dans les voitures de tête, prêt à reprendre un pilotage manuel s'il en était besoin, a bien été interrogé par quelques personnes âgées, inquiètes de cette intrusion du progrès technologique dans leur vie quotidienne.

Mais Elisabeth, une des éducatrices employées par le SLTC, afin de « tenir la main » à ceux qui auraient quelque peine à affronter le choc du futur - l'arrivée de la rame sur le quai... - a, avec un sourire, accédé à la demande d'un passager d'être photographié en station, torse nu, devant une voiture orange. La chute d'un objet sur les voies est détectée par une nappe de rayons infrarouges espacés de quinze centimètres. Que l'un d'entre eux soit coupé et Maggaly s'arrête.

Des étudiants

pour rassurer les angoissés

Pour ce premier jour, l'esprit pionnier n'était pas absent. Les voyageurs s'installaient plus volontiers dans la voiture de tête, à l'avant de laquelle, à travers une large baie vitrée, chacun peut désormais vivre la folle rue de la rampe dans le sous-sol éclairé. Sensations fortes garanties. On se croirait que la gracieuse Maggaly a provoqué de graves désagréments entre les industriels Metra et GEC-Alsthom et qu'elle a été livrée avec deux bonnes années de retard. Car, été, la ligne D a dû être fermée, deux mois durant, pour les derniers essais d'endurance, alors qu'elle participait grandement au maillage de l'agglomération traversée d'est en ouest. Surtout, le système représente, officiellement, 10 % d'un investissement estimé à 5,6 milliards de francs et les subventions ont atteint, de son fait, près de 400 millions de francs.

Au fond d'eux-mêmes, certains Lyonnais ont eu le sentiment d'essayer quelques pilates. Les grimaceurs ont noté que les rames s'arrêtent un peu trop longtemps en station. Les plus soucieux des derniers publics attendant que Maggaly démontre sa souplesse de fonctionnement et son sens de l'économie.

GERARD BOUTAS

(1) Métro automatisé à grand gabarit de l'agglomération lyonnaise.

## SOMMAIRE

### DÉBATS

Maastricht : « Les vertus du référendum », par Olivier Dubarrel ; « La double imposture », par Laurent Cohen-Tenugi ..... 2

### ÉTRANGER

La poursuite des combats dans l'ex-Yougoslavie ..... 3 et 4  
Diagonales, par Bertrand Poirot-Delpech : « Des confettis dans la nuit » : rentrée politique agitée sur fond de scandale à Milan ..... 4  
M. Bush pourrait demander au Congrès de l'autoriser à livrer des avions F-16 à Taiwan ..... 5

### POLITIQUE

La campagne pour le référendum du 20 septembre : M. Jospin défend un « oui critique » ; M. Delors annonce qu'il quitterait la présidence de la Commission en cas de victoire du « non » ; selon l'institut Louis Harris, le « oui » serait majoritaire ; Force ouvrière ne donnera pas de consigne de vote ..... 8 et 9

### SOCIÉTÉ

La profanation d'un cimetière juif dans le Haut-Rhin ..... 10  
L'accord franco-allemand sur les déchets ménagers et l'environnement ..... 10

### SPORTS

Volle : la victoire de Laurent Bourgnon dans le Trensset Québec-Saint-Malo ..... 11  
Tennis : les Internationaux des États-Unis ..... 11

### SCIENCES • MÉDECINE

Prévenir le cancer du sein  
Les lignes enterrées de l'EDF  
La vie agitée du Pinatubo  
Les cérémonies funéraires des

Gaulois Bituriges • Mémoires de pierre ..... 13 et 14

### CULTURE

Rentrée des artistes : David Waller et Joël Jouanneau continuent leur parcours errant et sensible ..... 15  
Les poètes russes au VII<sup>e</sup> Festival du haut Allier ..... 16

### ÉCONOMIE

A l'approche du 14 septembre, les banques peaufinent leur plan d'épargne en actions ..... 16  
Luthénia va supprimer 8000 emplois en trois ans ..... 17

### INITIATIVES

• Dossier : Le maigre bilan des remèdes anti-chômage • Mutation : De la mine au HLM • Insertion : Banlieue-laboratoire • Tribune : Chômage, l'enseignant sans douleur • Echos • Stages à l'XX

### Services

Abonnements ..... 6  
Annonces classées ..... IV à XX  
Cartes ..... 12  
Marchés financiers ..... 18 et 19  
Météorologie ..... 21  
Mots croisés ..... 12  
Radio-télévision ..... 21  
Spectacles ..... 20

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Initiatives » folioté de I à XX  
Le numéro du « Monde » daté 1<sup>er</sup> septembre 1992 s'est tiré à 516 949 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Le Monde des Arts et Spectacles » : Les festivals de cinéma

La Mostra de Venise, par tradition cosmopolite, annonce une importante participation française, de nouveaux cinéastes italiens, quelques francophones et aussi des Américains, qui se retrouveront à Deauville, autour de Clint Eastwood, et de son film, Impitoyable.

17, avenue Franklin-Roosevelt

LESSERRE  
EST OUVERT

43 53 43 - 43 53 45

Etudes en Université  
CALIFORNIE  
FLORIDE

Stage linguistique ou études.  
Année : 50.000 F. Ete : 7.500 F env.  
Cours, logement, repas inclus.  
UNIVERSITY  
STUDIES  
IN AMERICA  
FRENCH OFFICE  
57, rue Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly.  
47.45.09.19 ou 47.22.94.94.

POUR JUGER LES  
PRIX DE LA MODE :  
PRENEZ L'EXEMPLE  
DE NOS TISSUS !

Ils sont « pour rien » par rapport aux vêtements qu'ils permettent de réaliser. Ces tissus offrent de fantastiques possibilités d'être à la mode, mais sans jamais payer les prix de la mode.

Des tissus nouveaux depuis 30F le mètre.

RODIN  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

A Rostock

Salut nazi  
rénuméré ?

La police de Rostock a mis en cause « plusieurs équipes de télévision » venues filmer les attaques contre le foyer d'immigrés de Lichtenhagen. Selon un porte-parole de la police, ces équipes, signalées par des témoins comme étant « françaises et américaines », auraient invité des jeunes gens âgés de seize à dix-huit ans à tendre le bras devant les caméras pour faire le salut nazi, prohibé par la loi en Allemagne, en échange d'une rémunération.

Pierre Thivolet et Pascal Guimier, correspondants en Allemagne respectivement de TF 1 et d'Antenne 2, seules télévisions françaises présentes sur le terrain, se sont élevés fermement contre ces accusations, en déclarant dans un communiqué : « Aucun reportage diffusé aussi bien sur Antenne 2 qu'FR 3 que sur TF 1 après la manifestation du 26 août ne montre des jeunes ou des vieux en train de faire le salut nazi. » Les deux journalistes ajoutent « Il n'était malheureusement pas nécessaire, la semaine dernière, de payer des jeunes pour qu'ils effectuent le salut hitlerien. » - (AFP, Reuters)

(Publicité)

Le Français  
en retard  
d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le froid et les affections, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10<sup>e</sup>) - M<sup>o</sup> Gare-du-Nord. Tél. 46-97-16-18.  
A Grenoble : 76-41-17-47 ; à Lyon : 05-06-18-15.

EXCLUSIF

20  
CONSTRUCTEURS  
AU BANC D'ESSAI

• Les 60 meilleurs PC  
• Les stratégies  
• Les nouvelles gammes

• ESSAI VÉRITÉ :

OS/2 2.0, Windows 3.1  
• Chaque mois dans SOFT & MICRO  
un micro-ordinateur à gagner

3617 SEM2 : La banque de données de SOFT & MICRO

SOFT  
& MICRO

LE MAGAZINE DES SOLUTIONS INFORMATIQUES

N I

Le maigre

Une carte dans la banque

INSTITUT FINANCIER



# INITIATIVES

## Le maigre bilan des remèdes anti-chômage

Créations d'entreprises, SCOP, essaimage, contrats de conversion et de formation ont ces dernières années permis de pallier les effets du chômage. Avec plus ou moins de succès.



A nouveau, les temps sont durs et la fin de 1992 comme le début de 1993 s'annoncent difficiles pour l'emploi. Les recrutements ont chuté et les créations de postes se font désormais en négatif puisque, au premier semestre, globalement, les effectifs salariés ont diminué. Parallèlement, la vague des suppressions d'emplois ne cesse de s'enfler. Le nombre des licenciements économiques, déjà élevé, a atteint les 43 000 en juin dernier, en progression de 17,6 % sur un an. Presque partout, on s'attend à des mesures de restriction ou à des plans sociaux qui ajoutent au climat délétère de la période.

Raison de plus, dans ce contexte, pour faire le bilan des différentes techniques utilisées, au plus fort de la crise, afin de limiter les conséquences du chômage et permettre les indispensables reconversions. L'expérience du passé s'ajoute, ces outils vont être réactivés, et ce n'est pas par hasard si Martine Aubry, ministre du travail, alerte inlassablement les chefs d'entreprise, leur enjoignant d'accompagner leurs réductions d'effectifs de dispositions favorables au reclassement de leurs salariés. Les chances de retrouver un emploi et de sauvegarder la cohésion sociale sont à ce prix.

Cette fois, pourtant, les caractéristiques du défi à relever diffèrent. Alors que les ouvriers, le plus souvent peu ou pas qualifiés, avaient été les victimes des grandes restructurations industrielles précedentes, le mouvement d'aujourd'hui n'épargne aucune catégorie, ni aucune génération de salariés. On l'a vu avec le gonflement soudain du nombre de cadres au chômage, de l'ordre de 30 % en un an. Mais on le constate aussi avec les techniciens et les agents de maîtrise ou les employés du secteur tertiaire. Dans les opérations de reconversion, la proportion de « bénéficiaires » de plus de 40 ans grossit, preuve que l'âge n'est plus une protection. De même, les femmes, si vulnérables, sont de plus en plus souvent prises en charge par ces dispositifs.

Pour tous, compte tenu de l'environnement, le reclassement sera laborieux. Quelle que soit la méthode utilisée en soutien, on observe d'ailleurs l'efficacité baisse. C'est vrai pour l'outplacement proposé aux cadres, dont la pratique s'est largement répandue. Il est désormais fréquent qu'il faille cinq mois d'efforts, voire davantage, pour retrouver un poste, quand trois mois suffisaient autrefois. Cela l'est également pour l'outplacement collectif, destiné à l'ensemble des salariés, qui nécessite des centaines de propositions pour, quelquefois, une seule offre valable. De même, les conventions de conversion, fort heureusement en forte progression (454 % par rapport à juin 1991), et sans aucun doute la technique la plus prometteuse, marquent le pas.

C'est ce qui amène tous les experts à répéter que, face au chômage, seule la rapidité de la réaction individuelle compte. Or, les uns et les autres s'inquiètent d'une inflexion dangereuse des comportements qui gage progressivement jusqu'aux cadres : après des années de présence du chômage dans la société française, l'idée pernicieuse d'un droit à profiter de la couverture garantie se répand. Nombre de salariés licenciés, et y compris parmi les ex-dirigeants, affirment qu'ils « ont le temps », qu'ils ont assez cotisé pour s'offrir quelques mois de répit. Reste que les techniques ayant fait leurs preuves sont limitées et qu'elles ne permettent pas d'entretenir l'illusion ; ce qui justifie l'engagement de Martine Aubry à obtenir une amélioration de la qualité des plans sociaux. Les conventions de conversion, introduites en 1986, se révèlent les plus fiables. Elles sont de plus en plus utilisées, notamment par les moyennes entreprises. De 60 000 personnes traitées, il y a deux ans, on est passé à un rythme de 100 000 depuis le début de l'année. L'outplacement, collectif ou non, se développe énormément et une quinzaine de cabinets, sur le territoire national, disposent maintenant d'une excellente méthodologie qui donne de bons résultats. Quand cette technique est associée à des cellules de reclassement, internes aux entreprises, les possibilités sont accrues.

■ Les variétés de l'essaimage  
Contraintes aux restructurations, les grands groupes aident ainsi les reconversions  
par Jean Mésangeau page II

■ Les fausses solutions des RES  
Un système qui ne peut s'appliquer qu'en cas de bonne santé économique  
par Alain Lebaube page II

■ La surchauffe des stages  
Difficile de faire face à l'augmentation du nombre de chômeurs  
par Olivier Piot page II

■ La médiation de l'outplacement  
Des cabinets plus sollicités et plus efficaces  
par Marie-Béatrice Boudet page III

■ Le réflexe SCOP  
De la tradition ouvrière à la structure juridique  
par Catherine Leroy page III

■ Les voies de la création  
Créer son emploi et être son propre patron  
par Francine Alzicovici page III

### LIRE AUSSI

- MUTATIONS  
De la mine aux HLM
- INSERTION  
Banlieue-laboratoire
- HÉRITAGES  
Fils de...
- TRIBUNE  
Chômage : l'enlèvement sans douleur  
par Emmanuel Bergues et André Grifflin page V

Alain Lebaube

Une carrière dans la banque assurance ?

OPÉRATION SPÉCIALE OFFRE D'EMPLOIS

INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Le 15 septembre (daté 16) dans

Le Monde INITIATIVES

DEVENEZ UN SPECIALISTE EN COMMERCE INTERNATIONAL

IPREX

Cycle intensif de Commerce International

Durée : 15 semaines

Prochaine session : le 12 octobre 1992

Sélection : 15 jours avant le début de la session

Rémunération : par l'Entreprise ou l'Etat

Stage agréé au titre du Congé Individuel de Formation

CDM

Centre de Développement du Management

23 av. Guy de Collongue - B.P. 174

69133 ECULLY CEDEX

Tél. : (16-1) 72 20 25 21

Groupe ESC Lyon

LYON GRADUATE SCHOOL OF BUSINESS

Je désire recevoir un dossier d'inscription

IPREX I

Nom, Prénom :

Adresse :

Tél. : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

EXCLUSIF

20

CONSTRUCTEUR AU BANC D'ESSAI

Les 40 meilleurs  
Les stratégies  
Les nouvelles gains

ESSAI VERITE :

OS 2.0, Windows 3.1

Chaque mois dans SOFT & MICRO

un micro-ordinateur à 999 000

24 77 5000 - La Banque de

SOFT & MICRO

SOFT & MICRO

LA MAGAZINE DES SOLUTIONS INFORMATIQUES



## Les variétés de l'essaimage

La réussite dépend beaucoup du suivi des expériences



« NOUS n'avons pas de statistiques significatives. » Un peu plus d'une décennie après les débuts de l'essaimage en France — principalement lié aux restructurations drastiques qui sévirent au début des années 80 — ce constat est dressé aujourd'hui par Michel Garcia.

A la tête de RDE (Réseau pour le développement de l'entreprise), conseil en création d'entreprises et en relations interentreprises, spécialiste de la gestion prévisionnelle des ressources humaines, Michel Garcia se montre très prudent quant à une estimation quantitative de l'essaimage depuis que la pratique existe. Selon Michel Garcia, il faut le prendre stricto sensu : « Il doit y avoir création réelle d'entreprise et, surtout, suivi par la maison mère. » Car il existe deux formes d'essaimage. La différence étant dans le maintien ou non de liens entre le futur créateur d'entreprise et son ancien employeur.

Pour Michel Garcia, dans le cas où les relations sont rompues — souvent celui des grandes restructurations industrielles de type chantier naval —, le terme d'essaimage est « inapproprié ». Il s'agit davantage de projets individuels dont le bilan qualitatif est loin de donner satisfaction : « Cela est fait de manière maladroite, commenté-t-il. On était content de voir les gens partir. L'aide au départ n'a été l'objet d'aucun suivi. »

Que sont devenus les créateurs de petites entreprises souvent unipersonnelles (commerces, débits de boissons, etc.) essaïmés de la sorte ? Personne ne le sait vraiment. Ce que le ministère du travail et l'Agence nationale pour la création et le développement des nouvelles entreprises (ANPE) savent en revanche, c'est que le taux d'échec fut considérable. Reste qu'aucune étude sérieuse n'est venue corroborer cette appréciation.

En revanche, l'essaimage stricto sensu, comportant une aide au démarrage (possibilité de financement, conseils juridiques et fiscaux, notamment) et surtout un suivi régulier durant les premières années (formation complémentaire), a globalement été couronné de succès bien qu'il n'ait jamais été quantifié de manière formelle.

### Avides de grand air

« D'après notre estimation et notre échantillonnage, les entreprises ainsi essaïmées ont connu un taux de réussite de 80 %, commente Frédéric Do, responsable de ce secteur à l'ANPE. Mais l'essaimage n'est pas un créateur comme les autres. Il bénéficie d'une aide et de la logistique de la maison mère. » Selon Michel Garcia, les créations d'emplois peuvent être estimées à plusieurs milliers. « Si les projets ont été bien préparés, bien structurés, avec un appui fort, le taux d'échec peut être inférieur à 5 %, et ce malgré la morosité du contexte économique », note-t-il.

Bien qu'avec des motivations diverses, la plupart des grands groupes ont favorisé ainsi un certain nombre de leurs salariés « avides de grand air et de création personnelle », pour reprendre l'expression d'un directeur des ressources humaines. Rank Xerox, Hewlett Packard, IBM France, Apple, Renault, Charbonnages de France, Pechiney, Elf Aquitaine ont institutionnalisé cette pratique. Là encore, pas de bilan d'ensemble. Chacun des groupes a tiré ses propres conclusions.

Pechiney a aidé à la création de près de 300 emplois à partir de son

ancien site de Nogent-sur-Oise, en consentant un effort colossal de 500 millions de francs. Charbonnages de France, tous bassins confondus, a contribué à la création ou la reprise d'un peu plus d'un millier d'entreprises pour ses anciens agents ayant relevé le défi de la conversion personnelle. Renault, depuis huit ans, a appuyé la création de quelque 1 800 entreprises, lesquelles ont généré 6 000 emplois.

Si cette forme d'essaimage dit d'ailleurs (réduction d'effectifs) a débouché sur des secteurs d'activité concernant principalement les services et l'artisanat, il n'en va pas de même de l'essaimage dit stratégique pratiqué par de grandes firmes, souvent de haute technologie.

Nombre d'entre elles ont trouvé à un élément de réponse aux questions qu'elles se posent en matière de diversification ou de recentrage, voire de prises de participation financière. Lorsque le groupe IBM, par exemple, aide une cinquantaine de salariés à créer CETIC SA (voir « Le Monde Initiatives » du 24 avril 1991), en les dotant d'un pactole de près de 8 millions de francs, on est loin de l'essaimage individuel. Encore plus de la création d'une épicerie-buvette. D'autant plus que CETIC SA, spécialisée dans la vente et la maintenance de matériel de traitement et de transmission d'informations, a signé dans la foulée un accord de sous-traitance avec la compagnie.

Ce spin off, terme qui en anglais évoque la satellisation, a bien des avantages pour l'entreprise. Comme le dit Jean Tavernier, directeur général des services techniques d'IBM, « c'est un peu d'activités traditionnelles conduites par IBM que l'on sort du cadre formel de la compagnie et qui va se développer dans son sillage ». Aujourd'hui, une activité non essentielle ne peut se développer normalement et perd de sa compétitivité. Il faut alors se demander si elle peut se développer « hors des murs ». La compagnie a favorisé ce type d'essaimage (transfert ?) depuis 1984. Qu'en pense le personnel ? « Il règne ici une ambiance propre aux petites entreprises. Nous avons les couloirs franches, les responsabilités élargies, moins de circuits et d'étages hiérarchiques », se félicite à Bobigny un cadre de Lexmark, autre société essaïmée par la compagnie.

Les stratégies varient. Pour Hewlett Packard France, qui annonce avoir participé depuis 1985 à la création de 53 entreprises, — soit 1 % des effectifs — et créé ainsi 500 emplois, il s'agit de favoriser la naissance d'entreprises dont les responsables connaissent bien l'environnement de la firme. Il s'agit encore de valoriser l'image de l'entreprise à travers la réussite de projets. Sans remettre en cause leur attachement à l'entreprise, les « porteurs de projets » peuvent ainsi laisser libre cours à leurs aspirations individuelles.

Le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) affirme, quant à lui, poursuivre quatre objectifs à travers 38 PME performantes de haute technologie qu'il a contribué à créer depuis 1985. Outre que « l'essaimage des agents est un vecteur de diffusion technologique vers les petites entreprises créatrices d'emplois », ces créations « favorisent l'esprit d'entreprise individuel des agents du CEA et, de proche en proche, l'esprit d'entreprise de l'organisme dans son ensemble ».

L'éventail des intentions est des plus larges.

Jean Menanteau

INVENTION des années 80, le rachat d'entreprise par ses salariés (RES dans la version française, ou LMBO, selon la terminologie d'origine américaine) a d'abord connu l'engouement avant de n'être plus considéré que comme un outil parmi d'autres.

Entre-temps, on s'est progressivement rendu compte que ses vertus, réelles, ne correspondaient pas à tous les besoins. Et, notamment, qu'elles ne s'appliquaient pas — sauf exception — au cas des entreprises en difficulté dont l'ensemble du personnel ou les cadres auraient voulu obtenir le rachat économique. Un rachat suppose en effet un endettement fort et de long terme, pour tous les participants à l'opération, collectivement engagés dans un redressement par nature délicat. Un échec toujours possible se traduirait non seulement par la perte de l'investissement initial, mais aussi par l'obligation d'honorer en exhaustivité les remboursements prévus. Ce qui peut tourner à la catastrophe individuelle.

De plus, selon les principes mêmes de son fonctionnement, la réussite d'un RES nécessite que, pendant des années, l'entreprise soit capable de dégager énormément de bénéfices pour assurer le paiement des dettes contractées. « Elle doit se transformer en une machine à produire du cash et donc privilégier le rendement à court terme sur les choix stratégiques de long terme », estime Luc Boyer, qui regrette cette conséquence de gestion, plus facile à pratiquer pour une société de services que pour un établissement à caractère industriel. Si cela revient à « se payer sur la tête », comme le ferait un quelconque investisseur, la solution du RES peut compromettre les chances futures de développement de l'entreprise. Savoirs temporaires, elle risque de se voir épuiser et exsangue du traitement qui lui aura été imposé.

Quelques affaires qui se sont mal terminées ont montré les limites du RES pour des reconversions. « Il y a eu des bouillottes », reconnaît-on au ministère du travail où l'on considère que la procédure du RES est de toute manière « antinomique » avec les tentatives de la dernière chance, « sauf dans le cas de la liquidation préordonnée d'un groupe en faillite de ses capacités stratégiques ». On a même vu que, lors d'opérations mal conçues ou peu adaptées, des malotrus pouvaient se révéler désastreux avec des entreprises qui pourtant étaient jugées saines a priori.

Ainsi, l'un des premiers RES, réalisé à Cahors (Lot) dans une société de distribution en gros appelée Quercy Métal, s'est-il achevé piteusement. De rebondissements en débâcles, le montage imaginé pour la reprise de la chaîne d'import n'a guère été plus probant. Et encore, s'agissait-il alors de sociétés bien portantes... Il n'en reste pas moins que la technique du RES a été mise à profit dans une série de configurations, « qui se comptent toujours sur les doigts de la main », fait-on observer au ministère du travail, et qu'elle offre des avantages indéniables, mais contradictoires, aux yeux mêmes de ceux qui ont eu à l'expérimenter.

### Les leçons de Fougerolle

Ces réserves faites, deux cas de figures peuvent être présentés, tout aussi instructifs : celui du groupe du bâtiment et des travaux publics Fougerolle, d'une part ; celui du cabinet international d'audit-social Hay Group, d'autre part. Dans des registres différents, puisque le premier a associé l'ensemble de son personnel permanent et donne ouvrière à la démarche, voulue offensive, et que le second a privilégié la participation des cadres dirigeants dans une formule plus classique, mais originale, par sa dimension mondiale. Les conclusions, diamétralement opposées, après quelques années d'expérimentation, permettent d'établir que le dispositif peut répondre à une large palette d'objectifs.

A une extrémité, l'enchaînement des circonstances, chez Fougerolle, vaut qu'on y réfléchisse en effet. Voilà une entreprise, oméga 7 de son secteur à l'époque (11 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1989), qui avait perdu son actionnariat familial depuis une dizaine d'années, et qui s'était sans aucun doute identifiée à son président charismatique, Jean-François Roverato, quand la puissante Compagnie générale des eaux (CGE) s'intéressa à elle au point de vouloir l'absorber. Tandis que les tractations échouaient, faute de garanties pour l'équipe dirigeante, la nécessité de trouver une parade, qui assurât en même temps le développement de la société, s'imposait. Et si, avec le soutien de Paribas, partenaire traditionnel, on se lançait dans un RES qui élargirait toute menace d'OPA ? Rongement menée, l'opération était bouclée à la fin février 1990 : les 250 millions de francs de capital de la

Financière Fougerolle, holding qui contrôlait le groupe, étaient détenus à 43,42 % et à 53 % des droits de vote par 7 salariés sur 10. Un succès triomphal qui symbolisait bien la cohésion de l'entreprise.

Mais l'histoire ne s'arrête pas là. Comme pour prouver que le RES ne débouche pas le dynamisme d'une entreprise, ou qu'elle n'épuise pas ses ressources financières, contrairement à ce que l'on pense d'ordinaire, Fougerolle, qui avait étendu l'hypothèse de longue date, annonçait une OPA amicale, en janvier 1992, sur plus gros que soi, le groupe SAE, pour constituer le numéro 3 du secteur, pesant 40 milliards de francs de chiffre d'affaires. L'attaque, préméditée, recelait une botte secrète : un RES, de nouveau, qui associerait les salariés de Fougerolle, dont les nouveaux embauchés depuis 1990, et le personnel de la SAE, appelé ainsi à se mobiliser pour une fusillade de raison. Le résultat dépassa toutes les attentes. Dans les deux entreprises, 72 % des salariés, soit 27 000 personnes — le nombre le plus élevé jamais obtenu pour un RES —, possèdent 48 % des parts et 56 % des droits de vote d'une holding qui, à son tour, détient une participation de 56 % des holdings Fougerolle et SAE.

### Etat transitoire

La morale de la fable est tirée par les dirigeants du groupe eux-mêmes. Il est démontré que le RES peut être un instrument de croissance. Il sert de système d'alliance alors que les absorptions produisent trop souvent des conflits mortels entre les anciennes équipes. Il peut servir de liant entre deux cultures sans vainqueur ni vaincu. « Mais », ajoute Yves Salmon, conseiller de la présidence du groupe, directeur des relations extérieures et internes, « l'entraîne un changement de la politique sociale ». Actionnaires et traités comme tels, les salariés, dont les ouvriers qui sont aux deux tiers des étrangers, doivent aussi percevoir, à d'autres signes, qu'ils collaboreront à un autre type d'entreprise, la leur. Il a fallu faire élire des conseillers de sites ; on a voulu mettre en valeur l'identification très forte à l'entreprise qui, pour la majorité, se confondait avec une volonté d'intégration. C'est que chacun, en moyenne, a déboursé 17 000 francs pour « en être ».

Autre logique et autre extrémité, dans le cas de Hay Group, société

américaine dont Luc Boyer est devenu vice-président à la faveur du premier RES complètement international. Trois ans plus tard, le jugement est plus nuancé et, s'agissant d'un cabinet spécialisé dans l'audit social, plus critique également sur les bienfaits, en moins collectifs, de la formule. Hormis le gain en plus-value virtuelle ou en pouvoir pour une centaine des 2 700 actionnaires qui auront au minimum misé 200 000 francs, l'opération peut se solder par des déceptions, elles-mêmes engendrées par une série de confusions. Au point que, à l'instar, Luc Boyer n'est pas loin de considérer que l'état d'un RES est anormal, instable, et qu'il doit être « transitoire », afin qu'un autre équilibre soit trouvé avec le retour d'un partage clair entre la détention du capital et l'exercice de l'autorité hiérarchique.

« Dans le RES, il faut passer d'une direction distincte du capital à un capital associé », note Luc Boyer, qui parle à ce propos d'un « bouleversement colossal ». Si l'y a une, il restera malgré tout « un problème de gestion phénoménal avec des cadres propriétaires de capital et des moins cadres possédant moins de capital ». À moins d'inventer des règles internes, encore à définir, l'entreprise court le risque d'être agitée par des actions de « lobbying interne », pronostique-t-il. A cet élément de « trouble », s'ajoutent également des déconvenues quand les uns et les autres découvrent le cloisonnement indispensable entre « les structures hiérarchiques et patrimoniales », pour lequel il faut encore trouver « des marques ». En effet, « le capital ne donne pas plus de droits », notamment en ce qui concerne les choix stratégiques.

A terme, il conviendrait donc de trouver une « sortie », qui redonne une cohérence à l'entreprise, et cela vaut pour Hay comme pour les autres entreprises soumise à la loi du RES. La solution serait d'aller vers un système de franchise pour les divers éléments du groupe, vers une introduction en Bourse avec une prise de bénéfices pour les différents partenaires, ou vers l'entrée dans la société d'un partenaire minoritaire. Ce serait le retour à la normale, plaide Luc Boyer, pour qui le RES ne peut être qu'un moment dans la vie d'une entreprise. Mais qui a dit que le RES était fait pour durer ou pour inventer un autre mode d'organisation de la société économique ?

A. Le.

## La « surchauffe » des stages

Les systèmes de reconversion sont insuffisants face à la détérioration de la conjoncture

« LES gens ne croient plus à la formation », s'ils ont été licenciés, ce n'est pas forcément parce qu'ils n'ont rien pu compenser. Et il n'est jamais facile de réintégrer l'école... surtout quand on sait bien qu'on bout les débouchés sont rares. » Jean-Louis Lavie, de la CFDT, n'est pas vraiment optimiste : l'efficacité des dispositifs de reconversion reste, selon lui, « sans commune mesure avec la multiplication du nombre de licenciements économiques et le ralentissement des créations d'emplois ».

Il est vrai que les différents formules de stage de reconversion subissent le contrecoup de la mauvaise conjoncture économique : le nombre de leurs adhérents ne cesse de croître et les taux de reclassement s'effondrent. Pour les bénéficiaires du régime de l'assurance-chômage, le principal dispositif est l'allocation de formation-reclassement (AFR), qui, depuis 1988, permet d'assurer la rémunération des chômeurs entrant en formation.

Mais les flux sont disproportionnés : si, au total, 23 000 dossiers AFR ont été déposés entre juillet 1988 et le 1<sup>er</sup> janvier 1991, l'ANPE a enregistré de son côté, pour les seules années 1990 et 1991, pas moins de 900 000 inscriptions suite à un licenciement économique ! Si le nombre total de dossiers (12 000 par mois en 1990) a progressé de 15,6 % de 1989 à 1990, le taux de reclassement a diminué : selon l'UNEDIC, parmi les allocataires sortis d'AFR au cours de l'année 1990, 53,8 % avaient retrouvé un emploi au 30 juin 1991, contre

55,3 % un an plus tôt. L'écart est important, surtout si l'on se réfère au nombre d'allocataires qui déclarent, auprès de l'ANPE, avoir retrouvé du travail : 32,2 % en juin 1991, contre 44,3 % en juin 1990.

En amont du régime d'assurance-chômage, plusieurs dispositifs publics, conçus comme des « mesures d'accompagnement des restructurations » nnt vu le jour au cours de ces dernières années. Pour accompagner leurs suppressions d'emplois, les entreprises ont en effet la possibilité de signer diverses conventions du Fonds national de l'emploi (FNE) : les congés et les conventions de conversion.

### Montée en charge

Associées à d'autres dispositions propres à l'entreprise, ces aides publiques diffèrent l'inscription du salarié à l'ANPE et font partie du plan social rendu obligatoire par la loi de 1989. Si le coût de conversion n'a guère décollé depuis sa création en 1985, stagnait autour de 1 220 bénéficiaires en 1991, la convention de conversion a connu en revanche un succès croissant.

Institué en 1986, le même année que la suppression de l'autorisation administrative de licenciement et la création des grands « pôles de conversion », ce dispositif oblige les entreprises à proposer aux salariés qu'elles licencient la possibilité d'adhérer pendant six mois à une convention. Motivée à deux reprises, en 1988 et 1990, ce système permet

aux salariés qui ont au moins deux ans d'ancienneté de bénéficier d'une allocation spécifique de conversion (ASC) équivalente à 83 % du salaire brut antérieur les deux premiers mois, puis à 70 %.

Les salariés ont donc six mois pour retrouver un emploi. Ils intègrent alors des structures spécifiques — équipes techniques de reclassement (ETR), cellules de conversion — dont le but est de « dynamiser la recherche d'emploi ». « Près de 60 % des salariés ont suivi un stage de formation », précise-t-on à l'ETR de Sartrouville. Pour l'essentiel, il s'agit de modules courts de formation (moins de 300 heures), destinés à compléter « l'acquis professionnel du stagiaire ».

« Ce dispositif est très bien adapté au public qu'il avait l'intention de traiter : des salariés qui possèdent un bon potentiel de retour à l'emploi et qui ont un besoin limité en formation. » Pourtant, au cours des deux dernières années, la montée en charge du nombre d'adhérents a introduit une « surchauffe » dans le dispositif. L'ETR de Sartrouville a ainsi enregistré près de 2 000 adhésions pour l'année 1991, au lieu de 1 000 en 1990. « L'atout du dispositif réside dans le suivi personnalisé des salariés, souligne-t-on. Mais la mauvaise conjoncture économique risque de nuire à la qualité du travail de chaque agent. » Il a donc fallu élargir l'équipe qui est passée, au mois de juin, de trois à huit agents. Le taux de reclassement des salariés y a été de 52 % en 1990 et de 42 % l'année suivante ; en 1992, il sera sans doute autour de... 33 %.

Les dernières statistiques fournies par le ministère du travail montrent clairement qu'il s'agit là d'une tendance nationale. Si le nombre de conventions signées en 1991 a progressé de 49 % par rapport à l'année précédente, environ 67 000 salariés ont adhéré à une convention de conversion en 1991, soit une augmentation de 64 % par rapport à 1990.

En aval du dispositif, pour la première fois depuis 1987 le taux de reclassement des salariés est passé en 1991 sous la barre des 40 %. Alors que la proportion du nombre de salariés reclassés n'avait cessé de croître depuis 1986 (jusqu'à atteindre 49 % d'entre eux en 1989), elle est passée à 46 % en 1990 puis à 38 % en 1991.

Mais les limites de ce dispositif traduisent également le peu d'entraide que montrent les entreprises à s'impliquer dans le reclassement des salariés qu'elles licencient. La convention de conversion leur offre bien souvent la possibilité de se décharger de cette tâche. En revanche, « quand l'entreprise le décide, elle assure de bien meilleurs résultats que les dispositifs publics », assure Claude Triomphe, directeur adjoint à la direction départementale du travail et de l'emploi (DDTE) des Yvelines. Mais le nombre de celles qui pensent qu'elles ont une véritable obligation de reclassement reste très minoritaire.

Olivier Plot

La médiation

Les voies



INITIATIVES

DOSSIER • Le bilan des remèdes au chômage

# La médiation de l'outplacement Le réflexe SCOP

De plus en plus sollicités, ces cabinets ont amélioré leurs techniques

Du sauvetage des sociétés à leur création

L'OUTPLACEMENT collectif gagne aujourd'hui ses lettres de noblesse. Que de chemin parcouru depuis l'introduction en France, il y a environ quinze ans, de cette technique de reconversion d'origine américaine ! Il y a des signes qui ne trompent pas, raconte un consultant, ancien dans le métier. Il y a quelques années, à l'annonce de ma profession les gens que je rencontrais avaient plutôt tendance à me considérer comme un « charognard ». Aujourd'hui ils me demandent ma carte de visite. Ils laissent la leur... au cas où.

Cette crédibilité tient à la professionnalisation d'un secteur où chacun connaît désormais les cinq à dix cabinets sérieux qui se partagent en principe le marché. Une maturité qui correspond au changement de comportement des entreprises. Beaucoup trouvaient encore fort commode il y a peu - certaines en restent toujours persuadées - de boucler des plans sociaux grâce aux techniques expéditives et parfois séduisantes pour les salariés licenciés du chèque valise ou de la mise en retraite anticipée des plus de cinquante-cinq ans.

Les dommages sociaux causés par de telles irresponsabilités et l'altération de l'image de marque de l'entreprise en interne et en externe les ont petit à petit fait changer d'avis. Sans oublier, bien sûr, les coups de semonce des pouvoirs publics, amplifiés depuis l'arrivée de Martine Aubry au ministère du travail.

Le savoir-faire d'un cabinet (création d'une antenne emploi-recherche de postes, connaissance parfaite du dispositif légal...) leur permet d'en-

visager une restructuration de manière moins traumatique, surtout lorsque les coûts d'intervention ne sont pas ou ne sont plus prohibitifs. « Parlons clairement, précise Jean-François Carrara, responsable du développement de l'activité restructuration au cabinet Aigue. En moyenne l'ensemble des mesures sociales, y compris les honoraires d'un cabinet, portent à environ 100 000 francs par salarié le coût d'un outplacement collectif. Si une entreprise s'attaque à ce type de coût économique elle réalise bien qu'un chèque valise, par exemple, est plus cher. »

## Responsabilité sociale

Le marché plutôt porteur amène, bien évidemment, les cabinets à évoluer. La population concernée par les restructurations s'élargit régulièrement à différents secteurs : hier les ouvriers non qualifiés, aujourd'hui les informaticiens, demain le monde de l'assurance.

La méthodologie progresse elle aussi. Etapes classiques dans le métier par exemple que celles expliquées par Jean-François Carrara pour résumer l'intervention d'Aigue : « En 1979, lors du lancement de notre activité d'outplacement collectif, nous intervenions auprès de grands groupes comme Saint-Gobain ou Rhône-Poulenc pour les aider dans la recherche d'emplois pour leurs salariés licenciés. En 1982, nous travaillions davantage sur le transfert de savoir-faire. Nous apprenions aux entreprises qui nous ont choisis à

faire fonctionner en partenariat une antenne emploi. Trois ans plus tard, nouvelle étape : nous aidons la direction des ressources humaines à élaborer qualitativement les plans sociaux. Vous le constatez, nous intervenons de plus en plus en amont. »

Un point qui n'a pas échappé aux pouvoirs publics, qui reconnaissent volontiers comme on le confirme au ministère du travail que « les cabinets d'outplacement sérieux sont des interlocuteurs avec qui il faut désormais compter ». Pas question pour autant de parler de partenariat avec les agences nationales pour l'emploi et leurs équipes techniques de reclassement, elles aussi sur la brèche lors d'une restructuration, mais plutôt de complémentarité. « Je pense cependant, rétorque Daniel Le Bars, directeur de l'activité reclassement collectif à PCM Europe, que ce point est l'une des nouvelles données fondamentales de notre profession. Nous sentons de plus en plus une pression de la part des pouvoirs publics pour inciter les entreprises à jouer la carte de la responsabilité sociale. Tels sont les messages envoyés. Nous sommes d'ailleurs à une phase stratégique. Nous tenons le rôle d'intermédiaire : à nous d'être nos clients et de les conseiller qualitativement. Rien d'étonnant donc à ce que nous ayons de plus en plus de réunions avec les services publics de l'emploi sur le terrain. »

Parfois cette complémentarité va plus loin et il n'est pas exceptionnel de voir des responsables de cabinets d'outplacement repus au ministère pour discuter du cadre législatif existant et des améliorations possibles à

lui apporter. En dépit de cette reconnaissance officielle, pas question pour les cabinets de fanfaronner. Les plus sérieux refusent de donner des chiffres sur leurs taux de réussite.

Aucune restructuration ne ressemble à une autre. « Je peux évidemment vous donner des taux de réussite exemplaires », explique Jean-François Carrara, comme celui obtenu pour une entreprise de services de la région parisienne où les salariés étaient tous qualifiés. Mais je peux aussi vous donner comme exemple celui, très faible, réalisé lors de la liquidation d'une filature dans le nord-ouest de la France où les salariés employés depuis l'âge de quinze ans sans aucune qualification, sans permis de conduire, se voyaient aller travailler dans l'usine la plus proche, à 20 kilomètres ! »

Le marché va continuer à se développer mais les cabinets savent bien que de nouvelles difficultés les attendent. Les grands groupes semblent désormais familiers avec la technique de l'outplacement. Il n'est pas encore de même pour les PME, tout au moins celles de moins de deux cents salariés, qui hésitent à avoir recours à leurs services compte tenu du peu de licenciés en principe concernés par une restructuration. D'où la création récente d'antennes emploi inter-entreprises qui permettent de faire bénéficier des salariés d'horizons différents des techniques de l'outplacement. C'est une piste qu'il faudra sérieusement exploiter, la encore de manière professionnelle. Question de crédibilité.

Mario-Béatrice Baudet

Il fut un temps, dans les années 80, où dès qu'une entreprise battait de l'aile se déclenchait une espèce de réflexe de survie qu'on pourrait appeler le réflexe SCOP. Les salariés, avec bien souvent le soutien de leurs syndicats, se mobilisaient pour acheter leur entreprise et la faire redémarrer sous la forme d'une société coopérative ouvrière de production. De 1981 à 1986, 440 SCOP se sont ainsi créées à partir d'entreprises en difficulté, générant 12 125 emplois. Depuis, un peu plus de la moitié de ces SCOP ont disparu, entraînant l'évaporation de plus de 6 000 emplois.

Après une période de forte notoriété durant laquelle les effectifs des SCOP sont passés de 22 000 environ en 1978 à 35 000 en 1985, le mouvement s'est stabilisé. Par ailleurs, le processus de création de nouvelles SCOP s'est inversé. Il y a dix ans on recensait un tiers de créations de SCOP par réanimation d'entreprise en difficulté, un peu plus du tiers par transformation en SCOP d'entreprises en bonne santé. Après 1985, les créations ex nihilo sont devenues majoritaires tandis que les réanimations se sont raréfiées. Selon la Confédération générale des SCOP, 61 % des emplois créés de 1987 à 1991 (soit 3 078 emplois) l'ont été dans de nouvelles SCOP, 20 % (983) dans des entreprises en bonne santé transformées en SCOP et 19 % (947) seulement dans des entreprises « réanimées ».

## Intérêt renouvelé

Comment expliquer ce revirement ? « Dans cet important flux de réanimation de 1980 à 1985 il y a eu des initiatives peu maîtrisées », explique Michel Porta, chargé de la communication et de la formation à la Confédération générale des SCOP. « On n'a pas eu le courage de refuser des projets qui n'étaient pas viables. On s'est laissé entraîner par les syndicats sur des écueils difficiles. »

Quelques échecs retentissants, style Manufacture, ont provoqué « des dégâts en termes d'image ». Après cette aventure, la Confédération a pris ses distances avec les organisations syndicales. Elle a resserré ses activités sur des terrains communs, créant des SCOP soit dans des secteurs d'activité traditionnelle (BTP, imprimerie...) soit dans des régions où le mouvement lui-même était déjà bien implanté. « En période de crise économique, indique Michel Porta, il faut renouer avec une certaine tradition de réanimation d'entreprises en difficulté. Mais pas à n'importe quelles conditions. »

En effet, la réanimation n'est pas une opération facile. « Au

départ, bien sûr, il y a de la part des ouvriers une volonté de survie mais cela ne suffit pas. Il faut affronter beaucoup de problèmes », indique Jean-Jacques Brust, PDG de la Société coopérative de faïencerie de Niderviller, en Moselle. La plupart du temps, le patron disparaît, les cadres s'en vont. Restent les ouvriers avec leur savoir-faire, certes, mais qui connaissent mal les processus de production et les marchés. C'est tout un cheminement qu'il faut faire avec eux, un réseau commercial qu'il faut recréer. Si les SCOP acceptent de se lancer dans l'aventure, c'est désormais sous forme de partenariat.

Ainsi les responsables de la cristallisation d'Hartviller, en Moselle, prennent conscience, au milieu des années 80, qu'une diversification est nécessaire pour préserver l'avenir. A cette époque la faïencerie de Niderviller, située non loin de là, dépose son bilan. Des contacts sont pris avec les salariés. Hartviller propose son soutien avec une participation au capital de la future SCOP. Les ouvriers acceptent de mettre leurs indemnités dans l'affaire et de verser 3 % de leurs salaires à la SCOP pour acheter son capital social. En 1987, la faïencerie redémarre avec près des deux tiers des effectifs antérieurs. Des adaptations de poste sont nécessaires, explique Jean-Jacques Brust. Poursuivant une politique de diversification, les deux SCOP ont racheté, il y a un an, deux entreprises de porcelaine en difficulté, dans la région de Limoges : La Seynie et Limoges-Création. Dans quelques mois les salariés décideront s'ils souhaitent ou non devenir des coopérateurs. D'ores et déjà Jean-Jacques Brust lorgne sur une entreprise d'impression sur tissu qui compléterait bien sa palette d'activités.

Aujourd'hui, la Confédération générale des SCOP éprouve le besoin de renouer avec les syndicats. Le développement des RES (voir l'article d'Alain Lebaube) n'est pas pour rien dans cet intérêt renouvelé à l'égard des organisations syndicales. La Confédération souhaiterait en effet qu'au moment de la vente d'une entreprise les syndicats se penchent sur « toutes les solutions ». « Dans les RES, avance Michel Porta, soit la majorité des salariés sont actionnaires mais ils ne disposent pas de la minorité de blocage, soit l'actionnariat salarié est réservé aux cadres qui s'engagent irrémédiablement et sont vulnérables au moindre accroissement. Les SCOP offrent, quant à elles, un schéma de reprise plus stable. Elles s'adressent à la majorité des salariés et elles leur donnent la possibilité de partager le pouvoir avec, en plus, le soutien logistique du réseau. » Reste à persuader les syndicats du bien-fondé de cette analyse.

Catherine Leroy

## Les voies de la création

Depuis 1977, les chômeurs peuvent fonder leur entreprise. Ils ne réussissent pas plus mal que les autres.

C'EST dans un contexte de compétition économique accrue qu'une nouvelle race de créateurs d'entreprises, porteurs de tout petits projets, a fait massivement son entrée en scène : les demandeurs d'emploi et les bénéficiaires du RMI. Des gens souvent peu qualifiés, ou du moins sans expérience du métier qu'ils allaient exercer et de la gestion d'une entreprise, mais qui comptaient sur cette solution pour sortir du chômage. Les immigrés, les jeunes des banlieues dévalorisées aussi se sont lancés dans l'aventure avec force. Pour eux, il s'agissait de relever un double défi : sortir de la misère, mais aussi marquer leur volonté d'être reconnus par la société, leur refus de l'assistanat et des discours misérabilistes tenus à leur égard.

L'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprises (ACCRE) naît en 1977. Accordée au départ par les ASSEDIC, elle sera transférée à la charge de l'Etat en 1980. Aujourd'hui, son montant s'échelonne entre 16 125 francs et 43 000 francs, auxquels s'ajoutent 21 000 francs maximum en cas d'embauche au cours des six premiers mois d'activité. Petit à petit, le dispositif est devenu accessible à toute catégorie de chômeurs indemnisés, aux femmes isolées, puis aux bénéficiaires du RMI en 1991. De plus, depuis 1987, l'administration a la faculté de vérifier « la réalité et la consistence des projets » avant d'accorder l'aide. Enfin, 1989 voit la mise en place de chéquiers-conseil, cofinancés par l'Etat, dans le but d'inciter le créateur à consulter des conseils financiers, fiscaux, etc. L'Etat n'a ainsi dépensé 100 millions de francs en 1989.

## Ouvriers et employés

Le message est bien passé auprès des destinataires. En 1979, 9 200 chômeurs obtiennent l'ACCARE et créent (ou reprennent) 6 500 entreprises. Trois ans plus tard, ils sont déjà 40 000. En 1985, année record : 70 000 chômeurs touchent l'ACCARE, pour 57 600 entreprises. Soit 23 % du volume global de la création d'entreprises... Ce niveau se maintiendra jusqu'en 1987, avant de baisser progressivement jusqu'à 17 % en 1990.

Les statistiques du ministère du travail permettent un portrait-robot de cette nouvelle vague de chefs

d'entreprise. Ainsi, la part des femmes a cessé de croître pour atteindre 25 % en 1990. Un bénéficiaire sur dix a moins de 25 ans. On note aussi que 40 % de ces créateurs sont licenciés économiques et 13 % en fin de contrat à durée déterminée. Ouvriers et employés constituent à eux seuls plus de 70 % de ces patrons, les agents malfaîtres 30 % et les cadres 13 %. Enfin, 30 % des bénéficiaires de l'ACCARE se lancent au cours de leur première année de chômage.

Malgré ce dynamisme, le discours ambiant tend, depuis quelques années, à freiner l'engouement des débuteurs pour la création d'entreprises. A l'APCEC, par exemple, on souligne que cette solution ne constitue qu'un projet professionnel parmi d'autres. Car la présenter comme la panacée face au chômage « entrainerait l'idée qu'il serait plus facile de créer une entreprise que de trouver du travail », explique Jean-Paul Meire, responsable de l'unité création d'entreprises, ouverte en 1984 à l'APCEC. Ce qui est faux. Si créer une entreprise signifie avoir suffisamment de clients qui permettent au chef d'entreprise de vivre, c'est beaucoup plus difficile.

## Réseaux d'associations

Il n'en reste pas moins vrai que les chômeurs ne sont pas plus mauvais gestionnaires que les autres puisque le taux de mortalité de leurs entreprises équivaut à la moyenne nationale, soit environ 50 % au bout de cinq ans d'existence, beaucoup moins quand les créateurs ont bénéficié d'un accompagnement. En revanche, les échecs sont peut-être plus lourds de conséquences pour ce public peu fortuné. Car pour monter leur affaire, beaucoup sont amenés à engager leurs biens personnels et familiaux. Note l'Institut français des experts-comptables (IFEC-UNCC), qui estime que les projets « sont insuffisamment préparés, notamment au plan financier ». En outre, les modalités d'attribution de l'ACCARE induisent des effets pervers. Ainsi, selon l'ANPE (Agence nationale pour la création et le développement des nouvelles entreprises), l'aide est versée trois à cinq mois après la notification de l'accord. Aussi, « nous conseillons systématiquement de ne pas la compter dans

le plan de financement ». A noter que la majorité des projets concernent le commerce et l'artisanat.

Pour accueillir et accompagner ces futurs patrons, les structures se sont multipliées, dont le rôle consiste d'abord à écouter ces personnes qui ne trouvent pas d'interlocuteur, et parfois à les amener à renoncer quand leur projet semblait trop fragile. On estime, à l'ANPE, que sur cent accueils, une dizaine seulement déboucheront sur la concrétisation de projets. Ces structures forment aujourd'hui un marché très dynamique, souvent composé d'organismes sensibles à l'insertion des jeunes en difficulté, à l'instar de l'Union des foyers de jeunes travailleurs qui a lancé, via ses directeurs de foyers, des réseaux d'initiatives locales pour l'emploi (RILE), dont les ramifications s'étendent prochainement en Europe. Les RILE sont à l'origine de 1 300 entreprises créées depuis 1987, représentant 1 500 emplois directs. Autre exemple parmi tant d'autres : la Fondation SCI (FSC), qui s'adresse notamment à de jeunes immigrés ou issus de l'immigration disposant de moins de 10 000 francs d'apport personnel. Depuis 1986, FSCI a accompagné 300 nouvelles entreprises, soit près de 900 emplois, et affiche, en mai 1992, un taux d'échec de 28 % pour les sociétés créées entre 1986 et 1988. En revanche, les banques n'ont guère montré d'enthousiasme à l'égard de ces nouveaux entrepreneurs. Aussi, des organismes de prêts et cautions se sont montés spécialement à leur intention. En novembre, des associations de banlieue devaient lancer une souscription pour le fonds commun de placement à risques Génération Banlieue : 5 millions de francs destinés à favoriser « la création d'activités économiques dans les zones urbaines en difficulté ».

L'ANPE, aussi, a participé à cette vague de façon presque militante, en menant, sur des territoires « à revitaliser », des ODAE-Solidarité (opération de détachement et d'accompagnement des créateurs d'entreprises) en direction des « populations en situation précaire » souhaitant créer des entreprises. Ces actions collectives sophistiquées, assorties de formations, associent un grand nombre de partenaires de terrain, des collectivités locales aux associations, en passant par les travailleurs sociaux, les administrations, les chambres consulaires, etc. autour d'une structure locale d'animation. Autant

d'acteurs qui, par la même occasion, ont été conduits à apprendre à travailler ensemble, parfois non sans mal.

Toutes ces initiatives ont-elles fait naître des illusions chez les chômeurs ? « Au contraire, cela n'a eu des conséquences bénéfiques pour des gens qui avaient de très bonnes idées dans leur coin et n'osaient pas faire le pas, assure Arlette Simmo, responsable du Point chances ANCE d'Albi. Ensuite, cela a amené ceux qui de toute façon avaient créé leur entreprise à le faire dans de meilleures conditions grâce à un accompagnement. »

Francine Alzicovici

## Porte d'entrée sur les métiers de l'ingénierie de la communication

INGENIEURS ET UNIVERSITAIRES

Au sein du Groupe FRANCE TELECOM, CITCOM est un lieu de transfert de savoir et de diffusion d'expertises dans le domaine de l'ingénierie informatique et télécom.

Sa stratégie s'appuie sur un réseau européen de centres dont la pièce maîtresse est l'EUROMASTER.

Ce programme, d'une durée de 7 mois, conçu par des professionnels prépare concrètement à l'exercice de responsabilités fortes dans les métiers de l'ingénierie informatique et télécom.

Vous êtes de formation scientifique (Bac + 4 minimum) et vous souhaitez apporter à votre potentiel la

valeur ajoutée qui fera la différence.

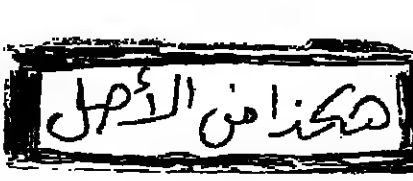
CITCOM, avec son programme EUROMASTER, se propose de vous fournir les moyens de dynamiser votre projet professionnel en y intégrant la maîtrise des systèmes de communication.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. LMS1 à : INT-CITCOM - Service Sélection - 83, Bd Vincent Auriol 75013 Paris.

CITCOM

GIE INT-CITCOM entre FRANCE TELECOM et TELESYSTEMES

PROCHAINES REUNIONS D'OUTPLACEMENT A PARIS SELON LES CENTRES  
MONTPELLIER • L'ESPRESSO • TOULOUSE • NANCY • DUNKERQUE • PARIS • LYON





MUTATIONS

INSERTION

## De la mine aux HLM

Un exemple de reconversion chez les mineurs de Lorraine

« Ils ont l'habitude de travailler. Ils sont courageux et ne rechignent pas à se lever tôt le matin. Pour toutes ces raisons ils sont très appréciés à l'embauche. » Salariés chez Logirep, une société anonyme de gestion de logements sociaux, Murielle Boizard est chargée de la formation. Depuis trois ans, elle anime des stages de reconversion conçus en partenariat avec le groupe Usinor-Saefor et les Houillères du bassin lorrain (HBL), filiale du groupe Charbonnages de France (CDF). Objectif : former des mineurs au métier de gardien d'immeubles.

« Sur les trois périodes de formation de cinq semaines que nous avons déjà organisées, les 45 stagiaires ont tous trouvé du travail », précise Murielle Boizard. A priori, la société Logirep n'avait pas pour vocation de se consacrer à la formation. D'autant que, dès l'année 1985, beaucoup croyaient dans la profession au fort développement des services de télésurveillance de gardiennage. Mais, en 1987, un décret a étendu aux logements sociaux la possibilité pour les organismes gestionnaires de récupérer, en augmentant les charges des locataires, environ 80 % du salaire versé aux gardiens.

Cette mesure a largement contribué au regain des demandes d'embauche des gardiens, reconnaît Martine Chastre, directrice du développement chez Logirep. Depuis, la société a développé, en collaboration avec des syndicats, des listes de la formation, des modules pour une bonne appréhension du métier de gardien. Si la rencontre avec le groupe Charbonnages de France s'est faite par hasard, les intérêts communs ont fait le reste.

### Un emploi à la clé

En septembre 1986, au moment de sa nomination à la tête de CDF, Bernard Pache avait annoncé un objectif clair : gérer la récession du charbon français. En six ans, les effectifs des mineurs ont été ramenés de 43 000 à environ 20 000 salariés. A la suite d'une véritable saignée dans le Nord-Pas-de-Calais, le bassin lorrain a été quelque peu préservé : le plan y prévoit que les HBL doivent cesser leurs activités d'ici à 2005. « Même si les solutions sont lentes et difficiles, il était important d'étudier ces mesures dans le temps pour éviter des explosions sociales », souligne Michel Escolin, directeur des ressources humaines des Houillères du bassin lorrain.

Deux cellules ont donc été créées aux CDF afin d'aider au développement industriel de la Lorraine : une sollicitant l'implantation de nouvelles entreprises ; et de fournir aux mineurs « volontaires » des solutions de reconversion. Aujourd'hui, ils sont encore 14 000 mineurs en Lorraine à devoir trouver une reconversion en cours des dix prochaines années. « Nous essayons de développer au maximum les contacts avec des sociétés capables de nous faire des propositions sérieuses de formation, avec, bien sûr, un emploi à la clé », précise Robert Dör, chargé de la mission reconversion aux HBL.

En 1987, les responsables des Houillères du bassin lorrain contactent la société Logirep : ils sont à la recherche de logements pour les mineurs qui ont trouvé un nouvel emploi en région parisienne, grâce, notamment, au traditionnel partenariat avec EDF-GDF. De son côté, la société Logirep a besoin de gardiens. Le lien est rapidement fait, d'autant que l'accord proposé par le groupe CDF a un contenu financier intéressant : l'employeur paie la formation, prend à sa charge les deux premiers mois de salaire des mineurs reconvertis et offre une prime de 30 000 francs pour chaque emploi assuré à l'issue du stage.

« Pour le travail comptable et les

tâches d'entretien, les mineurs se débrouillent très bien », souligne Murielle Boizard. Face à la grande ville, nouvelle pour eux, ils font également preuve d'une grande débrouillardise.

Et pourtant, les difficultés ne manquent pas. Quitter les cités minières de Lorraine, partir loin de la famille, des amis, constitue des facteurs importants de déséquilibre. « Le déplacement en région parisienne limite d'emblée le nombre de candidats », reconnaît Robert Dör. Pour les volontaires, c'est à nous d'évaluer les motivations. Il faut éviter de financer des formations sans avoir la certitude que la personne tiendra bien le coup. » Deux sélections sont faites parmi les « volontaires ». La première est opérée directement par les responsables des sites miniers, la seconde par les formateurs de Logirep.

### Une chaise sur la tête

Les stages associent des journées de formation théorique et des séances pratiques sur le terrain. En salle, les mineurs apprennent la gestion sur Minitel des locataires : outre la saisie sur ordinateur des données qu'ils encaissent, les mineurs doivent être capables de donner aux locataires, à tout moment, l'état de leur compte. On leur enseigne également les bases juridiques nécessaires à l'élaboration des contrats de location. Enfin, ils doivent savoir effectuer un état des lieux et rédiger une déclaration de sinistre.

À la fin des stages pratiques, ils se familiarisent, dans les cités, avec les installations et la vie quotidienne des gardiens. Les stagiaires y découvrent notamment certaines ficelles du métier : éviter par exemple les départs à la cloche de bois de certains locataires. Parmi les règles à respecter, le mineur apprend qu'il devra vérifier la présence de la voiture du locataire, surveiller l'état de sa boîte à lettres, gatter la lumière à sa fenêtre.

« La principale difficulté se situe au niveau des relations avec les locataires », précise Michel Montagn, responsable chez Logirep du module « communication ». Les mineurs n'ont pas cette habitude d'échange et c'est, de toute façon, le côté le plus délicat du métier. Les formateurs utilisent pour cet apprentissage des comportements une série de films vidéo réalisés avec des comédiens. Une méthode qui a déjà permis de former près de 2 000 gardiens en France.

La plupart des situations sont présentées sous forme de sketches humoristiques qui déclinent une série de règles d'or : « Indispensable : ne jamais s'énerver ; faire assise un locataire en colère ; avoir recours à l'humour ; ne jamais faire perdre la face à une personne devant un tiers ; être capable de dire « non » et éviter la colère des locataires. Les stagiaires trouvent-ils normal que, dans certaines conditions, un locataire s'égare ? On leur présente une scène où le gardien reçoit une chaise sur la tête. Les stagiaires comprennent alors mieux la leçon... » Cette formation est parfaite, résume Robert Dör. En plus du reclassement des mineurs, elle résout deux problèmes essentiels : le logement et le travail des épouses qui perçoivent elles aussi un salaire. Sur les 45 stagiaires formés par Logirep depuis 1987, près de 80 % sont mariés et femme. « Plus que la formation, ce qui a intéressé les Charbonnages de France, c'est notre capacité à leur fournir des emplois sûrs », précise Serge Weglin, directeur de la gestion de Logirep. Et, pour nous, c'est une façon idéale de résoudre un problème de recrutement tout en faisant une action sociale intégrée.

O. P.

## BENNETON

Graveur-Héraldiste  
Papier à lettre - Cartes de visite - Faire-part de mariage  
Chevalières gravées  
75, bd Malesherbes - Paris 6 - tél. : (1) 43 87 57 39

## Banlieue-laboratoire

En dix ans, un squatt de Ris-Orangis a acquis, grâce à son efficacité, une honorabilité

AU commencement était une caserne désaffectée de l'armée de l'air. Une dizaine de bâtiments et de hangars sans eau ni électricité pillés de tous leurs matériaux. Ainsi se présentait cet espace abandonné de 12 000 mètres carrés il y a onze ans. Aujourd'hui, c'est un village de 70 habitants comptant 45 emplois, un village dans la ville de Ris-Orangis (Essonne), au bord de la Seine, à deux pas de la gare. On y trouve, outre des entreprises (imprimerie, menuiserie, garage...) et des associations (accueil d'adultes handicapés, création de spectacles, par exemple), un café musique, des salles de concert, des studios d'enregistrement, un centre d'hébergement d'urgence, ainsi que de nombreux ateliers d'artistes ; toutes ces activités s'inscrivent dans un projet d'ensemble associatif baptisé Centre autonome d'expérimentation sociale (CAES).

A l'origine de la renaissance de cette friche, quinze jeunes de banlieue entrepreneurs, créateurs, comme ils se définissent eux-mêmes, prennent l'initiative d'ouvrir ce squatt pour changer leurs conditions de vie, d'habitat et de travail. La « prise » de la caserne a eu lieu en juillet 1981. Aujourd'hui encore, ses auteurs se réfèrent à ce qui inspira leur démarche : le rapport de Bertrand Schwartz sur « l'immersion professionnelle et sociale des jeunes », qui préconisait notamment d'encourager « des expériences en matière d'habitat de nature à accroître l'appropriation de l'espace » par les jeunes, leur permettant de gérer eux-mêmes leur cadre de vie. Bertrand Schwartz voulait-il ainsi inviter les jeunes à squatter ? Il n'empêche que dans l'Essonne, ils ont pris le message au pied de la lettre. Et ils ont en raison car, après dix années d'une existence parfois agitée, la reconnaissance est venue. En effet, le CAES a signé, en février 1991, une convention d'occupation d'un an avec le ministère des affaires sociales, propriétaire des lieux, qui devrait déboucher, d'ici à fin 1992, sur un bail de longue durée.

### Echanges d'expériences

Pourquoi un tel soutien à cette occupation sauvage ? Alors que plusieurs banlieues s'étaient déjà enflammées, les pouvoirs publics ont estimé qu'il existait ici un équilibre social à préserver, « un creuset de pistes, de réponses, d'importantes pour les institutions confrontées à la révolte des jeunes dans les cités », affirme Jeanne Levasseur, chargée de mission au Plan urbain, un centre de recherche et d'expérimentation rattaché au ministère de l'équipement. Cette

expérience fascine et trouble le vialleur tant elle ne s'inspire d'aucun modèle, tant elle évolue chaque jour au gré des énergies et des projets, des conflits et des espoirs. Un objectif permanent se dégage toutefois : vivre et travailler ensemble dans un site autogéré collectivement — les loyers s'élèvent en moyenne à 600 francs mensuels. Mais, « plus que de donner du travail, il s'agit pour chacun de créer son emploi », maïtre Jean-François Perreau, dit Jéf, cofondateur et « âme du CAES », selon certains. Une recherche d'autonomie qui s'appuie sur la solidarité et l'échange d'expériences.

Car le CAES est aussi un lieu ouvert sur l'extérieur où viennent des groupes de musique — 150 concerts ont déjà eu lieu, — des peintres du monde entier, des troupes de théâtre, « 500 ou 800 personnes ont habité ici, pour des périodes variant de trois jours à onze ans », souligne Jéf. Il en résulte un mélange de profils et de motivations. Jéf, par exemple, a travaillé cinq ans dans une entreprise en tant que dessinateur industriel. Il jouait aussi de la musique dans son pavillon de Niveaux (Essonne). Jusqu'au jour où un voisin, excédé par le bruit, a sorti son fusil... Ce fut le déclin. Au CAES, il a monté plusieurs entreprises, dont ETAR, qui réalise des travaux acrobatiques sur des bâtiments, et 7D, fabricant de murs d'escalade et de décors. Cette entreprise a si bien marché — elle a salarié jusqu'à 25 jeunes en même temps et a réalisé un chiffre d'affaires de 3 millions de francs en 1990 — que Jéf a voulu la stopper. « Ce qui nous intéresse, ce sont les activités intermédiaires, s'investir quelques mois, puis reprendre autre chose, souligne-t-il. Avoir des salariés de plus en plus stables, des postes bien déterminés, un chiffre d'affaires qui grimpe, ce n'est pas notre but. Nous allons reprendre cette activité, mais pour des chantiers ponctuels. » Entre deux missions, les gens travailleront pour d'autres structures du CAES, à l'organisation de spectacles, ou bien sur le vaste chantier permanent de réhabilitation des bâtiments, dont certains manquent encore cruellement de confort. « Ce fonctionnement permet d'avoir des charges minimales et des rapports différents entre les gens. Chacun a ses responsabilités. La précarité ne lui fait pas peur. Je le vois beaucoup mieux si je ne suis pas de quoi demain sera fait. Dans cet espace, où tant d'expériences se télescopent, je ferai toujours quelque chose. »

Dilip, lui, est arrivé au CAES à bout de souffle. Buteur rock, il possède aussi un CAP de mécanicien... qui ne lui a jamais servi. Faire des petits boulots, jouer de la

musique dans les caves, il en a eu assez. « J'avais un appartement, une épouse. J'ai tout abandonné pour venir ici essayer de vivre de la musique. » Dilip travaille aujourd'hui à l'association Tempo, qui loue des salles de répétition et d'enregistrement du CAES, et donne des cours gratuits de batterie, une sorte de percussion brésilienne, aux jeunes de la région. « Je vis avec 2 000 à 3 500 francs par mois, mais j'ai enfin l'impression d'avoir la tête sur les épaules. »

Pour les jeunes en grande difficulté, le CAES peut être un tremplin. C'est le cas de Smima, qui dirige aujourd'hui le centre d'hébergement d'urgence qu'elle a créé en 1985. Il accueille pour de courtes durées des jeunes marginaux envoyés par les assistantes sociales, la DASS, le comité de probation d'Ivry, qui versent au centre 60 francs par nuit et par jeune. Comme les pensionnaires, Smima vient de la « zone ». Elle quitte sa famille à seize ans, avant de galérer dans la rue pendant dix ans, un CAP de steno-dactylo en poche. Elle atterrit au CAES en 1981. Pendant trois ans, elle va « zoner » dans les lieux avant de reprendre sa vie en main. Un local accueillait alors des enfants en semaine pour des cours de théâtre. Smima eut l'idée de l'ouvrir le week-end, « pour donner un toit aux jeunes de la rue ».

### Des poumons de survie

Aujourd'hui, le centre tourne à plein régime, mais Smima, elle, gagne seulement 4 200 francs par mois, travaillant « sept jours sur sept, vingt-quatre heures sur vingt-quatre ». Il lui faut trois personnes en lien d'une seule pour gérer ce petit monde. « Pour attirer l'attention » sur cette situation, Smima a décidé de fermer le foyer cet été. Il devrait rouvrir en septembre, et voler alors de ses propres ailes sous forme de structure autonome du CAES avec des subventions, espère-t-elle. Smima compte aussi aller vivre ailleurs, juste de l'autre côté de la rue, pour prendre de la distance. Une belle preuve d'insertion.

D'autres, en revanche, cherchent encore leur chemin. Car l'insertion est parfois longue et difficile, et la vie collective contraignante. Les tâches administratives, par exemple, retombent souvent sur les mêmes qui, à la longue, se fatiguent. Et chaque problème relationnel réajuste sur tout le groupe, bien obligé de le gérer. Et puis n'y a-t-il toujours quelque chose à faire ici, souligne Greg, technicien du spectacle de l'association Cats 91, implantée au CAES. Quand on voit

l'état des bâtiments, les problèmes humains... Moi, j'ai besoin d'en partir pour pouvoir revenir. » Le CAES, c'est un miroir, estime James, tapissier-décorateur et chorégraphe. Il faut être fort pour y vivre. Quand on y réussit, on peut vivre partout. » Et le CAES, comme la société, connaît des crises, des replis sur soi.

L'avenir, pourtant, nécessitera la mobilisation de chacun. Car le CAES se trouve à un tournant menant à une organisation plus structurée. Déjà, le souci de créer et de pérenniser les emplois a été pris en compte, certaines activités ayant du mal à se développer par manque de rigueur de gestion et de sens de l'organisation. Aussi, l'association OPALE (Organisation pour projets alternatifs et d'entreprise) a choisi de faire du CAES son site expérimental dans l'Essonne, dans le cadre du programme national de l'Agence pour le développement des services de proximité. OPALE offre de la formation, du conseil et de l'accompagnement de projet dans le domaine culturel. Une initiative financée par le Fonds social européen, la DDT, et le Plan urbain. Une entreprise d'insertion devrait également voir le jour. De plus, le CAES a reçu une subvention pour faire réaliser une étude socio-urbanistique destinée à trouver des solutions pour améliorer le confort du lieu et mieux l'intégrer dans la ville tout en préservant sa spécificité et son autonomie. Mais déjà, les regards extérieurs ont changé : « Les policiers ne nous parlent plus sur un ton autoritaire comme il y a dix ans », affirme Jéf. « On a besoin de nous, renchérit Cris, autre cofondateur. Il faut prendre en compte le côté de la délinquance évitée par des jeunes qui, s'ils ne vivaient pas avec nous, seraient peut-être l'agitation dans les banlieues. » Et tout ça, travail social, nous l'avons fait sans aucune subvention.

Même la mairie, qui n'a jamais été un franc supporter du CAES, a modifié son discours : « Il y a dix ans, j'aurais dit que tout est à raser », lance Jérôme Renault, premier adjoint (PS) au maire, chargé de l'urbanisme. Aujourd'hui, il reconnaît que « la dimension culturelle et sociale s'est imposée » à lui et va jusqu'à « regretter qu'on ne fasse pas plus pour ces jeunes gens ». Avoir le courage de faire confiance à des jeunes motivés, les laisser créer des poumons de survie, c'est peut-être la première leçon à tirer de cette expérience, comme le soutient Jeanne Levasseur, du Plan urbain, et sinon, dit-elle, on arrive à l'exclusion, aux SDF, à la marginalité.

F. A.

## Fils de...

Une enquête sur les jeunes recrues d'EDF-GDF

un « échantillon représentatif ». Mais les propos de Jean-Pierre, Rémi, Pauline et les autres ont la force de l'authentique. « Ils ont parlé en dehors des syndicats et sans la langue de bois », souligne Martine Vantes, qui a rencontré les jeunes recrues d'EDF dans cinq centres : la centrale thermique de Porcheville (Yvelines), la centrale nucléaire de Tricastin (Drôme), l'usine de traitement des ordures ménagères d'Ivry, le centre de distribution d'Arles, et le centre de recherche de Paris.

### Garçons et filles

« Je m'ennuie. Il me tarde d'avoir seize ans » (Rémi, dix-neuf ans, monteur). « Le boulot que je fais, ça me gonfle » (Sébastien, vingt-trois ans, chaudiériste). « La seule chose que j'ai réussie, c'est ma vie familiale » (Jean-Pierre, trente-trois ans, monteur). « Je le dis franchement : s'il n'y avait pas l'histoire du chômage, je ne serais pas à EDF » (Gilles, vingt-huit ans, manutentionnaire). L'insatisfaction revient comme un leitmotiv dans la bouche de ces jeunes gens. « C'est le discours de la majorité des garçons, explique

Martine Vantes. Ils sont à l'EDF sur un repli, une peur, et ils se rangent du côté des « valeurs féminines » : la famille, les enfants. »

Chez les filles, en revanche, c'est tout le contraire : « J'ai décidé de m'investir. Alors, je me suis battue, ça m'a donné confiance en moi », raconte Sophie, vingt-sept ans, assistante en relations publiques, qui se souvient avoir débuté comme « petite main, chargée de faire les photocopies ». Même volonté de réussir chez Mand, vingt-quatre ans, technicienne : « Je me suis dit : Mand, prouve que tu peux y arriver sans avoir été élevée dans un milieu normal, c'est-à-dire avec ton père et ton mère, prouve-leur que tu n'as pas compté sur eux pour leur indifférence ». Elles, quel que soit leur poste, disent aimer ce qu'elles font et affichent toutes, chacune à sa façon, un brin d'ambition.

Entre des filles plutôt satisfaites de leur sort et des garçons vraiment pas contents d'eux-mêmes ni de leur travail, la différence d'attitude surprend. En filigrane, c'est toute la question de l'héritage qui se dessine, à savoir, selon Martine Vantes, « ce qu'on a reçu en partage ou ce qui, au contraire, est perçu comme un manque. L'ensemble conduisant à une certaine

appréhension du travail, de soi et des autres. »

### Images rassurantes

En fait, tout se passe comme si les fils d'ouvrier dont Martine Vantes a retranscrit les paroles ne voulaient pas (ou ne pouvaient pas) assumer l'héritage social de leur père. Ainsi Jean-Pierre, plein de rancœur : « Mon père, c'est pas un modèle. C'était un personnage indépendant, il nous faisait peur. Et puis, l'incommunicabilité. Jamais de rapports. En dehors de sa vie d'ouvrier, c'est un gars qui ne s'intéressait pas à des sorties du dimanche, à part aller quelquefois chez son frère. C'est ça qui lui reproche. »

Alors, ils se raccrochent à des images rassurantes, comme la sécurité de l'emploi ou la vie familiale, fuyant amèrement toute stratégie de promotion sociale. « Et pourtant, ajoute Martine Vantes, leur père leur ont assurément transmis des valeurs, des atouts. »

Philippe Baverel



سكزا من رطل

INITIATIVES  
RENDEZ-VOUS

ECHOS

Consultants  
en colloques

■ Douze cabinets sont à l'origine de la convention qui se déroulera à Paris le mardi 24 novembre. Ouverte à tous les professionnels du conseil, cette réunion a pour objet de « débattre de leurs pratiques en matière de conduite du changement de l'organisation du travail et de gestion des ressources humaines ». Cinq thèmes ont été retenus : la demande des entreprises et des représentants du personnel ; les méthodologies utilisées pour transformer l'organisation du travail ; la coopération entre les consultants à l'occasion d'une intervention de changement ; les modes de relations avec les responsables des différentes fonctions de l'entreprise, avec le personnel et ses représentants, lors d'une intervention. Cette manifestation se déroulera avec le concours de l'ANACT. Auparavant, le groupe ESC Lyon organise les 23 et 30 septembre un colloque sur le thème : « Evolution de la profession d'expert-comptable : le conseil en management », auquel participeront des représentants de la profession et des entreprises.

■ Renseignements : convention du 24 novembre, tél. : (16) 42-31-40-50 ; colloque des 23 et 30 septembre, tél. : (16) 78-33-09-66.

Europe  
et environnement

■ Créée en septembre 1991, l'Université européenne de l'environnement tiendra sa troisième session les 10, 11 et 12 septembre sur l'île de Berder (golfe du Morbihan). Environnement et évolution du monde rural ; Tourisme et environnement en Europe ; Après la conférence de Rio : perspectives pour le XXI<sup>e</sup> siècle sont les trois thèmes qui ont été retenus pour ces rencontres auxquelles

sont attendus deux cent cinquante experts, chefs d'entreprise, élus, responsables de collectivités et d'associations, etc. Par ailleurs, le programme d'activité 1992-1993 de cette association prévoit la mise en place d'un réseau européen interuniversitaire d'enseignement sur l'environnement piloté par des experts de six pays européens, des séminaires de formation pour les praticiens de l'environnement et un programme d'aide à l'innovation professionnelle.

■ Renseignements : tél. : (16) 48-04-78-79.

Une œuvre d'art  
pour la formation

■ La Chambre de commerce et d'industrie de Paris veut primer la formation continue. Elle vient de créer un prix d'excellence de la formation continue qui sera décerné le 15 décembre prochain. Le lauréat recevra une sculpture de Claude Mercier. L'idée est de récompenser chaque année « les entreprises qui contribuent par leurs investissements en formation, à améliorer leur compétitivité et à enrichir leur capital humain ». Cependant, les responsables de cet organisme tiennent à préciser que l'originalité de ce prix « tient au fait que le jury n'appréhendera pas les dossiers n'appréhendera pas les dossiers au volume des dépenses (...) mais s'attachera à distinguer des actions dans la durée, s'intégrant dans la stratégie des entreprises et répondant à des exigences de qualité de pénétration des marchés, de maintien ou d'évolution des compétences ». Le jury d'une dizaine de personnes sera notamment composé de chefs d'entreprise, petites et grandes. Les candidatures doivent être déposées avant le 6 novembre.

■ Renseignements : tél. : (1) 47-54-66-00.

TRIBUNE

Chômage : l'enlisement sans douleur

par Emmanuel Borgues et André Grébine

LA mondialisation des économies et les contraintes du SME imposent des ajustements créateurs de chômage. Sur le plan microéconomique, les entreprises subissent de plein fouet l'intensification de la concurrence et tentent d'y faire face par des efforts de productivité, en premier lieu par une réduction de leurs effectifs. Sur le plan macroéconomique, la désinflation exigée par le SME suppose une maîtrise des salaires et de la demande. Dans ce contexte, le chômage français se situe actuellement au-dessus de la moyenne de la CEE, et surtout il se singularise par sa rigidité à la baisse, même dans des périodes de croissance rapide comme celle des années 1988-1990. Cette particularité française résulte de deux exigences qui se révèlent contradictoires.

Tout d'abord, on compte sur l'immersion de la France dans l'économie mondiale et, plus encore, sur son intégration dans la Communauté européenne pour supprimer les blocages qui retardent sa modernisation. L'esprit de cette et l'attachement à des avantages acquis se traduisent par une répartition des revenus qui privilégie des statuts sociaux rigides au détriment du libre jeu des mécanismes du marché. Cet état d'esprit se manifeste aussi bien par l'attachement des grands corps à défendre leurs privilèges que dans l'allergie des salariés qualifiés qui jugent souvent inacceptable tout changement de métier. Le respect des aujourd'hui des critères de convergence énoncés par le traité de Maastricht et l'amélioration spectaculaire de notre balance commerciale sont interprétés comme les premiers signes de l'assainissement de l'économie française.

Confrontée à ces bouleversements, la tradition d'humanisme chrétien, inspirant une large partie de la gauche comme de la droite, a conduit les partenaires sociaux à réduire au minimum les transferts sociaux et les remises en question. Il convenait de préserver en profit des membres les plus fragiles de la communauté nationale un minimum d'avantages en deçà duquel le rejet de la société leur paraîtrait comme une solution. De surcroît, ce minimum assuré aux plus démunis permettait aux syndicats d'accepter cette évolution sans mauvaise conscience excessive. Une sorte de contrat social implicite a ainsi été conclu, au prix d'une multiplication de mesures visant, d'abord, à retarder les adaptations nécessaires (par exemple, l'autorisation administrative de licenciement n'a été supprimée qu'en 1986), ensuite, quand cette position n'a plus été tenable, d'adoucir les effets du chômage (indemnisation du chômage à 90 % jusqu'en 1984, durée des indemnités de chômage, traitement social), puis ceux de l'exclusion (prétraitements, RMI).

D'autres pays ont choisi une voie plus ardue afin d'adapter leur marché du travail dans les plus brefs délais. Aux Etats-Unis, cette adaptation a pris la forme d'un ajustement par le marché du nombre de salariés aux besoins des entreprises. En Allemagne et en Suède, c'est l'adaptation de la main-d'œuvre

par la formation permanente qui a été privilégiée. Ces deux approches s'avèrent fort exigeantes pour les salariés.

Selon de nombreux commentateurs, la conjonction de la pression externe et des efforts d'adoucissement de la transition serait une réussite. Le principal point noir demeure le chômage. Mais on sait que son taux est d'autant plus important que sa durée moyenne est plus longue. Or celle-ci paraît largement liée à la durée de l'allocation chômage à taux plein, qui est élevée en France (de quatorze à dix-huit mois). Cette durée renforce la position du chômeur dans sa recherche d'emploi. Le chômage comporterait ainsi en France une composante volontaire qui accroîtrait statistiquement son niveau, mais non sa pénibilité. Par ailleurs, on peut prétendre que la société française est suffisamment riche et solidaire pour entretenir les victimes de la transition transformées en exclus.

Certains écologistes pourraient néanmoins contredire cette lecture rose de l'évolution de notre économie. La stratégie retenue n'a évidemment de sens que si, aussi lent et progressif qu'il soit, l'assainissement est quand même plus rapide que la progression des effets pervers. Or l'amélioration rapide de notre balance commerciale, et notamment de nos parts de marché, paraît, dans une certaine mesure, circonstancielle et réversible. L'industrie française souffrait d'une insuffisance de l'offre pour satisfaire la demande étrangère, qui s'expliquait notamment par une pénurie d'ouvriers qualifiés et, plus encore, d'ingénieurs et de cadres. La faiblesse actuelle de la croissance permet de décaler une offre supplémentaire pour l'exportation, tout en entraînant une progression plus modérée des importations, en particulier de biens d'équipement. Cette amélioration est facilitée par la réduction brutale des exportations allemandes à la suite de la réunification et par la dérive des prix britanniques, espagnols et italiens. Dans la mesure où cette pénurie de qualifications est un phénomène structurel, nos performances à l'exportation risquent de disparaître lorsque la croissance reprendra.

Malgré le développement du baccalauréat professionnel, la réhabilitation de l'apprentissage et l'accroissement du nombre de diplômés des grandes écoles, les distorsions de revenus mais aussi les réticences à l'égard de l'industrie risquent de persister car les pénuries, les ouvriers qualifiés sont moins nombreux, les employés, contrairement à ce que l'on observe en Allemagne, au bout de quelques années, les ingénieurs de conception abandonnent fréquemment leur métier au profit de la gestion. La formation embryonnaire de production est encore analogue qui interdirait le recrutement et en qualité suffisantes. De surcroît, la crainte de provoquer la rébellion des personnels de la fonction publique interdit tout redéploiement des moyens de l'Etat. Il s'avère ainsi qu'une politique de petits pas, qui entend ne jamais prendre une

catégorie sociale à rebrousse-poil, s'interdit de procéder à des réformes radicales qui toutes « brutalisent » une catégorie ou une autre de la population. On comptait sur l'impact salvateur de l'inventaire économique pour réduire les corporatismes ; jusqu'à présent, c'est plutôt le phénomène inverse qui est apparu, la crise conduisant à une crispation de ces corporatismes.

Ces atterrissements sont d'autant plus préoccupants qu'ils comportent des coûts croissants et réduisent la marge de manœuvre de la puissance publique. Il devient de plus en plus difficile de faire face à la progression du chômage, sans recourir à un accroissement des prélèvements obligatoires mal ressentis par la population, ni procéder à une réduction des avantages accordés qui serait de nature à susciter des réactions incontrôlables.

Mais, surtout, le chômage de longue durée laisse des séquelles irréversibles. Comme on l'a vu, la durée du système d'indemnisation tend à retarder le retour au travail. Or, progressivement, les compétences du chômeur s'amenuisent sans que ses prétentions diminuent en conséquence, et les employeurs deviennent de plus en plus réticents. Ce processus transforme, peu à peu, un chômage en chômage involontaire, mais en exclusion. Celle-ci est facilitée par l'existence du RMI qui tend à devenir inconditionnel et peut présenter des avantages par rapport au SMIC, dans la mesure où il permet une meilleure gestion du temps et des dépenses, voire un travail au noir. Le taux d'activité en France est ainsi devenu le plus bas parmi les grands pays industriels, à l'exception de l'Italie, notamment pour les hommes.

Des phénomènes en apparence aussi disparates que le traitement social du chômage et de l'exclusion, les catégories de personnes qui ne peuvent accéder à des avantages indus au détriment de la collectivité ou, encore, la détention d'un capital permettant de s'enrichir sans risque grâce à des taux d'intérêt réels exceptionnellement élevés s'additionnent pour distendre toujours plus le lien entre le revenu et le travail et sa contribution au développement national. Le contraste est flagrant entre cette évolution et les innombrables discours prônant la concurrence n'en sont pas seulement économiques, mais également sociales, éthiques, d'individualisme forcé se diffusant, ouvrant la voie à une destruction du tissu social. La modernisation de l'économie est-elle concevable sans bousculer les corporatismes et les avantages acquis ?

■ Emmanuel Borgues est le pseudonyme d'un haut fonctionnaire du ministère de l'économie et des finances.

■ André Grébine est économiste à la Fondation nationale des sciences politiques, Centre d'études et de recherches internationales.

STAGES

**Le service des offres de stages est désormais accessible en temps directement 3615 LEMONDE.**  
Les personnes intéressées doivent contacter directement STAG'ETUD (12, av. Raspail, 94267, Gentilly Cedex), le service des stages de la MNEF, en téléphonant au (1) 49-08-99-99.  
Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter cette section en temps directement au 45-46-16-20.

GESTION

Lieu : Massy. Date : immédiat. Durée : 6 mois min. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, école de commerce, option contrôle de gestion. Mission : contrôle de gestion. 02163.  
Lieu : Amboules. Date : immédiat. Durée : 6-8 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, école de commerce, option audit qualité, connaissance d'Excel, Word 5.5, Designer et Access. Mission : préparation de l'audit AFAQ, relance et suivi d'audits internes, mise en place de tableaux comparatifs Excel... 02162.  
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 4 mois. Ind. : 1 600 F/mois. Profil : bac + 2, école de gestion. Mission : stage opérationnel en agence de travail temporaire, assister le responsable de gestion de l'agence. 02166.  
Lieu : Vélizy. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 5 000 F/mois. Profil : bac + 2-3-4, gestion, Excel, anglais, allemand ou espagnol. Mission : réaliser sous Excel un système ergonomique de gestion entre la

direction internationale et les filiales concernant le reporting. 02165.

COMPTABILITÉ

Lieu : Les Ulis. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, DUT-BTS comptabilité-gestion. Mission : comptabilité four-passeurs et générale. 02120.  
Lieu : Créteil. Date : 15 septembre. Durée : 1 mois minimum. Ind. : 30 % SMIC. Profil : bac + 2, BTS comptabilité ou similaire. Mission : tenue de journaux comptables, saisie, suivi de comptabilité. 02167.

PERSONNEL

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : 2 000 F minimum. Profil : bac + 5, DESS psychologie du travail ou sciences humaines, petite expérience de recrutement. Mission : recrutement des candidats aux différents postes : hôtesse, caissière, vendeuse... 01802.

MARKETING

Lieu : Pontlevy. Date : immédiat. Durée : 4-6 mois. Ind. : % sur ventes. Profil : bac + 3 minimum. Mission : assistant marketing commercial. 02157.  
Lieu : La Défense. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 1 minimum, école de commerce. Mission : participer à des opérations de marketing direct. 02164.  
Lieu : La Défense. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 1, école de commerce, connaissances Télécom et marketing, connaissances Excel, Word 5 et 5.5, logiciel graphique. Mission : assister le chef de produit Télécom. 02165.  
Lieu : Massy. Date : immédiat. Durée : 6 mois minimum. Ind. : à définir. Profil : bac + 1 minimum, école de commerce, approche de la micro-

informatique. Mission : assistantes à l'élaboration d'études de marché, élaboration de documents marketing (brochures...). 02161.  
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3/4 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2/3, école de commerce, connaissances des plates-formes, données téléphoniques, bases de données. Mission : participation à la réalisation d'un annuaire économique (répertoire téléphonique, annuaire des données, suivi d'impression. 02117.

VENTE

Lieu : Nantes. Date : immédiat. Durée : 1 mois minimum. Ind. : à définir. Profil : bac + 2/3, ESC/BTS. Mission : mise au point suivi de la clientèle des classes à grande surface. 02019.  
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois min. Ind. : 3 000 F. Profil : bac + 2. Mission : pilotage d'une action commerciale pour un produit industriel. 02061.

INFORMATIQUE

Lieu : Haute-de-Seine. Date : immédiat. Durée : 2 mois minimum. Ind. : non rémunéré. Profil : bac + 2, informatique, bonne connaissance du système Mac 7, intérêt pour la santé publique, programmation sur Quadra, langage C. Mission : mise en place d'outils de statistiques et de cartographie en épistémologie (application possible aux certificats de décès). 02148.  
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois minimum. Ind. : 500 F minimum/jour. Profil : bac + 2, logiciel Microsoft. Mission : formation sur Mac ou PC. 02100.  
Lieu : Bagneux. Date : 2 200 F. Profil : bac + 2, réseau Novell, Windows, Word 5, Excel Database. Mission : assistance de l'agent technique dans ses déplacements. Participer à la mise au point d'une procédure automatique pour l'échange de données

entre plusieurs sites, organiser la mise en place d'une base de données opérationnelle pour des décideurs de la direction régionale. 02067.  
Lieu : La Défense. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : 5 000 F. Profil : bac + 2, technicien informatique, connaissances des plates-formes, formation interne aux logiciels, initiation à la maintenance, mission : animation et suivi du showroom au CNIT, accueil des visiteurs et renseignements commerciaux, suivi des commandes et formation continue du parc informatique. 02150.

COMMUNICATION

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois min. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 1, anglais, allemand, français. Mission : relations presse, relance des journalistes, rédaction de presse, tournées des rédacteurs, suivi, constitution de presse-book. 02142.  
Lieu : Berlin. Date : indéterminée. Durée : 3 mois. Ind. : non prévus. Profil : bac + 1, anglais, allemand, français. Mission : recherche d'événements de films ou liés à un développement de scénario. 02156.  
Lieu : Colombes. Date : immédiat. Durée : 4 mois. Ind. : 1 600 F. Profil : bac + 4, ESC, maîtrise, école de communication. Mission : collaborer au responsable de formation, commercialisation et communication pour centre de formation. 02169.  
Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 2, bonne culture générale, anglais courant, connaissance Macintosh. Mission : journaliste assistant du rédacteur en chef sur une lettre quotidienne d'information dans le domaine de l'éducation. 01848.  
Lieu : Epinay-sur-Seine. Date : immédiat. Durée : 3 mois min. Ind. : 3 000 F/mois. Profil : bac + 3, communication ou similaire. Mission : suivi organisationnel de manifestations dans le domaine audiovisuel et cinématographique. 01819.

3<sup>ème</sup> CYCLE TRANSPORT

**DEA TRANSPORT**  
Responsables : R. PRUD'HOMME (Paris XII)  
P. BAUCHET (Paris I) M. SAVY (Ecole Nationale des Ponts et Chaussées)  
Renseignements pratiques : J. LESAÏE - Université de Paris XII - IUP 94010 CRETEIL CEDEX  
Tél. : 42.07.90.38  
Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 17 septembre 92  
Recrutement : Dossier + examen + entretien.

**DEA ECONOMIE DES TRANSPORTS**  
Responsable : D. L'HUILLIER  
Renseignements pratiques : H. SVEZ SUZANNE  
CRETEIL - Université Aix - Marseille II 13625 AIX EN PROVENCE CEDEX 01  
Tél. : 42.26.57.23  
Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 15 septembre 92  
Recrutement : présélection + entretien

**DEA ECONOMIE DES TRANSPORTS**  
Responsable : A. BONNAFOUS  
Renseignements pratiques : D. BLOY - LET - MRASH Université Lyon II et ENTPE 69363 LYON CEDEX 07 - Tél. : 72.72.64.03  
Recrutement : présélection + entretien.  
Ces DEA sont soutenus par l'AFT-IFTIM

**AFT** **AFT-IFTIM**

**LE CENTRE PARISIEN DE FORMATION AU MANAGEMENT**  
proposé à des Jeunes Diplômés BAC + 3  
d'intégrer le cycle :

**ACTION COMMERCIALE EUROPEENNE**  
Formation agréée par le Conseil Régional d'ÎLE DE FRANCE  
Début 30 Septembre 1992  
Durée : 9 mois à temps plein.

**FORMATION GRATUITE - RÉMUNÉRATION POSSIBLE**  
ENVOYER CV + PHOTO + LETTRE DE CANDIDATURE :  
**A ESG FORMATION CONTINUE**  
19, RUE ERARD - 75012 PARIS.



## LES DIRIGEANTS

Direction Générale - Direction Générale Adjointe - Secrétariat Général

### Un patron de production à l'écoute du marché

Filiale emballage (CA : 1 milliard) d'un Groupe Important, nous réalisons et vendons du sur mesure Industriel avec une volonté permanente d'améliorer nos performances et des objectifs ambitieux de croissance en France et en Europe dans les 5 ans à venir. Nous recherchons pour l'une de nos quatre unités régionales implantée dans le Nord un :

#### DIRECTEUR DE PRODUCTION

Responsable, au sein du Comité de Direction, de l'ensemble des volets de la fonction (fabrication, maintenance, logistique, investissements), il optimisera la productivité d'installations très récentes et s'impliquera dans un ensemble de projets motivants : assurance qualité, GPAO, développement des compétences de ses équipes...

Ingénieur AM ou équivalent, il aura acquis une expérience d'au moins 5 ans dans des responsabilités opérationnelles de production impliquant rigueur et flexibilité dans l'organisation.

Ses qualités d'autonomie et d'animateur, sa capacité à intégrer les impératifs commerciaux liés au marché très concurrentiel lui ouvriront des perspectives d'évolution dans l'entreprise et le Groupe.

Ecrire sous réf.  
36A 2435 2M  
Discrétion absolue

**etap**

71, rue d'Auteuil  
75016 Paris

### DIRECTEUR ADJOINT

**Rhône-Alpes** - Notre organisme, spécialisé dans la formation industrielle et les techniques de management, bénéficie d'une forte image auprès de ses partenaires: PME/PMI, grands comptes, collectivités territoriales. Afin de consolider et de poursuivre notre développement, nous recherchons un directeur adjoint. Rattaché au directeur général, il est responsable de l'animation de ses équipes, du suivi des indicateurs de gestion et du développement des nouveaux projets de formation. Ce poste, qui implique des contacts de haut niveau, s'adresse à un candidat de formation supérieure

(type école supérieure de commerce, sciences politiques, ...), âgé d'au moins 35 ans, sensibilisé à la formation et à l'approche conseil, possédant une expérience réussie dans le management d'une équipe et ayant prouvé ses qualités de gestionnaire. D'excellentes aptitudes relationnelles sont nécessaires, le sens de l'écoute et la capacité de décision sont des atouts indéniables pour réussir dans cette opportunité. Ecrire à Jean-Jacques ROBINET en précisant la référence A/3333M- PA Consulting Group - 78 bd du 11 novembre - 69626 VILLEURBANNE cedex - Tél. 78.93.90.63.

**PA Consulting Group**

Creating Business Advantage

### DIRECTEUR DE PRODUCTION Allemagne

Notre groupe industriel français (plus de 10.000 personnes) est leader sur son marché européen.

Il connaît une forte expansion économique : doublement du CA et quadruplement des bénéfices en 6 ans.

Le développement est soutenu par une forte activité Recherche et une implantation industrielle et commerciale largement répandue en Europe.

En Allemagne, notre site principal emploie près de 700 personnes et obtient d'excellents résultats commerciaux et économiques, auprès d'une exigeante clientèle de constructeurs réputés.

Vous êtes ingénieur à dominante électro-mécanique et vous pouvez justifier d'une expérience réussie de 12 ans au moins dans l'industrie de transformation de grande série (Méthodes-Fabrication).

Pour approfondir nos techniques de fabrication, vous bénéficierez en France d'une période d'intégration d'un an environ.

Vous vous familiariserez avec nos produits (élastomères), nos moyens de calcul, nos méthodes de fabrication, les exigences Qualité totale auxquelles nous sommes soumis. Vous pourrez ainsi diriger l'ensemble de la production de notre usine en Allemagne : fabrication, méthodes, entretien... Vous y travaillerez en étroite liaison avec le Centre de Calcul, les laboratoires matériaux et développement, les services commerciaux et marketing.

Notre choix se portera sur un candidat allemand ou français, parfaitement bilingue.

Les candidats allemands pourront être reçus en Allemagne.

Merci d'adresser, sous référence 1115/N2, lettre de candidature, CV (en français et en Allemand), photo et prétentions à :

Notre Conseil Pierre Lamahieu

**Synergies**

14, RUE LINCOLN 75008 PARIS

**36 15**  
**LM**

Grâce à 3615 LM,  
5 000 cadres ont envoyé  
leur candidature par Minitel.  
Grâce au Minitel, 200 entreprises  
ont reçu vos candidatures.

## CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

Partenariat avec 9 journaux européens



**EUMETSAT**

The European Organisation for the Exploitation of Meteorological Satellites is an Intergovernmental European organisation of 16 Member States (Belgium, Denmark, Finland, France, Germany, Greece, Ireland, Italy, Netherlands, Norway, Portugal, Spain, Sweden, Switzerland, Turkey, United Kingdom). Established in 1986 and located in Darmstadt, in the vicinity of Frankfurt/Main in Germany, it is responsible for the establishment and operation of meteorological satellites. Further to the current Meteosat Operational Programme EUMETSAT is now preparing new programmes related to geostationary and polar orbiting satellite systems.

For its current and future activities, EUMETSAT is inviting well qualified candidates (male or female) to apply for the post of :

### CONTRACTS OFFICER

#### Duties :

He/she will be responsible for a designated area/group of EUMETSAT activities, ensuring the integrity of all contractual actions, and providing professional guidance and support. In particular he/she will be responsible for preparing and evaluating invitation to Tenders and negotiating and assisting in the management of the resulting contracts. These contracts may relate to the procurement of satellites and associated tasks or to cooperation with national or international partners.

#### Qualifications :

The successful candidate will have a University degree or equivalent in law or economics. Considerable experience in the preparation, negotiation and management of contracts is expected. This experience should be acquired in a relevant industrial environment and/or in an international organisation. The ability to formulate clear legal texts is of particular importance for this post.

Possible candidates for this post must be nationals of one of the EUMETSAT member states and should be fluent in one of the official languages of EUMETSAT (English/French) together with a working knowledge of the other language. Contracts will be awarded for an initial period of four years. The salaries are attractive and in line with other international Organisations. Applications (CV, covering letter, indication of availability) should be written either in English or French and should be mailed to :

EUMETSAT - Mr. Per Uffe, Personnel Officer  
Ami Elengrund 45 - 6100 Darmstadt-Eberstadt, Germany.



هكذا من ريوصل

REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Mercredi 2 septembre 1992 VII

## CARRIÈRES INTERNATIONALES

Postes basés à l'étranger

### L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE FÉDÉRALE DE LAUSANNE (EPFL)

met au concours un poste de

#### PROFESSEUR DE PHYSIQUE DES RÉACTEURS NUCLÉAIRES

au département de physique

A côté de son enseignement, sa recherche se développera en étroite coordination avec l'Institut Paul-Scherrer à Würenlingen et à Villigen.

Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

- Délais d'inscription : 30 novembre 1992.
- Entrée en fonction : 1<sup>er</sup> juillet 1993 ou à convenir.

Les personnes intéressées voudront bien demander les dossiers relatifs à ce poste au :  
Secrétariat général de l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne  
CE-Ecublens - 1015 LAUSANNE, SUISSE



**PIONEER.**  
BRAND SEEDS

International

Pioneer Hi-Bred International, the world's leading seed company, is searching for a General Manager for its operations in Romania. Candidates should have an agricultural background or equivalent and the flexibility to relocate. Candidates should also be fluent in English and a working knowledge of German or Romanian is desirable. If interested please contact:

Pioneer Overseas Ges.m.b.H.  
Pioneer Strasse  
A-7111 Pärndorf, Austria  
Attn: Eva Kropil  
Fax: (43) (2166) 2525-62

### L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE FÉDÉRALE DE LAUSANNE

met au concours un poste de :

#### PROFESSEUR DE MÉCANIQUE DES SOLS au Département de génie civil

Le domaine d'activité, pour l'enseignement et la recherche, s'étend à la mécanique des sols et à ses applications aux ouvrages du génie civil, notamment les fouilles, fondations et travaux souterrains.

Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

Délais d'inscription : 30 novembre 1992

Entrée en fonction : automne 1993 ou à convenir.

Les personnes intéressées voudront bien demander les dossiers relatifs à ce poste au :

Secrétariat général de l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne  
CE-Ecublens - 1015 LAUSANNE, SUISSE

## RECRUTEMENTS INTERNATIONAUX

**Le Monde**

Avec 14 % de sa diffusion

1<sup>er</sup> quotidien français à l'étranger

### BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT

La BEI, institution financière de la Communauté Européenne, recherche pour son Corps des Conseillers Techniques à Luxembourg un :



## Ingénieur de Projets (h/f)

(entre 35 et 40 ans)

Fonctions : identification, évaluation technique et économique et suivi de projets d'investissement dans le secteur de l'énergie avec spécialisation dans la gestion des déchets, notamment sous l'angle de leur triage, traitement (y compris la valorisation thermique) et recyclage.

Qualifications : Ingénieur diplômé, de formation universitaire. Au moins 12 ans d'expérience - si possible dans un contexte international, dont une partie acquise en dehors de la Communauté -, couvrant notamment la gestion de systèmes complets dans le secteur de l'énergie et plus particulièrement dans le domaine du traitement (y compris la valorisation thermique) et du recyclage de déchets.

La familiarité avec les techniques d'analyse économique serait appréciée.

Langues : très bonne connaissance de l'anglais ou du français et bonne connaissance de l'autre langue. La connaissance d'une troisième langue communautaire serait un avantage.

La Banque offre de très bonnes conditions d'emploi, une rémunération intéressante, de nombreux avantages sociaux et pratique une politique d'égalité des chances.

Les personnes intéressées, possédant la nationalité d'un des pays membres de la Communauté sont priées d'envoyer leur curriculum vitae, accompagné d'une photographie, en indiquant la référence, à la :

BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT  
Département du Personnel (Recrutement) (Réf. : CT 9242)  
100, boulevard Konrad Adenauer  
L-2950 LUXEMBOURG. FAX : 4379-3356.

Les candidatures seront traitées avec la discrétion de rigueur.

## EURENGINEERS '92 EUROMANAGERS '92

CAREER OPPORTUNITIES IN EUROPE

FIFTH EDITION - DECEMBER 10TH & 11TH, 1992 - BRUSSELS

Le Monde

COMMERZBANK

DAIMLERBENZ

AEG + debis

EMDS specializes in the international search for talented young professionals. Our clients are head offices of leading multinational corporations.

The EUROMANAGERS FORUM is a two-day interview session wherein we have introduced, every year since 1988, a selection of young European managers to our clients.

This year will be held, simultaneously, the first EURENGINEERS FORUM where we shall introduce a selection of young European engineers and scientists.

For the EURENGINEERS FORUM '92 and the EUROMANAGERS FORUM '92, we will consider applications from men and women who have the following prerequisites:

- university degree or its equivalent (to be obtained by mid-1993 at the latest) in Natural Sciences, Engineering/Technology, Mathematics/Computer Sciences, Business/Management, Law, Social Sciences or a related subject;
- less than five years professional experience;
- outstanding intellectual and interpersonal skills;
- fluency in three languages (including English);
- international mobility.

For further information on EURENGINEERS '92 and EUROMANAGERS '92, please return this coupon before September 25, 1992 to: EMDS INTERNATIONAL, P.O. Box 1, Schaerbeek 4, B-1030 Brussels, Belgium.

Please write in block letters.

Prefix to name (Mr, Mrs, Ms, Dr, Prof, etc.)

First (given) name

Last (family) name (please include the married name)

Full address

Country (region)

Sex (Mr or Mrs)

Birth date (day/month/year)

Nationality (in English)

Interested in

☐ Male ☐ Female

1 / 1 / 92

☐ EURENGINEERS '92 ☐ EUROMANAGERS '92

LE MONDE

AEROSPATIALE • ASEA BROWN BOVERI • BARCLAYS BANK • BAYER • BERTHELMANN • BMW • BNP • BOZALLEN & HAMILTON • BP OIL • BULL • COCA-COLA • COMMERZBANK • COMPAGNIE BANCAIRE • DAIMLERBENZ • MERCEDES-BENZ • AEG • DEUTSCHE AEROSPACE • DEBS • DEUTSCHE BANK • DSM • DU PONT DE NEMOURS • HEWLETT-PACKARD • KRONE • LAZAR LIQUIDE • MCKINSEY & COMPANY • NCP • PHILIPS • SWISS BANK CORPORATION • VOLKSWAGEN • WESTING •



RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 • 15 L M



هكذا من الإمل

# ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Gestion - Finance - Ressources Humaines - Juridique

## GROUPE VICTOIRE

*Notre Victoire C'est votre talent*

Puissant pôle européen d'Assurances parmi les leaders en Europe, nous recherchons pour notre Département Affaires Juridiques et Fiscales d'Abeille Vie, un **Fiscaliste**, un **Conseiller en Patrimoine**, un **Juriste**.

Votre sens relationnel, votre goût pour les contacts, votre sens de l'innovation et votre expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans une compagnie d'assurances Vie, une banque, ou un cabinet d'avocats, vous permettront de vous reconnaître dans nos postes à pourvoir.

### FISCALISTE

réf. 3358 JF/NC

En collaboration étroite avec nos réseaux (salariés, courtiers...) et nos prescripteurs, vous imaginerez et validerez et diffuserez toutes nos solutions fiscales, principalement liées à des produits d'assurances Vie dans le cadre de la gestion de patrimoine de personnes physiques et des engagements sociaux des entreprises.

Diplômé en Droit, vous possédez un DEA ou un DESS de fiscalité, Ecole des Impôts ou formation complémentaire.

### CONSEILLER EN PATRIMOINE

réf. 3335 CP/NC

A l'écoute de nos intermédiaires (réseaux salariés, courtiers...) et de nos clients, vous imaginerez, élaborerez et présenterez des montages de produits d'assurances ou financiers afférents à la gestion patrimoniale. Vous possédez un DESS en Gestion de patrimoine ou vous êtes issu d'une Ecole de Commerce.

### JURISTE

réf. 3357 CJ/NC

Vous assurerez un rôle de conseil juridique auprès de nos services administratifs et de nos réseaux commerciaux.

Vous prendrez la responsabilité du suivi de contentieux spécifiques.

Vous possédez un D.E.A. ou un D.E.S.S. de droit civil ou droit des assurances.

Si vous souhaitez disposer d'une grande latitude dans la conduite de vos objectifs à atteindre, si vous souhaitez intégrer l'Entreprise qui vous offrira, à terme, une évolution.

Alors rejoignez-nous !

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en indiquant la référence choisie à M. ROUXBEDAT, Groupe Victoire - 52, rue de la Victoire - 75009 Paris.



## DIRECTEUR DES RELATIONS SOCIALES ET DU PERSONNEL

Secteur assurances

Paris - Important organisme d'assurance maladie (1200 personnes - 800 000 assurés), nous sommes implantés à Paris et en province. Nous recherchons notre directeur des relations sociales et du personnel. Rattaché à la direction générale et membre du comité de direction, il s'appuiera sur son équipe pour assurer l'intégralité de la fonction. Il s'investira tout particulièrement dans la gestion des relations avec les partenaires sociaux. Il sera également chargé de la mise en place de la nouvelle convention collective. Ce poste s'adresse à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur (droit

social de préférence) ayant acquis une expérience de 7 années environ dans la fonction personnel au sein d'une société d'assurances de préférence ou du secteur bancaire et financier. Outre des capacités relationnelles (diplomatie, négociation), vous êtes un animateur d'équipe et souhaitez évoluer vers de larges responsabilités. Ecrivez à Catherine HAMMEL en indiquant votre rémunération actuelle, la référence A/F9016M et en joignant CV et photo - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.69.

**PA Consulting Group**  
Creating Business Advantage

## CONFEDERATION NATIONALE DU CREDIT MUTUEL

### A l'écoute de vos ambitions...

Le Crédit Mutuel, 233 milliards de francs de dépôts, 8 millions de clients, 4.000 agences et 22.300 collaborateurs est le 5ème groupe bancaire français.

Son organisme central, la Confédération Nationale du Crédit Mutuel souhaite intégrer de Jeunes Auditeurs bancaires

La Direction de l'Inspection Générale, école de formation concrète et privilégiée, vous propose de rejoindre son équipe chargée d'auditer tous les secteurs d'activités de la banque dans l'ensemble des organismes régionaux qui composent le Crédit Mutuel.

De formation supérieure (école de commerce, diplôme universitaire de 3e cycle...), vous souhaitez commencer ou poursuivre votre carrière en appréhendant toutes les fonctions de la banque.

Vous devrez être dynamique et disponible (déplacements fréquents), avoir des qualités relationnelles certaines, des facilités rédactionnelles et le souci de la rigueur.

La réussite dans ces postes vous ouvrira, à terme, de réelles opportunités d'évolution.

#### CONTACT

Pour nous parler de vos ambitions, merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 325/M à la DRHRS, Confédération Nationale du Crédit Mutuel, 88-90, rue Cardinet 75017 PARIS.

**Crédit Mutuel**

la banque à qui parler

## CHARGÉ DE MISSION DIRECTION GÉNÉRALE

NANCY

● Notre banque régionale, présente par son réseau dans 10 départements, répartit ses activités par tiers entre Paris - Ile de France - Champagne - Ardennes et la Lorraine.

● Son appartenance au groupe CIC, sa technicité et ses résultats font de la SNVB un opérateur financier reconnu et apprécié.

● Pour assurer auprès du Président et du Directeur Général la préparation, le suivi et la communication des dossiers touchant à la stratégie et à la politique générale de l'entreprise, nous recherchons un diplômé (Sciences Po Paris, Grandes Ecoles), ayant impérativement une expérience bancaire de 3 à 5 ans (type contrôle de gestion ou direction centrale).

● Grâce à vos fortes qualités rédactionnelles et relationnelles, vous êtes un homme de communication capable de travailler sur des dossiers de premier plan.

Merci d'adresser rapidement votre candidature (CV + lettre manuscrite + photo + prétentions) sous réf. CNDG/0992 à SNVB - Huguette Albini - DRH - 4, place André Maginot - 54074 Nancy cedex.

**Banque SNVB**

## CONTRÔLEUR DE GESTION

#### LA SOCIÉTÉ :

GAUMONT TÉLÉVISION est une filiale de création récente qui se consacre à la production d'œuvres originales destinées aux chaînes de télévisions françaises et étrangères. Pour structurer son organisation et accompagner son développement, la Société a décidé de créer un poste de CONTRÔLEUR DE GESTION.

#### LE POSTE :

Le responsable devra assumer trois types de tâches :

1) Le contrôle de gestion :

- Il devra contrôler les flux financiers notamment en matière de trésorerie, d'investissement et de respect des budgets.

- Il fournira des tableaux de bord à la Direction générale, conçus pour être des outils d'aide à la décision.

- Il devra également mettre en place un outil de gestion des droits et de répartition des recettes aux ayants droit des films.

- Il rendra compte au Président-Directeur général de la Société et tiendra informé l'Administrateur du groupe en charge de la supervision de cette filiale.

2) Les services administratifs :

- Le responsable devra s'efforcer de mettre en place une bonne organisation administrative de l'entreprise et sera notamment chargé en liaison avec les services du groupe de la gestion des personnels et des matériels administratifs de l'entreprise.

3) Les services généraux :

- Le responsable devra s'efforcer de gérer les besoins de l'entreprise, en particulier l'ensemble de ses frais fixes, en s'assurant de l'approvisionnement régulier au moindre coût.

#### LE CANDIDAT :

Le candidat recherché devra avoir entre 24 et 27 ans, une formation ESC (ou équivalent) et une expérience professionnelle de 2 ou 3 ans dans un cabinet d'audit. Aucune connaissance particulière de l'audiovisuel n'est requise.

#### RÉMUNÉRATION :

Salaires envisagés : environ 250 000F annuels (à discuter selon références).

ÉCRIRE À : GAUMONT TÉLÉVISION

24, rue Jacques-Dalud - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE

Tél. : 46-43-23-07



# ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Nous sommes dans le domaine de la Santé, un organisme unique en Europe : nos moyens sont à la hauteur de nos ambitions. Pour renforcer notre structure au siège, nous créons deux postes et rattachements.

## EVOLUEZ AU SEIN DE NOTRE DIRECTION FINANCIERE, À PARIS...

### 2 Contrôleurs de gestion

• Dans le Département Contrôle de Gestion, vous serez le Responsable du contrôle et des normes de gestion. Pour chacun de nos établissements, vous analyserez les résultats par fonction (administration, logistique, technique) et ferez des propositions d'amélioration. Les tableaux de bord à mettre en place seront de votre ressort puisqu'ils vous permettront d'expliquer les écarts en mettant l'accent sur la qualité ; mesure nouvelle que vous aurez à apprécier.

A 28-30 ans, H/F, diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, Sup de Co, Maîtrise de gestion...), à l'aise en anglais, vous avez une expérience de 5 ans au moins acquise dans le milieu médical de préférence ou dans le secteur des services. Le contrôle de gestion avec l'utilisation des données statistiques (analyse, théorie des sondages...) est votre point fort indispensable à votre réussite dans ce poste. Vous aurez aussi à diriger une équipe dont la compétence est reconnue. Dans notre environnement valorisant, pour établir le dialogue, il vous faudra faire preuve d'humilité. Nous devons pouvoir investir sur vous, c'est pourquoi nous attendons un candidat à fort potentiel. Réf. 018044

• Dépendant du Responsable du contrôle et des normes, vous aurez en charge le contrôle de gestion des services logistiques et administratifs. Les méthodes que vous mettrez en place concerneront l'administration, la chaîne alimentaire, la maintenance/entretien... La logistique de nos établissements sera donc "déconstruite" par vous.

A 26-27 ans, H/F, diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, Maîtrise de gestion...), à l'aise en anglais, vous avez une première expérience du contrôle de gestion - deux ans - dans l'industrie ou les services. Vous réussirez ainsi votre intégration dans notre équipe performante. Notre organisation vous permettra d'ailleurs d'évoluer comme vous le souhaitez. Réf. 018048

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération, sous la référence chéale, à notre Conseil RESOUDRE, 50 rue Sainte-Croix de la Bretonnerie, 75004 Paris.

**RESOUDRE**  
LES PROFILS D'AVENIR

Notre groupe industriel, 450 MF de CA, leader français dans le domaine du matériel de précision, recherche pour sa filiale basée en Région Parisienne / Banlieue Sud, un

### Jeune contrôleur de gestion rattaché à la Direction Générale

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur, Ecole de Commerce, votre première expérience en milieu industriel vous permettra d'être rapidement opérationnel pour prendre en charge tous les aspects du contrôle de gestion :

• l'élaboration des budgets, tableaux de bord, des prix de revient et la valorisation des stocks sans oublier le reporting ;

• la fiabilité des résultats et l'analyse des écarts.

Ce rôle que se conçoit comme un conseil, vous donnera une vision globale du contrôle de gestion et de la vie de l'entreprise.

Merci d'adresser votre dossier : CV + lettre + rémunération sous la référence 184 LM à notre conseil KER - 87, rue de la Saussure 92100 BOULOGNE.

87, rue de la Saussure 92100 BOULOGNE

CONSEIL EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

CEGOS, groupe indépendant de Conseil, Formation, Recrutement réunit 550 consultants en Europe.

Sa vocation est la réussite des entreprises et des hommes. Sa Division Conseil en organisation et management place le management des Ressources Humaines au cœur de ses compétences. Elle recherche, pour Paris, un :

### "TOP CONSULTANT" H/F pour son pôle de compétences RESSOURCES HUMAINES

Dans le cadre de missions larges et pluridisciplinaires, vous valoriserez votre savoir-faire sur des sujets tels que : stratégie et gestion des compétences, systèmes d'information de la fonction personnel, politiques salariales, enquêtes sociales... Au sein d'une équipe professionnelle riche d'idées, alliant les interventions sur le terrain, la réflexion, méthodologique et la formalisation d'outils de management, vous combinerez l'action commerciale et la réalisation de prestations de conseil de haut niveau.

Vous avez environ 30 ans, 5 à 7 ans d'expérience en entreprise ou en Cabinet Conseil, dans les systèmes de gestion des Ressources Humaines (gestion prévisionnelle, rémunérations, qualification, évaluation des performances...), avec au préalable une formation supérieure (grande école ou DESS). L'autonomie et la capacité d'entreprendre dont vous disposez, exigeront de vous vitalité, créativité, flexibilité et une grande aisance à travailler en équipe.

CEGOS par l'étendue de sa gamme d'interventions et ses perspectives de développement vous offre des conditions propices pour réaliser vos ambitions professionnelles.

POUR NOUS CHAQUE CLIENT EST UNIQUE, CHAQUE CONSULTANT L'EST AUSSI.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions) en précisant la référence DC201/M à Christine DEFECHE - CEGOS Division Conseil Tour Chénouaux 92516 BOULOGNE Cedex.

cegos

Paris

**Center Parcs**  
COMME NULLE PART AILLEURS

### Contrôleur Financier Adjoint

Vous participerez à des missions d'organisation comptable au cours desquelles vous mettrez en place des procédures de contrôle interne. Vous êtes le garant du bon fonctionnement de l'outil informatique (environnement IBM, AS400 + réseau local).

Jeune, de formation ESC, vous avez une première expérience pratique du contrôle financier de préférence dans une société anglo-saxonne et vous êtes disponible rapidement. Anglais impératif.

Merci d'adresser candidature et rémunération actuelle, sous réf. 13762FPI, à notre conseil ONOMA, 26 rue de Berri, 75008 Paris. 3616 code UGE/ONOMA.

Au sein de la  
**Direction des Services Juridiques et Fiscaux**  
du groupe Alcatel Alsthom, la Direction de la Fiscalité et du Droit des Sociétés recherche un

### FISCALISTE DE HAUT NIVEAU

Il participera à la gestion fiscale d'Alcatel Alsthom sous la responsabilité du Directeur de la Fiscalité ;

Il prendra en charge un certain nombre de filiales du groupe ; il assurera en particulier le suivi des contrôles fiscaux de ces sociétés ; il leur apportera assistance et conseil, en relation avec leurs responsables et il interviendra notamment sur les opérations de structures et sur l'optimisation fiscale en France et à l'étranger.

Il sera chargé d'un domaine de la fiscalité française et d'une zone géographique couvrant les fiscalités étrangères, notamment pour assurer la diffusion de l'information fiscale.

Agé de 35 ans environ, ce candidat,

d'un excellent niveau technique, doit avoir une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans le secteur privé. Ayant la pratique des montages juridiques en droit des affaires, il connaît la fiscalité des groupes et des flux financiers. Il a également une connaissance du droit des sociétés et des règles comptables. Il parle anglais couramment.

Méthodique et rigoureux, il saura se faire reconnaître par sa compétence. Son autonomie et son sens des responsabilités lui permettront de mener à terme rapidement les dossiers. Il aura le goût du travail en équipe, tout avec les autres fiscalistes qu'avec ses interlocuteurs dans le groupe. Sa diplomatie et ses qualités de communication l'y aideront.

**ALCATEL  
ALSTHOM**

Merci d'adresser votre candidature, en mentionnant votre rémunération actuelle, à Marie-Gabrielle GONTHARET, Direction des Ressources Humaines Alcatel Alsthom 54, rue La Boétie - 75008 Paris

La BAREP,  
Banque de Récompte et de Placement,  
groupe SOCIÉTÉ GÉNÉRALE,  
recherche  
pour sa salle de marché, un

## Spécialiste obligataire

De formation scientifique supérieure (Centrale, ENSAE, ISFA, ISUP, etc), vous bénéficiez d'une première expérience (de 2 ans et plus) acquise sur les marchés obligataires Francs ou Devises. Evolutif, animé du désir d'être jugé sur les résultats, vous alliez rigueur et esprit d'initiative.

Ce poste requiert une réelle aptitude au travail en groupe et un esprit inventif pour la création

et le suivi de produits de gestion sur mesure à destination d'une clientèle haut de gamme.

Au départ, votre rémunération sera fonction de votre potentiel et de votre expérience. Elle sera par la suite très liée à vos résultats.

Pour un premier contact, merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo à la BAREP - 16, avenue de Messine - 75008 PARIS.



### REVISEUR COMPTABLE INTERNATIONAL

ETPM, Société Internationale du secteur parapétrolier (CA : 2,5 milliards de francs), filiale de GIM-ENTREPOSE (Groupe Lyonnaise des Eaux Dumez), recherche pour renforcer sa Direction Comptable située à Nanterre un **Reviseur Comptable International**.

Agé de 25/30 ans, de formation (DECF - DESCF) vous souhaitez valoriser les acquis d'une première expérience (2 à 4 années) en entreprise ou en cabinet et affirmer vos compétences comptables et financières.

Après une formation interne à notre siège Parisien, vous

prendrez en charge principalement des révisions comptables et ponctuellement des missions d'audits auprès de nos implantations étrangères, ce qui implique une parfaite connaissance de l'anglais et la maîtrise de l'outil informatique.

Nous rejoindre, c'est l'opportunité de prendre des responsabilités immédiates et d'évaluer en fonction de vos qualités professionnelles.

Merci d'adresser votre candidature à ETPM - DRH - 57, av. Jules Quenrin - BP 207 - 92002 NANTERRE.

LA MERASES

ARCHITECTES

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 3615 LM

هكذا من العمل



## ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

PARIS - LILLE

NANCY

LYON

LILLE

PARIS

NANCY

LYON

LILLE

PARIS

NANCY

LYON

LILLE

PARIS

NANCY

LYON

LILLE

PARIS

### PubliCadeau

Notre société, nouvelle filiale de SUBSTATIC INTERNATIONAL, intervient sur le marché du PAPIER-CADEAU. La compétitivité des produits nous permet, déjà, d'exporter 30 % de notre CA (25 MF). Nos objectifs nécessitent de mieux coordonner "le commercial et la production". Nous confions cette tâche à notre

#### Secrétaire général

Ses missions essentielles :  
- CRÉATION DE L'ADMINISTRATION COMMERCIALE ET GÉNÉRALE  
- élaboration et analyse de tableaux de bord  
- mise en place d'un système informatique  
- recrutement et animation du personnel  
- gestion de la trésorerie  
- suivi des stocks

En liaison directe avec le PDG et appuyé par le groupe, il se chargera de la gestion de l'entreprise sous toutes ses formes.

Les atouts pour réussir : une formation supérieure en gestion (BAC + 4), 5 à 10 ans d'expérience en PME dotée d'un système informatique, une pratique souhaitable de l'Allemand.

A 30 / 35 ans, vous avez le tempérament d'un créateur d'entreprise : ce poste évolutif, basé à HENIN BEAUMONT (62), vous passionnera.

Adressez votre dossier (lettre, CV, photo et prétentions) sous le réf. SG / LM à notre conseil.

**micel jouhannaud conseils**  
international search group  
2 bis, rue de Tenramonde - 59800 LILLE

### Directeur Administratif et Financier

Filiale d'un groupe international d'envergure, notre société est spécialisée dans le domaine des opérations techniques sophistiquées.

En liaison directe avec le Directeur Général et la maison-mère, vous êtes chargé de gérer, faire évoluer la Direction Financière et Administrative et l'adapter à l'expansion de nos activités : comptabilité, contrôle de gestion, reporting, "cash & collection", administration du personnel, fiscalité, social... Egalement la mise en place de notre système informatique et l'harmonisation des procédures internes des entités.

Position stratégique pour un candidat bilingue anglais, plutôt jeune (30/40 ans), diplômé d'une Ecole de Gestion, ayant acquis des compétences financières et administratives solides en cabinet, mais surtout en entreprise de type anglo-saxon.

Vos points forts : "le savoir-s'investir", le discernement et l'autonomie qui déterminent les bonnes initiatives, la capacité à manager avec tact une équipe, en un mot le sens des solutions.

La rémunération est motivante, le poste est basé à Paris Est. Le Directeur d'ARCOS & PARTNERS étudiera confidentiellement votre candidature adressée sous référence LM/19 - ou 6 avenue d'Eylau - 75116 PARIS



### Promodès

Promodès, 2<sup>e</sup> groupe de distribution en France (47.000 personnes, CA consolidé 76 milliards de francs) recherche un

#### Directeur Administration du Personnel

35 ans minimum, de formation supérieure, vous justifiez de 10 ans d'expérience réussie dans la gestion administrative du personnel d'un grand groupe à structure complexe.

Rattaché au Directeur Général des Ressources Humaines, vous aurez à animer pour l'ensemble du groupe, la gestion sociale (participation, plan d'épargne d'entreprise, F.A.F., ...) et à utiliser votre compétence d'expert dans deux domaines importants : les régimes de retraite et de prévoyance et la gestion informatisée (payes - bilans sociaux - tableaux de bord).

Véritable coordinateur, vous travaillerez avec votre équipe en liaison étroite avec les Directeurs des Ressources Humaines des différentes entreprises du Groupe.

Ce poste est basé à CAEN.

Envoyer lettre manuscrite, CV photo et prétention sous réf. M6 à notre conseil Gérard LABBE 13, bld du Moréchal Julin - 14000 CAEN, qui garantit la plus totale confidentialité.

groupe Promodès LA DISTRIBUTION PAR EXCELLENCE

### Chargé de mission filiales

NANTES

SAUPIQUET, avec un C.A. de 1,7 milliard de francs est le leader européen de la conserve de poissons, grâce à une maîtrise complète de la filière thon : pêche, transformations, commercialisation. Une partie de ces activités s'exerce à travers une dizaine de filiales, implantées en Afrique et en Europe.

Afin d'améliorer la qualité et l'homogénéité des outils de gestion des filiales, la direction financière crée un poste de Chargé de mission. Interface des contrôleurs de gestion et des responsables administratifs et comptables des filiales, il interviendra dans des domaines de gestion, d'audit et d'organisation : conception et mise en place de procédures, moyens informatiques, budget et comptabilité, missions spécifiques sur des dossiers financiers, d'investissement, de fiscalité...

Ce poste s'adresse à un jeune professionnel de la gestion de formation ESCAIE, ayant acquis une première expérience en qualité d'auditeur au sein d'un cabinet ou de contrôleur de gestion dans un groupe. Il possèdera une forte capacité méthodologique, un esprit de synthèse et une excellente maturité relationnelle. Il sera en mesure d'assumer de fréquents déplacements. Il possèdera une bonne maîtrise de l'allemand et de l'anglais. La rémunération annuelle sera de l'ordre de 220 Kf bruts.

Ecrire sous référence A/1052/LM à



Jean-Benoît FOURNIER et Associés SA  
3 rue Racine - 44000 NANTES  
PARIS - LYON - NANCY - BORDEAUX - CAEN - AVIGNON

BANQUE D'AFFAIRES,  
groupe financier et industriel,

### Opérateur de marché

pour intégrer le service  
TRESORERIE de la BANQUE

qui sera chargé :

- de la gestion de la trésorerie courante francs et devises et de la position de change,
- du suivi et de la gestion des positions de la banque,
- du conseil auprès de la clientèle et du service gestion (OPCYM).

#### PROFIL DU CANDIDAT

- formation supérieure type école de commerce avec une bonne culture mathématique et financière,
- expérience des marchés (4 à 6 ans) au sein d'un établissement bancaire de préférence (marché monétaire - obligataire francs - devises et changes),
- connaissance de la réglementation bancaire et de la fiscalité des opérations de marché, pratique de la micro (lotus - symphony - D base),
- anglais.

#### QUALITES REQUISES

- disponibilité et ouverture d'esprit,
- organisation - imagination - curiosité - rigueur,
- sens du concret, goût du travail en équipe.

Les candidatures (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) seront adressées à PUBLIVAL9010  
27 route des Gardes - 92190 MEUDON.

### ASSISTANT CONTROLEUR DE GESTION

APAVE  
N° 1 du contrôle et de l'assistance technique, un nom synonyme d'un savoir-faire et d'une notoriété dans le service auprès de l'industrie, du Bâtiment et du Tertiaire.

De formation supérieure, avec ou sans expérience, vous justifiez d'une bonne connaissance des mécanismes d'information comptables et financières. Vous possédez la philosophie et les outils du contrôle de gestion, ainsi qu'une bonne culture micro-informatique.

Valorisez votre savoir-faire en intégrant un groupe dans lequel la notion de Service prime.

APAVE LYONNAISE, Direction des Relations Humaines,  
177 route de Saint Bel, B.P. 3, 69811 Tassin Cedex.



LYON - ANNECY - CLERMONT -  
DIJON - GRENOBLE -  
SAINT-ETIENNE - VALENCE

### Professionnel du conseil en recrutement

Notre mission, notre volonté : conseiller et aider les entreprises à recruter des cadres et dirigeants adaptés à des enjeux économiques de plus en plus complexes.

Notre expérience, notre connaissance de l'entreprise et le professionnalisme de notre démarche sont les gages de notre réputation de sérieux et expliquent le développement continu de nos activités.

Diplômé de l'enseignement supérieur (bac+5), vous avez une douzaine d'années d'expérience. Vous connaissez la réalité des entreprises pour y avoir vécu et avez la pratique de plusieurs années de conseil en recrutement et ressources humaines. Passionné par le métier du conseil, vous souhaitez diversifier votre savoir-faire et vous investir avec une large autonomie au sein d'une équipe dynamique. Doté d'un jugement sûr, rigoureux dans vos méthodes de travail, vous avez le souci permanent de l'efficacité et de la qualité. Venez nous rejoindre, nous serons heureux de vous associer à nos activités et partager avec vous une même éthique professionnelle.

Merci de nous adresser votre dossier sous la réf. P111/M à OBERTHUR CONSULTANTS, 49, rue Saint Roch 75001 Paris. Nous l'étudierons en toute confidentialité.



APICIL ARCIL  
Pour notre institution de retraite complémentaire des salariés (ARCIL), nous recherchons à LYON, notre

### CHEF DE SERVICE

#### Gestion des droits de retraite

En collaboration avec le Chef du Département Retraite, vous suivez, analysez et appliquez la réglementation juridique des droits de retraite pour les participants actifs.

Vous encadrez et animez avec vos agents de maîtrise cinq équipes autonomes.

De formation BAC + 4, Droit IAE ou Gestion, à 30-35 ans, vous bénéficiez d'une expérience réussie d'au moins 5 ans dans des postes à responsabilités d'encadrement prioritairement dans des activités de services de nature administrative ou juridique.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et rémunération s/réf. CSGDR à : Anne COUTAGNE - PROFIL Consultants - 132 cours Charlemagne - 69002 LYON



### Contrôle de gestion au GAN, une assurance de réussite.

■ Parmi les tout premiers dans le domaine de l'assurance, nous renforçons notre Direction Plan et Contrôle de gestion et recherchons un :

#### CONTROLEUR DE GESTION

- Vos différentes missions seront :
- de coordonner l'élaboration des budgets de chaque direction,
- de contrôler les coûts de fonctionnement et d'investissement.

Diplômé d'une école supérieure de commerce ou d'un 3<sup>e</sup> cycle, vous avez deux ans d'expérience du contrôle de gestion en entreprise ou en cabinet d'audit ou de conseil.

Ce poste basé à Paris 9<sup>e</sup> vous permettra d'acquérir une solide connaissance de nos activités et d'évoluer vers toute autre fonction au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite et CV), sous référence PR02M2, au Gan, DRH, GRC, 2 rue Pillel Will, 75448 Paris Cedex 09.



L'ENERGIE DE TOUTES LES PROJETS



هكذا بن ريميل

Le Monde • Mercredi 2 septembre 1992 XI

## ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

REPRODUCTION INTERDITE

Promodès

Administrateur du Personnel

### Poste d'entreprise GAN, une assurance de réussite.

Nous renforçons notre secrétariat général en créant un poste nouveau.

Au sein d'une petite équipe, vous assurerez une double mission dans les domaines juridiques et judiciaires :

- Consultations internes sur des sujets extrêmement variés.
- Suivi des procédures dont le Groupe fait l'objet ou qu'il a engagées.

Dans le cadre de ces missions, vous serez amené à rédiger des écritures judiciaires, des contrats, à participer à des expertises notamment comptables et plus généralement à suivre les dossiers dont vous aurez la charge avec les avocats mandataires.

En qualité de juriste d'entreprise ou au sein d'un cabinet d'avocat, vous avez acquis depuis 5 ans minimum de solides compétences techniques incluant une connaissance approfondie des procédures (droit privé principalement) et une excellente maîtrise de la rédaction qui vous permettent d'être un interlocuteur apprécié à tous les niveaux de la hiérarchie.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. PR/0312, à Pascale Roux, GAN, DRH/GRC, 2 rue Pillez, Will, 75446 Paris Cedex 09.

gan

L'ÉNERGIE DE TOUS LES PROJETS

la cité

une

entreprise

culturelle

en projet

La Cité des Sciences, établissement public de 1 000 personnes est le plus grand centre culturel d'Europe consacré aux Sciences et aux Technologies. Elle recherche pour son département des affaires juridiques et des contrats un :

- Chargé d'Affaires
- Juridique

Sous l'autorité du Chef de Département et au sein d'une équipe de 20 personnes, vous assurerez la mise en œuvre des procédures et la rédaction des marchés relevant du Code des Marchés Publics principalement dans le domaine de l'informatique. Vous pourrez aussi intervenir dans la négociation et la rédaction de contrats de droit privé et jouer un rôle de conseil juridique auprès de l'ensemble des Directions de l'établissement.

Diplômé d'une maîtrise de droit public, votre expérience de 3 à 5 ans vous a permis d'acquérir des connaissances approfondies des marchés publics et des établissements publics industriels et commerciaux. Votre rigueur et votre sens de l'organisation vous permettront d'évaluer en toute autonomie.

Adresser lettre manuscrite, CV, présentations et photo sous réf. 1091 au Responsable du personnel, Cité des Sciences et de l'Industrie, 75300 PARIS Cedex 19.



Filiale du Groupe Caisse des Dépôts, et spécialiste de l'immobilier, notre groupe au travers d'une trentaine de filiales réalise environ 6 milliards de F de CA. Pour notre Direction Financière, nous recherchons notre futur

### CHEF DE SERVICE JURIDIQUE ET FISCAL

Boulogne

Il prend en charge l'animation et la coordination des missions du Service, qui se situent tant au niveau de la Holding que du Groupe. Il optimise la fiscalité du groupe, assure la vie sociale du Holding et la gestion administrative de ses participations. Au-delà de ces missions opérationnelles, il apporte une assistance et conseille ses homologues des filiales dans leurs missions quotidiennes et dans le cadre de montage d'ingénierie financière. A 30 ans environ, de formation supérieure, en Gestion et en Droit (type ESCAE et Maîtrise de Droit), vous avez 3/5 ans d'expérience en Cabinet ou dans un poste similaire. Rigueur et aptitudes au management sont indispensables pour réussir dans ce poste. Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, cv, photo, présentations) en précisant la réf. 4261 M à notre Conseil ACTIMAN - 6, rue Arsène Houssey 75008 Paris, qui vous garantit une entière discrétion.

Groupe pharmaceutique (1000 personnes - 1 Milliard de Francs), nous recherchons notre

### RESPONSABLE DU CONTROLE DE GESTION

■ Rattaché au Secrétaire Général, assisté de 3 Contrôleurs Seniors vous concurrenzerez à l'optimisation de notre performance économique en garantissant rapidité et qualité de l'information financière et en assurant conseil et assistance auprès des décideurs du groupe (France et International). A 35 ans minimum, diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce (+ DECF), vous avez acquis depuis une dizaine d'années une excellente maîtrise du contrôle de l'information comptable et financière ainsi que du reporting anglo-saxon ou sein de groupes industriels.

Homme de communication, manager rigoureux et autonome, vous savez faire preuve de sens critique et de créativité.

Pour ce poste nécessitant l'anglais, merci d'adresser votre dossier (lettre + CV) sous référence 04213 à Jouveinal - DRH - BP 100 94265 Fresnes Cedex.

jouveinal

CÔTÉ MÉTIER, J'ASSURE  
CÔTÉ AVENIR, J'AI CONFIANCE



Les Mutuelles du Mans Assurances, en pleine expansion sur les marchés français et internationaux (19,5 milliards de CA, présentes dans 25 pays), recherchent pour leur Département Réassurances Facultatifs

les mutuelles du mans assurances

Vous êtes capable d'analyser, d'évaluer et souscrire les risques d'entreprise sur votre marché en France et à l'étranger grâce à une première expérience de la souscription.

Votre ouverture d'esprit et votre sens de la négociation sont des points forts de votre personnalité.

Le poste est basé au Mans, mais de fréquents déplacements en Europe sont à prévoir.

Vous pratiquez couramment l'anglais et avez également de solides notions d'une deuxième langue (allemand, italien...)

Merci d'adresser lettre, curriculum vitae et prétentions sous réf. LM/REASS-RI aux MUTUELLES DU MANS ASSURANCES 19/21, rue Chanzy - 72030 LE MANS CEDEX.

Organisation Internationale recrute

### rédacteur juridique

Droit Des Contrats

Vous serez chargé principalement d'assister l'Organisation dans le domaine visé ci-dessus.

De formation universitaire de 3e cycle en droit privé, de préférence en droit des affaires ou d'assurances, vous possédez un début d'expérience dans ces domaines.

Doté de très bonnes qualités rédactionnelles en français ou en anglais, vous avez une très bonne connaissance de ces deux langues.

Votre esprit d'analyse et de synthèse ainsi que votre sens des contacts vous permettront de vous épanouir au sein d'une équipe internationale de juristes.

Poste à pourvoir soit à un concours réservé uniquement aux candidats présélectionnés.

Date d'entrée en fonction souhaitée : début janvier 1993.

Merci d'adresser lettre de motivation manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions, sous réf. 370, à Média-System, 55 place de la République, 69002 LYON, qui transmettra.



SCIC GESTION ILE-DE-FRANCE

SCIC GESTION Ile de France, prestataire de services, 2000 collaborateurs gérant un patrimoine social de 100.000 logements pour des sociétés immobilières, recherche pour sa Direction du Réseau et de l'Exploitation, un

### ORGANISATEUR

Au sein du service assistance à la gestion locative, vous serez chargé d'aider à concevoir l'évolution de l'organisation et de la chaîne de gestion locative. A ce titre vous aurez, à partir de l'étude des besoins des utilisateurs, à élaborer un cahier des charges destiné au service informatique, à assurer le suivi de la mise en place de solutions informatiques adaptées, à formaliser et à proposer l'amélioration des procédures existantes visant à une meilleure rentabilité. De formation supérieure, vous avez une expérience réussie d'organisateur dans une société de services ou de montage de projets dans une société de conseil en organisation par exemple. Vous êtes capable d'animer un groupe de travail réunissant utilisateurs et informaticiens. Vos qualités relationnelles, votre esprit créatif et votre capacité à rédiger des synthèses seront des atouts supplémentaires. Si vous êtes intéressé, merci d'adresser votre CV à Anne GAVOTY - SCIC-GESTION Ile de France - Direction des Ressources Humaines 14/16, rue Voltaire - 94276 LE KREMLIN-BICETRE.

### CHEF DE SERVICE

DIRECTION  
ÉCONOMIQUE  
ET FINANCIÈRE

EN PRISE DIRECTE AVEC LE DIRECTEUR FINANCIER, VOUS ASSUREZ L'ENCADREMENT ET L'ANIMATION DES ÉQUIPES DES SECTIONS TRÉSORERIE, COMMUNICATION ET ÉTUDES FINANCIÈRES.

DIPLOMÉ D'UNE ÉCOLE SUPÉRIEURE DE GESTION OU D'UNE ÉCOLE D'INGÉNIEURS COMPLÈTE PAR UN 3<sup>e</sup> CYCLE DE GESTION, VOUS POSSÉDEZ UNE EXPÉRIENCE DE 7 ANS AU MOINS DANS UN CABINET D'AUDIT OU DANS L'UN DES DOMAINES DONT VOUS AUREZ LA RESPONSABILITÉ.

LA RIGUEUR DE VOS ANALYSES ALLIÉE À VOTRE SENS DES CONTACTS ET VOTRE ESPRIT D'ÉQUIPE SONT LES ATOUTS INDISPENSABLES POUR LA RÉUSSITE DE VOTRE MISSION.

ANGLAIS COURANT INDISPENSABLE ET CONNAISSANCE DE L'ALLEMAND APPRÉCIÉE.

VOUS SOUHAITEZ REJOINDRE UN GROUPE AUX PERFORMANCES RECONNUES ET DONNER UN ÉLAN QUALITATIF À VOTRE CARRIÈRE, MERCI D'ADRESSER VOTRE DOSSIER DE CANDIDATURE (LETTRE, CV ET PHOTO), SOUS RÉF. LM01, À TFI - DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES SERVICE DU RECRUTEMENT 1, QUAI DU POINT DU JOUR 92636 BOULOGNE CEDEX.



PME dynamique et performante recherche

### RESPONSABLE GESTION/FINANCES ANGERS

Directement rattaché au Président, vous avez la responsabilité de l'ensemble de la comptabilité, du contrôle de gestion, de la trésorerie et, à terme, de la consolidation des comptes société + filiales.

Votre mission prioritaire est de mettre en place la comptabilité analytique, les outils de contrôle de gestion et d'aide à la décision, ainsi que le reporting.

A 30/35 ans environ, de formation Ecole Supérieure de Commerce, DECS, DESC ou équivalent, vous justifiez d'une expérience similaire réussie.

Le poste est basé à proximité d'Angers.

Merci d'adresser, sous réf. RGF, votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV), en précisant votre niveau de rémunération actuelle, à :



38 RUE DE LISBONNE 75008 PARIS

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 15 LM



## ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

**Assistant controller**

MERLIN MEDICAL, FILIALE D'U.S.S.C. 1ER FABRICANT MONDIAL DE SUTURE MÉCANIQUE. EST DISTRIBUTEUR EN FRANCE DE LA GAMME COMPLETE AUTO SUTURE. NOTRE RÔLE EST PRÉPONDERANT ET NOTRE MÉTIER PASSIONNANT. L'AVENIR TECHNOLOGIQUE D'U.S.S.C. EST NOTRE FORCE.

MERLIN MEDICAL FILIALE D'U.S.S.C.

Vous serez principalement chargé de la préparation de nos états financiers tant pour nos besoins internes que pour le reporting mensuel à notre société mère américaine.

A environ trente ans, de formation supérieure, école de commerce, complétée par un DECS/DESCF, vous avez acquis une expérience significative en cabinet d'audit et en entreprise. Une parfaite maîtrise de l'anglais, la pratique de la comptabilité anglo-saxonne sont indispensables à la réussite dans ce poste. Le poste sera basé à Lyon puis en région parisienne courant 1er semestre 93.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, photo et prétentions), sous réf. AC/UM/04, à Auto Suture Europe SA, 72 rue du Pdg St Honoré, 75008 Paris.

**Votre expérience bancaire au service du conseil en financement**

**Cadre financier**

Très autonome, vous devrez développer notre clientèle en vous appuyant sur une démarche active mais réfléchie. C'est dans ce sens que vous saurez multiplier les contacts avec les prescripteurs et développer vos relations d'affaires.

A 28/35 ans, vous avez su mettre à profit votre formation supérieure au cours d'une expérience bancaire qui, allée à votre sens prononcé de la négociation, vous permettra de réussir dans cette fonction.

Des déplacements de courte durée sont à prévoir fréquemment en France. La rémunération particulièrement attractive sera fonction de votre expérience et de vos compétences.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 399, à Média-System, 55 place de la République, 69002 LYON, qui transmettra.

Société privée de financement à taille humaine, nous développons, au sein d'une structure souple et dynamique, une politique commerciale de conseil en crédits professionnels à moyens et longs termes. Pour renforcer notre équipe, nous recherchons un Cadre financier

**Spécialiste des technologies de pointe**  
Télécommunications, Défense, Electronique, Informatique...

Venez, après une formation à notre métier, apporter votre expertise à une société de bourse (adossée à un grand Groupe Financier). Nous développons une activité majeure d'intermédiation en termes de placements d'actions pour des clients institutionnels français et étrangers. Pour le bureau d'Analyse Financière qui lui est exclusivement dédié, nous recrutons un :

**Analyste Financier**

H/F, fort d'une maturité et d'un recul acquis au fil des années, vous avez tenu un poste de responsabilité et été Chef d'un département R & D, Marketing-Stratégie, Veille Technologique au sein d'une entreprise (si possible cotée à la Bourse de Paris).

De formation supérieure, de préférence Ingénieur, âgé d'environ 35/45 ans, vous apportez une excellente connaissance de votre domaine connotée par une expérience de 5 à 15 années dans l'un ou plusieurs des secteurs cités en référence.

Vous souhaitez aujourd'hui la valoriser dans une mission de conseil de haut niveau, au sein d'une structure solide et pérenne.

Vous serez à même d'offrir à nos clients le conseil d'un expert en matière d'investissement actions.

Votre esprit vif, votre sens de l'analyse et de la synthèse, votre aisance relationnelle vous permettront de répondre aux critères de réussite essentiels de la société.

Merci d'adresser votre dossier de candidature réf. 3009ALM à notre Conseil ALPHA CDI - 20, av. André Malraux - 92300 LEVALLOIS PERRET.

**LA BANCA POPOLARE DI BERGAMO-CREDITO VARESI**  
5ème Banque Privée Italienne, recherche pour sa succursale française de Lyon un :

**COMPTABLE H/F**

Agé(e) de 30 ans environ et de formation comptable confirmée, vous souhaitez valoriser votre expérience de 5 ans minimum acquise dans le service comptabilité d'une banque de taille humaine.

Vous avez une bonne connaissance de l'ensemble de la comptabilité (Générale, Analytique et Bancaire) jusqu'au bilan, des opérations de trésorerie, des déclarations fiscales, sociales et réglementaires (BAFI).

Nous vous proposons une véritable opportunité de carrière en rejoignant une petite équipe jeune.

Adressez lettre manuscrite avec CV et prétentions : BANCA POPOLARE DI BERGAMO-CREDITO VARESI - 115, rue Pierre Corneille - 69003 LYON.

**36 15 LM**

3615 LM vous permet de consulter un mois d'offres d'emploi parues dans *Le Monde*. Les annonces présentes sur 3615 LM sont mises à jour quotidiennement.

## LE MONDE DES CADRES

**Société d'études en STRATEGIE et MARKETING recherche, pour compléter ses équipes :**

☐ **1 MANAGER DE DEPARTEMENT ETUDES** (Réf. MAN)

Vous avez au moins 5 ans d'expérience et maîtrisez les techniques d'études en stratégie et marketing stratégique.

Votre mission : vous aurez en charge la direction d'un département que vous devrez organiser et développer. Polyvalent, vous souhaitez également intervenir en clientèle.

☐ **3 CONSULTANTS STRATEGIE et/ou MARKETING STRATEGIQUE** (Réf. CSM)

Profil souhaité : diplômé d'une grande école ou d'un 3ème cycle universitaire, 3 ans d'expérience minimum dans un cabinet de conseil ou un bureau d'études.

☐ **1 CONSULTANT ANALYSE FINANCIERE** (Réf. CAF)

Profil souhaité : 3 ans d'expérience en analyse financière. Une bonne connaissance des milieux bancaires et financiers serait appréciée.

☐ **PLUSIEURS CONSULTANTS FREE-LANCE** (Réf. CFL)

Nous vous proposerons régulièrement des missions d'études à caractère stratégique et/ou marketing.

Envoyer dossier de candidature (lettre + CV + photo + prétentions) à : **BRAIN MASTER - 41 Bd des Capucines - 75002 PARIS**, en précisant impérativement sur l'enveloppe la référence du poste choisi.

**ECONOMISTE STATISTICIEN**

**A**u sein de la Direction des Etudes et du Conseil à Paris, vous serez chargé des études sur le comportement financier des entreprises, notamment par l'exploitation des données de la Centrale des Bilans et par la réalisation d'enquêtes spécifiques. Ces études mettent en œuvre des connaissances d'économie générale et d'analyse financière; elles requièrent l'utilisation d'outils informatiques.

Diplômé de l'enseignement supérieur : grande école de commerce ou d'ingénieurs ou de l'université, vous possédez de bonnes capacités d'analyse et de synthèse ainsi que des qualités de relations et d'expression écrite.

Ce poste convient à un débutant ou à un cadre doté d'une première expérience professionnelle.

Merci d'adresser une lettre de candidature manuscrite avec CV, photo, en précisant votre rémunération actuelle ou CREDIT NATIONAL - Département des Ressources Humaines - 45 rue Saint-Dominique - 75700 PARIS

**Crédit National**

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36.15 LM

JOURNALE...

844 00...

ECTEURS C...

Le Mon...

Redacteurs Techniques



هكذا من ربح

REPRISES

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 2 septembre 1992 XIII

## LE MONDE DES CADRES

### GROUPE DE PRESSE

recherche

pour magazine professionnel  
leader sur son secteur

### JOURNALISTE SPÉCIALISÉ

- Bonne expérience et connaissances solides dans domaine économique et social et/ou secteur informatique.
- Poste à pourvoir immédiatement.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à :

M= C. AUBRY • CARACTÈRE  
1, cité Bergère - 75009 PARIS

Cet Etablissement Public de la Région Parisienne emploie plus de 900 personnes. Grâce à la notoriété de sa Centrale d'Achats et à un Réseau Commercial implanté sur tout le territoire, il joue un rôle prépondérant dans l'équipement des Administrations et des Collectivités Territoriales. La Direction des Ventes souhaite intégrer un

### DIRECTEUR DES VENTES Adjoint

Agé de 35/40 ans environ, le candidat aura bien sûr une formation commerciale (HEC - ESSEC - Sciences Po.) complétée par une expérience réussie de l'animation d'un réseau de Vente Directe. La connaissance de la Vente aux Collectivités et de l'environnement Administratif (marchés publics) serait un plus.

Homme de terrain et de dialogue, il saura s'intégrer à la structure existante, le motiver et le dynamiser. Homme de dossiers, il gère les budgets de son département, participe aux plans stratégiques de développement et met en place les tableaux de bord correspondants.

Il coordonnera également l'activité des collaborateurs de son Département (une trentaine de personnes) notamment sur les aspects V.P.C. Le poste basé en Région Parisienne implique de fréquents déplacements sur le territoire.

Si vous vous reconnaissez dans ce profil, adressez votre CV + photo et lettre manuscrite de motivation (en précisant votre dernière rémunération) sous référence 109 à  
SPRING CONSEIL  
14, rue de la Source  
75016 PARIS.

SPRING  
CONSEIL

### OFFICE INTERNATIONAL DE L'EAU

Dans le cadre de l'expansion de notre rôle de coordination, de communication et de formation, nous recherchons :

#### DIRECTEUR DE PROJET

Réf. 08001

RESEAU NATIONAL DES DONNEES SUR L'EAU

Vous avez une formation BAC + 5 et au minimum 10 ans d'expérience professionnelle touchant à la conduite de projets lourds (5 ans au moins). Vous possédez en outre une bonne connaissance du domaine de l'eau ou un intérêt très marqué pour ce sujet. Votre connaissance des systèmes d'information doit être suffisante pour dialoguer aisément sur ce sujet avec vos interlocuteurs.

Vous devrez réunir les conditions du succès du projet en assurant la cohérence de son développement, en coordonnant les différents acteurs, en assurant l'animation et la communication à tous les niveaux.

#### RESPONSABLE DU SANDRE " ADMINISTRATEUR DE DONNEES "

Réf. 08002

Ingénieur, Bac + 5, vous avez une expérience confirmée en matière de conception de systèmes d'information, ainsi qu'un savoir faire certain dans le domaine de l'administration de données. Sensibilisé aux techniques d'échange de données informatisées, vous organiserez la cohérence de ces échanges plutôt que l'uniformité des matériels. Participant à un projet lourd (minimum 5 ans), vous devrez, en relation avec de nombreux interlocuteurs, mettre en place la fonction, animer et coordonner les actions afin de définir, maintenir et faire évoluer les interfaces informatiques, les normes d'échanges et le langage commun entre les différents acteurs.

#### CHARGE DE MISSION INGENIEUR GENERALISTE

Réf. 08003

Ingénieur généraliste de l'eau, vous connaissez bien les problèmes d'alimentation, d'épuration, de distribution, de gestion de services, etc... Cette vue très large des problèmes de l'eau doit vous permettre de mettre en place une Campagne Nationale de sensibilisation des élus. Vous devrez donc non seulement être très mobile et disponible mais aussi organiser les réunions avec les confédérations, monter les dossiers de communication et animer vous-même des sessions de sensibilisation (50 à 60 élus). Vous aurez une assistance technique et administrative mais vous êtes avant tout un Homme de Terrain "hyper-organisé".

Merci d'envoyer votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. choisie

ACSOR BP 354  
79003 NIORT Cedex

LES HOMMES, LES VALEURS, LES IDEES

**844 000**  
**LECTEURS CADRES**  
**Le Monde**

est le premier titre d'information des cadres

Le 1er septembre 1992  
Jean-Loup Parichon change d'adresse  
et vous remercie de bien vouloir noter  
ses nouvelles coordonnées.



J.L. parichon  
33, rue Gallée - 75116 Paris  
Tél : 44 43 52 00 - Fax : 47 23 68 14

Recrutement de Cadres



Le groupe CGI est un des  
leaders mondiaux du Conseil et  
de l'Ingénierie Informatique.  
• 4000 personnes  
• C.A.: 2 milliards de francs  
• 50 implantations en Europe et  
en Amérique du Nord

CGI INFORMATIQUE

### Rédacteurs Techniques

Rattachés à nos Divisions (Logiciel ou Ingénierie Interne), vous participerez à l'élaboration, à la fabrication et à la maintenance des documentations techniques et manuels, réalisant un accompagnement des produits considérés comme des standards mondiaux. Votre expérience en cette matière ou votre formation à la rédaction de manuels techniques dans le domaine informatique vous a conviés à l'importance de documents bien pensés et bien réalisés. Vous savez communiquer avec des équipes d'ingénieurs de haut niveau. Enfin, vous êtes prêts à évoluer au sein d'un groupe de dimension internationale.

Merci d'adresser lettre, et C.V. en précisant la référence MCI 892, à Madame Dominique Janet

CGI INFORMATIQUE - 30, rue du Château des Reuniers,  
75010 Paris Cedex 15  
ou directement sur internet à l'adresse CGI INF. http://WWW

ON N'EST JAMAIS TROP SÉRIEUX

### Débuter dans la communication



Nous sommes le n°1 mondial des constructeurs de machines pour la fabrication de bouteilles en plastique (CA 1MdF, dont 85% à l'export, 450 pers., croissance de 30% par an, 6 filiales à l'étranger : USA, Hong-Kong, Singapour, Brésil, Italie, Espagne). Nous renforçons notre Direction de la Communication.

En tant qu'Adjoint de notre Directeur de la Communication, et après une prise de connaissance approfondie de nos activités, vous prendrez tout particulièrement en charge la rédaction de documents d'information à destination externe et interne et les relations avec la Presse. Vous superviserez et participerez aux autres activités du service (salons, publicité, etc), interviendrez dans l'animation d'une équipe de 3 personnes et dans la gestion d'un budget important.

Jeune diplômé de l'enseignement supérieur type Sciences Po, CELSA, ESC, vous êtes doué pour la communication et l'écriture. Doté d'un esprit ouvert et innovateur, vous vous attachez à concrétiser vos idées. Aimant travailler en équipe, vous trouverez dans notre Société un climat convivial, performant et propice aux responsabilités. Organisé et disponible, vous serez apprécié pour votre simplicité et votre aisance relationnelle. Poste basé au Havre. Fréquents déplacements. Très bonne maîtrise de l'anglais.

Adresser votre C.V. sous réf. E.367/M à E. CHENEVIER, OBERTHUR CONSULTANTS, 49 rue St Roch, 75001 PARIS.



Oberthur Consultants

NORD-PAS-DE-CALAIS

Notre société est spécialisée dans la tenue de comptabilité et le conseil en gestion et stratégie auprès d'entreprises de production et de distribution de la région Nord-Pas-de-Calais. Pour manager notre activité de conseil, nous recherchons un

### Consultant Senior

Rattaché au Directeur Général, et participant au Comité de Direction, vous aurez pour missions de :

- participer au développement du chiffre d'affaires du conseil en gestion et stratégie, personnellement et indirectement par l'animation des 40 conseillers
  - concevoir de nouveaux produits d'aide à la décision, mettre au point les méthodes d'utilisation, harmoniser les outils existants et former les conseillers
  - participer à la recherche, au développement et à la communication au niveau interne, régional et national.
- Agé de 40 ans environ, vous avez une formation supérieure commerciale, ou vous êtes ingénieur avec des compétences en gestion. Vous avez une expérience du conseil et de l'analyse stratégique. Vous avez un bon sens commercial. Vous êtes autonome, diplomate, créatif.

Merci d'envoyer votre CV, sous référence 23-793-342M, à notre conseil Onoma, BP 105, 59001 Lille cedex, 3616 code UGE/ONOMA.

ONOMA



PARIS - LILLE - LYON - NANTES

GROUPE COURCAU

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 3615 LM

ADRES

ECONOMISTE  
STATISTICIEN

Crédit National



هكذا من الإصل

# SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF

Collectivités Territoriales - Ministères - Associations



AVEC LE CONCOURS FINANCIER DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE  
La Ville de Romans (Drôme - 33 200 habitants) - Tête de réseau de villes  
(Grenoble, Pont-de-Claix, Belfort, Huy) RECRUTE

POUR DÉVELOPPER SA VOCATION EUROPÉENNE

## UN CHARGÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

### DONT LA MISSION SERA :

- La gestion administrative et technique, et l'animation d'un réseau de coopération entre des villes et des collectivités territoriales européennes et d'autres pays étrangers, créés dans le cadre du programme communautaire MEDURBS.
- Le suivi administratif et technique des projets de coopération promus dans le cadre de ce réseau.
- L'organisation et l'animation des relations européennes à Romans :
- Le montage des projets et dossiers dans le cadre des programmes

communautaires lancés par le Commissariat des Communautés européennes.

- le conseil en stratégie européenne pour l'équipe de direction municipale.
- la diffusion de la dimension européenne dans la culture locale.

Adresser candidatures manuscrites avec CV et photo à : Monsieur René-Christian Béraud - Maire Adjoint, chargé des affaires européennes, de la coopération internationale et de la solidarité - Hôtel de Ville BP 102 - 26103 ROMANS CEDEX - Fax : 75 05 90 36.

## COMMUNE DE VILLEFONTAINE - ISÈRE

17 000 habitants

VILLE MEMBRE DU S.A.N. DE L'ISLE-D'ABEAU - 30 km de LYON

recrute pour le 1<sup>er</sup> OCTOBRE 1992

## SECRÉTAIRE GÉNÉRAL(E)

grade attaché principal ou directeur, détachement sur emploi fonctionnel de S.G. 10/20 suivant conditions statutaires.

**MISSION :** collaborateur direct du Maire, chargé de la mise en œuvre des directives municipales, direction et coordination des services.

Expérience sur emploi similaire souhaitable, disponibilité, sens du dialogue, aptitude aux relations humaines.

**AVANTAGES :** prime de responsabilité, régime indemnitaire, prime de fin d'année.

Adresser, pour le 15 septembre 1992, lettre manuscrite, C.V. + photo à : Monsieur le Maire, Hôtel de Ville place Pierre-Mendès-France - 38090 VILLEFONTAINE

## Institut Pasteur

recherche pour son service des PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES

## REDACTEUR(TRICE)

de langue maternelle anglaise, maîtrisant bien le français, ayant des connaissances en biologie (niveau licence ou équivalent).

Envoyer CV, photo, prétentions - Direction du Personnel 28, rue Docteur-Roux - 75724 Paris cedex 15

Située en Seine et Marne dans la ville nouvelle de Melun-Sénart, la commune de MOISSY-CRAMAYEL est en plein développement. Notre recherche constante de l'amélioration de la qualité de vie de nos 13.000 habitants nous amène à recruter un

## ECO-CONSEILLER H/F

De niveau 2ème ou 3ème cycle en ECOLOGIE, vous serez notre conseiller en matière d'environnement et de cadre de vie.

Vous aurez pour missions essentielles :

- de participer à l'élaboration d'un plan pluri-annuel d'actions pour l'amélioration de l'environnement et du cadre de vie,
- de mettre en place et de conduire les démarches choisies,
- d'intervenir dans tous les domaines de compétences municipales dont l'activité met en jeu la qualité de vie,
- de gérer, d'animer, de coordonner les services opérationnels intervenant directement dans ce domaine.

Avantages : salaire à partir de 10.000 Frs brut sur 13 mois. Adresser C.V. + photo à Monsieur Le Maire de Moissy-Cramayel - 1 place du Souvenir 77550 MOISSY-CRAMAYEL.

## LA MISSION INTERMINISTÉRIELLE DU POLE EUROPÉEN DE DÉVELOPPEMENT (située à Longwy)

recrute un

## URBANISTE/AMÉNAGEUR

chargé notamment au sein de l'équipe des missions suivantes :

- Suivi du projet d'agglomération transfrontalière et pilotage de ses retombées en matière d'urbanisme et d'organisation spatiale.
- Conseil en développement de projets auprès des collectivités territoriales et animation du tissu local.
- Gestion de l'interface avec l'établissement public Métropole Lorraine concernant les questions d'aménagement et de portage immobilier du parc international d'activités.

### PROFIL

Le (la) candidate(e) âgé(e) de 35 à 40 ans devra justifier d'une EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE D'AU MOINS 10 ANNÉES dans la fonction (urbaniste/aménageur issu des secteurs public ou privé, directeur de SEM...).

AVANT LE 10 SEPTEMBRE IMPÉRATIVEMENT

CV détaillé, photo, motivations et prétentions à :

MISSION INTERMINISTÉRIELLE DU PED  
Maison du PED - BP 9 - 54402 LONGWY

## VACANCE DU POSTE DE DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES AU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA GIRONDE

### MISSION :

Placé sous l'autorité directe du directeur général des services du département, le directeur des ressources humaines a la responsabilité de 3 bureaux représentant un effectif total de 45 personnes.

- Le bureau de la gestion des ressources humaines, (gestion effectifs, carrières, paie de près de 3 000 agents)
- Le bureau de la formation, (élaboration du plan de formation départementale, organisation des concours, suivi des instances paritaires CTP, CHS)
- Le bureau de la modernisation de l'administration, (liaisons interservices).

### PROFIL :

Fonctionnaire possédant une solide expérience de cadre administratif, de préférence sur un poste similaire. Homme ou femme de dialogue et d'écoute, ayant le sens aigu des relations humaines, possédant des aptitudes à la négociation avec les partenaires institutionnels.

### CONDITIONS DE RECRUTEMENT :

Mutation dans le cadre d'emplois des administrateurs ou des directeurs territoriaux ou détachement selon conditions statutaires.

Merci d'adresser candidature manuscrite, CV et photos à : Monsieur le Président du Conseil général Direction générale des services départementaux Hôtel du département - 33074 BORDEAUX CEDEX

DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES CANDIDATURES LE : 15 septembre 1992.

Le Monde  
PUBLICITE

Pour passer vos annonces :



46-62-72-02  
46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74



ASSOCIATIF

UNIVERSITÉ DE VILLEFONTAINE - ISERE

CRÉTAIRE GÉNÉRAL(E)

## SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute Technologie

## Ingénieurs Confirmés et Débutants

Leader européen dans notre domaine d'activité, nous développons des systèmes de chauffage et de conditionnement d'air pour les principaux constructeurs automobiles. Nous intégrons, pour le développement et la fabrication de nos produits, la maîtrise de technologies diversifiées (plasturgie, mécanique, acoustique, électrotechnique, électronique, thermique, aéronautique, matériaux). Pour accélérer la mise en œuvre des 5 axes stratégiques du Groupe Valeo (implication du personnel, système de production Valeo, innovation constante, intégration des fournisseurs et qualité totale) nous recherchons des Ingénieurs Généralistes (ECP, ENSAM, INSA ou équivalent) désireux d'évoluer en environnement multitechnologique, autonomes et rigoureux pour la réussite de leur mission, qui s'associeront au dynamisme de nos 2 unités de production : NOGENT LE ROTROU (28) et LA SUZE SUR SARTHE (72).

Forts de quelques années d'expérience en milieu industriel, vous serez :

### LEADERS D'ETUDES

Avec votre équipe de techniciens et en relation avec les autres fonctions, vous avez en charge l'animation et la définition technique en CAO de projets d'industrialisation des appareils de chauffage et de climatisation.

### INGENIEURS CHEFS DE GROUPE METHODES

Animateur d'équipe, chargé du développement des moyens de production ou des implantations selon les critères du système de production Valeo, vous avez pour mission d'industrialiser les produits développés par les B.E., d'améliorer les process existants, d'animer les groupes de travail étudiant les nouveaux produits, de développer l'utilisation des outils qualité.

### RESPONSABLES DE PRODUCTION

Au sein d'un atelier vous dynamisez l'application du système de production Valeo. Votre mission consiste entre autres à développer l'implication du personnel par des actions de progrès, à amener les moyens industriels au meilleur niveau de flexibilité et de fiabilité, à organiser la production en flux tirés en synchronisation avec la suite du process.

### RESPONSABLES QUALITE PRODUCTION

Rattaché au Responsable qualité, vous avez en charge de coordonner toutes les activités de l'évaluation qualité en production. Votre mission est d'animer une équipe d'auditeurs, d'atteindre les objectifs qualité de la ligne de produits et de participer à l'élaboration et à l'application des procédures qualité.

Ingénieurs débutants, vous commencerez votre carrière comme :

### INGENIEURS DE PRODUCTION

Vous êtes chargé du management d'une équipe d'opérateurs et du suivi du système de production Valeo.

### INGENIEURS METHODE

Vous participez aux développements de nos process, au démarrage de produits nouveaux et à l'optimisation de produits en série.

### INGENIEURS D'ETUDE

Vous mettez au point nos nouveaux appareils tout en standardisant nos composants.

### INGENIEURS QUALITE PRODUCTION

Vous garantissez l'application des procédures qualité au sein de l'unité de production de votre ligne de produits ou effectuez l'analyse des produits.

La connaissance de l'anglais et/ou de l'allemand est indispensable pour l'ensemble de ces postes basés en région Ouest. Vos compétences, tout comme vos qualités d'animation, vous permettront d'évoluer au sein du Groupe Valeo.

Que vous soyez intéressé par le site de NOGENT LE ROTROU ou celui de LA SUZE SUR SARTHE, envoyez votre dossier de candidature au Service Ressources Humaines VALEO THERMIQUE HABITACLE - Avenue des Prés 28401 NOGENT LE ROTROU CEDEX.

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et de véhicules industriels dans le monde. Valeo compte près de 27 000 personnes réparties en dix branches d'activité. Le Groupe dispose de plus de 80 usines ou centres de recherche et réalise un chiffre d'affaires de 20 milliards de francs, dont plus de la moitié hors de France.



## CHEFS DE PROJETS

### INGÉNIERIE DES RÉSEAUX DE TÉLÉCOMMUNICATIONS PUBLIQUES

Manager de nos projets, vous assisterez nos clients pour les études préalables, la définition des choix techniques et économiques et dirigerez nos opérations d'Ingénierie jusqu'au suivi de l'implantation des réseaux d'abonnés téléphoniques.

Diplômé d'une grande école (Télécom, INSA, ESTP...), vous avez, après une dizaine d'années d'expérience, une solide connaissance des problèmes posés par l'implantation des réseaux (Télécom, câblage, génie civil, VRD...).

Pour ce poste nécessitant de nombreux déplacements à l'étranger, la maîtrise de l'anglais est indispensable, la connaissance de l'espagnol serait un plus.

Merci d'écrire sous réf. M1.9 à Mme C. BOUTEILLIER, SOFRECOM, 24 avenue du Petit Parc, 94307 VINCENNES CEDEX.

## INGÉNIEURS PROCESS

### GÉNIE CHIMIQUE OU GÉNÉRALISTE

Fos-sur-mer  
ARCO Chimie France, SNC, fait partie des Opérations Européennes de ARCO Chemical Company. Filiale du groupe américain ARCO, ARCO Chemical est leader mondial des produits oxygénés (oxyde de propylène, polyols, MTBE...).

### Des racines en Amérique et une croissance européenne

Portée par le dynamisme de sa recherche, ARCO Chemical, grâce à l'augmentation de son chiffre d'affaires et de ses investissements, a vu les effectifs de la société multipliés par deux et demi au cours des cinq dernières années. Le rythme de croissance se maintiendra, voire s'intensifiera, dans les cinq prochaines. En Europe, ARCO Chemical est présent en Allemagne, en Autriche, en Grande-Bretagne, en Belgique, en Espagne, en France, en Italie, aux Pays-Bas et en Scandinavie.

### Qui dit "croissance", dit "opportunités"

En Europe, ARCO Chemical intensifie son programme de recrutement, en particulier dans sa nouvelle usine pétrochimique sur le site de Fos-sur-Mer. Le recrutement de notre Direction Technique se fait à différents échelons, du débutant au professionnel expérimenté, de l'ingénieur Génie Chimique au Généraliste. En plus des promotions au niveau national, ARCO Chemical offre des opportunités de carrières à l'étranger. Les échelons hiérarchiques peu nombreux favorisent la promotion aux postes de responsabilité car la contribution personnelle de chacun est clairement reconnue.

Merci d'adresser votre lettre de candidature sous référence P 93-LM avec CV, photo et prétentions à :

ARCO Chimie France  
Direction des Ressources Humaines  
BP 201 - 13775 FOS-SUR-MER CEDEX.

ARCO Chemical Europe

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 15 LM

46-62-72-02  
46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74



## SECTEURS DE POINTE

Fibrosud melc

Groupe Lyonnaise des Eaux Dumez

Nos deux PME, situées près de Montpellier (34) et à Ussel (19), spécialisées dans la maintenance et la réparation d'appareils électroniques (terminaux téléphoniques, minitel, terminaux de paiement électronique...), recherchent pour faire face à leur expansion, un :

## Directeur Adjoint

Rattaché au PDG des deux sociétés et en étroite collaboration avec le Directeur Général, vous serez en charge de la production et de l'approche qualité.

Après une mission globale d'audit ratifiée par la Direction, vous contribuerez à l'amélioration et à la mise en place des procédures de fonctionnement, à la redéfinition des modes opératoires, au suivi clientèle en tant que correspondant qualité, afin de garantir la production des sites.

Pouvant agir sur l'ensemble des paramètres de l'entreprise, votre maîtrise des "Business Plan", vous permettra de parfaitement argumenter vos propositions d'amélioration.

Cette mission de confiance et de responsabilité, s'adresse à un ingénieur d'environ 35 ans ayant si possible une formation complémentaire en gestion. Poste rapidement évolutif pour un candidat de valeur.

Poste basé près de Montpellier.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 162-A à PSYNERGIE, 20 Esplanade de l'Europe, 34000 MONTPELLIER. Confidentialité assurée.



PSYNERGIE

MONTPELLIER  
MARSEILLE  
PARIS

PROVENCE - COTE D'AZUR

CISIGRAPH (300 personnes dont 85% d'ingénieurs) est l'éditeur du logiciel de CFAO STRIM 100 qui permet de concevoir et de fabriquer dans les domaines de la mécanique et du plastique.

ingénieur  
de développement  
en plasturgie

**D**e formation Ingénieur, vous avez de solides connaissances en mécanique des milieux continus, en analyse numérique et, si possible, des compétences dans le domaine des matériaux de synthèse.

A Vitrolles, vous rejoindrez l'équipe chargée du développement de logiciels dans le domaine de la plasturgie et votre

objectif sera en particulier la simulation de la phase de post-remplissage.

Si vous êtes passionné de Technologies nouvelles et souhaitez rejoindre un groupe de dimension internationale, adressez votre dossier de candidature s/réf. LM 109 à CISIGRAPH Agnès Lemoine Technoparc du Griffon 13127 VITROLLES.

cisigraph

INGENIEURS  
CHARGES D'AFFAIRES  
SOUS-TRAITANCE

Filière de GTM-ENTREPOSE (Groupe Lyonnaise des Eaux - Dumez). ETPM est l'un des spécialistes mondiaux de l'offshore et réalise un chiffre d'affaires de 2,7 milliards de francs.

Pour renforcer son SUBCONTRACTING DEPARTMENT en charge de la passation des marchés de prestations extérieures (dans le cadre de la construction de plate-formes pétrolières et de pose de pipelines en mer), nous recherchons aujourd'hui 2 ingénieurs chargés d'affaires sous-traitance.

En relation avec les services techniques et commerciaux, vous serez responsables de la préparation des

consultations des sous-traitants (plongée, ensoufflage, positionnement, dragage, assistance navire), de l'analyse des offres et des recommandations, de la négociation et de la rédaction des sous-traitants. Ce poste nécessite un minimum d'expérience de 3 à 5 ans dans les domaines industriels offshore, travaux maritimes, pétroliers, grands travaux, exploitation, gestion de contrat ou de sous-traitance. La maîtrise de l'anglais et de l'espagnol est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. à ETPM - DRH 57, av. Jules Guérin - BP 207 92002 NANTERRE.

ETPM

LA MER A SES

ARCHITECTES

Dans le cadre d'une coopération internationale, un organisme français recherche pour une mission de 2 ans, dont 18 mois en INDONÉSIE, un :

INGÉNIEUR ou CHERCHEUR  
dans la domaine thermique

La mission consiste à participer au lancement des activités d'une plate-forme d'essais d'échangeurs de chaleur.

- Les candidats devront avoir :
- Un diplôme d'ingénieur ou un doctorat.
  - Des compétences établies dans la mise en place et l'exploitation d'essais.
  - L'expérience de contrats entre labo de recherche et l'industrie.
  - Des capacités d'ouverture et d'écoute.
  - Un bon niveau d'expression en langue anglaise.
  - Une expérience de recherche dans un environnement international serait un atout important.
  - Age souhaité : environ 40 ans.

Salaires et avantages liés à l'expatriation.

Lettre manuscrite + CV détaillé (français et anglais) + prétentions à adresser au journal qui transmettra, sous référence 8561.

Le Monde Publicité

15-17, rue du Colonel-Pierre-avia, 75902 Paris cedex 15.

## INGÉNIEUR D'AFFAIRES

NOUS SOMMES N°1 EUROPÉEN DES APPAREILS D'ÉCLAIRAGE AVEC UN CHIFFRE D'AFFAIRES EN FRANCE DE 800 MF.

POUR ATTEINDRE NOS OBJECTIFS STRATÉGIQUES, NOUS RENFORÇONS NOTRE DÉPARTEMENT AVIATION SPÉCIALISÉ DANS LA COMMERCIALISATION DE SYSTÈMES DE BALISAGE AÉROPORTUAIRE.

PROSPECTER, PROMOUVOIR, NÉGOCIER, TELLES SERONT VOS MISSIONS SOUS LA RESPONSABILITÉ DU DIRECTEUR DES VENTES.

EN RELATION PERMANENTE AVEC LES DÉCIDEURS, VOTRE RÔLE S'ÉTENDRA DE L'ANALYSE DES BESOINS SUR LE TERRAIN JUSQU'À L'ABOUTISSEMENT DU PROJET.

INGÉNIEUR DE FORMATION (ENAC, ESTACA...) VOUS AVEZ UNE EXPÉRIENCE RÉUSSIE DE 3 À 5 ANS - COMMERCIALE ET/OU TECHNIQUE - ACQUISE DANS LE SECTEUR AÉRONAUTIQUE.

DISPONIBLE POUR DES DÉPLACEMENTS EN FRANCE OU À L'ÉTRANGER, VOUS MAÎTRISEZ L'ANGLAIS.

MERCI D'ADRESSER LETTRE MANUSCRITE, CV + RÉMUNÉRATION ACTUELLE SOUS RÉFÉRENCE 853 À MEDIA PA - 50/54, RUE DE SILLY 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX QUI TRANSMETTRA.

THORN

Europhone

**G**ROUPE INDUSTRIEL LEADER EN MÉCANIQUE DE PRÉCISION, 5 300 PERSONNES, 3,5 MDS DE CA, RECHERCHE :

UN INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL  
réf. 9231

Responsable du développement de nos ventes auprès de la clientèle automobile : constructeurs et/ou équipementiers. Contacts permanents avec les bureaux d'études et les achats. Poste basé en région parisienne. Expérience dans fonction équivalente de 3 à 5 ans indispensable. Anglais souhaité.

UN INGENIEUR CHEF DE PROJETS INFORMATIQUES  
réf. 9017

Pour notre Département Organisation et Informatique (40 personnes). Poste basé au Siège du Groupe, dans une agréable ville de la région Rhône-Alpes. Le poste s'adresse à un généraliste de formation qui peut être :

- un débutant à fort potentiel, motivé pour effectuer une première étape de sa carrière dans un contexte informatique.
- ou un ingénieur ayant une première expérience informatique et désireux de la poursuivre dans une entreprise industrielle.

Veuillez faire parvenir votre demande manuscrite, votre CV avec photo et rémunération actuelle, en mentionnant la référence du poste souhaité à : EUROMESSAGES, Tour Suisse, 69443 Lyon cedex 03, qui transmettra.



La référence progiciel

Notre groupe, présent dans plus de 20 pays (3 000 personnes - 3 MM F de C.A.) conçoit et commercialise un modèle de gestion intégré - SAP / R2.

Avec plus de 6 500 progiciels installés, nous renforçons notre image d'industriel des Systèmes d'Information avec une architecture CLIENT/SERVEUR - SAP / R2 - dans le monde UNIX.

## CONSULTANTS "APPLICATION" RESSOURCES HUMAINES

De formation Bac + 5 ou équivalent, vous avez une première expérience d'environ 3 ans, acquise dans le fonction RESSOURCES HUMAINES en entreprise et/ou en SSII. Vous possédez une bonne connaissance générale dans des domaines tels que :

- gestion d'entreprise
- systèmes d'information

Après formation à notre produit, vous serez l'interlocuteur privilégié de nos clients grands comptes pour prendre en charge des actions de Conseil, Avant-Vente et Formation sur nos produits et solutions : GESTION des RESSOURCES HUMAINES.

L'un des consultants sera détaché en Allemagne auprès de notre CENTRE DE DEVELOPPEMENT pour une durée de 2 ans. De formation MIAGE ou équivalent, il rejoindra une équipe de développement de haut niveau et pour cela maîtrise au moins un langage de développement.

Anglais ou Allemand indispensable.

Notre groupe vous offre un véritable challenge ainsi que des opportunités d'évolution réelles.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV et prétentions) sous la référence DAN 192 à notre Conseil qui vous garantira une stricte confidentialité.

2, rue Louis David - 75782 PARIS Cedex 16  
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON.

COCEPLAN

à l'écoute de talents

GROUPE  
SOFRESID

Important Groupe d'Ingénierie International (2 700 personnes)

recherche dans le cadre de son projet stratégique de modernisation de ses systèmes et technologies d'information :

TROIS INGENIEURS  
GRANDES ECOLES  
5 à 10 ans d'expérience

1 SPECIALISTE SYSTEMES D'EXPLOITATION (UNIX, VAX/VMS) avec deux ans d'expérience comme responsable système UNIX en réseau. (Réf. M C20)

1 SPECIALISTE RESEAUX (TCP/IP, DECNET, ETHERNET, FDDI et TELECOMMUNICATIONS) avec deux ans d'expérience dans un environnement bases de données réparties et applications graphiques (DAO/CAD). (Réf. M C21)

1 SPECIALISTE BASES DE DONNEES (ORACLE, SQL) avec deux ans d'expérience en environnement bases de données réparties. (Réf. M C22)

Rattachés directement au Directeur du Département "Systèmes d'Information et Télécommunications", ils assurent une fonction de support technique aux équipes de conception, réalisation et maintenance.

Anglais courant indispensable - Perspectives d'évolution de carrière pour candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé sous référence correspondante à SOFRESID Direction des Relations Sociales 59, rue de la République 93100 MONTREUIL.



## SECTEURS DE POINTE

Important Groupe International recrute, pour son Centre d'Etudes et de Recherche situé en proche banlieue ouest de Paris, un

### RESPONSABLE DES RECHERCHES

Dans un contexte industriel de pointe en pleine expansion dans le secteur automobile et en étroite relation avec les Universités et Ecoles d'ingénieurs françaises et européennes ainsi qu'avec les organismes nationaux et internationaux du domaine électrotechnique, vous aurez pour mission de définir de nouvelles topologies d'actionneurs et/ou de moteurs électriques.

La réussite à ce poste implique, outre une formation universitaire et/ou de recherche allée à une expérience confirmée d'environ 10 ans du monde industriel, une personnalité reconnue au niveau européen dans le domaine de l'électrotechnique ou des commandes de machines tournantes.

Vous vous reconnaissez ? Adressez dès maintenant votre dossier de candidature en précisant la référence 13363 M à EUROMESSAGES - BP 80 92105 BOULOGNE Cedex, qui fera suivre.

PARIS - STRASBOURG - LYON - MARSEILLE - BREST - EUROMESSAGES

Le groupe pharmaceutique mondial qui conjugue le futur au présent

MARION MERRELL DOW INC., basé à Kansas City - Missouri, est un Groupe Pharmaceutique Mondial employant 9.000 associés. Sa Division Européenne, forte de 3.000 associés, comprend des organisations commerciales, des sites de production et des centres de recherche en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient.

#### Notre Département Informatique recherche un Manager en Télécommunications

Environnement : WAN/LAN pour un Système Global Complexe de Télécommunications.

Responsabilités : Coordonner toutes les activités Télécommunications de MARION MERRELL DOW EUROPE : cela implique l'analyse des besoins et la conception de plans tactiques en collaboration avec les différents sites.

Profil : Diplômé de l'Enseignement Supérieur avec au moins cinq ans d'expérience d'un environnement Télécommunications transnational. Pratique courante de l'anglais.

Mobilité : Fonction basée pour environ cinq ans à Valbonne, ensuite sur l'un des centres technologiques en Europe.

MARION MERRELL DOW offre les conditions d'emploi attractives, les opportunités de formation et de développement de carrière d'un Groupe Pharmaceutique Mondial de pointe.

Adressez votre candidature à : MARION MERRELL DOW Direction des Ressources Humaines - 130, rue Victor Hugo - 92300 Levallois-Perret - France.

1010 MARIONMERRELLDOW

MARION MERRELL DOW

### GERER DES GROS PROJETS INFORMATIQUES A L'EXPORT

Doublement implantée en France, à Fontainebleau et aux Etats-Unis dans l'état de Washington, MORPHO SYSTEMES (300 personnes), leader mondial pour ses applications de traitement d'image, commercialise ses systèmes dans le monde entier. Pour faire face à un carnet de commandes très forte croissance, nous recherchons un

#### INGENIEUR D'AFFAIRES

Mission : maître d'œuvre d'un contrat de vente de système, aussi bien dans ses aspects technique, logistique que financier, vous êtes l'interlocuteur privilégié de la société auprès du client.

Compétences : Vous avez le sens de l'organisation et une expérience de la réalisation de contrats à l'export. Vous maîtrisez les outils de développement UNIX et C.

Pour ce poste nous recherchons un ingénieur souhaitant évoluer dans un environnement technologique de très haut niveau. Maîtrise de l'anglais indispensable ; autre langue appréciée.

Merci d'adresser votre CV, à l'attention de Mme de Mousniot, MORPHO SYSTEMES - 33 route de la Bonne Dame, 77300 Fontainebleau.

MORPHO SYSTEMES

ORGANISME DE PROMOTION INDUSTRIELLE assurant la liaison entre les Pouvoirs Publics et les Entreprises pour la mise en œuvre de programmes nationaux de diffusion des technologies

#### CONSULTANT Paris réf 301

Au sein d'une équipe de consultants, vous participerez à la gestion administrative et financière des programmes et assurerez le suivi des dossiers d'entreprises. A ce titre, vous aurez de nombreux contacts avec les Pouvoirs Publics et avec les Entreprises, ce qui implique un excellent contact humain, des qualités relationnelles et l'habitude de travailler en équipe.

De formation supérieure option gestion, vous disposez d'une expérience acquise, si possible, au contact des P.M.I.

Méthodiques et rigoureux, vous avez le goût des chiffres, une grande curiosité intellectuelle, de solides qualités d'analyse et de synthèse qui permettront une gestion efficace des programmes.

#### CHARGES DE MISSION Paris et régions réf 302

Vous aurez pour mission de promouvoir auprès des P.M.I. les programmes de diffusion des technologies dans le domaine de la micro-électronique, des matériaux avancés et de l'informatique industrielle.

A 30/40 ans, ingénieur de formation, vous disposez d'une expérience du monde industriel et/ou des P.M.I. Vous y avez exercé des responsabilités dans le domaine du marketing et de la gestion. Doté d'un bon esprit de synthèse, du sens de l'organisation, vous avez aussi le goût de la communication, une bonne aisance relationnelle et l'expérience du travail en équipe.

Fréquents déplacements à prévoir au sein de la région d'accueil.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et références) en précisant la référence du poste à C.K. 7, rue Robert Le Cointe 75016 Paris

Chantal Kanvyn

### COMMUNAUTE URBAINE DE STRASBOURG

Notre collectivité territoriale, la Communauté Urbaine de Strasbourg (4 milliards de francs de budget annuel, 6000 collaborateurs répartis en 60 services) a repris depuis 1990 un processus ambitieux de modernisation afin d'améliorer la qualité du service offert aux habitants et d'optimiser notre gestion.

En appui à ces grandes orientations définies avec nos élus, nous avons commencé la mise en place d'un nouveau schéma directeur informatique. Pour ce vaste projet qui mobilisera l'ensemble des personnels et introduira une culture informatique partagée, (organisation et mise en place de réseaux serveurs d'informations) nous recherchons de nouveaux

#### Chefs de projet organisation et informatique

De nombreux projets ont été définis dont la gestion du personnel, les finances et comptabilité, la bureautique, la gestion des stocks, le traitement du courrier et des dossiers, etc.

Avec l'aide des différents correspondants utilisateurs dans chaque service, vous aurez la responsabilité complète des applications : cahier des charges, analyse fonctionnelle, validation des procédures, programmation et amélioration.

Pour ces postes, nous souhaitons rencontrer des chefs de projets diplômés de l'enseignement supérieur (BAC +4 ou 5) offrant la double compétence organisation et informatique grâce à une expérience en entreprise d'au moins 4 à 5 ans.

Les entretiens auront lieu à PARIS ou STRASBOURG.

Merci d'adresser votre lettre, CV et photo sous référence 10340 LM au GROUPE BERNARD JULHIET ALSACE - 1/3, Place Gutenberg - 67000 STRASBOURG.

BERNARD JULHIET RESSOURCES HUMAINES ALSACE

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice - Bruxelles

### INRA INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE

DIPLOMES D'ECOLES D'INGENIEURS ET UNIVERSITAIRES (2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> cycles)

Rejoignez un important Organisme Public de Recherche (8300 personnes), implanté sur l'ensemble du territoire national.

Nous recrutons par concours sur titres et travaux.

#### 11 Ingénieurs de Recherche

(Doctorat, Ingénieurs ENS ou équivalent)

#### 24 Ingénieurs d'Etudes

(Licence, Maîtrise, D.E.A.)

- |                          |                                   |                               |
|--------------------------|-----------------------------------|-------------------------------|
| • Biologie moléculaire   | • Technologies de la reproduction | • Informatique-Zootéchnie     |
| • Amélioration génétique | • Analyses chimiques              | • Electronique-Informatique   |
| • Analyses biochimiques  | • Mycologie des cultures          | • Prévention                  |
| • Analyses végétales     | • Biologie végétale               | • Promotion-Evaluation        |
| • Pathologie végétale    | • Chimie organique                | • Formation                   |
| • Méthodes de sélection  | • Zootechnie                      | • Gestion des contrats        |
| • Systèmes de culture    | • Géozoonomie                     | • Gestion administrative      |
| • Pisciculture           | • Phytotechnie                    | • Gestion financière          |
| • Biomécanique du cheval | • Gestion de bases de données     | • Responsable marchés publics |
| • Analyse d'images       |                                   |                               |

Tous les renseignements sur ces emplois peuvent être obtenus auprès des centres de recherche de l'INRA ainsi que sur le serveur Minitel : 3616 Code INRAINFO (Emploi)

La date limite de retrait des dossiers est fixée au jeudi 17 septembre 1992

La date limite de dépôt des dossiers est fixée au vendredi 18 septembre 1992



هكذا من الإمل

## SECTEURS DE POINTE

*L'ère des pionniers ne fait pas encore partie de l'histoire*

*Venez la vivre avec nous.*

L'Europe de 1993 anime toutes les conversations. Pour nous, le mot frontière n'existe pas. La création et la mise au point de notre famille de propulseurs BR-700 est une réalisation intercontinentale. Avec cette nouvelle génération - la seule construction, d'ailleurs, de propulseurs de l'aéronautique civile de cette qualité à l'heure actuelle - BMW Rolls-Royce a planté, à partir de l'Allemagne, de nouvelles bornes en matière d'efficacité et de tolérance écologique. Grâce au travail de notre équipe internationale, nous voulons compter en 1996 parmi les premiers producteurs de propulseurs à l'échelle mondiale.

Nous sommes une équipe jeune, innovatrice, avide d'initiative - si vous nous ressemblez, nous serons ravis de vous accueillir parmi nous.

Pour notre seconde phase d'organisation, nous cherchons des ingénieurs expérimentés (université, Grandes Ecoles) dans le secteur de l'aéronautique et de l'aérospatiale ou des domaines s'y rapprochant. Vous avez une expérience professionnelle d'au moins cinq années dans un ou, mieux encore, plusieurs des domaines suivants:

- Conception de propulseurs**
- Aérodynamique (turbines, compresseurs)
  - Mécanique structurale, construction et validation de turbomoteurs et de compresseurs
  - Combustion

- Stress, vibrations et lifting
- Support d'études
- Performance et régulation

Voilà en quelques mots seulement les orientations les principales. Vous travaillez avec des matériaux de pointe. Vous maîtrisez des outils de travail tels que la CAO, le CFD et le NASTRAN. Vous êtes polyvalent dans votre discipline, vous aimez travailler avec une équipe que vous savez diriger et motiver dans la ligne du projet. Des séries d'essais dans nos implantations en Allemagne et en Grande-Bretagne vous amèneront à voyager.

### Expérimentation et réalisation

Nous nous adressons ici à des ingénieurs ayant au moins cinq années d'expérience professionnelle spécialisée et ayant fait leur preuve en tant que responsables de projets interdisciplinaires pour les domaines suivants:

- Expérimentation de propulseurs et bancs d'essais
- Composants
- Technique de mesure

Pour le premier domaine, nous recherchons des généralistes considérant le propulseur comme un ensemble. Pour l'expérimentation des composants, une formation en physique sera particulièrement appréciée. Pour la technique de mesure, des connaissances en électrotechnique sont essentielles.

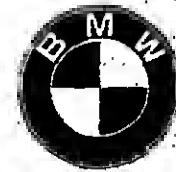
Pour toutes les spécialisations, nous recherchons des constructeurs qui vérifient les conditions de mesure sans négliger le facteur économique et ayant à leur actif une expérience réussie en tant que chef de projet. Une grande qualité de stratégie est essentielle pour ce type de fonction. Ces postes nécessiteront, eux aussi, des déplacements à l'étranger.

Etant donné notre orientation internationale, une parfaite maîtrise de l'anglais et/ou de l'allemand est indispensable.

Si vous désirez vous investir activement pour relever ce défi, actuellement le plus grand dans le domaine de la construction de moteurs à réaction, et si vous vous identifiez à nos objectifs, nous devons faire connaissance.

Veuillez adresser votre dossier de candidature sous référence **LM** à la direction du personnel. Si toutefois vous désirez de plus amples informations n'hésitez pas à nous contacter au numéro de téléphone suivant: (19.49) 61.71.50.00.

BMW Rolls-Royce  
Ressources Humaines  
Hohemarkstr. 60-70  
D-6370 Oberursel  
Fax: (19.49) 61.71.50.06.46



**BMW Rolls-Royce  
AeroEngines**

**recrute**

**2 Ingénieurs-Agronomes  
1 Technicien Supérieur**

Vous serez appelés à effectuer des contrôles d'opérations communautaires. De nationalité française, vous avez moins de 35 ans et le permis de conduire depuis plus de deux ans. Ces postes sont à pourvoir à Paris avec de nombreux déplacements à prévoir en province.

**Ingénieur-Agronome** réf AGRO

TRAITEMENT BRUT DE DÉPART: 123 000 F + primes + indemnités déplacements.

Titulaire d'un diplôme d'Ingénieur ou Bac + 4.

Votre candidature est à adresser avant le mardi 15 septembre 1992:

- Sélection écrite le jeudi 24 septembre 1992
- Entretien oral le vendredi 9 octobre 1992

**Technicien Supérieur** réf TS

TRAITEMENT BRUT DE DÉPART: 91 000 F + primes + indemnités déplacements.

Titulaire d'un BTS, d'un diplôme équivalent ou d'un GTS avec une expérience dans le secteur agricole d'au moins trois ans.

Votre candidature est à adresser avant le lundi 21 septembre 1992:

- Sélection écrite le mardi 29 septembre 1992
- Entretien oral le vendredi 16 octobre 1992

Demande d'inscription (lettre, CV) à adresser à l'ACOFA Division Inter Offices, 2 rue Saint Charles, 75140 PARIS cedex 15

Pour tous renseignements complémentaires, veuillez appeler le 40.58.70.10 (répondeur) ou 40.58.70.92 (ligne directe).

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN MANAGEMENT  
DU DÉVELOPPEMENT PRODUITS ET SYSTÈMES

**DG conseil**

Intervient depuis 12 ans sur grands programmes Français et internationaux (Télécom, Aéronautique, Spatial, Défense, Transport, Energie, ...) et poursuivant sa croissance accueille plusieurs

**CONSULTANTS**

- Ingénieur origine grandes écoles, 3 à 5 ans d'expérience et de responsabilités opérationnelles sur projets complexes en environnement HIGH-TECH (MO et Industrie, développement, production, produits catalogue, ...)
- Compétences télécommunications, informatique, et systèmes d'information particulièrement appréciées.
- Anglais impératif, trilingue souhaité
- Qualités relationnelles et rédactionnelles
- Formation interne aux méthodologies DG Conseil

Adresser candidature et CV à DG conseil  
6, Avenue du Maine 75015 Paris

**INGENIEUR  
CHIMISTE**

**Responsable de Laboratoire de Recherche  
et Développement en synthèse organique**

Société de chimie fine, appartenant à un grand groupe, nous bénéficions d'une forte notoriété dans le domaine de la recherche et développement, et de la production de principes actifs et intermédiaires de synthèses pour des groupes pharmaceutiques internationaux.

A la suite de l'évolution dans la société d'un collaborateur, nous recherchons, pour le Département Recherche et Développement, un Ingénieur Chimiste.

Il a la responsabilité d'un des deux laboratoires de Recherche et Développement en synthèse organique et manage une équipe de 4 techniciens. Ses principales missions sont:

- Concevoir les méthodes de synthèse de produits chimiques, puis assurer le passage en pilote et en production.
- assister le directeur commercial sur le plan technique auprès des clients.
- faire des études de recherche bibliographique.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur chimiste possédant un doctorat en synthèse organique. Il a une expérience de 3 à 5 ans du développement de produits chimiques en milieu industriel et a déjà managé une équipe.

Le poste est basé en région Rhône-Alpes. La connaissance de l'anglais est obligatoire.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M.12/1826 G à:

**EGOR BIOMEDICAL**  
8, rue de Berni - 75008 PARIS

**EGOR**

PARIS ALGER PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BRUXELLES DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL SWEDEEN UNITED KINGDOM

**36 15  
LM**

3615 LM vous permet de consulter un mois d'offres d'emploi parues dans *Le Monde*. Les annonces présentes sur 3615 LM sont mises à jour quotidiennement.

**Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.**







مركز من الإمل

# LE MONDE DES COMMERCIAUX

1 heure du mat.

François Mercier, directeur  
d'une entreprise pas tout à fait  
comme les autres.



CONQUÉRIR • CONVAINCRE • DÉVELOPPER

## CADRE COMMERCIAL

PARIS/RP - 220 KF +

Professionnel de la vente, autonome, véritable conquérant, vous savez développer la stratégie d'action nécessaire à l'atteinte de vos objectifs commerciaux. Responsable d'une filiale de haut niveau (chefs d'entreprises, D.R.H., collectivités locales...), vous saurez démontrer et convaincre de l'attrait et de l'intérêt de nos services. Votre démarche positive et enthousiaste ainsi que vos résultats seront les clés de votre évolution interne.

A 25/30 ans, de formation supérieure, vous souhaitez valoriser votre expérience terrain, acquise dans l'univers des services, des biens d'équipement aux entreprises (bureautique...) en rejoignant un groupe leader dont la valeur des hommes constitue la première richesse. Filiale d'un groupe international de services, 7 MdF de C.A., + de 30 000 personnes, nos moyens sont à la hauteur de vos ambitions. Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo sous réf. CC / LM à :

KONEX CONSEIL  
10, rue du Fg Poissonnière - 75010  
Paris, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.



Notre société développe à BOSTON, le logiciel "PRO ENGINEER", le "TOP TECHNOLOGY" en matière de C.A.O. mécanique. Une croissance exceptionnelle (+ 80 % de C.A. par an), des références prestigieuses, témoignent du succès de P.T.C. Pour assurer notre position de leader, nous recherchons aujourd'hui, pour notre agence parisienne, un

## DISTRICT MANAGER

PARIS OUEST (78)

500 KF +

**PROFIL :** 30 ans environ □ formation supérieure (Ingénieur Grande Ecole/HEC/ESC) □ une expérience réussie de vente et du management dans un environnement high tech □ une grande autonomie et un réel tempérament commercial.

**MISSION :** A la tête d'ingénieurs commerciaux de haut niveau □ vous mettez en œuvre la stratégie développée par notre direction commerciale □ vous animez votre équipe au quotidien et intervenez sur les affaires les plus importantes □ vous développez notre position sur certains comptes clés.

**OFFRE :** □ un environnement international de haute technologie □ un produit sans égal sur son marché □ une équipe jeune, enthousiaste et très professionnelle □ une rémunération non plafonnée (fixe + variable).

Pour un entretien individuel avec la société

Adressez ou télécopiez CV, lettre et photo à EUROMAN - 11, rue Heinrich - 92100 BOULOGNE. Fax : (1) 46 21 78 13 en indiquant la réf. 6210 sur la lettre et sur l'enveloppe.

EUROMAN

PARIS - LYON - TOULOUSE - NANTES - AIR  
USA - BELGIUM - GERMANY - UNITED KINGDOM - SPAIN - ITALY

## PUROLITE INTERNATIONAL

Producteur européen, 3e mondial dans le domaine des résines échangeuses d'ions, utilisées essentiellement en traitement des eaux industrielles, purification nucléaire et applications agro-alimentaires. Nous recherchons pour notre direction commerciale et marketing, basée à Paris, un

## INGENIEUR COMMERCIAL EXPORT

CHIMISTE TRAITEMENT DES EAUX

**UN OBJECTIF AMBITIEUX :** □ renforcer nos ventes sur les marchés EXPORT et ce en C.A., volume, product-mix, et profit □ assister techniquement sur le terrain nos agents et clients (optimisation d'exploitation, calculs d'installations, conseils produits...) □ contribuer à l'évolution de notre gamme en liaison avec nos laboratoires R & D (UK et US).

**UNE OFFRE MOTIVANTE :** □ un contexte relationnel et technique de haut niveau □ un marché passionnant et plein d'avenir □ l'image et les moyens d'une société de pointe □ une rémunération à la hauteur de votre engagement.

**UN PROFIL OPERATIONNEL :** □ une formation supérieure en chimie □ une solide expérience commerciale et/ou technique auprès de l'industrie □ la connaissance des résines échangeuses d'ions appliquées au traitement des eaux □ parfaite maîtrise de l'anglais □ organisation et disponibilité (50 % de déplacements) □ sens relationnel et charisme vous permettant d'être reconnu de vos interlocuteurs.

Pour un entretien individuel avec la société

Adressez ou télécopiez CV, lettre et photo à EUROMAN - 33, rue Maurice Flandin - Le Forum - 69444 LYON cedex 03. Fax : 72.36.89.82 en indiquant la réf. 1985 sur la lettre et l'enveloppe.



L'EUROPE ET  
L'AGRO-ALIMENTAIRE



Nous sommes le 1er Producteur Exportateur Européen de Volailles, 6400 personnes, CA de 6,8 milliards de francs. Nous sommes présents industriellement (48 établissements) et commercialement, par tous les réseaux de distribution, dans toute l'Europe. Notre activité couvre l'ensemble de la filière avicole : accoupage, nutrition animale, élevage de volailles, abattage et transformation, transport terrestre et maritime, commercialisation. Notre Groupe connaît depuis plusieurs années une croissance considérable. Pour le soutenir, nous pouvons vous proposer en France deux postes de

## DIRECTEURS REGIONAUX

(Sup de Co ou équivalent)

Agé de 26/32 ans, vous avez déjà vécu une expérience réussie de la fonction commerciale, comme chef de secteur ou directeur régional pour des produits distribués en GMS. Vous souhaitez maintenant donner une nouvelle dimension à votre évolution professionnelle dans un groupe de premier plan. Sur une région déterminée, vous prendrez en charge les missions suivantes : réalisation des objectifs de ventes, suivi et gestion des résultats, pour actions correctives, encadrement et formation des chefs de secteurs, négociations et opérations commerciales régionales. Dans le cadre du renforcement de nos structures commerciales, deux postes sont à pourvoir dans l'Ouest et le Sud de la France.

Envoyer lettre + CV + photo en indiquant la référence 92/13, à l'adresse suivante : Groupe DOUX  
Direction du Personnel  
BP 22 - 28150 CHATEAULIN.

SCORE

844 000 CADRES DÉCOUVRENT  
les offres d'emploi

## LE MONDE DES COMMERCIAUX

Source IPSOS Cadres active 1991

1 575 000 LECTEURS DÉCOUVRENT  
chaque mardi dans INITIATIVES  
la nouvelle rubrique

## LE MONDE DES COMMERCIAUX

Source CESP 1991

## LE MONDE DES COMMERCIAUX

les nouvelles offres d'emploi  
d'INITIATIVES

Le groupe GEORGE V recherche pour sa filiale



## Directeur Commercial

FHP a su prendre sur son marché une position de leader grâce à une conception de produits particulièrement adaptés à la demande du client. Cette démarche lui assure un fort développement qui entraîne la création d'un poste de Direction Commerciale.

Les particularités du marché abordé et celles de la société demandent une expérience significative de management de force de vente, une véritable sensibilité au produit et une démarche intellectuelle tournée essentiellement vers l'avenir et la création. Si à 35/40 ans, vous pouvez démontrer une telle expérience, nous vous proposons un salaire à la hauteur de votre dynamisme et de celui de la société. Merci d'envoyer CV, photo et prétentions à F.H.P., sous réf. AZ, 43 bd du Maréchal-Joffre - 92340 Bourg-la-Reine.

LE CORUM

MONTPELLIER  
EUROSCITE

## Attaché(e) Commercial(e)

Le Corum, Opéra-Palais des Congrès situé au cœur de Montpellier est un centre unique en Europe. Doté des équipements les plus sophistiqués, il offre de multiples possibilités d'accueil : Amphithéâtre, surface d'exposition, espace restaurant...

Vous souhaitez prendre en charge le développement commercial de cet ensemble auprès d'une clientèle composée d'entreprises, de congrès, de syndicats et groupements professionnels. Vous appuyant sur un fichier performant et sur une équipe rodée et dynamique, vous serez à même d'atteindre vos objectifs rapidement.

A environ 30 ans, de formation supérieure, vous disposez d'une expérience commerciale significative et réussie, si possible dans la vente de services aux entreprises. De réelles qualités de contacts, de négociation et une bonne culture sont indispensables au succès de cette mission. Vous maîtrisez obligatoirement une langue étrangère. Poste basé à Montpellier.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 163-A à : PSYNERGIE, 20 Esplanade de l'Europe, 34000 MONTPELLIER. Confidentialité assurée.

PSYNERGIE MONTPELLIER